

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°489

DECEMBRE 2025

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — —
Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- NEW YORK : UNE PERSONNALITÉ KURDE À LA TÊTE DU HCR
 - IRAN : MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE ET LA DICTATURE
 - SYRIE : UN AN APRÈS SON ACCESION AU POUVOIR LE BILAN DU NOUVEAU RÉGIME RESTE MITIGÉ
 - IRAK : ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU NOUVEAU PARLEMENT
 - TURQUIE : QUERELLES DE SUCCESSION AUTOUR D'ERDOĞAN
-

NEW YORK : UNE PERSONNALITÉ KURDE À LA TÊTE DU HCR

L'ex-président kurde de l'Irak, Dr. Barham Salih, a été nommé le 12 décembre à la tête du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Le 18 décembre, l'Assemblée générale de l'ONU, où 193 États sont représentés, a confirmé par consensus cette nomination.

Dr. Barham Salih, ancien réfugié kurde au Royaume-Uni, va ainsi succéder au Haut-Commissaire actuel, Filippo Grandi, le 1er janvier 2026.

Dans un message diffusé sur X, il a déclaré : « En tant qu'ancien réfugié, je sais de première main combien la protection et l'opportunité peuvent changer le cours d'une vie. »

Né en 1965 à Souleimaniyeh dans une famille de classe moyenne, (père juge, mère figure du féminisme), B. Salih a été arrêté à l'âge de 19 ans par la police de Saddam Hussein, accusé de liens avec la résistance kurde. Il a passé 43 jours dans une prison. Libéré, il a, dès l'obtention de son diplôme de lycée, choisi de s'exiler au Royaume-Uni où il a poursuivi ses études universitaires, complétées par un doctorat. Cette expérience de persécution et d'exil « a formé une approche du leadership basée sur l'empathie, le pragmatisme et un engagement de principe en faveur du droit international », affirme Dr. Salih.

Devenu représentant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), d'abord à Londres puis à Washington, Dr. Barham Salih a, après la chute de la dictature de

Saddam Hussein, été d'abord ministre du Plan, puis vice-Premier ministre de l'Irak jusqu'en 2009. De retour au Kurdistan, il a été nommé Premier ministre du Kurdistan en 2011. En 2018, il a été élu président de la République d'Irak, poste qu'il a occupé jusqu'en 2022.

Depuis, il partage son temps entre l'American University de Souleimaniyeh, qu'il a fondée, et l'université de Harvard, où il donne des cours à la Kennedy School of Government.

Sa nomination au poste de Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés a été saluée avec fierté dans le Kurdistan et en Irak.

C'est la première fois qu'un Kurde occupe un poste à la tête d'une agence de l'ONU.

Même si le peuple kurde ne dispose d'aucune représentation étatique, c'est la première fois aussi qu'une personnalité issue du Proche et Moyen-Orient

occupe ce poste, dévolu généralement à une haute personnalité européenne.

Le succès du Dr. Barham Salih

est d'autant plus méritoire qu'il était en compétition avec d'éminentes personnalités européennes.

IRAN : MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE ET LA DICTATURE

L'année 2025 se termine par un nouveau et puissant cycle de manifestations populaires contre l'effondrement de l'économie et la vie chère. Elles ont commencé le 27 décembre d'une manière spontanée dans le plus grand marché pour téléphones portables de Téhéran. Assez rapidement, les commerçants du grand bazar se sont joints à la protestation en baissant leurs rideaux le 28 décembre.

Le mouvement s'est répandu ensuite telle une traînée de poudre dans 21 des 31 provinces du pays. Les étudiants, y compris ceux des universités d'élite de l'Iran, ont rejoint les manifestations qui, dans un premier temps, se sont déroulées pacifiquement.

Les commerçants dénoncent l'effondrement de la monnaie nationale qui, face au dollar, symbolise très concrètement la chute vertigineuse du pouvoir d'achat de la population.

Fin décembre, un dollar américain s'échangeait contre 1,4 million de rials (contre 820.000 il y a un an) et un euro valait 1,7 million de rials (contre 855.000 il y a un an).

Cette dépréciation chronique entraîne hyperinflation et volatilité des prix, rendant très difficile l'exercice des commerçants, notamment ceux dépendants des importations de produits technologiques, de l'or ou même de certaines marchandises de première nécessité.

Ainsi, selon Le Monde du 31 décembre, en neuf mois le prix du fromage a augmenté de 140 %, le

pain de 250 %, tandis que le prix du lait a connu une hausse de 50 % en deux mois et celui de la viande hachée de 20 % en un mois. Le taux d'inflation officiel de 52 % sur un an affiché par le Centre iranien des statistiques reste très en-deçà de l'évolution réelle des prix.

Le fait que les « bazaris », c'est-à-dire les commerçants du bazar, pour la plupart azéris et persans chiites, fidèles parmi les plus fidèles du régime, basculent à leur tour dans la contestation et dénoncent la corruption et l'incompétence des gouvernements constitue sans doute un tournant qui révèle l'isolement croissant de la théocratie au pouvoir.

Les classes moyennes, largement paupérisées, étaient déjà entrées en dissidence, tandis que les classes populaires tentent de survivre avec des salaires mensuels allant de 100 à 150 dollars par mois.

Cette grave crise économique, sociale et politique survient après les dures épreuves de la sécheresse historique qui a sévi cet été dans le pays, privant une bonne partie de la population d'eau et d'électricité, et qui a mis en lumière la gestion catastrophique des ressources hydriques du pays, l'incurie et l'imprévoyance de ses dirigeants.

Ceux-ci imputent ces « difficultés » aux sanctions imposées à l'Iran depuis 2018 par les Américains et depuis octobre dernier par les Européens en raison de la poursuite du programme nucléaire iranien.

Mais les gens ne sont guère dupes. Ils ne veulent ni de ce coûteux programme nucléaire ni de la politique étrangère iranienne qui finance à grande échelle une série de milices armées dans plusieurs pays arabes dans le cadre de sa prétendue « Axe de la résistance ». Dans les rues, les manifestants crient « Ni Gaza, ni le Liban, que ma vie soit sacrifiée pour l'Iran », « Mort au dictateur » (Khamenei).

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a affirmé qu'il était à l'écoute des « revendications légitimes » des manifestants. Il a même chargé son ministre de l'Intérieur d'engager le dialogue avec eux et il a remplacé le directeur de la Banque centrale, accusé d'avoir failli à protéger le cours de la monnaie nationale. Il a toutefois rappelé qu'il ne pouvait pas « faire de miracle » pour régler rapidement les problèmes du pays.

Ce dont la population est bien consciente, car le président n'a guère de pouvoir dans le système iranien où l'essentiel du pouvoir est détenu par le Guide suprême Ali Khamenei et par l'appareil sécuritaire et judiciaire qu'il supervise, un appareil qui n'a pas tardé à sévir en adressant des avertissements par SMS aux utilisateurs de téléphones portables, les prévenant que les services de renseignement avaient détecté leur présence « aux abords de rassemblements illégaux » (Le Monde, 31 décembre).

Pour éviter la poursuite et la contagion des manifestations, les autorités ont décrété que le 31

décembre serait férié, tout comme les 2 et 3 janvier 2026, dans l'espoir de l'essoufflement de ces protestations populaires. Espoir qui semble vain, car celles-ci reflètent une lame de fond qui remonte au moins aux grandes manifestations du mouvement « Femme, Vie, Liberté » consécutives à la mort en garde à vue de l'étudiante kurde Jina Mahsa Amini en septembre 2022 pour un voile mal porté.

La question du port obligatoire du voile islamique dans l'espace public est revenue dans l'actualité : le 2 décembre, 155 députés sur les 290 que compte le Parlement iranien ont signé une lettre adressée au chef du pouvoir judiciaire, dénonçant l'inaction de certains responsables du gouvernement mais aussi de la justice à appliquer les règles en vigueur pour faire respecter le port du voile.

« Cette négligence a favorisé la nudité, le non-respect du voile et d'autres comportements anormaux » (RFI, 2 décembre).

Il y a un an, le président iranien avait refusé de promulguer une loi votée au Parlement qui prévoyait un net durcissement des peines à l'encontre des femmes non ou mal voilées. Ces derniers mois, les autorités ont fermé plusieurs cafés et restaurants pour non-respect du voile ou pour avoir servi de l'alcool, interdit en Iran.

Le 5 décembre, deux organisateurs du marathon de Kish ont été arrêtés et poursuivis pour « indécence » après la participation de femmes non voilées, dont les images ont été diffusées sur les réseaux sociaux.

Une procédure pénale a été engagée contre les organisateurs car la manière dont l'événement s'est déroulé était « contraire à la décence », a estimé le procureur général de l'île de Kish, qui a appelé à des mesures « fermes, dissuasives et sans indulgence » (Le Monde, 6 décembre).

Le 6 décembre, le prix Nobel de la Paix Narges Mohammadi a été renvoyée en prison un an après sa libération pour raisons de santé.

Elle a été arrêtée en même temps qu'une quarantaine d'autres dissidents lors d'une cérémonie en mémoire de l'avocat kurde Khosrow Alikordi, figure de la défense des prisonniers politiques, mort six jours plus tôt dans des circonstances jugées suspectes. Selon sa famille, avec laquelle elle a pu brièvement s'entretenir par téléphone, Mme Mohammadi a reçu de violents coups de matraque à la tête et au cou lors de son arrestation. Elle a dû être transférée à deux reprises à l'hôpital et au service des urgences.

Selon le témoignage de sa famille, rapporté par *Le Monde* du 14 décembre, son état

de santé serait « préoccupant » et elle serait désormais accusée de « collaboration avec l'État d'Israël », une charge passible de la peine de mort.

Figure respectée de la défense des droits humains, l'avocat kurde Khosrow Alikordi a été trouvé mort dans son cabinet. Selon les autorités iraniennes, sa mort serait due à un accident vasculaire cérébral.

Mais ses proches rejettent cette version officielle et font valoir que l'avocat leur avait confié avoir reçu des menaces du pouvoir liées à sa défense d'opposants politiques. Ils s'étonnent aussi que la police et les services de renseignement, arrivés rapidement sur les lieux de son décès, aient confisqué le contenu des caméras de surveillance.

Lors de la cérémonie marquant le septième jour de la mort de Khosrow Alikordi, des slogans hostiles au pouvoir ont été scandés, notamment « Femme, Vie, Liberté » et « Mort au dictateur ». Des dizaines d'agents en civil sont intervenus ; ils ont frappé violemment les participants à la cérémonie avant de les arrêter.

Le parquet de Mashhad a confirmé l'arrestation de 39 personnes accusées de « propagande contre le régime », « rassemblement illégal » et de « collusion avec les ennemis de la République islamique » (*Le Monde*, 15 décembre).

SYRIE : UN AN APRÈS SON ACCESION AU POUVOIR LE BILAN DU NOUVEAU RÉGIME RESTE MITIGÉ

Le 8 décembre, le premier anniversaire de la chute de la dictature des al-Assad a été célébré par des défilés militaires et des manifestations de la population arabe sunnite dans plusieurs villes syriennes. La prière de l'aube à la Mosquée des

Omeyyades a marqué le début de ces festivités à Damas. Selon l'AFP, des dizaines de milliers de personnes portant des drapeaux syriens et ceux de l'islam ont envahi les rues.

Dans un discours devant un parterre d'officiels, le président par-

intérim Charaa a déclaré : « Aujourd'hui, à l'aube de la liberté, nous déclarons un abandon définitif de l'ère du despotisme et de la tyrannie, inaugurant une nouvelle aube radieuse, fondée sur la justice, la bienveillance et la coexistence. »

« La phase actuelle exige que tous les citoyens unissent leurs efforts pour bâtir une Syrie forte, consolider sa stabilité, préserver sa souveraineté », avait plus tôt déclaré l'ancien djihadiste de 43 ans après la prière du matin à la Mosquée des Omeyyades.

Des déclarations de bonnes intentions qui n'ont guère convaincu ni les Alaouites, qui ont boycotté les célébrations et fermé leurs commerces dans les villes côtières où ils vivent, ni les Druzes entrés en dissidence après les massacres commis en juillet dernier par la nouvelle «armée arabe syrienne». Les chrétiens, très inquiets de la nature islamiste du nouveau régime et des manifestants brandissant des étendards de partis islamistes, sont restés cloîtrés chez eux. Le souvenir de l'attentat de l'église Mar Elias, qui a fait 25 morts le 22 juin près de Damas, est encore très présent dans tous les esprits, tout comme le traumatisme du massacre de plus de 1700 alaouites en mars 2025 hante encore la population alaouite.

Les Kurdes, en conflit latent avec le nouveau régime, ont interdit toute manifestation de célébration de l'anniversaire, pour des raisons de sécurité.

De son côté, l'ONG Amnesty International, dans un communiqué public à cette occasion, écrit : « La réponse du nouveau gouvernement aux graves violations commises depuis son arrivée au pouvoir serait un test décisif de son engagement envers la justice et l'établissement des responsabilités. »

Pour le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, cet anniversaire est « l'occasion de reconstruire des communautés brisées et de panser les plaies ». Vœux pieux, car dépourvus de mécanismes de justice transitionnelle et de contrôle de l'évolution du régime.

La communauté internationale, soulagée par la chute d'une dictature sanguinaire qui a sévi pendant 54 ans et la fin d'une guerre civile qui a duré 14 ans, fait plus de 500.000 morts et plusieurs millions de réfugiés et de déplacés, veut croire aux promesses de stabilisation et de reconstruction du nouveau régime.

Les influents parrains de ce dernier, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite ont convaincu le président Trump de recevoir le président syrien par intérim et de lever les sanctions américaines frappant la Syrie. Le 17 décembre, le Congrès américain a, à son tour, approuvé la levée définitive de ces sanctions. L'Union européenne, préoccupée par la question des réfugiés syriens, a, elle aussi, levé inconditionnellement ses sanctions et veut croire que la nouvelle Syrie est désormais un pays stable et sûr vers lequel elle pourra renvoyer sans état d'âme les demandeurs d'asile syriens. Ce faisant, elle s'est privée des moyens financiers et politiques d'influer sur l'évolution du nouveau régime syrien qui a désormais carte blanche pour faire ce qu'il veut à l'intérieur de ses frontières pour asseoir de gré ou de force son autorité. Il est devenu d'autant plus fréquentable qu'il a décidé de joindre la Coalition internationale de lutte contre Daech, dirigée par les États-Unis, et d'engager un processus de normalisation avec Israël.

Les États-Unis, qui vont disposer officiellement d'une base militaire en Syrie, semblent ne plus considérer les Forces démocratiques syriennes (FDS), colonne vertébrale de la lutte contre Daech depuis 2014, comme des alliés indispensables. Ils testent leurs nouveaux alliés arabes syriens.

Mais ce test s'est révélé hasardeux : une mission militaire qui s'est rendue le 17 décembre au centre militaire syrien à Palmyre

est tombée dans une embuscade. Trois Américains, dont deux soldats et un interprète, ont été tués, trois autres soldats blessés par les tirs d'un membre des forces de sécurité syriennes. Le gouvernement syrien a présenté ses condoléances et affirmé que le coupable, soupçonné d'appartenance à l'État islamique, faisait l'objet d'une enquête pour « extrémisme ».

Les Américains, qui sont dans la région depuis maintenant une bonne dizaine d'années, semblent ignorer que l'*« armée arabe syrienne »*, leur nouvelle alliée, est un assemblage hétéroclite d'une kyrielle de milices islamistes, dont certaines comptent dans leurs rangs des milliers de djihadistes étrangers et des membres plus ou moins reconvertis d'al-Qaïda et de Daech. C'est avec ce genre d'attelage qu'ils comptent lutter contre Daech.

Très en colère, le président américain a promis une riposte « foudroyante ». Le 19 décembre, il a écrit sur Truth Social des menaces de lourdes représailles « contre Daech. Plus de 70 cibles à de multiples endroits dans le centre de la Syrie », qui auraient tué au moins cinq djihadistes (AFP, 20 décembre ; New York Times, 19 décembre ; Le Monde, 19 décembre).

L'État islamique profite du vide de pouvoir dans les régions désertiques pour redéployer ses activités. Cela encourage les cellules dormantes à se manifester, y compris dans les territoires sous contrôle kurde.

Le 18 décembre, les forces kurdes ont empêché de justesse une tentative d'évasion de 18 femmes prisonnières du camp d'al-Hol. Selon la directrice du camp, Jihan Hanan, ce groupe de prisonnières de Daech préparait une fuite.

Selon les statistiques communiquées par le superviseur des camps de prisonniers du Rojava, Sheikman Ahmad, à la chaîne de télévision kurde Rûdaw (11 décembre), le camp d'al-Hol abritait fin novembre 25.183 prisonniers, dont 14.920 Syriens, 3.988 Irakiens (qui devraient être rapatriés à la fin de l'année) et plus de 6.200 étrangers d'autres nationalités.

Le 14 décembre, dans une opération préventive, les FDS ont démantelé une cellule de Daech dans la province de Deir ez-Zor et arrêté quatre djihadistes préparant des attentats et assurant un soutien logistique aux autres cellules de cette zone (Rûdaw, 15 décembre).

Le 7 décembre, dans une autre opération, un chef local de Daech, Saker Ahmed al-Khalaf al-Abdullah, impliqué directement dans sept des vingt attaques récentes menées par son organisation contre les FDS, a été arrêté.

Les djihadistes semblent bénéficier d'une certaine protection de certaines tribus arabes de la région, qui demandent le retour de l'armée syrienne dans la région et qui entretiennent aussi des relations suivies avec les services turcs.

Les FDS ont, tout au long du

mois, subi des attaques sporadiques d'artillerie et de drones de l'armée syrienne.

Mais c'est dans les quartiers kurdes d'Alep, soumis depuis plusieurs mois à un véritable encerclement et à un blocus alimentaire, que la situation reste explosive.

Les milices islamistes, qui auparavant sévissaient comme auxiliaires de l'armée turque dans le canton d'Afrin, sont à présent mobilisées, toujours à l'instigation de la Turquie mais sous l'uniforme de « l'armée arabe syrienne », pour s'emparer des quartiers de Cheikh Maqsoud et d'Achrafiyé, abritant plus de 460.000 Kurdes, dont beaucoup de déplacés d'Afrin.

Les affrontements avec les forces locales d'autodéfense (Assayich) ont fait, les 22 et 23 décembre, au moins trois morts parmi les civils.

Le cessez-le-feu conclu entre les FDS et le ministère syrien de la Défense reste précaire, car les précédents cessez-le-feu ont été régulièrement violés par les milices islamistes.

Par ailleurs, les violences contre la communauté alaouite se poursuivent.

Le 26 décembre, une explosion s'est produite à l'intérieur d'une

mosquée située dans le quartier alaouite de la ville de Homs, dans le centre de la Syrie, faisant au moins huit morts et 18 blessés, selon un bilan provisoire communiqué par les autorités.

Cet attentat a été revendiqué par le groupe djihadiste sunnite Saraya Ansar al-Sunna.

Cet attentat constitue, selon le ministère syrien de l'Intérieur, « une tentative désespérée de déstabiliser le pays et de semer le chaos ».

Des villes alaouites ont participé le 28 décembre à des manifestations dans plusieurs villes syriennes pour réclamer la fin des violences contre leur communauté.

La répression de ces manifestations par les forces de l'ordre a fait « trois morts et 60 blessés », selon l'agence officielle syrienne SANA.

Le président du Conseil islamique alaouite en Syrie, Ghazal Charaf, a publié un appel sur Facebook :

« Nous ne voulons pas d'une guerre civile, nous voulons un fédéralisme politique. Nous ne voulons pas de votre terrorisme. Nous voulons décider de notre propre destin. » (Le Monde, AFP, 28 décembre).

IRAK : ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU NOUVEAU PARLEMENT

La Cour suprême fédérale a ratifié le 14 décembre les résultats des élections législatives du 11 novembre 2025. Cette décision, après l'examen de quelques litiges mineurs, a été prise à l'unanimité des membres de la Cour.

Si la loi électorale a été contestée comme « injuste » par plusieurs

partis politiques, notamment kurdes, en raison du découpage inégal des circonscriptions électorales, le déroulement du scrutin et son dépouillement ont été considérés comme « sincères et honnêtes » par toutes les parties concernées ainsi que par les observateurs de l'ONU.

Il s'agit sans doute des premières élections véritablement libres et

sincères de toute l'histoire de l'Irak, témoignant à la fois d'une certaine maturité politique du pays et d'un bon degré de compétence et d'indépendance de sa Haute Commission électorale.

Deux semaines après l'annonce officielle de ces résultats électoraux, le nouveau parlement s'est réuni le 29 décembre à Bagdad.

Après la prestation de serment, 309 députés sur 329 ont voté pour élire le président du Parlement parmi trois candidats. Le leader de la liste sunnite Taqaddum (Progrès), Mohamed al-Halboussi, a été élu avec 208 voix.

Âgé de 45 ans, M. al-Halboussi a été député à deux reprises et a présidé la commission parlementaire du pétrole et de l'énergie durant ses deux mandats.

D'après la Constitution irakienne adoptée en 2005 par référendum, le Parlement doit, après cette première séance, élire le président de la République dans un délai de 30 jours, c'est-à-dire avant le 28 janvier 2026.

Selon l'usage désormais bien établi, ce poste plutôt honorifique revient à une personnalité kurde. Jusqu'ici, ce sont les candidats présentés par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), bénéficiant du soutien tacite ou explicite du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui ont été élus à ce poste.

En contrepartie, le PDK obtenait les postes de Président et de Premier ministre de la Région du Kurdistan. Les rapports de force entre ces deux principales formations politiques kurdes ayant évolué au fil des ans, ce gentlemen's agreement est remis en cause. D'autant que, plus d'un an après les élections au parlement du Kurdistan, l'UPK n'a toujours pas accepté la proposition du PDK pour la formation d'un gouvernement kurde de coalition.

En présentant un candidat au poste de président de la République irakienne, le PDK semble exercer une forte pression pour monnayer son soutien à l'UPK à Bagdad contre des concessions pour la formation d'un gouvernement de coalition à Erbil. Parmi les candidats du PDK au poste de présidence ira-

kienne, Dr. Fuad Hussein, actuellement vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a toutes les chances d'être élu, car ce Kurde de confession chiite est très apprécié des principaux partis chiites du parlement irakien ainsi que de la majorité des députés kurdes.

Une fois élu, le nouveau président de la République devra nommer un Premier ministre issu de la majorité chiite. Le cadre de la Coordination chiite, qui regroupe les principaux partis chiites représentés au Parlement irakien, doit présenter un candidat à ce poste, bénéficiant du soutien du haut clergé chiite de Najaf ainsi que de l'aval de l'Iran et, comme de coutume, des États-Unis.

Deux candidats principaux semblent être en lice : le Premier ministre sortant Mohammed Chia al-Soudani et l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki, proche de Téhéran.

L'issue dépendra aussi de l'évolution des relations irano-américaines. Ayant perdu certains de ses alliés régionaux (Syrie, Hezbollah libanais, Hamas), la République islamique tente par tous les moyens à sa disposition de conserver son influence en Irak.

En décembre, le Kurdistan, qui avait souffert cet été d'une sévère sécheresse, a subi de fortes précipitations provoquantes ça et là des inondations, notamment dans la plaine de Chamchamal dans la province de Suleimanieh et à Kirkouk. Au moins 5 personnes ont été tuées, 19 blessées.

Selon un bilan établi le 14 décembre par le Centre de coordination des crises du Kurdistan, 2.225 maisons et 215 commerces ont subi de sévères dégâts au cours de ces inondations qui ont duré trois jours. Une centaine de ver-

gers ont été dévastés. Les écoles et les administrations sont restées fermées pendant les journées de fortes précipitations (Rudaw, 14 décembre).

Un effort de solidarité mobilisant la population et les grandes entreprises de la région comme Dana Gas a permis de secourir et d'indemniser les sinistrés.

Par ailleurs, le 3 décembre, les États-Unis ont inauguré en grande pompe leur nouveau consulat à Erbil. Ce complexe, s'étendant sur plus de 20 hectares, est considéré comme le plus grand consulat général américain dans le monde.

« Il s'agit d'un symbole du partenariat à long terme entre les États-Unis et l'Irak et la Région du Kurdistan irakien », a déclaré Michael Rigas, le secrétaire général adjoint du Département d'État chargé des ressources humaines, lors de la cérémonie d'inauguration, aux côtés du président, du Premier ministre et des principaux dirigeants kurdes (AFP, 3 décembre).

Le 17 décembre, la Journée du Drapeau kurde a été célébrée dans les principales villes du Kurdistan ainsi que dans la diaspora. À Paris, une cérémonie a été organisée par la représentation du Gouvernement régional du Kurdistan (KRG) en France en présence de la maire de Paris, Mme Anne Hidalgo, et de nombreuses personnalités françaises et kurdes. Conçu aux lendemains de la Première Guerre mondiale par des patriotes kurdes au moment où l'idée d'un Kurdistan indépendant était soutenue par le président américain Woodrow Wilson et actée dans le traité international de Sèvres d'août 1920, jamais appliqué.

Le drapeau kurde a d'abord flotté sur le Mont Ararat lors du soulèvement kurde de 1927-1930, avant d'être adopté par l'éphé-

mère République kurde de Mahabad de 1946, au Kurdistan iranien.

En 1992, le Parlement du Kurdistan irakien a, à son tour,

adopté ce drapeau qui flotte sur les bâtiments publics de la région.

Symbol de la résistance kurde et du combat du peuple kurde

pour sa liberté, il est régulièrement brandi lors des manifestations kurdes en Turquie, en Iran et en Syrie, malgré les interdictions.

TURQUIE : QUERELLES DE SUCCESSION AUTOUR D'ERDOĞAN

Le président turc Erdoğan se porte de moins en moins bien. Même si le verbe reste toujours aussi haut et belliqueux, sa démarche est défaillante et nécessite l'aide de l'entourage pour monter les escaliers et faire quelques pas. Son pouvoir crépusculaire donne d'ores et déjà lieu à d'après querelles pour sa succession qui, longtemps sourdes et tues, se révèlent désormais au grand jour.

Parmi les nombreux candidats à sa succession émergent deux noms : celui de son gendre Albayrak, ancien ministre des finances et richissime homme d'affaires, et celui de l'actuel ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan, « la boîte noire » du président Erdoğan, qui a longtemps dirigé la redoutable et omniprésente Organisation nationale du renseignement (MIT). Bureaucrate d'origine kurde, dont certains cousins sont encore dans les maquis du PKK, rallié à Erdoğan, Fidan incarne l'aile nationaliste dure du parti gouvernemental AKP.

La guerre de succession se joue pour l'instant à fleurets mouchetés, à travers les entourages respectifs des deux postulants. Comme dans un jeu d'échecs, chacun essaie d'éliminer un à un les pions de son adversaire. Et dans ce jeu sans merci, Fidan vient de perdre un partisan de poids : le présentateur vedette de l'influente chaîne d'infos continues, Habertürk, Mehmet Akif Ersoy. Fils d'un islamiste radical proche des réseaux djihadistes internationaux, ce journaliste, qui

a passé quelques années en Syrie où il a appris l'arabe, le promoteur des diverses mouvances islamistes, tels les Frères musulmans, fut un temps « conseiller spécial » du directeur général de la puissante Diyanet (Direction générale des affaires religieuses), qui finance, administre et contrôle les mosquées sunnites du pays et leurs personnels, y compris les muftis et les imams.

Le 9 décembre, ce personnage très populaire dans l'électorat de l'AKP a été arrêté et incarcéré pour usage de cocaïne, sur la base des aveux d'un préteur et anonyme « dealer de drogue célèbre ». S'ensuivirent des allégations d'avances sexuelles sur des présentatrices de télévision. Les sept membres de son équipe de Habertürk ont également été arrêtés.

« Le prince des médias » turcs pro-gouvernementaux, pourfendeur implacable des opposants au régime, se trouve donc ainsi à son tour derrière les barreaux. Et le quotidien turc Sabah, détenu par les frères Albayrak, fait ses choux gras de l'inconduite et des turpitudes de cette vedette « très proche du ministre Fidan ».

Un autre proche de ce dernier, Furkan Torlak, a démissionné de son poste de « coordinateur de la lutte contre la désinformation » (Le Monde, 22 décembre). Cependant, le ministre Fidan a repris la main pour attester son patriotisme turc et son utilité pour le régime. Le 22 décembre, il s'est rendu à Damas pour s'entretenir avec son homologue syrien et mettre la pression sur

les Kurdes syriens afin que les forces kurdes intègrent l'armée nationale syrienne. Il était accompagné du ministre turc de la Défense, Yaşar Güler, afin de procéder à « une évaluation générale » des relations entre les deux pays.

Lors de la conférence de presse commune, le chef de la diplomatie syrienne, Assad al-Shalbani, a annoncé que ses services avaient reçu une réponse des Forces démocratiques syriennes (FDS) sur une proposition d'intégration dans l'armée syrienne : « Nous étudions cette réponse et la façon dont elle va dans le sens de l'intérêt national et d'un territoire syrien uniifié » (AFP, 22 décembre). Les deux ministres turcs ont également rencontré le président par intérim syrien.

Au cours de cette visite médiatisée des affrontements meurtriers ont opposé les forces de sécurité kurdes locales (Assayish) aux milices islamistes de « l'armée syrienne libre », qui encerclent depuis plusieurs mois les quartiers kurdes de Cheikh Maqsoud et Achrafiyé dans la banlieue d'Alep, abritant quelque 460.000 habitants — pour une bonne partie des déplacés du canton d'Afrin, qui ont fui leurs foyers après l'invasion turque de 2019. À l'instigation de son parrain turc, le régime syrien cherche à s'emparer de ces quartiers coûte que coûte.

Préoccupé par ces affrontements, le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a, le 30 décembre, appelé « la Turquie à faciliter un accord entre les

Kurdes syriens et Damas ». « Il est essentiel que la Turquie joue un rôle de facilitateur, constructeur et garant sur le dialogue dans le processus. Ceci est crucial tant pour la stabilité régionale que pour le renforcement de sa propre paix intérieure », affirme le leader kurde qui semble croire que les pompiers pyromanes turcs vont éteindre le feu de ce nouvel incendie potentiellement dévastateur.

Le 3 décembre, Öcalan avait réaffirmé son « soutien au processus de paix » qui n'a guère progressé en décembre en dépit de plusieurs réunions de la commission ad hoc et des visites de la délégation du parti pro-kurde DEM aux principales formations politiques turques, afin de convenir d'un ensemble de réformes et de mesures législatives pour traduire en actes concrets les vagues promesses de paix et de fraternité.

La Turquie fait face désormais à la

résurgence menaçante des cellules dormantes de Daech qu'elle a longtemps tolérées. Le 29 décembre, une vaste opération a été menée dans 21 provinces : 357 suspects liés à l'État islamique ont été arrêtés au cours de ce vaste coup de filet. Trois policiers turcs ont été tués au cours de l'opération, qui a duré plusieurs heures dans la province de Yalova, dans le nord-ouest du pays, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Ali Yerlikaya, au cours d'une conférence de presse tenue le 30 décembre (AFP). Six membres de Daech, tous de nationalité turque, ont été tués. Le 24 décembre, le procureur d'Istanbul avait ordonné l'arrestation de 137 membres présumés de l'État islamique, « à la suite de renseignements indiquant que l'organisation terroriste planifiait des attaques pendant les célébrations de Noël et du Nouvel An ».

Sur le plan diplomatique, les relations du président turc avec son allié Poutine battent de l'aile. Les

attaques russes contre des navires marchands, souvent battant pavillon turc, en mer Noire, inquiètent les Turcs, qui entretiennent des relations commerciales substantielles aussi bien avec l'Ukraine qu'avec la Russie.

Pour se rapprocher de Washington et réintégrer à terme le programme américain des F-35, la Turquie envisage le renvoi de ses missiles S-400 à la Russie, à en croire les informations du quotidien *Le Monde* de 19 décembre. Washington demande également à Ankara de réduire sa dépendance au pétrole et au gaz russes, sous peine de sanctions. Et le président turc Erdogan, qui a longtemps voulu ménager le chou et la chèvre, se retrouve dans une délicate position d'équilibre au terme d'un exercice qui a fait l'admiration de ses partisans. Mais face aux nouvelles pressions, il sent bien qu'on ne plaisante pas avec Donald Trump !

The New York Times

Dec. 1, 2025

Outdoor Concerts? Uncovered Hair? Shimmying in Public? Is This Iran?

Young people across Iran have been leading a dramatic change in social mores in recent months.

“We have a fearless young generation that is breaking taboos.”

Thousands of young men and women, hair uncovered and dressed in jeans and short-sleeve tops, jumped up and down, dancing and singing at a packed outdoor pop concert. In another part of town, young people bobbed to the beat of a hard rock street band. And scores of people traversed the city to experience Design Week, a festival of gigantic colorful art installations, light shows and live music in multiple locations.

This is not New York or Berlin. It's Tehran, the capital of Iran, where young people in recent months have been leading a social renaissance. Last month, a five-day jazz festival turned cafes and art galleries into performance spaces.

It is a stark contrast to just five years ago, when women could be beaten and dragged into police vans for showing a few strands of hair, security forces raided homes to break up house parties, and dancing was banned in public.

A video shared on social media shows young people in central Tehran gathered around a band playing on a busy street.

“The society is changing at a very fast speed, almost like a shedding of skin. Aside from the openings we see in social space, we have a fearless young generation that is breaking taboos,” Donya Amiri, a 33-year-old fashion critic



The Iranian singer Sirvan Khosravi performing at an outdoor concert in Tehran in September. Amir Aghazadeh

and designer in Tehran, said in an interview. “The young generation wants its basic freedoms, and it’s getting them through sheer perseverance.”

Scores of videos shared on social media, and interviews conducted with more than two dozen Iranians — among them artists, designers, musicians, entrepreneurs, university students, as well as sociologists and political analysts — depict a country in the throes of grassroots change.

Political dissent is still not tolerated, executions and death sentences are frequent, and security agents in early November arrested at least four scholars, economists and

writers who had been critical of the system. But the government of President Masoud Pezeshkian, a cardiac surgeon who campaigned on granting more social freedoms, seems unwilling or unable to confront the tide of change and is perhaps wary of crackdowns backfiring and inciting unrest.

The government is already dealing with crisis upon crisis, including a dire economy, recovery from war with Israel, and an acute shortage of water and energy resources. Dancing lifts the gloom.

Scores of people traversed the city to experience Tehran Design Week, a festival of gigantic colorful art installations, light shows and live music in

multiple locations. Arash Khamoshi for The New York Times

The festivities are not limited just to Tehran. Concerts and festivals are being staged across the country, in cities big and small, attracting enormous crowds. In Yazd, a religious, conservative city, a singalong concert was held of pop songs from the pre-revolution era once banned. The city of Kerman hosted a desert marathon in October where men and women ran alongside one another; morning yoga, and group exercise has become a staple at many parks; street musicians, notably women singing solo, are common sights; hip-hop dancers have appeared in

[Shiraz and other places](#); and impromptu dance parties at cafes, [like this one in Karaj](#), and malls with DJs are a growing trend.

"We need to feel happiness and joy," said Parnia, a 26-year-old beauty specialist in an interview from Tehran, asking her last name not be published for fear of retribution. "I go to these concerts to listen to music — when I'm there, I don't think of war or conflict, I am in the moment, enjoying the special night."

In a desert near Isfahan, tour operators organize [rave parties dancing around gigantic statutes and fire pits](#) in the style of the Burning Man festival in Nevada. Tehran's Grand Bazaar, known as a bastion of tradition, [held a fashion show with women models sashaying down a red-carpet runway draped](#) in fur coats and cashmere shawls. Some restaurants in Tehran quietly serve wine and mix a shot of vodka in cocktail orders.

Musical theater, a thing seldom seen in Iran because of restrictions on women singing and dancing, has also come to Tehran. Broadway-style renditions of the Oliver Twist and Robin Hood stories have played to sold-out audiences nightly, according to social media posts.

It is grassroots change from a new generation of Iranians who, connected to the outside world through social media and less fearful of arrest, are testing boundaries and reclaiming public spaces from the Islamic government, long known for its stifling restrictions on mixed gender gatherings, dancing, singing, alcohol and Western-style events.

A concert by the singer Sirvan Khosravi in Tehran. Courtesy Bahman Babazadeh.

Fatemeh Hassani, a sociologist who studies social developments, said in an interview from Tehran that the boundaries of public and private life are increasingly blurred as young people refuse to live a double life.

"Over the past four decades, much of Iranian culture existed in private spaces: in homes, parties and restricted settings. But today, those same values, emotions and lifestyles are being reproduced in the public sphere," Ms. Hassani said.

The government itself has jumped on the bandwagon of the trend, if a little tentatively.

In September, it organized a series of free outdoor music events across the country called happiness concerts, inviting top singers and bands to perform for the public to cement the nationalism forged as the country responded to the 12-day war with Israel in June. The move was a first of its kind: Iran's government typically holds its celebratory events at mosques with public prayer services, not pop concerts.

"Holding concerts with millions of people participating strengthens our unity," said Fatemeh Mohajerani, the spokeswoman for the government, to local media in September. She added that events like street concerts would help "increase collective happiness."

The move generated praise and criticism, with some saying the government was doing something enjoyable for a change and others calling it duplicitous and aimed at distracting people from the country's many problems. Nonetheless, [the concerts were a huge hit](#), with more than one million people attending, according to local news media, and inadvertently became a showcase of the widening gap

between the Islamic rulers and a new generation.

Women dancing at a concert in Tehran in October. Arash Khamooshi for The New York Times

Bahman Babazadeh, 42, a music journalist and a concert promoter, said in a telephone interview from Tehran that the war had changed how concerts could be conducted in Iran. The government was easing restrictions, such as overseeing the choice of lyrics and songs, banning dancing, and requiring women to wear the hijab. On average, Mr. Babazadeh said, at least four concerts are held each night in major cities like Tehran, Shiraz and Isfahan, drawing thousands of attendees.

The departure from Islamic rules has irked conservatives who have called for the judiciary and security forces to act, with a warning that at this pace the Islamic revolution will soon disappear. In some instances, the authorities have moved to shut down an event, like at the shop that hosted the fashion show in the bazaar, cancel a concert or fine an organizer, but it largely amounts to a game of Whac-a-Mole.

Iranian news media reported last week that the Ministry of Intelligence had provided the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, with a confidential report on the departure from Islamic social rules and the decline in women wearing the hijab, and that Mr. Khamenei had ordered the government to bring the youth and women back in line.

People watching a live musical performance at Ferdows Garden in Tehran.

But Elias Hazrati, the head of communications for Mr. Pezeshkian, the president, told Iranian news media that while

the government was "sensitive" about this issue it did not plan to "use the failed methods of the past," and that its views on hijab were "based on logic."

"Gen Z is indifferent to power, and it has reached a collective state of disrespect," said Abdolreza Davari, who was a senior adviser to former President Mahmoud Ahmadinejad, [in a thread on social media about the phenomena](#). He added that Gen Z Iranians "do not tolerate imposed interference in their daily life," and "from here, Iran's future will change."

Analysts say that the joy and fun on display across Iran does not mean that the young generation is indifferent to the economic problems afflicting the country or the sporadic attempts by the Islamic regime to crack down. Some of them describe the celebrations as a form of resilience and defiance, similar to [the movement led by women](#) who collectively abandoned wearing the mandatory hijab following [nation-wide protests in 2022](#) after a young woman, [Mahsa Amini](#), died in the custody of the morality police.

"Iranian society has been able to create some cracks in the power structure by these forms of resistance and force the regime to give in to some of the events," said Mojtaba Najafi, a political analyst based in France, who wrote a doctoral thesis on political social movements in Iran.

Amir Sam, an Instagram content creator with about 120,000 followers in Iran, [frequently shares videos of concerts and events](#), and he wrote that it gives him pleasure to see young people being happy, saying, "I hope this freedom and joy holds in every corner of Iran."



Siavosh Ghazi
02 décembre 2024

Iran: les députés signent une lettre exigeant le respect du port du voile obligatoire

Plus de la moitié des députés au Parlement iranien ont demandé à la justice d'agir contre ce qu'ils appellent un mouvement organisé en faveur du « non-respect du voile et la nudité », a rapporté un média d'État mardi 2 décembre. Alors que la loi iranienne oblige toutes les femmes de se couvrir totalement les cheveux en public depuis 1979, nombre de femmes dans les grandes villes, en particulier Téhéran, sortent désormais sans voile. Certaines choisissent même des décolletés ou des vête-

ments légers laissant apparaître leur nombril, soit des tenues inimaginables il y a quelques années.

Les 155 députés sur les 290 que compte le Parlement iranien ont signé une lettre adressée au chef du pouvoir judiciaire. Ils y dénoncent l'inaction de certains responsables du gouvernement, mais aussi de la Justice à appliquer les règles en vigueur pour faire respecter le voile. « *Cette négligence a favorisé la nudité, le non-respect du voile et d'autres comportements anor-*

maux », ont-ils écrit.

Le voile islamique est obligatoire depuis la révolution islamique de 1979. Mais à Téhéran, mais aussi ailleurs dans le pays, on voit de plus en plus de femmes sans voile et sans manteau. Certaines choisissent même des décolletés ou des vêtements légers laissant apparaître leur nombril, des tenues inimaginables il y a encore quelques années. En particulier [avant le mouvement de protestation en 2022](#) contre la mort de la jeune iranienne Mahsa

Amini, arrêtée pour mauvais respect du voile.

Il y a un an, le président iranien [Massoud Pezeshkian](#) a refusé de promulguer une loi, votée au Parlement, qui prévoyait un net durcissement des peines à l'encontre des femmes non ou mal voilées. Ces derniers mois, les autorités ont fermé plusieurs cafés et restaurants pour non-respect du voile ou pour avoir servi de l'alcool, interdit en Iran.



Nicolas Bourcier
02 décembre 2025

Ahmet Altan, opposant au régime du président Erdogan : « Aucun romancier ne doit renoncer à la possibilité d'écrire un bon roman par crainte de la prison »

L'écrivain turc vient de voir son assignation à résidence levée, après quatre années ayant suivi cinq ans en prison. Très fécond, il publie un roman sur le génocide arménien, sujet tabou en Turquie, tandis qu'en France paraît « Boléro », un huis clos amoureux.

Romancier et journaliste, opposant véhément au virage répressif de Recep Tayyip Erdogan, le président turc, Ahmet Altan signe, à 75 ans, un nouveau roman en forme de quête amoureuse et traumatisée sur l'année 1915 et le génocide arménien. Paru mi-novembre en Turquie aux

éditions Everest sous le titre *O yil* (« cette année-là », non traduit), son livre est une première du genre, abordant, sans jamais le nommer, un sujet largement tabou en Turquie. Auteur célébré en France, notamment pour son magnifique *Madame Hayat* (Actes Sud, prix Femina étranger 2021), écrit derrière

les barreaux, Ahmet Altan vient tout juste, [après cinq ans de prison](#) et quatre années d'assignation à résidence, d'être à nouveau autorisé à voyager.

Vous venez à peine de publier en France « Boléro » (*lire ci-dessous*), roman qui raconte un huis clos amou-

reux dans une Turquie contemporaine en voie de décomposition politique et morale. Au même moment paraît en Turquie un livre consacré au passé, qui évoque les horreurs de la guerre et le massacre des Arméniens. Comment faites-vous pour tenir un tel rythme ?

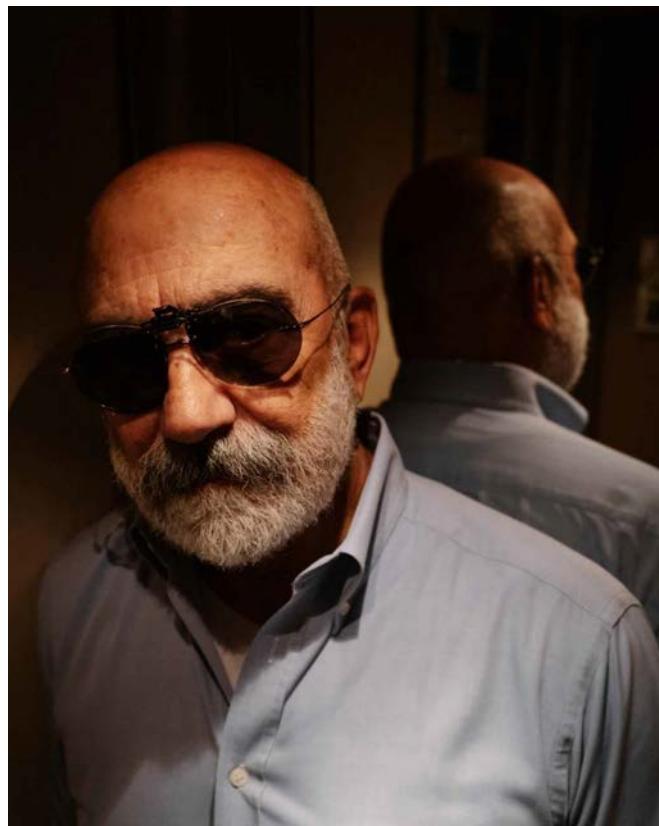
O yil est un livre que j'ai en tête depuis longtemps. C'est le dernier tome du cycle « Quartet ottoman », mais il peut se lire indépendamment des autres. Pourquoi est-il publié si vite ? Parce que je viens de le terminer ! Je suis dans une période productive, mon esprit est en pleine forme. J'écris un livre chaque année et je compte bien continuer ainsi. Je continuerai jusqu'à ce que mon imagination ou mon énergie s'épuisent. Je ne sais pas exactement pourquoi ce moment est le plus fécond de mon existence. L'âge a accru mon énergie et je considère cela comme un cadeau.

Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire, aujourd'hui, sur le génocide arménien de 1915 en Turquie ?

Pour être franc, je n'ai pas pensé à cette question ni à ses implications. Mais je vais peut-être bientôt m'en rendre compte ! Pour l'heure, la réception du livre est plutôt bonne. Quand je commence à écrire, je n'ai pas une intention ou une volonté d'explication. Je fais en sorte d'être le plus sincère et le plus honnête possible. Pour moi, la seule chose sacrée dans la vie, c'est l'écriture. On ne peut la trahir.

Certes, mais, en 2008, vous avez été inculpé pour insulte à la nation turque après une tribune, « A mon frère », dédiée aux victimes du génocide arménien...

Je suis quelqu'un qui ne tire aucune leçon du passé. Quelle est la chose la plus importante pour un écrivain ? Ecrire un bon roman. Si la peur, l'inquiétude ou le calcul s'immiscent dans vos pensées, la pureté de l'écriture est empoisonnée et le livre meurt. Aucun romancier ne doit renoncer à la possibilité d'écrire un bon roman par crainte de la prison. Les conséquences, quelles



L'écrivain turc Ahmet Altan, à Istanbul, en 2022. EMIN OZMEN/MAGNUM PHOTOS

qu'elles soient, n'ont pas tant d'importance.

Je me souviens de la première phrase d'une lettre de remerciement que j'avais écrite en prison pour la remise d'un prix à laquelle je ne pouvais pas assister : « Il faut dans la vie d'un homme quelque chose de plus important que sa vie : pour moi, c'est l'écriture. » Je ne peux m'y soustraire.

« O yil » suit un couple séparé par la guerre et happé par le fracas du monde de l'époque. Pourquoi un tel cadre ?

Ce livre clôture un cycle. Il raconte la chute d'un empire. Un empire qui tue en masse ses propres citoyens et qui s'effondre comme victime d'un suicide. En tuant les Arméniens, l'Empire ottoman se détruisait lui-même. Il est impossible de raconter la fin de l'empire sans parler du génocide des Arméniens. C'est pourquoi je devais en parler. Ecrire ce livre était une nécessité.

Est-ce la première fois que, dans la littérature turque, on parle de ces événements de cette manière ?

De nombreux Arméniens ont évidemment écrit sur cette période-là. Mais ils l'ont décrite différemment, avec plus de rage et de colère. J'essaie de raconter ce qui s'est passé à bonne distance, en m'efforçant de faire sentir la douleur que ces gens ont subie. C'est la force de la littérature : faire comprendre, ou en tout cas approcher cette douleur-là.

Avec quels matériaux avez-vous travaillé ?

Le personnage de Ragip Bey, le commandant artilleur sur [le front des Dardanelles](#) [bataille engagée en novembre 1914 par les forces alliées contre les Ottomans afin de forcer le détroit et qui s'est soldée par un échec cuisant], est en fait mon arrière-grand-père. Je me suis autorisé à utiliser cette figure, cela m'a aidé et j'aimais cette

idée. Cet arrière-grand-père a été envoyé en formation en Allemagne pendant trois ans, la société turque a connu de nombreuses histoires de ce type. Comme je l'écris, il y avait durant cette guerre et ces massacres un certain nombre de témoins allemands, des diplomates, médecins, attachés militaires... Certains ont pris des photos des atrocités pour les dénoncer, comme mon personnage Wegner, qui a vraiment existé. D'autres ont été fascinés par ce qu'ils ont vu et sont devenus nazis par la suite, après leur retour en Allemagne.

Et du point de vue des sources ?

Il y a beaucoup de sources disponibles en Turquie. Et je ne parle pas des archives officielles. Pour cette longue route de la déportation, qui va vers Deir ez-Zor [où se situait le plus grand camp de concentration pendant le génocide des Arméniens], je me suis inspiré des écrits du journaliste arménien Yervant Odian [mort en 1926], que je mentionne dans mon roman en signe de reconnaissance. Il fait chaque jour le décompte des victimes, sans pathos ni émotion. Beaucoup d'Arméniens ont écrit sur cette route de la mort où a eu lieu ce génocide. Contrairement à ce qu'on peut croire, ces livres ont été traduits en turc, mais rares sont les Turcs qui ont les ont lus. Nous sommes très peu à les connaître. Ils sont devenus des niches dont j'ai profité.

Par ailleurs, il y a eu énormément d'écrits sur cette guerre des Dardanelles. Il existe une histoire officielle, mais qui ne parle pas des erreurs commises. Comme cet assaut des Ottomans contre les positions alliées, le 19 mai 1915, que je raconte. L'offensive était totalement contraire à la logique, elle s'est soldée par des milliers

de morts. Mais ici personne n'en parle. Pour apprendre la vérité avec les livres d'histoire turcs, dit-on, il faut lire les notes de bas de page !

Vous faites intervenir le personnage d'Osman qui dialogue avec les morts. Vous êtes-vous inspiré de l'auteur allemand Edgar Hilsenrath (1926-2018) qui, dans « Le Conte de la dernière pensée » (1989 ; Le Tripode, 2014), utilise le songe pour raconter les atrocités du génocide arménien, seul moyen selon lui de raconter un tel massacre ?

Son livre n'est malheureusement pas traduit en turc. Le personnage d'Osman est né en fait en 1995, au début de mon « Quartet », avec *Comme une blessure de sabre* [Actes Sud, 2000]. C'est une figure qui m'était nécessaire pour appréhender la complexité du temps qui avance et ne s'arrête jamais. En correspondant avec les morts, Osman rend cette durée plus fluide. Et l'écrivain navigue beaucoup plus facilement dans ce temps élastique. Ce qui montre bien que le seul outil apte à lutter

contre lui ou à le battre, c'est la littérature.

Quel lien faites-vous entre temps et destin ?

Le destin est ce qui advient à un moment du temps qu'on ne connaît pas encore. C'est bien là notre faiblesse. Par exemple, moi, j'ai écrit ce livre et peut-être que quelqu'un a déjà décidé que j'allais être emprisonné ou puni pour cela, mais je ne le sais pas encore. Eh bien, à un moment donné, je vais le savoir ! C'est ce que j'appelle la tyrannie du temps. Une force à laquelle on ne peut pas s'opposer.

Cette tyrannie du temps, comment la ressentiez-vous en prison ?

Quand j'ai été arrêté la première fois, on m'a emmené dans une grande pièce où il y avait seulement une dizaine de lits et une salle de bains remplie de mouches. Il n'y avait aucun miroir et la notion de temps, en effet, avait disparu. J'ai alors compris deux choses : si tu ne peux te voir, tu disparaîs ; et si le temps n'existe plus, tu te perds aussi. Alors, je me suis créé

un temps. J'ai trouvé un vieux journal et j'ai marché d'un bout à l'autre de la pièce en comptant jusqu'à 60. A chaque trajet, j'ai déchiré un petit bout de papier. C'est devenu mon unité de temps. J'ai non seulement compris son importance, mais aussi comment faire pour éviter qu'il nous écrase.

Le trouble d'Asli

« Boléro », d'Ahmet Altan, traduit du turc par Julien Lapeyre de Cabanes, Actes Sud, 224 p., 22 €, numérique 17 €.

Pour Asli, le corps humain n'a pas de secret. Physiothérapeute brillante, indépendante et sans attache, elle enseigne et exerce avec une même efficacité. Elle se répète comme un mantra : « *Si ma raison cherche à entraver ma chair, je l'étranglerai à mort* », mais il n'est pas sûr que son propre corps ait jamais eu la priorité. Jusqu'à ce qu'elle rencontre Mehmet et, avec lui, le plaisir charnel. Cet ancien procureur à la retraite, mutique et courtois, va requérir ses services de praticienne et l'amener chaque week-end à le rejoindre dans un do-

maine fastueux parfaitement isolé. S'ils deviennent amants, c'est sans ambiguïté, pour la jouissance sexuelle, sans engagement affectif.

Asli pourrait s'inquiéter d'avoir très tôt reconnu celui qu'étudiante elle avait croisé dans un commissariat affichant, cyniquement enjoué, « *une totale indifférence à l'autre et à ses souffrances* ». Or, si peu à peu le soupçon de la dimension mafieuse de l'individu se confirme, le trouble d'Asli tient à son apprentissage du manque et de la dépendance par le sexe, ainsi qu'à sa fascination pour cette passion dangereuse.

Dévorée par le désir, la jeune femme cherche à se comprendre, se voit dédoublée dans le corps de l'épouse de Mehmet, complice de l'idylle. Et l'immoralité de celui qui la révèle à elle-même ajoute au vertige. Ahmet Altan livre ainsi le cheminement sensible d'une femme qui peine à s'appartenir.

Philippe-Jean Catinchi



Nicolas Bourcier, Benjamin Quénelle
02 décembre 2025

Les attaques de navires russes en mer Noire inquiètent le président turc, Recep Tayyip Erdogan

Depuis vendredi, trois navires russes ont été la cible de drones en mer Noire. Le président russe, Vladimir Poutine, menace de « représailles ». Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, redoute une « escalade inquiétante ».

Quelques heures seulement après la troisième attaque en cinq jours contre des pétroliers de la flotte fantôme russe en mer Noire, Vladimir Poutine a brandi, mardi 2 dé-

cembre, une nouvelle menace contre Kiev et ses alliés européens. « *Ce que font actuellement les forces armées ukrainiennes est de la piraterie* », a déclaré le chef du Kremlin, juste avant d'enta-

mer les discussions à Moscou avec Steve Witkoff, l'émissaire spécial du président américain, Donald Trump.

Habitué, depuis l'invasion de

l'Ukraine, en février 2022, à présenter la Russie en agressé et non en agresseur, M. Poutine a averti que Moscou pourrait envisager « *la possibilité de mesures de représailles contre les navires* ».

des pays qui aident l'Ukraine à commettre ces actes de piraterie. Il n'a pas cité de pays, mais a précisé que seraient visés les installations portuaires et les navires faisant escale dans les ports ukrainiens. Et il a ajouté une nouvelle menace : « *L'option la plus radicale serait de couper l'Ukraine de la mer ; la piraterie deviendrait alors, en principe, impossible.* »

Depuis le début la guerre, l'Ukraine a mené des frappes navales contre des navires russes, notamment en utilisant des drones sous-marins chargés d'explosifs. Ses opérations, souvent spectaculaires, se sont jusqu'à présent limitées aux eaux septentrionales de la mer Noire. En recul sur ses terres, en grande difficulté dans les négociations en cours, Kiev vient d'élargir le front naval en frappant trois cargos coup sur coup, à proximité des côtes turques.

« Escalade inquiétante »

Il y a d'abord eu deux attaques de drone coordonnées, revendiquées par l'Ukraine dans la zone économique turque, dans la nuit de vendredi 28 à samedi 29 novembre. Elles ont visé deux pétroliers battant pavillon russe, sous sanctions occidentales, qui continue d'exporter du pétrole russe. Les deux bâtiments étaient vides lors des frappes.

Le premier, le *Kairos*, a été visé à environ 50 kilomètres des côtes turques, subissant d'importants dégâts. L'autre, le *Virat*, a été touché à deux reprises, alors qu'il naviguait à environ 65 kilomètres du littoral turc. Le bâtiment n'a subi que des dommages mi-



Un cargo en feu en mer Noire, au large des côtes turques ; capture d'écran diffusée par le service de sécurité ukrainien, le 29 novembre 2025. SERVICE DE SÉCURITÉ UKRAINIEN/AFP

neurs. La troisième attaque, dans laquelle l'Ukraine a nié toute implication, a eu lieu mardi, à 130 kilomètres des côtes turques. Elle a pris pour cible un navire battant pavillon russe, le *Midvolga-2*, chargé d'huile de tournesol. Le navire faisait route vers la Géorgie.

Ce débordement du front ukrainien en eaux turques a eu tôt fait mettre en alerte les autorités turques. Lundi, le président, Recep Tayyip Erdogan, a dénoncé une « *escalade inquiétante* », estimant que « *le conflit entre la Russie et l'Ukraine [avait] clairement atteint une dimension où il menace la sécurité de la navigation en mer Noire* ». Rappelant qu'Ankara se tenait prêt à « *apporter toute contribution pour mettre fin au conflit* », M. Erdogan a mis en garde : « *Nous adressons les avertissements nécessaires à toutes les parties concernées.* »

Souveraineté totale sur les détroits

De fait, cette triple attaque bouleverse les lignes fragiles existant en mer Noire. La Tur-

quie, tout comme les Occidentaux, y a toujours, depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, cherché à lutter contre une extension de la guerre. En 2023, lorsqu'un cargo céréalier avait été endommagé [dans le golfe du Danube](#) par une charge explosive flottante, Londres avait annoncé la livraison à Kiev de deux navires chasseurs de mines. A la surprise générale, le gouvernement turc avait bloqué leur passage par le Bosphore, comme le lui autorise la convention de Montreux. Signée en 1936, celle-ci donne aux autorités turques une souveraineté totale sur les détroits. Pour justifier son geste, la présidence avait publié un communiqué expliquant que sa décision était destinée à « *éviter l'escalade* ».

Cet épisode révèle à quel point Ankara demeure attaché à ses prérogatives de sécurité en mer Noire, dont les enjeux, pour le pays, dépassent de loin le cadre du strict droit maritime. C'est par elle qu'est acheminé le gaz russe destiné à l'Europe centrale, grâce au gazoduc TurkStream, inauguré en 2020. Les

foyers turcs, eux, sont alimentés par le gazoduc Blue Stream, posé lui aussi sous la mer. En outre, la découverte, en 2020, d'un gisement gazier au large de Zonguldak, non loin de Sinop, susceptible de couvrir de 25 % à 30 % de la consommation nationale de gaz, incite le gouvernement turc à protéger ses voies maritimes.

Jeu dangereux

En frappant des navires à proximité des côtes, les Ukrainiens jouent un jeu dangereux avec Ankara, qui n'a jamais ménagé son soutien à Kiev. Moscou a beau jeu d'en profiter pour placer la Turquie en victime d'attaques ukrainiennes. « *Les frappes des forces armées ukrainiennes contre des pétroliers constituent un acte scandaleux. Ce sont des attaques d'atteinte à la souveraineté de la Turquie* », s'est empressé de commenter Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, lundi.

Pour sa part, Maria Zakharova, porte-parole du ministère des affaires étrangères russe, a directement lié les attaques en mer Noire aux négociations de paix en cours. « *Les actions terroristes du régime de Kiev sont un signal à ceux qui cherchent aujourd'hui une solution négociée, notamment en tenant compte des initiatives récemment proposées par Donald Trump* », a-t-elle prévenu. Alors même qu'elle bloque les discussions de paix en maintenant ses exigences maximalistes, la Russie utilise désormais les attaques en mer Noire pour justifier de nouvelles menaces contre Kiev et ses soutiens européens.

Turquie : l'inflation à 31,1%, au plus bas depuis quatre ans

L'inflation a ralenti en Turquie en novembre, à 31,1% sur un an contre 32,9% en octobre, soit son plus bas niveau depuis quatre ans, selon les chiffres officiels publiés mercredi. La

flambée des prix concerne tout particulièrement l'éducation (+66,2% sur douze mois) et le logement (+49,9%). Sur un mois, la hausse des prix à la consommation s'establit à 0,9%, en net reflux par

rapport à octobre (+2,6%). L'inflation, supérieure à 30% en glissement annuel depuis novembre 2021, avait dépassé les 75% en mai 2024 avant d'entamer un ralentissement. Les chiffres officiels

sont toutefois contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), qui calculent la hausse des prix à la consommation à 56,8% sur douze mois.

Turquie : le chef du PKK Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, réaffirme son soutien au processus de paix

À la demande de son fondateur et leader historique, le Parti de Travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé en mai qu'il déposait les armes et renonçait à la lutte armée après plus de quarante ans de guérilla contre Ankara qui a fait quelque 50.000 morts.

Le chef de la guérilla kurde Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, a réaffirmé son «ferme soutien» au processus de paix engagé depuis un an avec la Turquie, selon une délégation parlementaire qui l'a rencontré.

«Ce processus vise à garantir la participation des Kurdes à la République par des moyens légaux et à construire une République démocratique socialement unie. Je tiens à réaffirmer



Un manifestant tient une photo du chef de la guérilla kurde emprisonné Abdullah Öcalan lors d'un rassemblement à Diyarbakir en Turquie, 27 février 2025. Sertac KAYAR / REUTERS

notre ferme volonté et notre position résolue à l'égard de ce processus», a déclaré M. Öcalan, selon des propos rapportés mercredi par une délégation du parti pro-kurde

DEM, troisième force au parlement turc.

«Nous avons fait ce qu'on nous a demandé. C'est au tour de l'État turc»

Ces députés précisent qu'ils se sont rendus mardi sur l'île-prison d'İmralı, au large d'Istanbul, où Öcalan, 76 ans, est détenu à l'isolement depuis 1999. Un haut commandant militaire de la guérilla kurde, rencontré le 29 novembre par l'AFP dans les montagnes du nord de l'Irak, base-arrière des combattants, a prévenu que le PKK n'irait pas plus loin dans les négociations avec Ankara estimant que la balle était maintenant entre les mains de la Turquie.

«Nous avons fait ce qu'on nous a demandé. C'est au tour de l'État turc», a déclaré le commandant Amed Malazgirt. «Désormais nous attendons que l'État turc prenne des mesures et c'est à lui de faire les (prochains) pas», a-t-il insisté, exigeant la libération de Öcalan.

Syrie : la santé et l'accueil des réfugiés, premiers touchés par la baisse drastique des financements internationaux

Les réductions des budgets européens et la fin des financements américains de l'Usaid hypothèquent le rétablissement du système de santé, un an après la chute du régime de Bachar Al-Assad.

Organisation mondiale de la santé (OMS), Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), Programme alimentaire mondial : les institutions onusiennes et les ONG abordent la fin de l'année avec inquiétude. L'affondrement de l'aide internationale va-t-il compromettre les chances de se rétablir de la Syrie ?

Alors que le pays sort de quatorze ans de guerre et que, un an après la chute du régime de Bachar Al-Assad, en décembre 2024, il doit faire face au retour de millions de réfugiés et de déplacés internes, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) estimait, le 17 novembre, que le plan d'aide pour la Syrie, d'un montant de 3,2 milliards de dollars (2,75 milliards d'euros) pour 2025, n'était financé qu'à hauteur de 25 %. Ce plan est destiné à répondre aux besoins humanitaires les plus immédiats de 10,3 millions de personnes concernées à travers le pays, alors même qu'il subit une crise agricole. « Il est impératif qu'en 2025, à ce moment charnière de l'histoire de la Syrie, la communauté internationale réponde rapidement et efficacement aux besoins du peuple syrien, en augmentant son soutien financier », alertait l'OCHA, dès le mois de juillet.

Dans le secteur médical, l'OMS relevait, en octobre,



Le quartier d'Hadariya, fortement touché par les combats pendant la guerre, à Alep, le 24 novembre 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

que seuls 20 % des besoins, évalués à 565 millions de dollars, avaient été financés pour l'année. Avec, pour conséquence, une régression de l'offre de soins : 7,4 millions de Syriens ont déjà vu leur accès aux médicaments et aux traitements se réduire ces derniers mois, selon l'organisation. « La situation est catastrophique », déplore Ziad Alissa, médecin anesthésiste-réanimateur et président de Mehad, une ONG française qui intervient dans le pays depuis le début la guerre civile, en 2011, et y a établi 41 structures médicales. « Les Syriens qui retournent dans leur ville ou village d'origine ne retrouvent souvent que des ruines.

Quand les hôpitaux sont encore en service, ils manquent de personnel, de matériel et de médicaments consommables, et font face à de très fréquentes coupures d'électricité. »

Désengagement français

Selon Osama Al-Hussein, le directeur adjoint du centre des opérations d'urgence de santé publique du ministère de la santé, 30 % des 638 hôpitaux et dispensaires publics syriens ne sont pas fonctionnels ou n'ont qu'une activité partielle ; 140 sont complètement hors service, endommagés, détruits, ou manquant de personnel suffisant. Le salaire d'un médecin

n'excède pas 140 dollars et celui d'une infirmière stagne à 30 dollars. Nombre de soignants ne gagnent pas de quoi payer le transport jusqu'à leur lieu de travail.

Il y a un déficit d'équipements essentiels : moniteurs, appareils d'anesthésie ou de radiologie. « Nous faisons également face à des pénuries critiques de médicaments contre le cancer : 80 % des patients n'ont pas accès à un traitement », précise le docteur Al-Hussein. Le seul appareil de radiothérapie en état de fonctionner est à Damas. « Nous manquons également de médicaments pour les maladies chroniques et de traitements d'immuno-

thérapie », ajoute-t-il. « Sans un soutien prévisible et pluriannuel, le système de santé pourrait s'effondrer alors que la reprise est à portée de main », déplorait, début novembre, Christina Bethke, représentante par intérim de l'OMS en Syrie.

« Le manque de financements gouvernementaux pour les fonds humanitaires, considérablement aggravé par l'arrêt brutal de l'Usaid, l'agence de développement américaine, se faisait déjà ressentir du côté des Etats européens depuis au moins deux ans, et ce partout dans le monde », précise Mego Terzian, directeur général de Mehad. « Le gouvernement français a réduit ses aides de 46 % en 2024, puis d'au moins 40 % en 2025. L'Allemagne, qui est avec la

France le principal acteur de l'aide humanitaire en Europe, est sur la même dynamique. » Depuis le début de l'année, Mehad a ainsi dû fermer trois centres de dialyse dans le Nord-Est syrien, les derniers encore opérationnels dans cette région.

Contrainte de choix

Le HCR, qui avait besoin de 575 millions de dollars en 2025 pour couvrir ses besoins en Syrie, n'avait reçu que 26 % de cette somme au mois de novembre, alors que le nombre de réfugiés de retour dans le pays devrait atteindre 1,5 million de personnes à la fin de l'année. « Quand nous avons fait face à des difficultés financières, nous avons décidé de nous consacrer à des domaines prioritaires : la facilitation de

transport – pour que le retour des réfugiés soit digne –, l'aide financière distribuée aux familles, nos centres communautaires qui aident les populations, la reconstruction des bureaux d'état civil, la protection de l'enfance ou la prévention des violences de genre... », explique Céline Schmitt, porte-parole du HCR en Syrie.

L'agence des Nations unies a été contrainte de faire des choix. « On a dû interrompre ou limiter des programmes, comme les aides à la reconstruction de maisons, à la création de microentreprises. On a dû fermer des centres communautaires, qui sont passés de 123 à 71 », détaille Mme Schmitt. « Il y a des secteurs où l'on se retire totalement : comme l'éducation ou la santé. On ne réhabilite

plus d'écoles, et on ne reconstruit plus d'hôpitaux. Même chose pour l'eau et l'assainissement. Cela crée des besoins dans ces domaines, même si d'autres acteurs interviennent. »

Le HCR s'estime pourtant plutôt bien loti. « Au début de l'année, on pensait avoir beaucoup moins de fonds. Je pense qu'en Syrie nous sommes quand même encore dans une situation où l'on bénéficie d'une générosité de nos donateurs. Parce qu'on a fait beaucoup de bruit aussi, en insistant sur le caractère historique de la période », ajoute Mme Schmitt. « Si vous voulez que le retour des réfugiés soit soutenable, il faut investir. Sinon, les gens ne vont pas pouvoir rester et risquent de repartir. »



04 décembre 2025

En Turquie, des fouilles éclairent d'un jour nouveau la société néolithique

Les dernières découvertes, parmi lesquelles un visage de pierre aux lèvres cousues, éclairent les croyances et rituels de l'ère néolithique.

« La multiplication des sculptures humaines témoigne de la sédentarisation des sociétés », explique à l'AFP le Pr Necmi Karul, responsable des fouilles sur le site de Karahantepe, situé à l'est de la ville de Sanliurfa, près de la frontière syrienne.

« À mesure que les communautés se sédentarisait, les hommes se sont progressivement éloignés de la nature et ont placé la figure humaine et l'expérience humaine au



Vue générale du site de Karahantepe, dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière syrienne, le 26 novembre 2025 © Cem TAYLAN / AFP

centre de leur univers», souligne l'archéologue en désignant un visage humain sculpté sur un pilier en forme de T.

Ces fouilles s'inscrivent dans le cadre du projet turc «Collines de pierre», une initiative gouvernementale lancée en 2020 sur douze sites de la province de Sanliurfa, que les autorités turques qualifient de «capitale mondiale du néolithique».

Le projet inclut le site de Göbeklitepe («Colline ventrue» en turc), classé au patrimoine mondial de l'Unesco, qui abrite les plus anciennes structures mégalithiques connues de Haute-Mésopotamie.

«Quantité incroyable d'informations»

A Karahantepe, Lee Clare, de l'Institut archéologique allemand, estime que les récentes découvertes remettent en question certaines idées reçues sur le passage de sociétés de chasseurs-cueilleurs nomades aux premières communautés sédentaires.

Ces cinq dernières années ont permis de recueillir «une quantité incroyable d'informations», se réjouit l'archéologue, qui coordonne le projet «Collines de pierre».

«Chaque habitation sur laquelle nous travaillons nous offre un aperçu de la vie d'une personne (...) Nous pouvons presque la toucher à travers ses ossements, et nous comprenons mieux ses croyances», affirme Lee Clare.

Malgré l'absence de documents écrits — les vestiges remontent à une période antérieure à la naissance de l'écriture — les découvertes, mises bout à bout, permettent «de mener des analyses statistiques et d'effectuer des comparaisons pertinentes», souligne le Pr Karul.

Selon lui, les premiers foyers de peuplement ont commencé à apparaître avec la fin de la dernière période glaciaire.

«L'environnement a créé des conditions fertiles, qui ont permis aux populations de subvenir à leurs besoins sans avoir à chasser constamment.

Cela a favorisé la croissance démographique et encouragé le développement et l'expansion de groupes sédentaires dans la région», explique-t-il.

«Société hautement organisée»

Avec la sédentarisation apparaissent les premières dynamiques sociales, «pente glissante vers le monde moderne», souligne Lee Clare, fin connaisseur de la région depuis 2013: «Dès que les populations ont produit des surplus, certains se sont enrichis, d'autres se sont apauvris».

Et la poursuite des fouilles transformera encore la compréhension du néolithique, affirme Emre Guldogan, archéologue en chef du site voisin de Sefertepe.

«Karahantepe, et le projet plus vaste des +Collines de pierre+, donnent à voir une société hautement organisée, dotée de son propre univers symbolique et de ses propres systèmes de croyances» qui remettent en question les idées reçues sur un monde

néolithique «primitif», juge-t-il.

Les communautés d'alors «partageaient des caractéristiques communes, mais ont également développé des différences culturelles marquées», ajoute-t-il.

Ainsi à Karahantepe, le symbolisme humain est omniprésent, tandis qu'à Göbeklitepe l'imagerie animale prédomine, notent les archéologues.

Les récentes découvertes archéologiques ont en outre accru l'intérêt pour cette région de Turquie d'abord connue comme le lieu de vie d'Abraham, figure vénérée dans le judaïsme, le christianisme et l'islam.

«Avant le début des fouilles à Karahantepe et sur les autres sites, la région attirait surtout des groupes de touristes religieux», relève le guide touristique Yakup Bedlek.

«Mais avec la découverte de nouveaux sites archéologiques, la région attire désormais un public touristique plus diversifié», conclut-il.

Otage en Syrie : le djihadiste Mehdi Nemmouche renonce à faire appel de sa condamnation à perpétuité

Le djihadiste Mehdi Nemmouche, condamné à perpétuité pour avoir été geôlier de quatre journalistes français en Syrie, a renoncé à faire appel. Sa peine devient donc définitive.

Le djihadiste **Mehdi Nemmouche**, condamné en mars à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir été un géo-

lier en **Syrie** du groupe **État islamique** et notamment de quatre journalistes français, a renoncé à faire appel, a-t-on appris jeudi de source judiciaire. Sa condamnation devient donc définitive, alors que quelques jours après le verdict du 21 mars, son avocat, Me Francis Vuillemin, avait dans un premier temps annoncé faire appel.

Mehdi Nemmouche avait été identifié comme leur ancien geôlier par Didier François, Edouard Elias, Nicolas Hénin et Pierre Torres après l'**attaque du musée juif de Bruxelles** en 2014, pour laquelle il a déjà été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour quatre assassins terroristes.

Tout au long du procès, qui

s'était tenu pendant cinq semaines en février et mars à Paris, le jihadiste, aujourd'hui âgé de 40 ans, avait juré n'avoir rejoint l'EI que pour y combattre l'ex-dictateur syrien **Bachar al-Assad**, et n'avoir jamais rencontré les quatre journalistes français.

Un geôlier «pervers» et «sadique»

Ces derniers avaient pourtant formellement reconnu ce geôlier «pervers», «sadique», «qui parlait trop, qui parlait tout le temps», en racontant leur supplice de dix mois dans les prisons de l'EI, mais souligné avoir vite compris que leurs vies avaient plus de valeur, aux yeux de leurs geôliers, que celles des milliers de Syriens torturés à

mort dans les cellules voisines. Mehdi Nemmouche a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de 22 ans.

Dans son verdict, la cour d'assises spéciale de Paris avait étendu le périmètre des victimes reconnues à l'ensemble des 25 journalistes et

humanitaires occidentaux kidnappés en Syrie, dont certains ont été assassinés dans des vidéos de propagande. Nicolas Hénin avait fait part mercredi de sa «satisfaction que M. Nemmouche (se soit) désisté de son appel», dans un message publié sur le réseau social Bluesky.

Un deuxième procès devrait

toutefois se tenir pour l'un de ses co-accusés, le Syrien Kaïs Al Abdallah, aujourd'hui 42 ans, identifié comme l'ancien numéro 2 de l'EI à Raqa et impliqué dans l'enlèvement des otages français, condamné en première instance à 20 ans de réclusion criminelle.



avec AFP
04 décembre 2025

Iran : mariée de force enfant, une jeune femme va être exécutée, dénoncent des experts de l'ONU

Goli Kouhkan, issue de la minorité baloutche et sans papiers, doit être exécutée en décembre, ont indiqué dans un communiqué huit experts.

Des experts des droits de l'homme de l'ONU appellent l'Iran à suspendre l'exécution d'une jeune femme de 25 ans, mariée à l'âge de 12 ans et accusée d'avoir tué son mari violent. Goli Kouhkan, issue de la minorité baloutche et sans papiers, doit être exécutée en décembre, ont indiqué dans un communiqué ces huit experts, parmi lesquels figurent trois Rapporteurs spéciaux et les membres du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles.

Son cas «illustre le biais généralisé lié au genre auquel sont confrontées, au sein du système pénal iranien, les femmes qui ont été victimes de mariages pendant leur enfance et de violences domestiques», ont déclaré les

experts, dans ce communiqué publié mardi. Selon eux, exécuter cette jeune femme «constituerait une grave violation du droit international relatif aux droits humains».

Mariée de force à 12 ans avec son cousin, elle a donné naissance à son fils à 13 ans, à domicile et sans assistance médicale, selon le communiqué, qui indique que cette ouvrière agricole a subi des violences physiques et psychologiques pendant plusieurs années. En mai 2018, alors qu'elle avait 18 ans, «son mari l'a battue, ainsi que son fils de cinq ans. Après avoir appelé un proche à l'aide, une altercation a éclaté, qui a entraîné la mort de son mari», indique le communiqué.

«Une survivante de la violence domestique»

«Goli Kouhkan est une survivante de la violence domestique et une victime du système judiciaire», ont affirmé les experts, qui sont mandatés par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU mais qui ne s'expriment pas au nom de l'organisation. «Son exécution serait une profonde injustice», ont-ils ajouté. Les experts expliquent que la jeune femme, qui est analphabète et n'a pas eu accès à un avocat, aurait été contrainte d'accepter l'entièvre responsabilité de la mort de son mari.

La famille de la victime a accepté de renoncer à son exécution à la condition qu'elle verse en échange 90.000

dollars, «le prix du sang», une pratique autorisée par la charia iranienne. Un montant trop élevé selon les experts de l'ONU. Elle risque d'être exécutée «parce qu'elle n'a pas les moyens de payer pour sa vie», ont-ils alerté.

Selon eux, près de la moitié des 241 femmes exécutées en Iran entre 2010 et 2024 avaient été condamnées pour homicide, principalement celui de leur mari ou de leur partenaire. «Beaucoup de ces femmes étaient victimes de violence domestique ou de mariage pendant leur enfance, ou avaient agi en légitime défense», ont-ils soutenu. L'Iran est le deuxième pays au monde en termes de nombre d'exécutions après la Chine, selon des groupes de défense des droits humains, notamment Amnesty International.

En Suède, Lawen Redar incarne le virage des sociaux-démocrates sur l'immigration et l'intégration

Elle parle vite, déroule méthodiquement ses arguments et anticipe les questions. Lawen Redar, 36 ans, connaît son sujet : avant d'être nommée, le 24 septembre, porte-parole du Parti social-démocrate suédois sur l'intégration – poste resté vacant depuis 2010 –, cette juriste, fille d'immigrés et députée depuis 2014, a sillonné la Suède et ses banlieues pendant deux ans. Sa mission : élaborer une politique capable de répondre à l'immense défi posé par les 180 quartiers sensibles recensés dans le royaume scandinave, minés par la précarité et souvent la criminalité organisée, où vivent 700 000 personnes, dont 170 000 enfants, majoritairement d'origine étrangère.

De cette tournée, Lawen Redar est revenue avec plus de 80 propositions, parmi lesquelles huit mesures phares ont été retenues pour figurer dans le programme du parti, avant les législatives prévues le 13 septembre 2026. Battus par la droite et l'extrême droite en 2022, à l'issue d'une campagne dominée par l'immigration et l'insécurité, les sociaux-démocrates ne comptent pas essuyer un nouvel échec. **S'inspirant partiellement du Parti social-démocrate danois**, ils plaident désormais pour une politique migratoire restrictive et des conditions d'intégration strictes pour les immigrés.

« Certains nous accusent de courir après les Démocrates de Suède [l'extrême droite, qui a obtenu 20,5 % des suf-

frages en 2022], observe-t-elle. D'autres, au contraire, sont contents que les sociaux-démocrates sortent enfin la tête du sable. Pour ma part, je pense qu'il est difficile de trouver des solutions si on ne dit pas les choses clairement. » Etoile montante du Parti social-démocrate – les journaux la qualifient même d'« étoile filante » –, Lawen Redar est devenue en quelques mois une figure incontournable du parti, au point même que son nom soit évoqué pour succéder un jour à Magdalena Andersson, cheffe de file de la formation depuis 2021.

« La réalité a changé »

Longs cheveux noirs, menue, le visage souriant, la députée explique qu'elle a longtemps gardé ses distances avec la thématique de l'intégration, qu'elle voyait comme une assignation à résidence, comme beaucoup de ses collègues d'origine étrangère. Depuis 2018, elle était chargée de la politique culturelle des sociaux-démocrates. « Je suis née et j'ai grandi en Suède. Si j'ai rejoint le mouvement jeune du parti (SSU) à 13 ans, c'était pour combattre le développement des inégalités », dit-elle.

De sa vie personnelle, elle parle avec réticence. Elle l'admet pourtant : le parcours de ses parents, réfugiés politiques arrivés dans les années 1980, l'a confortée dans sa conviction que la maîtrise du suédois est fondamentale pour l'intégration. Membre du parti social-démocrate kurde, son

père fuyait la dictature de Saddam Hussein en Irak. Sa mère, kurde iranienne, avait participé au mouvement de révolte des étudiants contre le régime de l'ayatollah Khomeini. Ils se sont rencontrés en Suède, s'y sont mariés et ont eu deux filles avant de s'installer dans le quartier résidentiel de Vällingby, dans l'ouest de Stockholm. Son père travaille pour une société immobilière municipale ; sa mère a été employée dans des écoles maternelles avant de s'occuper de personnes âgées.

L'époque était alors bien différente, souligne Mme Redar : « Quand j'avais 1 an, en 1990, 200 000 personnes nées hors d'Europe vivaient en Suède. Aujourd'hui, c'est 1,2 million. » Ce chiffre représente 12 % de la population du royaume nordique, dont 20 % des résidents sont nés à l'étranger. « Aucun autre pays européen n'a connu une telle transformation démographique en aussi peu de temps à cause de l'immigration », poursuit-elle, justifiant que les sociaux-démocrates adaptent leur politique, « non pas parce qu'on imite les partis d'extrême droite, mais parce que la réalité a changé ».

Premier volet : la politique migratoire. Elle devra être « restrictive pour faire face aux défis posés par l'intégration ». Reprenant le discours des sociaux-démocrates danois qu'elle connaît bien – elle est fiancée au journaliste danois Uffe Tang –, Lawen Redar ancre ce virage à gauche. « Historiquement, dit-elle, c'est

la droite qui a voulu mener une politique d'immigration libérale, pour des raisons idéologiques, dans le but de presser les salaires à la baisse. » Quant à l'extrême droite, remarque-t-elle, « elle ne croit pas à l'intégration ».

Maîtrise du suédois obligatoire

Pour les sociaux-démocrates, l'intégration commence par le travail : « Nous ne pouvons pas, en tant que nation avec un Etat-providence, fonctionner avec un chômage et une passivité élevés. » Mais ce n'est pas suffisant : l'apprentissage de la langue ne sera plus une option, de même que « le respect des règles et de la loi » ou « des valeurs démocratiques », comme « l'égalité entre les sexes ». Le parti veut ainsi rendre la maîtrise du suédois obligatoire pour décrocher un emploi dans les services publics ou obtenir la naturalisation. Parallèlement, il défend une refonte complète de l'enseignement du suédois pour les étrangers, aujourd'hui largement privatisé et dont l'efficacité est remise en question.

Autre réforme souhaitée : l'abolition de la loi qui permettait aux nouveaux arrivants de choisir leur lieu de domicile. « Entre 40 % et 60 % des demandeurs d'asile se sont retrouvés dans des sociétés parallèles, note Lawen Redar. Une fois leur situation régularisée, 80 % sont restés dans ces quartiers où plus de 50 % de la population adulte ne travaille pas, ce qui en fait un foyer de recrutement in-

croyable pour les forces destructrices telles que les islamistes radicaux, les gangs criminels ou les trafiquants de drogue. »

Dans une ligne plus traditionnelle, les sociaux-démocrates promettent un redéploiement

des services publics. « Nous ne devons pas avoir peur de dire que les immigrés ont des obligations. Mais nous nous engageons aussi à veiller au respect de leurs droits. » Lawen Redar a aussi proposé de détruire les logements insalubres dans les banlieues

vulnérables et de construire des HLM dans les quartiers favorisés. L'idée, qui ne figure pas dans le programme du parti, a provoqué un tollé à droite.

Dans les sondages, le parti à la rose pointe à 34 % des in-

tentions de vote, contre 21 % pour les Démocrates de Suède et 19 % pour le parti conservateur du premier ministre Ulf Kristersson. Lawen Redar, elle, continue de parcourir la Suède, pour y défendre son programme.



Decembre 05, 2025

SDF accuses Damascus-allied factions of attack in north Syria

Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said on Friday that two villages under their control in northern Syria came under drone attack by groups allied with the Damascus government.

"A drone belonging to factions affiliated with the Damascus government bombed the villages of Imam and Umm Tina, located north of Deir Hafer in the eastern Aleppo

countryside," the SDF said in a statement.

The same factions also "targeted the crossing in the area with sniper fire," it added. "The bombing caused material damage to the villages and surrounding areas, with no casualties reported."

The SDF is the de facto military force in northeast Syria (Rojava) and the main on-the-ground partner of the US-led global coalition against

the Islamic State (ISIS). The Syrian government joined the coalition last month.

For several months, the SDF and Damascus have repeatedly accused the other of attacking their positions. Last week, the SDF said government-affiliated forces targeted one of its outposts in Deir ez-Zor province, "seriously" injuring one of its fighters.

The two sides continue talks

on implementing a March agreement to integrate the SDF into the Syrian national army. Key disagreements persist, however: the SDF wants to join as a unified force, while Damascus insists on absorbing fighters individually into regular army units. SDF officials have recently noted a more flexible tone from the transitional government on the issue.



avec AFP
6 décembre 2025

En Iran, deux organisateurs d'un marathon arrêtés pour la participation de femmes non voilées

La justice iranienne a lancé des poursuites à l'encontre des organisateurs du marathon de Kish, du nom de cette île touristique du sud de l'Iran, pour « indécence », à la suite de la participation de femmes non voilées.

Deux individus ont été arrêtés en Iran après la participation de femmes non voilées à un marathon, qui a suscité la controverse, a annoncé sa-

medi 6 décembre l'agence du pouvoir judiciaire. Selon les médias locaux, plus de 5 000 participants ont pris part vendredi matin au marathon de Kish, du nom de cette

île touristique du sud de l'Iran située dans le Golfe.

Plusieurs courses étaient réservées aux femmes. Un certain nombre d'entre elles ont

participé non voilées, contrairement à l'obligation de port du voile en vigueur en Iran depuis quatre décennies, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux.

Vendredi soir, la justice iranienne a lancé des poursuites à l'encontre des organisateurs de l'événement pour « *indécence* », après la participation de femmes non voilées, avait rapporté l'agence du pouvoir judiciaire, Mizan. « *La manière dont l'événement s'est déroulé était contraire à la décence* », a estimé le procureur général de Kish, cité par Mizan.

« *Une procédure pénale a été engagée* » à l'encontre des organisateurs, ajoute l'agence, appelant à des mesures « *fermes, dissuasives et sans indulgence* ». L'agence de presse Tasnim a, pour sa part, fustigé une « *absence totale de surveillance et le non-respect des*

règles vestimentaires par une partie importante des participantes ».

Samedi dans l'après-midi, la justice iranienne a fait état de l'arrestation de « *deux des principaux organisateurs* » de la compétition à Kish. « *Deux des principaux organisateurs de la compétition ont été arrêtés en vertu d'un mandat d'arrêt* », a précisé l'agence Mizan. « *L'une des personnes arrêtées est un fonctionnaire de la zone franche de Kish et l'autre travaille pour l'entreprise privée organisatrice de la compétition* », a précisé l'agence de presse de la justice.

Le voile divise la classe politique iranienne

En vertu des règles imposées après la révolution islamique de 1979, toutes les femmes en Iran doivent se couvrir les cheveux avec un voile (*hijab*) en public et porter des vêtements sobres et amples. Mais cette obligation est de moins en moins respectée en Iran, où nombre de femmes sortent désormais non voilées dans la rue, certaines vêtues de tenues légères.

Des personnalités du clergé et des conservateurs sont vent debout contre ce qu'ils estiment être la généralisation de la « *nudité* » et une percée de l'influence occidentale, perçue comme une menace.

Le voile divise la classe poli-

tique. Le président, Massoud Pezeshkian, considère que l'on ne peut pas contraindre une femme à porter le voile. Cette semaine, plus de la moitié des députés ont accusé la justice de laxisme pour ne pas faire respecter la loi.

Le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a de nouveau prôné jeudi plus de fermeté. Ces derniers mois, les autorités ont fermé plusieurs cafés et restaurants pour non-respect du voile obligatoire, tandis que des concerts et des expositions ont pu accueillir des spectatrices sans voile.

Le Monde avec AFP
6 décembre 2025

En Iran, deux organisateurs d'un marathon arrêtés pour la participation de femmes non voilées

La justice iranienne a lancé des poursuites à l'encontre des organisateurs du marathon de Kish, du nom de cette île touristique du sud de l'Iran, pour « *indécence* », à la suite de la participation de femmes non voilées.

Deux individus ont été arrêtés en Iran après la participation de femmes non voilées à un marathon, qui a suscité la controverse, a annoncé samedi 6 décembre l'agence du pouvoir judiciaire. Selon les médias locaux, plus de 5 000 participants ont pris part vendredi matin au marathon de Kish, du nom de cette île touristique du sud de l'Iran située dans le Golfe.

Plusieurs courses étaient ré-

servées aux femmes. Un certain nombre d'entre elles ont participé non voilées, contrairement à l'obligation de port du voile en vigueur en Iran depuis quatre décennies, selon des images diffusées sur les réseaux sociaux.

Vendredi soir, la justice iranienne a lancé des poursuites à l'encontre des organisateurs de l'événement pour « *indécence* », après la participation de femmes non voilées, avait rapporté l'agence du pouvoir

judiciaire, Mizan. « *La manière dont l'événement s'est déroulé était contraire à la décence* », a estimé le procureur général de Kish, cité par Mizan.

« *Une procédure pénale a été engagée* » à l'encontre des organisateurs, ajoute l'agence, appelant à des mesures « *fermes, dissuasives et sans indulgence* ». L'agence de presse Tasnim a, pour sa part, fustigé une « *absence totale de surveillance et le non-respect des règles ves-*

timentaires par une partie importante des participantes ».

Samedi dans l'après-midi, la justice iranienne a fait état de l'arrestation de « *deux des principaux organisateurs* » de la compétition à Kish. « *Deux des principaux organisateurs de la compétition ont été arrêtés en vertu d'un mandat d'arrêt* », a précisé l'agence Mizan. « *L'une des personnes arrêtées est un fonctionnaire de la zone franche de Kish et l'autre travaille pour l'entre-*

prise privée organisatrice de la compétition », a précisé l'agence de presse de la justice.

Le voile divise la classe politique iranienne

En vertu des règles imposées après la révolution islamique de 1979, toutes les femmes en Iran doivent se couvrir les cheveux avec un voile (hijab)

en public et porter des vêtements sobres et amples. Mais cette obligation est de moins en moins respectée en Iran, où nombre de femmes sortent désormais non voilées dans la rue, certaines vêtues de tenues légères.

Des personnalités du clergé et des conservateurs sont vent debout contre ce qu'ils estiment être la généralisation de

la « nudité » et une percée de l'influence occidentale, perçue comme une menace.

Le voile divise la classe politique. Le président, Massoud Pezeshkian, considère que l'on ne peut pas contraindre une femme à porter le voile. Cette semaine, plus de la moitié des députés ont accusé la justice de laxisme pour ne pas faire respecter la loi.

Le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a de nouveau proné jeudi plus de fermeté. Ces derniers mois, les autorités ont fermé plusieurs cafés et restaurants pour non-respect du voile obligatoire, tandis que des concerts et des expositions ont pu accueillir des spectatrices sans voile.



December 6, 2025

Rojava wants to open talks with Turkey, Ilham Ahmed tells peace forum

Kurdistan Region - Speaking at a peace forum in Istanbul on Saturday, a senior member of the Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava) said that they want to open dialogue with Turkey as they continue discussions with the interim government in Damascus.

“We want to exchange visits with Turkish officials. We are not for war and weapons, but for peace,” said Ilham Ahmed, co-chair of Rojava’s foreign relations office.

Ankara considers the Kurdish administration in Rojava a security threat and its armed forces an extension of the Kurdistan Workers’ Party (PKK), and Turkish officials have demanded they disarm as part of peace negotiations with the PKK.

The Rojava administration is now in talks with Turkey’s ally Damascus about integrating their civil and military institutions into federal structures and Ahmed said Syria’s security is tied to Turkey.

“We want to build a new Syria

together with all its components. We want all components to live together within the framework of law and justice. We want everyone here to live freely according to their ideas and beliefs,” said Ahmed.

“Stability in Syria means stability in Turkey. Peace and stability here will also be reflected in Turkey,” she added.

Ahmed was speaking at the International Conference on Peace and Democratic Society organized by Turkey’s pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy (DEM) Party, which is mediating peace negotiations between the Kurdistan Workers’ Party (PKK) and the Turkish state. Representatives from the Kurdistan Region were also in attendance as international figures. Panelists highlighted the importance of dialogue in achieving peace and stability in the region.

Ahmed was not able to attend the conference in person due to entry restrictions by the Turkish government and delivered her speech via video link.

“For Ilham Ahmed to come to Turkey, the government had to give her permission as per bureaucratic procedures, but when it was about someone like Ilham Ahmed, that did not happen,” said Cengiz Candar, a member of the DEM party.

He said that Turkish government statements in the past month indicate that they are not ready to take any steps towards negotiations with Rojava’s armed forces, the Syrian Democratic Forces (SDF), but Ahmed’s “online participation in the conference is an indication that in the near future Ilham Ahmed and Mazloum Abdi might visit Ankara.”

Mazloum Abdi is the commander of the SDF.

A goal of the two-day conference in Istanbul is to develop a roadmap for lasting peace in the region.

“Peace does not simply appear. Peace comes through struggle, through courage, and through collective effort. I believe our conference will make a profound contribution by generating a roadmap and

forming a focal point for this struggle,” DEM Party co-chair Tulay Hatimogullari said in her opening remarks.

Kurdistan Democratic Party (KDP) leader Masoud Barzani sent a message read out by his spokesperson Amina Zekri.

“It is necessary that all parties learn lessons from past confusions, and treat all future obstacles and events with a new breath, a clear vision full of trust and hope,” his message said.

“Dialogue and understanding each other is always better than conflict and unrest. Humanity is always a winner in any dialogue and peace,” he added, congratulating the collective efforts of everyone pushing the peace process forward.

On February 27, PKK founder Abdullah Ocalan issued a landmark call for peace, urging the PKK to lay down arms and pursue a democratic path to securing cultural and political rights for Kurds in Turkey. In May, the PKK announced it would adhere to Ocalan’s call.

Founded in 1978, the PKK originally sought to establish an independent Kurdish state. In recent decades, however, it has shifted focus toward securing political and cultural rights for Kurds in Turkey. The PKK is designated a terrorist organization by Turkey, the United States, and the European Union.

Nechirvan Barzani, president of Kurdistan Region, delivered a message through his representative Dilshad Shahab, saying that "peace is not merely the silencing of weapons, but rather a process for building trust, accepting one another, and finding common ground among differences."

He reiterated Kurdistan Re-

gion's support for the ongoing peace talks.

"Violence and conflict have brought nothing but destruction and backwardness to peoples. But whenever the door to dialogue has been opened, whenever there has been political will for peace, great opportunities for development and stability have emerged," he said.

The PKK and Ankara have both said the Kurdistan Region plays a positive role in the peace process.

Turkey's consul general to Erbil said in November that they are very thankful to Kurdistan Region President Nечirvan Barzani for his role in the peace talks.

The leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) Bafel Talabani also sent a message, read by his representative Dara Khaylani, that said "the decisions we make today shape our present and determine the opportunities and freedoms of future generations - not only for the Kurds, but for all ethnic and religious components."

Talabani said that PUK "firmly believes that the cycle of violence and division only gets deeper, and that a solution can be achieved solely through political dialogue."

Ocalan, who has been imprisoned since his arrest in 1999, also sent a message that was read out at the conference, saying he hoped the

forum "will foster important debates that can contribute to the development of a new perspective of political program and organization."

"Through a strategy of democratic politics, it is possible to bring about change and transformation of the state and to rebuild society on democratic foundations. Grounding this strategy in law will form the lasting basis of peace," he said.

Last month, a commission from Turkey's parliament tasked with laying the legal groundwork for peace with the PKK, met with Ocalan.



December 6, 2025

Peace is more than silencing weapons, President Barzani tells Istanbul forum

ERBIL, Kurdistan Region - In a message to a forum in Istanbul on Saturday, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani said peace requires the establishment of trust and not just silencing weapons.

"Peace is not merely the silencing of weapons, but rather a process for building trust, accepting one another, and finding common ground among differences," Barzani told the International Peace and Democratic Society Conference in a statement read out by his spokesperson Dilshad Shahab.

The conference was organized by the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), which is the main mediator of peace talks between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Turkish state.



Barzani reiterated Kurdistan Region's support for the ongoing talks that were initiated more than a year ago. As part of the negotiations, the PKK has dissolved itself, an-

nounced its decision to lay down arms, and abandoned some strategic positions on Kurdistan Region's borders with Turkey. However, the group has accused the state

of not contributing enough to the peace process.

"Violence and conflict have brought nothing but destruction and backwardness to

peoples. But whenever the door to dialogue has been opened, whenever there has been political will for peace, great opportunities for development and stability have emerged," said Barzani's spokesperson.

The Kurdistan Region enjoys strong political and economic

relations with Turkey. Barzani said Turkey is "an important country and our strategic neighbor," noting that its stability and progress directly impacts the Kurdistan Region.

The PKK and Ankara have both said the Kurdistan Region plays a positive role in the peace process, which the Re-

gion's leaders have repeatedly shown full support for.

"In recent years, we have supported peace in every way possible. That phase proved that dialogue can achieve great gains for all sides. Today, we reaffirm all our support for the success of peace. The Kurdistan Region will, as al-

ways, be a factor of stability in the region," said Barzani.

He thanked Turkish President Recep Tayyip Erdogan and jailed PKK leader Abdullah Ocalan for their contributions towards achieving peace.

Le Monde

Hélène Sallon, Madjid Zerrouky
8 décembre 2025

En Syrie, la mue inachevée d'Ahmed Al-Charaa, rebelle islamiste devenu président

Le tombeur du régime baassiste a réussi à rompre l'isolement international de son pays. Mais en interne, ce djihadiste repenti, qui gouverne avec une poignée de fidèles, peine à désamorcer les tensions confessionnelles et ethniques héritées de la guerre civile.

Dans un costume bleu ajusté et la barbe bien taillée, Ahmed Al-Charaa s'avance sur les marches de la citadelle d'Alep, samedi 29 novembre. Le président de transition syrien, qui goûte peu aux bains de foule, masque sa timidité derrière un sourire affable. Comme à son habitude, le discours est concis, mais ciselé. Pour le premier anniversaire de la libération de la métropole du nord de la Syrie du joug du clan Al-Assad, il exhorte le peuple syrien à reconstruire le pays et écrire une nouvelle page de son histoire.

Un an plus tôt, c'est en treillis kaki et sous le nom de guerre d'Abou Mohammed Al-Joulani qu'il était entré dans Alep. Le groupe radical sunnite Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) qu'il commandait avait, à la surprise générale, enfoncé les défenses du régime. « La véritable victoire ne réside pas seulement dans la bataille ac-

tuelle, mais aussi dans ce qui suivra », avait-il alors expliqué à ses troupes, promettant de bâtir la nouvelle Syrie selon les principes de justice et d'égalité.

Quelques jours plus tard, le 8 décembre 2024, Al-Joulani s'empara de Damas, mettait fin à cinquante-quatre ans de dictature du clan Al-Assad et reprenait son véritable nom, Al-Charaa. Aux commandes depuis 2017 du réduit rebelle d'Idlib, il héritait de la direction d'un pays entier, laminé par quatorze années de guerre civile. Dans une spectaculaire accélération de l'histoire, l'ancien djihadiste était propulsé chef d'Etat.

Les diplomates étrangers et hommes d'affaires qui défilent aujourd'hui dans son palais le décrivent comme déterminé, fin tacticien et bosseur, mais aussi calculateur et avide de pouvoir... Un mélange d'admiration et de prudence, adapté à un homme qui a jonglé, durant ses années de clandestinité, avec de multiples identités et manié à la perfection les codes de la communication. Du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, qui l'a pris sous son aile, au président américain, Donald Trump, qui lui a fait l'honneur d'être le premier

chef d'Etat syrien reçu à la [Maison Blanche](#), le parcours hors norme du Syrien fascine, malgré les zones d'ombre du personnage et ses erreurs de jugement, qui menacent la bonne marche de la transition.

Dans les grandes capitales arabes et occidentales, où on ne lui voit pas d'alternative crédible, le djihadiste repenti fait figure d'homme providentiel. Il a mis en œuvre, au moment où presque plus personne n'y croyait, le grand dessein du front anti-Bachar Al-Assad : non seulement débarrasser la Syrie de ce dictateur, mais aussi la sortir de l'« axe de la résistance » iranien et du giron russe.

Ahmed Al-Charaa a bien compris que pour rompre l'isolement international de la Syrie, il devait amorcer un tournant vers l'Ouest. Habilé manœuvrier, il veille à contourner la tutelle exclusive que cherche à lui imposer la Turquie, ex-parrain de l'opposition syrienne, et soigne ses relations avec l'Arabie saoudite, leader du monde arabe, qui détient la clé de son intégration régionale et internationale. Il accepte des pourparlers avec Israël, qui pourtant multiplie les frappes en territoire syrien et [grignote des terres au-delà](#)

du plateau du Golan occupé. Il négocie avec les Forces démocratiques syriennes (FDS) pour préparer l'intégration des forces kurdes, qui administrent le Nord-Est syrien, au sein du nouvel Etat. Et il amorce une coopération antiterroriste avec la coalition internationale de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), qu'il a rejointe officiellement en novembre.

Elevé dans l'érudition

A contre-courant de sa base, sunnite et conservatrice, tentée de prendre sa revanche sur la minorité alaouite qui servait de socle au clan Al-Assad, il promet d'assurer la coexistence entre toutes les composantes ethniques et religieuses du pays et décrète l'amnistie pour les membres de l'ancien régime qui n'ont pas de sang sur les mains. Il prône une ligne modérée en matière religieuse, à laquelle s'identifient une majorité de sunnites syriens, au grand dam de ses anciens compagnons de route salafistes qui réclament l'application intégrale de la loi islamique (charia). A ses côtés, son épouse, Latifa Al-Daroubi, avec qui il a trois enfants, assume les fonctions de première dame, simplement voilée d'un hijab.

« Ahmed Al-Charaa a compris qu'on ne pouvait pas gouverner la Syrie avec une vision islamiste. Il s'est adapté et a changé. Il a beaucoup appris de l'expérience de la gouvernance d'Idlib, tout comme des erreurs des talibans », décrypte l'analyste syrien Radwan Ziadeh, du Centre arabe de Washington, qui le rencontre régulièrement.

Au risque de s'aliéner certains de ses anciens compagnons de lutte. « Les mécontents au sein d'HTC ne le disent pas trop fort car, au fond, ils continuent de le soutenir. Il n'y a pas de véritable menace qui pèse contre lui, mais quand vous additionnez les choses – ses relations avec les Etats-Unis, la Russie et Israël, son refus d'imposer la charia –, ça commence à faire beaucoup », estime l'expert syrien Hossam Jazmati.

Le 8 décembre 2024, Ahmed Al-Charaa revendique la victoire à la mosquée des Omeyyades, joyau du califat omeyyade qui gouverna le monde musulman de 661 à 750. Puis, à l'écart des caméras, il se rend à Mazzeh, le quartier de Damas où il a grandi, au sein d'une famille de la bourgeoisie sunnite, après avoir passé les sept premières années de sa vie en Arabie saoudite. Au 10^e étage de l'immeuble, l'appartement que ses parents ont abandonné durant la révolution est occupé par une famille de loyalistes de l'ancien régime. « Il leur a demandé de quitter l'immeuble, mais de façon respectueuse. Il leur a donné un mois », raconte Maya Azim, une voisine.

D'Ahmed Al-Charaa, elle se souvient d'un « enfant tranquille, poli et timide », élevé dans l'érudition et la discipline, au sein d'une fratrie de cinq garçons et deux filles. La mère est enseignante de géographie, le père est un économiste qui a fait carrière dans le pétrole. Ahmed Al-Charaa et ses frères travaillent



Des Syriens célèbrent l'anniversaire du début de la libération de la Syrie, place des Omeyyades, à Damas, le 28 novembre 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

dans la supérette familiale en sortant de l'école.

La politique et le patriotisme occupent une place prépondérante dans la famille. Le grand-père paternel fut l'un des meneurs de la résistance contre le mandat français, dans l'entre-deux-guerres. Le père, Hussein, a été dépossédé de ses terres sur le plateau du Golan, occupé par Israël depuis 1967 et annexé en 1981 – une histoire qui inspirera le nom de guerre, « Joulani » (le gentilé des habitants du Golan en arabe), adopté par son fils au sein de la nébuleuse djihadiste.

Plus dévot que les adolescents de son âge, Ahmed Al-Charaa fréquente la mosquée Al-Chafi, qui prône un islam modéré. « Nous sommes l'école de la liberté. C'est pour cela que nos étudiants ont grandi en gens libres, qui n'acceptent pas de subir la dictature d'un mauvais régime », se targue le cheikh Ammar Ghannam, qui a reçu la visite d'Ahmed Al-Charaa au lendemain de la victoire.

« Tombé dans l'extrémisme »

Ahmed Al-Charaa s'éveille à la politique avec la deuxième Intifada palestinienne, en 2000. Le chef du Hamas palestinien, Khaled Mechaal, installé à Damas, s'adresse régulièrement aux fidèles de la mosquée Al-Chafi. Les attentats du 11-Septembre et la guerre contre le terrorisme lancée par George W. Bush, en 2001, suscitent un renouveau islamiste dans le monde arabo-sunnite. Ahmed Al-Charaa se laisse pousser la barbe et commence à porter la tunique longue, à la façon des salafistes. « Il était modéré, mais parce qu'il a été témoin d'une injustice, il est tombé dans l'extrémisme », commente le cheikh Ammar Ghannam.

En mars 2003, Ahmed Al-Charaa disparaît. Il embarque en secret pour l'Irak, à bord des bus affrétés par le régime syrien, ravi de se débarrasser des jeunes sunnites de son genre, qui pour donner un sens à leur existence s'en vont résister à l'occupant américain. À Mossoul, il rejoint les rangs d'une organisation salafiste qui fusionne bientôt avec Al-Qaida. Devenu expert en fabrication d'explosifs, il

est arrêté par les forces américaines en mai 2005 et emprisonné, notamment à Abou Ghraïb.

Il est libéré en mars 2011, alors que débute le soulèvement anti-Al-Assad. Il convainc alors le chef de l'Etat islamique en Irak, Abou Bakr Al-Baghdadi, de l'envoyer en Syrie, avec six hommes et un pécule de 50 000 dollars, pour y créer une franchise, le Front Al-Nosra. Le groupe s'impose rapidement comme la force la plus efficace parmi les factions rebelles syriennes. Ses attaques-suicides, aussi bien sur la ligne de front que dans les villes sous contrôle gouvernemental, causent de nombreuses victimes dans les rangs de l'armée régulière, mais aussi parmi les civils. Pour se financer, il multiplie les enlèvements – d'humanitaires, de travailleurs étrangers et même de religieuses (les nonnes du couvent de Maaloula, au nord de Damas) – dont il monnaye ensuite la libération au prix fort.

Ce faisant, Abou Mohammed Al-Joulani commence à faire de l'ombre à Al-Baghdadi. Ce dernier annonce en 2013 la

dissolution du Front Al-Nosra, forçant son subordonné à rompre avec lui et à déclarer allégeance au chef d'Al-Qaida, Ayman Al-Zawahiri. Lorsque Al-Baghdadi proclame la restauration du califat islamique, en juin 2014, le Front Al-Nosra est retranché dans le réduit d'Idlib. Abou Mohammed Al-Joulani y façonne son propre projet, toujours ancré dans l'idéologie salafiste, mais en rupture avec le djihad global contre l'Occident.

Montée en puissance militaire

En 2016, il officialise son divorce d'avec Al-Qaida et l'année suivante, fusionne ses forces dans une nouvelle organisation, Hayat Tahrir Al-Cham. Fin 2017, il pose les bases d'un proto-Etat en établissant un « gouvernement de salut national » dans la poche d'Idlib. Cet exécutif semi-technocratique, composé de 11 ministres, fait de cette province la mieux – ou la moins mal – gérée de Syrie. Soucieux de rassurer les Occidentaux, Abou Mohammed Al-Joulani adopte un discours plus pragmatique et plus respectueux des minorités. Il engage le combat contre les derniers fidèles d'Al-Qaida et les troupes de Daech (acronyme arabe de l'organisation EI). Ses hommes ne réagissent pas lorsque, en octobre 2019, Abou Bakr Al-Baghdadi, caché à Idlib depuis la chute du califat, est tué dans un raid américain.

Durant les cinq années qui suivent, le chef de HTC orchestre la montée en puissance militaire de son organisation. Il est déterminé à casser le siège d'Idlib et à relancer la lutte contre le régime Al-Assad. Saigné par plus d'une décennie de guerre civile et de sanctions, ce dernier est délaissé par ses principaux soutiens. La Russie est focalisée sur la guerre en Ukraine. Quant au Hezbollah libanais, il est accaparé par la guerre qu'il a ouverte contre Israël,



Prière du vendredi à la mosquée Al-Chafi, à Damas, le 21 novembre 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

en soutien au Hamas palestinien dans la bande de Gaza, en octobre 2023.

Le 28 novembre 2024, la coalition de forces islamistes réunie par Al-Joulani part à l'assaut, avec le feu vert de la Turquie. En amont, le chef de guerre a renoué avec des amis d'enfance restés du côté du régime, comme Khaled Al-Ahmed, un conseiller de Bachar Al-Assad, qui va l'aider à négocier la reddition d'officiers de l'armée. Al-Joulani s'appuie aussi sur un réseau d'informateurs, patiemment infiltrés au cœur des régions contrôlées par le régime. Dans le cours de l'offensive, l'un de ses proches, Assad Hassan Al-Chibani, qui deviendra son ministre des affaires étrangères, contacte le pouvoir russe et le convainc de cesser ses bombardements.

Alep, Hama, Homs : les bastions du régime Al-Assad tombent comme des dominos. Onze jours après le déclenchement de l'opération, Abou Mohammed Al-Joulani pénètre dans les rues désertes de Damas, abandonnée par Bachar Al-Assad, parti se réfugier à Moscou. Sur l'avenue

Ibn Assaker, devant un édifice du ministère de l'intérieur incendié, la police militaire de HTC rassure les rares badauds : « Nous allons rétablir la sécurité et le ravitaillement. » Le message est clair : l'ancien régime parti, un nouvel Etat a vocation à le remplacer : l'Etat d'Idlib.

Le 29 janvier, les chefs des factions armées de la révolution, convoqués à Damas, n'ont pas d'autre choix que de proclamer Abou Mohammed Al-Joulani président de la transition. A ses compatriotes et à la communauté internationale, il promet l'organisation d'élections sous quatre ans et la rédaction d'une nouvelle Constitution. En guise d'expédition, il organise une conférence de dialogue national, publie une déclaration constitutionnelle, instaure des comités de justice transitionnelle et met sur pied des institutions intérimaires.

Ces jalons sont posés dans la précipitation, comme pour satisfaire la communauté internationale. « Tout cela, c'est pour remplir des cases. J'ai toujours la même discussion avec lui sur le fait qu'il n'est

pas possible de gouverner la Syrie comme au temps des Al-Assad, avec un système centralisé. Aucun pouvoir ne peut assurer la stabilité sans construire au préalable un système politique accepté par tous », plaide Radwan Ziadeh, du Centre arabe de Washington.

Pouvoir centralisé et resserré

Le président Al-Charaa n'a parlé qu'à demi-mot de démocratie. « Le pouvoir n'est pas démocratique, il veut le conserver », estime un diplomate occidental. Ses parrains régionaux, la Turquie et les monarchies du Golfe, lui offrent pour modèle un système autoritaire, où la réussite économique est censée compenser l'absence de liberté. « Certains voudraient que la Syrie soit comme la Suisse, mais il faut être réaliste. C'est un régime qui veut des relations normales avec les autres pays et se concentrer sur son développement économique pour parvenir à la stabilité », plaide un diplomate arabe.

Les décisions-clés sont prises

par un petit groupe de cinq ou six fidèles. Al-Charaa s'est notamment entouré de membres de sa famille, comme son frère Maher, un gynécologue qui a vécu pendant des années en Russie. Brièvement ministre de la santé, il a été nommé secrétaire général de la présidence. Un autre frère, Hazem, un économiste, jouerait un rôle de conseiller de l'ombre. Incapables de déléguer, Ahmed Al-Charaa et ses proches donnent l'impression à leurs interlocuteurs d'être toujours débordés.

Au sein du gouvernement formé le 29 mars, si les anciens cadres de HTC sont moins nombreux que les personnalités dites « indépendantes », ils ont la main sur les ministères régaliens – intérieur, défense, justice et affaires étrangères. Et au sein des cabinets ministériels et de la haute administration, ce sont bien les hommes d'Al-Charaa, souvent des anciens d'Idlib, qui sont aux commandes. Certes, des technocrates formés à l'étranger commencent à être nommés au sein des institutions. « Mais on n'en est pas encore au stade d'une véritable ouverture, précise l'expert Hossam Jazmati. Pour l'instant, les personnes à qui ils font le plus confiance, ce sont les cheikhs. »

Ces cadres religieux et militaires, placés au sein des administrations sans y occuper de poste officiel, veillent à l'application des directives du pouvoir. Au sein de la banque centrale de Syrie, l'autorité du nouveau gouverneur, Abdulkader Al-Houriye, a longtemps été éclipsée par celui que les interlocuteurs de l'institution présentaient comme le véritable chef : Abou Abdulrahman, un ancien commandant de HTC, qui supervisait à Idlib les opérations d'investissement du gouver-

nement de salut.

Dans le palais de justice de la capitale, il y a bien Hossam Khatab, l'avocat général, qui officie depuis son bureau du rez-de-chaussée. Mais au sein du barreau, on évoque un autre bureau, situé au 2^e étage, où tous les dossiers sensibles remontent : le « *bureau du cheikh* ». « Il s'approprie les dossiers liés à l'ancien régime et les grosses affaires financières », témoignaient des avocats rencontrés au mois de juin.

Ce pouvoir ultra-resserré, à l'empreinte Idlib très marquée, est le signe que la mue d'Ahmed Al-Charaa de chef de guerre en chef d'Etat reste inachevée. L'influence de la présidence s'étiole d'ailleurs dès qu'on s'éloigne de la capitale. Des factions armées ont conservé une forme d'autonomie, quand elles ne rejettent pas tout bonnement l'autorité de Damas, comme les forces kurdes dans le Nord-Est syrien ou les milices druzes dans la province méridionale de Souweïda. Ahmed Al-Charaa a rencontré le premier véritable test de sa présidence lors de l'insurrection lancée le 6 mars, sur la côte, par d'anciens officiers alaouites de l'armée régulière.

Révolution écrasée

Cette fronde a été écrasée dans un bain de sang. Près de 1 400 personnes, dont une majorité de civils, ont été tuées, victimes de représailles de la part de membres des forces gouvernementales, de factions armées et de civils en armes. Débordé par des éléments avides de vengeance contre la communauté alaouite, associée aux crimes du clan Al-Assad, Ahmed Al-Charaa a tenté de faire oublier ce fiasco en mettant sur pied une commission d'enquête indépendante et en organisant

à la hâte un procès, dont l'indépendance reste à démontrer.

Le chef d'Etat intérimaire a aussi cherché à rebondir par la signature, le 10 mars, avec le général Mazloum Abdi, le chef des FDS, d'un accord-cadre portant sur l'intégration des forces kurdes au sein de l'Etat. Mais alors que l'antagonisme entre les deux camps reste profond, les appels au fédéralisme chez les Kurdes ont été relancés par un nouveau massacre, en juillet, dans la province à majorité druze de Souweïda. Déterminées à rétablir leur autorité sur cette région, alors en proie à des combats entre Druzes et Bédouins, les forces gouvernementales, accompagnées de combattants tribaux, se sont livrées à des tueries qui ont fait des centaines de morts parmi les civils.

Leur avancée a été stoppée net par l'intervention d'Israël, qui a pris fait et cause pour la direction religieuse druze, laquelle réclame désormais une sécession de la Syrie. La perte de la province de Souweïda a créé un électrochoc au sommet du pouvoir. « Il y a des obstacles, des erreurs, c'est normal après quatorze ans de guerre civile et cinquante-quatre ans de baassisme, commente le diplomate arabe. La solution passe par un changement dans le comportement du président. Le diable est dans les détails. Il faut y aller petit à petit pour régler les choses. »

Aux régions kurdes et druzes qui échappent de facto au contrôle de Damas viennent s'ajouter des périphéries marginalisées. A Harran Al-Awamid, dans la grande banlieue de la capitale, d'anciens combattants rebelles ne cachent pas leur dépit, à l'image de Mahmoud Al-Dari, 58 ans, aujourd'hui maçon : « Le seul

contact que j'ai eu avec les nouvelles autorités, c'est un message du ministère de la défense me demandant de m'enregistrer et de rendre mon arme, raconte-t-il. Par contre, le fait qu'on n'ait rien à manger n'a pas l'air de les émouvoir. Ils n'aident que leurs amis. »

Le plus grand défi d'Ahmed Al-Charaa est l'économie. Le clan Al-Assad a laissé un pays en ruine et des coffres vides. La Banque mondiale estime le coût de la reconstruction à 216 milliards de dollars (soit environ 185 milliards d'euros). Plus de 90 % de la population vit dans la pauvreté. Les pays du Golfe ont colmaté quelques brèches, payant les salaires de la fonction publique et des cargaisons d'hydrocarbures pour alimenter les centrales électriques. Mais les équipes d'Ahmed Al-Charaa doivent encore élaborer un plan de redressement du pays. Le président de transition refuse de le mettre sous perfusion de l'aide internationale et se méfie des programmes clés en main des agences financières internationales.

Ahmed Al-Charaa mise sur l'afflux d'investissements étrangers, notamment des parrains du Golfe. Mais tant que les sanctions américaines ne seront pas effectivement levées, cette manne restera un mirage. Et de toute façon, argue Radwan Ziadeh, la relance de l'économie ne suffira pas à faire émerger une nouvelle Syrie. « Il faut aussi reconstruire un système politique et judiciaire, estime l'expert syrien. Sans stabilité, on ne recevra jamais d'investissements étrangers. La façon dont Ahmed Al-Charaa gérera les questions de gouvernance et de justice transitionnelle sera déterminante. Si le président continue de gouverner la Syrie comme il a gouverné Idlib, il échouera. »

L'Iran confronté à une sécheresse sans précédent

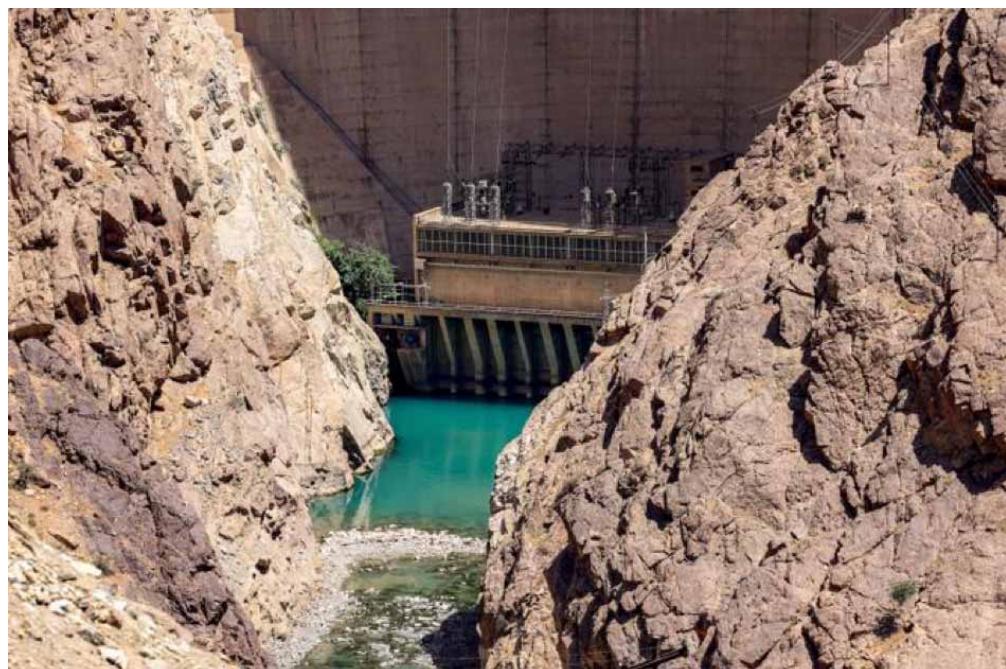
Les quatre barrages alimentant Machhad, deuxième plus grande ville du pays, sont pratiquement à sec. A Téhéran, alimentée par cinq barrages, la situation est particulièrement critique.

Les quatre barrages alimentant Machhad, deuxième plus grande ville d'Iran, sont pratiquement à sec, avec des réserves à moins de 3 %, a rapporté dimanche 9 novembre un média local. L'Iran est confronté cette année à sa pire sécheresse depuis des décennies. A Téhéran, le faible niveau de précipitations est « quasi sans précédent depuis un siècle », avait affirmé en octobre un responsable local.

Sur les 31 provinces que compte le pays, 15 n'ont pas reçu la moindre goutte de pluie au cours de l'automne, selon les médias locaux. Conséquence, « les réserves d'eau [issues] des barrages de Machhad sont désormais inférieures à 3 % », a déclaré à l'agence ISNA Hossein Esmaïlian, le responsable de la compagnie des eaux de cette ville d'environ 4 millions d'habitants.

Machhad, principale ville sainte d'Iran, est située dans une région aride, à environ 900 kilomètres à l'est de la capitale, Téhéran. Ses habitants consomment environ 700 000 mètres cubes d'eau par jour, selon M. Esmaïlian.

Les réserves issues de ses barrages étaient chiffrées en début de semaine à en-



Les vannes de décharge du barrage de Karadzh, dans la chaîne montagneuse de l'Elbourz, dans le nord de l'Iran, le 1^{er} juin 2025. ATTA KENARE/AFP

viron 40 millions de mètres cubes, selon les médias locaux. Un an plus tôt à cette période, Machhad disposait de 189 millions de mètres cubes de réserves d'eau.

Situation critique à Téhéran

A Téhéran, alimentée par cinq barrages, la situation est particulièrement critique. L'un d'eux est à sec, tandis que les réserves d'un autre sont tombées à moins de 8 %, selon les autorités. Le gouvernement a annoncé samedi qu'il procéderait périodiquement à des coupures pendant la nuit, afin d'économiser l'eau.

Téhéran, nichée sur le versant sud du massif de l'Elbourz, connaît des étés chauds et secs, des automnes parfois pluvieux et des hivers qui peuvent être rigoureux et neigeux. Les sommets, habituellement déjà recouverts de neige à cette période, sont cette année désespérément secs.

Le quotidien réformateur *Shargh* consacre dimanche sa une à la crise de l'eau en Iran, titrant « En attendant le ciel », alors que les météorologues ne prévoient aucune pluie à Téhéran pour la période des dix prochains jours.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a averti jeudi que la ville pourrait devoir être évacuée faute de pluie d'ici à la fin de l'année. Il n'a cependant pas précisé comment une opération d'une telle ampleur, qui concerne plus de 10 millions d'habitants, serait menée.

En Iran, « 19 grands barrages » sont actuellement à sec, soit environ 10 % des réserves du pays, avait rapporté en octobre l'agence de presse Mehr, citant un responsable de la gestion des eaux.



Ahmed ALMASSALMAH
9 décembre 2025

À Raqqa, les Kurdes interdisent de célébrer l'anniversaire de la chute du régime al-Assad

Raqqa, grande ville du nord-est syrien sur la rive orientale de l'Euphrate, fut l'une des premières à rejoindre le soulèvement contre le régime de Bachar al-Assad, la ville a été libérée de l'emprise du régime syrien en 2013, avant de passer sous la coupe de l'organisation État islamique en 2014, qui en fait sa «capitale» de facto. En octobre 2017, la ville passe sous le contrôle des Forces démocratiques syriennes - kurdes - alliées - à la coalition internationale.

Le 6 décembre, l'administration du nord-est syrien, aux mains des Kurdes, avait publié une circulaire interdisant «tout rassemblement, événement public ou social» les 7 et 8 décembre, ainsi que «l'usage d'armes à feu et de feux d'artifice» et «toute activité publique jugée susceptible de troubler l'ordre».

Pour les autorités, cette interdiction se justifiait par «la situation sécuritaire» et par «l'activité accrue de cellules terroristes cherchant à provoquer des troubles». Elles saluent malgré tout «le premier anniversaire de la chute de l'ancien régime», appelant à «une Syrie démocratique et décentralisée». Ce message a été accueilli avec amertume par certains habitants de Raqqa.

«Ils veulent empêcher toute mobilisation qui n'entre pas dans leur récit politique»

Obaida, sous couvert d'anonymat, décrit une ville paralysée :

«Je conduis dans les rues principales : c'est comme un état de siège. Des soldats à chaque coin, des blindés aux carrefours. Les

gens n'osent même pas marcher en groupe. Ce qui a déclenché l'interdiction, ce n'est pas la «menace terroriste» mais la peur que des manifestations éclatent contre les forces en place.»

Un autre habitant, Khalaf, activiste, qui a requis lui aussi l'anonymat, ajoute :

«Depuis le matin du 7 décembre, les forces de sécurité sont déployées partout. Des blindés aux entrées de la ville, des patrouilles dans chaque rue. On parle d'un soldat tous les vingt mètres dans les grandes avenues. Une nuit avant l'interdiction, des FDS ont défilé en tirant en l'air et en criant un de leurs slogans : «Par l'âme et le sang, nous te sacrifices, FDS. Pour nous, ce n'est pas une mesure sécuritaire : c'est un message.»

Il affirme que les autorités auraient reçu des informations sur des célébrations prévues par des habitants :

«Les militants et beaucoup de familles voulaient marquer la chute du régime syrien. Ce n'est pas vrai que c'était dangereux. Il y a trois jours, les FDS ont organisé une marche pour soutenir Abdullah Öcalan, [leader kurde historique, emprisonné en Turquie, NDLR], et emprisonné en Turquie depuis 1999. Pourquoi cette marche a été autorisée et pas celle-ci ? Pour moi les choses sont claires : ils veulent empêcher toute mobilisation qui n'entre pas dans leur récit politique.»

Plusieurs pages Facebook locales, rapportent également que des tireurs auraient été placés sur certains bâtiments adminis-

tratifs et que des fouilles auraient été menées dans divers quartiers. Comme l'explique cette publication sur la page d'actualités de la ville de Raqqa.

Une publication sur la page d'actualités de la ville de Raqqa. Placer des tireurs d'élite sur les toits des bâtiments gouvernementaux.

Pour afficher ce contenu Facebook, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Un manifestant arrêté

Selon plusieurs médias d'information locales et un communiqué de l'organisation «Journalistes sans frontières - Raqqa», un jeune homme, Ahmed al-Bouch a été arrêté le 8 décembre vers 13 h au rond-point de l'Horloge, au centre de Raqqa, après avoir brandi une pancarte portant l'inscription : «FDS, nous avons le droit de manifester.»

L'organisation locale dénonce un «acte de répression» et réclame la libération du jeune homme.

La rédaction des Observateurs de France 24 n'a pas pu confirmer indépendamment cette arrestation, mais plusieurs sources locales la rapportent, mentionnant que le manifestant aurait été «emméné vers une destination inconnue».

Place des Omeyyades à Damas, où se tenaient les célébrations de la chute de l'ancien régime, les manifestants exigent la libération d'Ahmed al-Bouch.

La publication d'un militant de la place Omeyyades le 8 décembre

2025, demandant la libération d'Ahmed al-Bouch par les FDS. Facebook.

Pour afficher ce contenu Facebook, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

«J'ai toujours un petit drapeau dans ma poche»

Si les rues de Raqqa sont restées calmes, certains habitants affirment avoir trouvé des moyens de célébrer discrètement.

Khalaf explique :

«C'est un crève-coeur de voir les Syriens célébrer partout dans le pays alors qu'ici, nous n'avons pas le droit. Mais moi, j'ai toujours un petit drapeau dans ma poche. J'ai fêté la libération de la Syrie avec trois amis au bord de l'Euphrate hier soir. On a mis les chansons de la révolution, on a planté le drapeau, on s'est rappelé les martyrs. Hier matin, dès le matin, j'écoutais les chansons liées à la révolution dans ma voiture, mais dès que j'approchais d'un checkpoint, je baisse le son pour éviter d'être arrêté.»

Dans d'autres villes syriennes, des manifestants ont aussi exprimé leur solidarité avec ceux qui étaient privés de célébration.

A gauche, célébrations dans la ville de Salamiyah, dans la campagne de Hama, avec la légende : «À notre peuple de l'est de la Syrie, nous célébrons à votre place.» A droite, place des Omeyyades à Damas, avec la légende : «Raqqa adresse ses félicitations à la Syrie.»

Les Syriens célèbrent « l'espoir retrouvé », un an après la chute de la dictature des Al-Assad

A Damas, où était organisé un défilé militaire, de nombreux Syriens ont fêté, lundi, le premier anniversaire de la fin de quatorze ans de guerre civile. Pour les minorités chrétienne, druze, alaouite et dans les régions administrées par les Kurdes, en revanche, l'état d'esprit demeure mitigé.

La foule s'est massée, à 5 heures du matin, lundi 8 décembre, devant la mosquée des Omeyyades, au cœur de la vieille ville de Damas. La prière de l'aube marque le début des célébrations du premier anniversaire de la libération de la Syrie de cinquante-quatre ans de dictature des Al-Assad. Revenu là où, un an plus tôt, il avait revendiqué la victoire, Ahmed Al-Charaa a revêtu le treillis militaire qu'il portait à son entrée dans la capitale syrienne, à la tête d'une coalition de forces rebelles islamistes. « *Du nord au sud, de l'est à l'ouest, si Dieu le veut, nous reconstruirons une Syrie forte avec une structure digne de son présent et de son avenir* », promet le président de transition syrien.

En ce jour historique pour des millions de Syriens, Damas a des allures de fêtes. Des voitures et des camionnettes pleines à craquer de familles et de jeunes, brandissant le drapeau syrien et l'étendard islamique frappé de la profession de foi musulmane, se dirigent vers la place des Omeyyades. Ils sont venus de tout le pays et de l'étranger, pour l'occasion. L'hymne de la libération, « *Lève haut la tête, tu es un Syrien libre !* », résonne depuis les haut-parleurs de la place centrale de Damas. Des policiers et

des policières, nouvelles recrues des forces de l'intérieur, encadrent la foule déchaînée. Des jeunes hommes chantent à la gloire d'Ahmed Al-Charaa. « *Il nous a sortis de l'ombre pour nous emmener vers le ciel, tels des oiseaux* », dit, inspiré, Fadi Al-Moubarak, un Syrien de 29 ans originaire de Deraa (sud du pays).

Les forces armées qui avaient mené l'offensive, partie le 27 novembre 2024 du nord-ouest de la Syrie pour conquérir Damas onze jours plus tard, sont à l'honneur. Le coup d'envoi du défilé militaire est donné par les parapentistes des commandos de l'air qui tournoient au-dessus de la foule, arborant les couleurs du drapeau syrien ou l'aigle royal, emblème du nouveau pouvoir. Le président Al-Charaa, entouré de plusieurs de ses ministres, assiste au départ des troupes depuis une estrade installée à l'entrée de la route de l'aéroport de Mazzeh.

La parade, composée d'unités de l'infanterie, fleurs au fusil, de pièces d'artillerie et de blindés, s'étend sur plusieurs kilomètres. « Construire main dans la main », « Un pays sûr »... Les slogans conçus par les organes de communication des nouvelles autorités sont placardés sur des affiches géantes. Des hélicoptères clô-

turent le spectacle, déposant en rappel des soldats sur l'immeuble du ministère de la défense, éventré par des frappes israéliennes en juillet.

« On a vécu l'enfer »

« *Je ne réalise toujours pas, encore aujourd'hui, qu'on est libres* », s'exclame Haifa Al-Turki, une institutrice de 42 ans, venue avec son mari et sa fille de 9 ans. La famille, désormais installée à Damas, a passé toute la guerre enfermée à Al-Boukamal, près de la frontière irakienne. « *On sort de quatorze ans d'obscurité et de massacres. On a enfin retrouvé l'espoir. Tout va mieux – l'éducation, la santé, la sécurité, la liberté d'expression –, même si la situation économique est encore difficile* », dit la mère de famille, coiffée d'un voile blanc traditionnel.

La fin de la guerre civile, qui a fait plus de 500 000 morts et déplacé près de la moitié de la population, a un parfum doux-ambré dans la Ghouta orientale, un bastion rebelle dans la campagne au sud de Damas rendu à l'état de ruines par l'armée de l'ancien président Bachar Al-Assad. « *On est heureux d'avoir été libérés mais, en même temps, on est triste que nos fils ne soient pas là pour partager la joie de la libération* », se désole Rana

Saleh Badra, une veuve de 53 ans, dont le mari a été tué pendant la guerre, ainsi que deux de ses fils âgés de 21 ans et 23 ans. Des dizaines de milliers de personnes, emprisonnées dans les geôles d'Al-Assad, sont toujours portées disparues.

« *On a vécu l'enfer ici ! Les bombardements aériens, les attaques chimiques... On a eu des centaines de martyrs* », raconte Abou Rassoul, un ancien révolutionnaire de la brigade Ali Bin Abi Talib, aujourd'hui intégré au ministère de la défense. En août 2013, Zamalka a été la cible d'une attaque au gaz sarin par les forces loyalistes. Le soldat de 43 ans, et père de trois enfants, fait défiler sur son téléphone les photos des « martyrs », dont son frère tué en 2015 dans un bombardement. Il tombe sur une photo de Bachar Al-Assad en slip de bain, gonflant le torse, qui avait été découverte après sa fuite. « *Franchement, cet homme n'est pas normal, non ?* », interpelle-t-il, levant au ciel ses yeux soulignés de khôl. L'ancien dictateur vit en exil en Russie avec d'autres membres de son clan.

« Sentiments mitigés »

Des quartiers entiers de la Ghouta orientale sont encore à l'état de ruines. Ici et là,

dans des carcasses d'immeubles, des balcons ont été repeints et décorés de plantes. « *On est revenus le soir de la libération. Notre appartement est détruit, mais ici, c'est notre pays. On loue un appartement* », dit Anas Zamzam, un jeune de 20 ans, dont la famille a fui en 2011 pour la Turquie puis le Liban. « *Il y a la sécurité désormais, on se sent libres de sortir dans les rues. On n'a plus peur quand on voit l'armée. Il y a encore les difficultés de la vie mais on est patients, tout va finir par s'améliorer* », dit le jeune homme.

De la Ghouta orientale, des familles et des jeunes embarquent à bord des camionnettes qui s'engouffrent dans les embouteillages monstrueux en direction de la place des Omeyyades. A l'entrée de Da-

mas, place des Abbassides, des membres de la sûreté générale, aidés de vigies de l'association chrétienne Fazaat Al-Watan (« Mobilisation de la patrie »), leur bloquent l'accès aux quartiers à majorité chrétienne de Koussour et Kasaa. « *Il y a une coopération entre nous et les forces officielles pour sécuriser la région. Elle a été fermée à la demande des forces de l'ordre. Dans le quartier, il y a des personnes qui ont peur et qui sont encore dans l'expectative* », dit Maya Arkoush, 47 ans, responsable de la communication de l'association. [L'attentat de l'église Mar Elias, qui a fait 25 morts, le 22 juin, près de Damas](#), et que les autorités attribuent à l'organisation Etat islamique, est encore dans tous les esprits.

« On a des sentiments mitigés. On ne voit pas trop la différence avec l'ancien régime. Ils ont enlevé une personne pour en mettre une autre », dit une chrétienne de 54 ans, qui préfère rester anonyme. Elle pointe en direction de l'étendard islamique que certains jeunes brandissent depuis les voitures. « *Ça m'inquiète. C'est le drapeau du Front Al-Nosra, qui est un groupe terroriste* », dit-elle. Elle reconnaît que des choses se sont améliorées. « *Il n'y a pas de menace sur la communauté mais il y a toujours des hors-la-loi dans les rues. On voudrait plus de libertés pour les minorités et une meilleure participation dans le gouvernement* », ajoute la quinquagénaire.

Dans les régions où vivent les minorités druze et alaouite, marquées par de sanglantes violences intercommunautaires, l'ambiance n'est pas non plus aux célébrations. Samedi 6 décembre, un chef spirituel alaouite, Ghazal Ghazal, a appelé au boycott pour protester contre un nouveau régime « *oppressif* ». L'administration kurde, qui contrôle une grande partie du nord et du nord-est de la Syrie, a annoncé l'interdiction de rassemblements et d'événements publics « *en raison de la situation sécuritaire actuelle* ». Devant un parterre d'officiels, lundi 8 décembre en fin de journée, le président Al-Charaa a de nouveau lancé un appel à l'unité et à la coexistence, promettant à tous la justice et la fin de « *l'ère du despotisme et de la tyrannie* ».

Le Monde

Firas Kontar
10 décembre 2025

Firas Kontar, essayiste franco-syrien : « Après la chute de Bachar Al-Assad, il aurait fallu panser les plaies béantes laissées par treize années de guerre »

Le 28 novembre, l'armée israélienne a mené [une opération en territoire syrien](#), entraînant la mort de 13 civils. Cette tragédie n'a pas empêché les manifestations de se tenir dans de nombreuses villes, célébrant l'anniversaire de l'opération militaire lancée un an plus tôt par Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) et ses alliés, et qui avait entraîné la chute de Bachar Al-Assad.

Dans ces rassemblements, pas un mot, ou presque, pour les morts du matin même. Ce qui, en revanche, s'y exprimait avec force, c'étaient les slogans hostiles aux Druzes, aux

alaouites et aux Kurdes, et les menaces à peine voilées à leur encontre. A Idlib, sur la place principale, un proche du nouveau pouvoir a appelé depuis la scène à « *l'écrasement* » de toutes les minorités opposées au régime naissant.

Peu nombreux sont ceux qui témoignent de tout cela : les anciens activistes prorévolution préfèrent mettre en avant les rares slogans d'unité hérités de 2011. Comment en est-on arrivé à une telle situation ?

Le pouvoir par la force

Après la chute d'Al-Assad, il

aurait fallu commencer par panser les plaies béantes laissées par treize années de guerre. Il était prévisible que la communauté alaouite dans son ensemble serait tenue pour responsable des crimes d'un régime dirigé par l'un des siens. Mais le gouvernement de transition, obsédé par le contrôle total du pays, n'a jamais entrepris ce travail de guérison.

Le président par intérim, Ahmed Al-Charaa, s'est arrogé de vastes pouvoirs par une déclaration constitutionnelle qu'il bafoue régulièrement. Il a organisé un « débat national » qui n'a duré que

quelques heures, dérisoire après plus d'une décennie de guerre confessionnelle. Il a créé une commission de réconciliation incluant d'anciens criminels, et une commission de justice transitionnelle chargée de juger les seuls [crimes du régime Al-Assad](#).

Cette succession de mesures ressemble moins à une démarche politique qu'à un catalogue rédigé par des conseillers en communication, destiné à donner l'illusion d'un pays en marche. Les fractures sociales, notamment confessionnelles, restent béantes. La communication du gouvernement, aussi sophistiquée

soit-elle, ne parvient pas à masquer la réalité d'un pouvoir qui cherche avant tout à s'imposer par la force.

L'attaque menée en mars par d'anciens loyalistes pro-Assad contre les troupes du nouveau régime, suivie du pogrom [contre les alaouites](#), aurait dû servir de signal d'alarme. Au lieu de cela, des discours suprémacistes, relayés par la propagande officielle, se sont diffusés à grande échelle, accusant désormais l'ensemble des minorités d'être coupables des crimes d'Al-Assad, alors que son régime avait conclu des alliances dans toutes les communautés.

Les minorités sont présentées comme l'obstacle ultime à la « nouvelle Syrie », et il n'en faut guère plus pour légitimer toutes les violences à leur encontre. Le président a bien mis en place une « commission indépendante » pour enquêter sur les crimes commis. Commission qui s'est surtout attachée à disculper la hiérarchie militaire de ses responsabilités, allant jusqu'à nier la gravité des crimes, notamment les enlèvements de femmes alaouites.

Toutes les minorités ont été affectées, le mot est faible,

et, plutôt que d'apaiser, le gouvernement a lancé une invasion brutale de la province druze de Souweïda, en prétextant vouloir s'interposer dans un conflit entre Druzes et Bédouins. Dès leur arrivée, les exactions ont commencé : plus de 2 000 morts druzes, un tiers de la province pillé et détruit par les forces du gouvernement de transition. Les massacres n'ont cessé que grâce à l'intervention, opportuniste sans doute, de l'armée israélienne. Le conflit avec les Bédouins n'avait été qu'un prétexte, entretenu et manipulé par le gouvernement lui-même.

Sectarisme assumé

Dès sa prise de fonctions, l'actuel président a voulu désarmer les milices druzes formées pour défendre la province après l'[attaque de Daech](#) en 2018, et pour éviter l'enrôlement des jeunes dans l'armée d'Al-Assad. Il n'a cessé de dénoncer les « *armes illégitimes* » – entendant par-là exclusivement celles qui sont détenues par les minorités. Cette obsession n'a fait qu'élargir le fossé avec les Druzes. Ces milices ne sont qu'une force d'autodéfense locale, dotées uniquement d'armes légères.

Comment auraient-elles pu renoncer à leurs armes après le pogrom contre les alaouites, alors que l'armée et les services de sécurité sont composés d'ex-djihadistes et de miliciens célèbres pour leurs exactions ? Au lieu de construire des institutions capables d'unir les Syriens, les ministères de l'intérieur et de la défense intègrent essentiellement les groupes rebelles et djihadistes qui étaient présents dans le dernier réduit insurgé du Nord avant la chute d'Al-Assad, ne faisant qu'accroître la défiance des minorités envers le pouvoir central.

Cela, s'étonner du désarroi profond dans lequel se trouvent les minorités ? Durant sa première année au pouvoir, Ahmed Al-Charaa a montré qu'il ne cherchait pas à unir les Syriens mais à bâtir une nouvelle Syrie centrée sur les Arabes sunnites. Les tensions confessionnelles atteignent leur paroxysme pour le premier anniversaire de la chute d'Al-Assad. L'une des villes où cette journée ne sera pas célébrée est Souweïda – dernier endroit où, dans la Syrie d'Al-Assad, flottait encore le drapeau de la Révolution.

Al-Assad avait déjà largement entamé la destruction de l'identité nationale inclusive héritée de l'indépendance. Le gouvernement de transition, incapable de se départir du suprémacisme qui l'anime, ne fait qu'accélérer la décomposition de la société syrienne. Il suffit de constater que les troupes de ce gouvernement continuent d'occuper les localités druzes de Souweïda, empêchant le retour des habitants, pour comprendre que cette nouvelle Syrie se construit dans la soumission et l'écrasement, et non à travers un nouveau pacte social.

Le Monde

Hélène Sallon
10 décembre 2025

« S'ils veulent détruire nos maisons, ils devront le faire sur nos têtes » : en Syrie, le difficile chantier de la reconstruction

« Syrie, l'après-Al-Assad » (3/4). La lenteur de la levée des sanctions internationales et l'essor, pendant la guerre civile, de l'habitat informel, entravent le redressement de la capitale du nord du pays.

Des bulldozers aplanissent un lopin de terre au cœur de la « Montagne » de Hadariya, le plus grand quartier de l'est d'Alep,

dans le nord de la Syrie. « *C'est un quartier informel. L'ancien régime l'a en partie détruit. On retire les gravats pour reconstruire* », explique

le chef de chantier qui refuse de donner son nom. Des hommes s'attroupent. « *Comment allons-nous obtenir nos droits ?* », l'interpelle

un habitant dont le logement est promis à la destruction. « *Nous préparons des logements pour vous réinstaller durant les travaux. Ça va*

prendre deux ans. Ceux qui ont un titre de propriété obtiendront leurs droits. Il y aura de nouveaux immeubles de sept étages, des jardins, une mosquée, des écoles », promet le chef de chantier.

Le développement de Hadariya fait figure de projet pilote, pour le gouvernorat d'Alep, dans le processus de reconstruction des quartiers détruits durant la guerre civile. En 2012, la vieille ville d'Alep et les quartiers informels de l'Est, habités par une classe ouvrière venue des campagnes pour trouver un emploi dans la métropole industrielle, étaient tombés aux mains de l'opposition. Ils ont été repris en 2016 par les forces loyales au régime d'Assad, au prix de destructions massives et de dizaines de milliers de morts, et les rebelles ont été transférés vers la région voisine d'Idlib, plus au sud. Depuis la chute du dictateur Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, 200 familles sont revenues à Hadariya, où la plupart des 23 000 logements ont été détruits.

Véritable casse-tête foncier, le projet cause des remous parmi la population locale. L'ancien régime s'était approprié les terrains, mais, renonçant à ses projets d'investissement, il a laissé des habitants construire avec des titres de propriété délivrés par le tribunal. Les familles les plus pauvres sont restées locataires. Le 21 octobre, ces résidents ont reçu un ordre d'évacuation de la main de la compagnie privée chargée du chantier. Sur le petit papier blanc, signé par les autorités locales, il est précisé que le déblaiement des gravats sera à la charge de « l'usager ».

« On refuse d'évacuer. On n'a nulle part où aller. Certains disent qu'ils vont donner un appartement aux habitants contre le versement d'une partie du prix. Ce serait dramatique pour ceux qui sont revenus sans un

sou », dit Bilal Al-Achaker, habitant du quartier depuis 1978. L'entrepreneur de 61 ans a laissé sa femme et ses huit enfants en Turquie le temps de reconstruire la maison dont il est propriétaire. Il a englouti ses économies – 200 000 dollars, soit 172 000 euros – pour construire sa villa de 130 mètres carrés, clinquante jusque dans les finitions.

« Tous les mêmes »

Son voisin d'en face, Mohamed Ali, un ouvrier de 55 ans et ancien combattant rebelle passé par les geôles d'Assad, n'a pas un sou. « S'ils veulent détruire nos maisons, ils devront le faire sur nos têtes. L'ancien régime a déjà détruit le quartier. Maintenant, Jolani [l'ancien nom de guerre du président de transition Ahmed Al-Charaa] vient et prend la terre. Ce sont tous les mêmes », s'égosille-t-il. Dans l'immeuble familial, dont sa vieille mère conserve précieusement les titres de propriété, délivrés par un tribunal en 2008, le veuf vit avec sa nouvelle épouse et huit enfants issus de son premier mariage. Son frère, Ahmed, a installé son atelier de fabrication de chaussures, qui emploie dix ouvriers, au rez-de-chaussée.

« Tous les habitants sont favorables au développement du quartier. Ils n'ont qu'une question : vont-ils nous donner un logement équivalent au nôtre ? », assure Rida Achram. Propriétaire d'un immeuble dans lequel il a investi 150 000 dollars depuis 2010, le commerçant de 64 ans a rencontré les autorités locales, le 25 octobre. Elles lui ont assuré que le projet ne concernait que 15 hectares et 15 familles qui seraient relogées. Il a déchanté lorsqu'il a reçu, à son tour, fin novembre, un ordre d'évacuation, comme 2 000 autres familles. « Ils n'ont pas tenu parole. Comment allons-nous trouver une location avec la crise

du logement à Alep ? Qui va nous garantir que nous pourrons rentrer ? », interpelle le père de neuf enfants.

Assis à son bureau, une carte géante de la métropole d'Alep accrochée au mur, le nouveau gouverneur, Azzam Al-Gharib, se veut rassurant. A 40 ans, ce natif de Saraqeb, dans la province d'Idlib, est revenu à Alep, la ville de ses études de prothésiste dentaire et d'ingénieur, après avoir dirigé la faction armée Jabhat Al-Cham, financée par la Turquie. « Début 2026, nous commencerons la construction de 2 000 unités de logement, puis si nous le pouvons, nous étendrons à 30 000 unités. Ces logements sont pour les gens du quartier, pour la plupart déplacés dans les camps, qui disposent de documents légaux. Nous avons des financements pour ce projet. Les maisons seront presque gratuites. Nous ne fermerons pas la porte aux autres familles. Nous leur trouverons des logements temporaires », assure l'édile provincial. Il précise que les archives du gouvernorat attestent que l'ancien régime avait racheté les terres aux habitants.

Ses équipes ne veulent pas attendre la finalisation du plan d'urbanisation de la métropole d'Alep pour développer Hadariya. Elles veulent empêcher la reconstruction sauvage dans les quartiers informels, où se concentre la moitié de la population de la ville. Le dernier plan d'urbanisation, établi dans les années 1980, n'a jamais été mis en œuvre. Elles planchent encore sur l'évaluation des dégâts, à partir des estimations des agences onusiennes. « Alep est la région de Syrie la plus détruite, avec 35 000 unités de logement détruites, dont 7 000 totalement, dans la ville et sa campagne. Les réseaux d'eau et d'électricité des quartiers sont détruits à 60 % », dit Azzam Al-Gharib, qui chiffre les besoins en reconstruction

dans le gouvernorat – le plus peuplé de Syrie avec 8 millions d'habitants – à 100 milliards de dollars.

« Parler de reconstruction à ce stade est un bien grand mot. Nous sommes toujours dans la réponse d'urgence. Notre priorité est de permettre aux déplacés et aux réfugiés de revenir. Nous avons lancé la réhabilitation des infrastructures, en nous concentrant sur les besoins de base comme les écoles, les centres de santé, les réseaux d'égout et d'électricité... », poursuit l'édile, qui précise que 2 050 écoles ont déjà été réhabilitées. « Nous faisons avec l'argent que nous avons », ajoute-t-il. Des projets sont financés par le gouvernement. D'autres sont pris en charge par des organisations internationales et des ONG, locales et étrangères.

« Les investissements n'arrivent pas »

Des campagnes de collecte de fonds ont été lancées auprès des habitants et des hommes d'affaires, avec le soutien du gouvernorat, pour financer des petits projets de réhabilitation – nettoyage des rues, éclairage public, caméras de surveillance, centres de santé et écoles... « Pour reconstruire, il faut l'aide de la communauté internationale, mais à cause des sanctions et des retards dans la résolution du dossier de l'intégration des forces kurdes au sein de l'Etat et du risque de guerre, les investissements n'arrivent pas », souligne Abdelaziz Al-Maghrebi, 46 ans, député au sein du nouveau Parlement et créateur de la campagne intitulée « Loyauté à Alep ». Le gouverneur prévoit d'organiser une nouvelle levée de fonds, « Les yeux tournés vers Alep », calquée sur celle organisée par le gouvernement, début septembre, puis dans de nombreuses villes de Syrie. Il espère battre le record national de promesses

de dons, en collectant 500 millions de dollars sur des projets présélectionnés.

La petite ville agricole d'Anadan, située à une demi-heure de route au nord d'Alep, espère qu'une petite partie de ces dons lui seront alloués. Le nouveau maire, Mahmoud Hijazi, et ses 18 bénévoles triment pour rétablir les infrastructures. Ils ont laissé leurs familles dans des camps et dorment dans le bâtiment de la municipalité, le temps de reconstruire leurs maisons. « Il y avait 28 000 habitants à Anadan. Aujourd'hui, 1 500 familles sont rentrées,

les autres sont dans les camps ou en Turquie car leurs maisons sont détruites. Avec la croissance démographique, la population devrait atteindre 60 000 habitants », indique l'édile local.

Son équipe a récolté 40 000 dollars de dons auprès de commerçants et de familles d'Anadan pour réhabiliter le réseau d'égouts. « La priorité maintenant est le réseau d'eau, puis l'éclairage et les routes. On attend de trouver l'argent », poursuit M. Hijazi. Cinq des neuf écoles de la ville seront réhabilitées par des ONG, les tra-

vaux ont commencé pour deux d'entre elles. Aucun mécène n'a été trouvé en revanche pour reconstruire les deux mosquées. Plus de 1 600 maisons ont été complètement détruites pendant la guerre, 560 sont inhabitables et 3 500 ont besoin de réparations. Les habitants reconstruisent à leurs frais.

Mohamed Abdelkhaled, un boucher de 37 ans, a vendu une maison pour réparer celle d'Anadan et son local commercial. « Je gagne à peine de quoi survivre. On vit dans une misère noire », dit ce père de cinq enfants.

Amina Moukhi et son mari sont rentrés en août de Turquie, où ils ont vécu en exil depuis 2012. Leurs fils, décorateurs d'intérieur, payaient le loyer. « On ne veut pas qu'ils dépensent de l'argent pour nous. Tout est cher en Turquie et les autorités mettent la pression sur les réfugiés », dit la Syrienne de 53 ans. Le couple a déjà investi 8 000 dollars dans les travaux de la maison familiale. « On veut se dépêcher de finir la maison au cas où nos 12 enfants soient à leur tour obligés de quitter la Turquie », dit, inquiète, Amina Moukhi.

The New York Times

Dec. 10, 2025

Alissa J. Rubin, Photographs by Daniel Berehulak

Reporting from the Al Hol camp in Syria

ISIS Detention Camps Pose a Dangerous Problem for Syria's Leaders

The government faces a dilemma over what to do with civil-war-era prisons and detention camps that hold thousands of ISIS fighters and tens of thousands of their family members.

The arid steppes of northeastern Syria stretch almost uninterrupted to the Iraqi border, the emptiness broken only by the occasional oil derrick, until the road comes to a sprawling prison camp.

A chain-link fence topped with barbed wire surrounds the vast compound, and supply trucks line the route for more than half a mile outside the camp's gates. This is Al Hol detention camp, where most detainees are family members — wives, sisters, children — of fighters for the terrorist group Islamic State, or ISIS. More than 8,000 fighters themselves are in prisons nearby.

For years, ISIS ruled large parts of Syria and neighboring Iraq, brutally enforcing its strict interpretation of Islamic law. As Kurdish-led Syrian forces

backed by the United States battled to reclaim that land, they detained thousands of ISIS fighters and tens of thousands of their relatives.

U.S. forces entrusted their Syrian Kurdish allies with guarding the ISIS detainees and families. But now, the Pentagon is drawing down its troops in Syria, and there are indications that U.S. officials want Syria's new government to take responsibility for the prisons and detention camps.

This is part of a larger government effort to merge the powerful Kurdish-led militia, known as the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., into the country's newly reconstituted military as officials try to reunite Syria after a 13-year civil war.

One obstacle to the plan is that many Kurds distrust the government and its commitment to fighting ISIS. The government is led by Islamist former rebels once linked to Al Qaeda, and many Kurds fear they might free some ISIS militants.

The government so far has taken a strong public stand against ISIS. Syria agreed in November to join a U.S.-led coalition to fight the group, which remains active in the country.

The Islamic State, after several years of low-level attacks primarily targeting Kurdish-led forces in northeast Syria, has expanded its reach as well as the frequency and lethality of its attacks in the last year, according to assessments by both the United Nations and

U.S. officials. The group targeted a Greek Orthodox Church in Damascus and has staged bomb attack against Syrian government forces.

Camp administrators say that ISIS operatives are still inside the camps, focused on radicalizing the children there.

When I visited Al Hol camp this year, children milled around in groups inside the penned expanse. The younger ones clutched their mothers' long, black robes. Some of the women hurried their children away from foreign visitors, muttering "kafir" — Arabic for infidel.

Some of the women avoided talking to foreigners, while others crowded around me, pleading to be heard.



Al Hol, a detention camp in northeastern Syria, holds family members of ISIS fighters.

For many of the residents, it does not matter who is in charge.

"We want to go home. We are so tired," Um al-Bara, a woman from the Iraqi city of Hit, told me in the spring. She was dressed, like many, in a black, full-length robe and a black head scarf, her nose and mouth covered. Some also wore long black gloves in deference to the religious strictures of ISIS.

The camp administrator, Jihan Hanan, said in November that she was not sure whether Um al-Bara was still in the camp or if the Iraqi government had taken her back to Iraq along with thousands of other Iraqi women from the camps.

Another woman spoke softly as she held close a little girl with a runny nose. The woman told me her name was Hawla and that she had two daughters and two sons with her.

Men accused of being Islamic State fighters at a prison in northeastern Syria run by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces.

Her children were suffering because there was no proper

school, she said, adding that they had done nothing wrong and were being punished for the deeds of their father.

She and her children were allowed to return to Iraq in the fall, according to Ms. Hanan. Hawla and her children had spent six years in Al Hol.

"I need medical treatment," pleaded another woman, Lutf al-Nassan, 65, as she tugged my sleeve. She explained that she had heart problems and that her medicine had run out. Camp officials said late last month that they did not know whether she had returned to Iraq.

Al Hol and another nearby camp, Roj, now house more than 27,000 family members of ISIS fighters, according to the camps' administrators. None of the family members have been charged with a crime. The camps are deep in a northeastern region controlled by the Kurds and secured by the S.D.F.

Camp administrators warn that a new generation is growing up indoctrinated by their mothers in the extremist ideas of ISIS.

"All of the women here are radical. They all stayed with the Islamic State until the end," Hokmiya Ibrahim, the administrator of Roj camp, said in an interview there. "But the bigger problem is that the mothers are educating their kids according to the Islamic State ideology."

Nearly 60 percent of the population in the two family camps are under 18, according to camp administrators. Most of those children have spent years in a place where restrictive ideology of ISIS prevails.

The most extreme among Al Hol detainees are primarily from [countries outside the Middle East](#), including Tajikistan, Azerbaijan, France and Russia. They include roughly 6,000 women and children who live in a separate area of the camp that is off limits to visitors because it is considered so dangerous, according to Ms. Hanan.

Conditions in both camps are grim.

Discontent, violence and ill health plague the residents. Weapons are routinely smuggled in, and women and older

adolescent boys frequently try to escape, according to the administrators.

Hundreds of vehicles enter daily to bring supplies and can be used to smuggle people out, Ms. Hanan said. "Every day, people are fleeing, and it seems it is an organized operation," she added. "They are building hiding places in the water tanks."

The administrators said they were barely able to hold the camps together and that the situation had worsened since the Trump administration [cut U.S.A.I.D. funding](#) this year for basic services such as water deliveries, bread rations and medical care.

While the [U.S. State Department soon restarted](#) water and bread distribution in the camps, all medical, child protection and educational services have ceased.

After the cuts, Ms. Hanan said, there was an increase in violence and escapes, and there were protests against the Trump administration's decision to stop paying some of the groups that help residents.

During this period, Al Hol detainees attacked the offices of aid groups, breaking doors and windows and injuring guards. Some of the female detainees converged on Ms. Hanan's office with demands for bread, water and medical care for their infants, she said.

Late last year, a couple in Al Hol put on homemade explosive vests and threatened to detonate them when S.D.F. members came to their tent during a security raid. When the couple would not surrender, they were shot and killed, Ms. Hanan said.

Many of those detained in the Al Hol and Roj camps want to return to their homes in Syria, Iraq or dozens of other countries. Some of those countries do not want them

because of national security concerns, leaving the women and children in limbo.

Camp administrators say there is an urgent need to reduce the population of the camps.

Iraq and Syria have committed to resettling their citizens, who account for the most of the camps' residents. About **40 percent** of the detainees in 2024 were Syrian, according to the U.N.

Iraq said in September that it had brought back nearly 19,000 of its citizens and

aimed to repatriate the rest by year-end. Syria's government has a similar effort to return its citizens in the camps to their homes, but so far only a few hundred have been resettled.

While some women in the two camps remain devoted to ISIS, others want desperately to go home to their families, said Evelyne De Herdt, 35, a Belgian detainee. She said she had become disillusioned with the movement and just wanted "a normal life."

Ms. De Herdt explained that

she was brought up Catholic, converted to Islam at her husband's behest and came with him to Syria in 2015.

"He convinced me to come here to live an Islamic life, and I was pregnant by him," she said, sitting on the floor of her tent in Roj camp in the spring.

Her daughter, Asia, was born the year she went to Syria, she said, and a few months later her husband was killed fighting for ISIS.

In 2019, as fighting intensified

between the Islamic State and the international forces backing the S.D.F., Asia, then 4, was killed. Ms. De Herdt was detained in the camps.

Belgium has taken back a small number of women with children from the two camps but turned down women who wanted to return but did not have children.

"Because my daughter is gone, I don't qualify as a mother," she said softly. So she waits, like thousands of other women and children, stranded in the desert.



11 December 2025

Authorities foil escape attempt by 18 ISIS-linked women, children from Syria's Hol camp

Kurdistan Region - Kurdish authorities in northeast Syria (Rojava) have foiled an overnight escape attempt by 18 women and children allegedly linked to the Islamic State (ISIS) at al-Hol camp, the camp's director Jihan Hanan told Rudaw.

She said the group consisted of nationals from Russia and Turkmenistan.

Hol, located near Hasaka city, is notorious for overcrowding and poor living conditions, and has long been described as a breeding ground for extremist activity.

Sheikhmoous Ahmed, the official overseeing Rojava's camps for refugees and internally displaced persons (IDPs), told Rudaw in late November that the camp's population has fallen to 25,183 residents, including 14,920 Syrians, 3,988 Iraqis, and over 6,200 foreign nationals.

The camp once held around 60,000 people.

Kurdish authorities have repeatedly urged foreign governments to repatriate their citizens. Iraq, in particular, has been praised for its ongoing efforts to bring its nationals home.

Le Monde Hélène Sallon, Madjid Zerrouky
11 décembre 2025

En Syrie, la nouvelle armée se heurte à l'héritage de la guerre civile

« Syrie, l'après-Al-Assad » (4/4). La nouvelle armée de volontaires structurée par les nouvelles autorités du pays peine à intégrer les différentes factions militaires qu'a fait naître le conflit durant la dictature du régime d'Al-Assad.

Enfants comme adultes, les visiteurs de la Foire de la révolution syrienne, organisée à Damas en marge des célébrations du premier anniver-

saire de la libération de la Syrie, le 8 décembre, repartent un bandeau rouge au front. Parmi les stands qui retracent l'histoire de la rébellion armée au régime d'Al-

Assad durant la guerre civile syrienne (2011-2024), celui des « banderoles rouges », la force d'élite du groupe Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), qui a mené la co-

alition des forces sunnites islamistes qui s'est emparée de Damas, est le plus couru.

Le récit héroïsé de la rébellion syrienne fonde l'identité de la

nouvelle armée que veulent structurer le président de transition, Ahmed Al-Charaa, l'ancien chef de HTC, et son ministre de la défense, Mourhaf Abou Qasra. Cette armée de volontaires d'environ 100 000 hommes, selon des estimations internes, réunit les factions armées rebelles et de nouvelles recrues, issues de la majorité sunnite. Elle était à l'honneur des célébrations du 8 décembre, lors d'une parade militaire où les troupes ont défilé, sous les slogans religieux : « Nous serons pour le djihad tant que nous vivrons. Nous versons notre sang pour l'islam. Le prophète Mohammed est notre guide éternel. »

Les conscrits de l'armée d'Al-Assad, pour beaucoup issus de la minorité alaouite, ont été amnistiés et évincés, eu égard aux atrocités qui ont été perpétrées durant la guerre civile, sous les ordres d'officiers désormais recherchés. Leur exclusion a nourri un ressentiment qui a été exploité par d'anciens officiers pour fomenter, en mars, une insurrection sur la côte, écrasée par les forces gouvernementales, au prix de 1 400 morts, en majorité des civils alaouites.

Les négociations pour l'intégration au sein du nouvel Etat des Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde), qui administrent le Nord-Est syrien, sont dans l'impasse. Et les milices druzes de la province de Souweïda, qui répondent au chef religieux Hikmat Al-Hijri, réclament leur sécession depuis les violences confessionnelles qui ont fait plus de 1 000 morts en juillet.

« Contrôle absolu des responsables de HTC »

Après leur démantèlement en janvier, les factions armées ont été intégrées au sein du nouveau ministère de la défense. Elles sont chargées, aux côtés de la sûreté générale, l'ancienne force de police de HTC, du maintien de l'ordre. « Dans les faits, ce processus a été entravé par le maintien du contrôle absolu des responsables de HTC et par le fait que l'intégration des diffé-



Les visiteurs de Foire de la révolution syrienne peuvent essayer le matériel militaire à Damas, le 9 décembre 2025. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

rentes forces d'opposition reste largement théorique. Les anciennes structures organisationnelles et les chaînes de commandement sont restées intactes, tandis que les forces de la sûreté générale, elles aussi composées principalement d'anciens combattants, sont à la fois mal entraînées et peu nombreuses », pointe un rapport de l'International Institute for Strategic Studies publié en octobre.

Selon une recension effectuée par l'Institute for the Study of War, un centre de réflexion basé à Washington, 30 % des commandants des nouvelles divisions de l'armée syrienne sont directement issus des rangs de HTC ; 35 % ont combattu le régime au sein de la cellule d'opérations Al-Fatah Al-Mubin, regroupant des groupes armés proches de HTC et subordonnés à son commandement depuis 2019. Seuls 22 % viennent d'anciennes factions proturques regroupées autour de l'appellation « Armée nationale syrienne » (ANS) à la fin de la guerre civile.

Minoritaires, les anciennes factions proturques pèsent néanmoins politiquement et géographiquement. Au moins trois commandants des nouvelles divisions de l'armée issus de l'ANS

sont sous le coup de sanctions internationales. A la tête de la 62e division déployée dans l'est du gouvernorat de Hama, Mohammad Al-Jassem, dit Abou Amsha, ancien chef de la brigade Sultan Souleiman Chah, est accusé par les Etats-Unis d'exactions dans la région à peuplement kurde d'Afrin lorsque l'armée turque et ses supplétifs syriens en ont pris le contrôle en 2018. Il a été placé sous sanctions européennes au printemps 2025 après la participation présumée de ses hommes aux massacres de civils sur la côte alaouite en mars. Ce qu'il nie publiquement.

Accrochages quasi quotidiens

Deux autres de ces chefs de guerre, dont les hommes sont déployés face aux FDS, attisent les tensions entre la région autonome et Damas : Saif Al-Din Boulad, commandant de la 76e division dans la région d'Alep, est sanctionné pour les mêmes griefs qu'Abou Amsha, quand Ahmad Al-Hais (86e division), envoyé dans la région de Deir ez-Zor, est accusé par Washington de massacres de civils kurdes en 2018 et du recrutement d'anciens membres de l'organisation Etat islamique.

Les accrochages quasi quotidiens

sur la ligne de démarcation entre les FDS et ces unités de la nouvelle armée syrienne paralySENT les discussions sur l'intégration des FDS. L'accord, pour l'instant non mis en œuvre, prévoit l'intégration dans la nouvelle armée de trois divisions issues des FDS des régions de Rakka, Deir ez-Zor et Hassaké, ainsi que des dizaines d'officiers au sein du commandement et de l'état-major à Damas, selon Sipan Hemo, commandant en chef des Unités de protection du peuple (YPG), chargé des négociations avec le gouvernement de Damas. Si cet accord est mis en œuvre, ces trois nouvelles divisions devraient donc voisiner avec des unités qu'elles combattaient depuis plus d'une décennie.

« La réforme du ministère de la défense sera de longue haleine, pointe un diplomate occidental. Les Turcs ne paient plus directement leurs salaires aux factions qui lui étaient affiliées, c'est un pas vers l'unification. Il y a une tentative de mise au pas des factions, en commençant par les plus dociles, en forçant leurs membres à repasser par l'académie militaire. » Selon le chercheur syrien Rashid Hourani, le ministère de la défense veut s'appuyer sur des officiers formés à l'étranger, en plus d'une ossature

formée par d'anciens officiers déserteurs des forces de l'ancien régime pour bâtir une force structurée selon les normes d'une armée professionnelle : en divisions, brigades et bataillons.

Ce processus se heurte, pour l'instant, aux conditions politiques qui règnent dans le pays, au manque de cadres disponibles et à l'existence de zones qui échappent au contrôle de Damas. Le 22 octobre, le ministre de la défense, Mourhaf Abou Qasra, a annoncé que des premiers groupes d'élèves officiers étaient envoyés étudier dans des académies militaires en Turquie et en Arabie saoudite. Abou Qasra a indiqué que « ces échanges académiques et militaires visent à développer la coopération, à renforcer les capacités et à préparer des cadres maîtrisant les systèmes d'armes les plus récents et les méthodes de guerre modernes ».

« Il fallait repartir de zéro »

Parmi ces cadres de la nouvelle armée, Mohamad Khatab et Salah Al-Cheikh, deux colonels aujourd'hui membres de l'état-major général chargés de la formation, âgés de 38 et 40 ans, et en poste à Damas, sont d'anciens officiers déserteurs de l'armée de Bachar Al-Assad qu'ils ont quittée en 2012 pour rejoindre l'Armée syrienne libre, puis Jaïch Al-Nasr, une faction qui s'est alliée avec HTC. Leur passé de lieutenants dans l'armée leur a fait gravir tous les échelons de la rébellion.

Rencontrés à Idlib, ces anciens membres d'une brigade blindée pour l'un et des forces spéciales pour l'autre, sont devenus formateurs pendant la guerre civile au sein des katibas des forces rebelles. « Il fallait repartir de zéro. Il ne suffit pas de savoir tirer avec une kalachnikov. Parmi les premières choses que nous avons mises en place par exemple, il y a la présence de secouristes au niveau de chaque section de combat, racontent-ils. Cela paraît anecdotique. Mais c'est un début. Nous avons aussi formé des équipages de chars

et des artilleurs sur le tas. Nous avons l'expérience du combat, de la guérilla comme des lignes de front et une histoire à transmettre aux nouvelles recrues. »

En octobre, le ministère de la défense a appelé les officiers déserteurs de l'armée d'Al-Assad, dont certains ont fui à l'étranger, à réintégrer ses rangs, pour bénéficier de leur expérience militaire, notamment au sein des académies. Deux mille se sont inscrits. Puis, le rappel des sous-officiers a commencé, en novembre, dans les 14 centres de recrutement du pays. Le ministère de la défense estime que 3 000 d'entre eux devraient s'inscrire.

Dans le centre de recrutement d'Alep, le directeur, Mohamed Batal, un ancien combattant de HTC et diplômé en droit de 53 ans, reçoit les candidats. Ancien sous-officier affecté au tribunal militaire, qui a fait défection en 2012 et a rejoint l'ASL, Nazih Obeid espère, à 52 ans, être réintégré à son poste. « Je veux participer à la reconstruction de la nouvelle armée », dit-il. Mohamed Saleh, 19 ans, se présente à son tour. Il explique vouloir « défendre [sa] terre, [sa] patrie et [sa] religion ». « Beaucoup de jeunes veulent rejoindre l'armée car ils font la différence avec l'ancienne armée », dit le recruteur. C'est une armée de volontaires, qui défend le peuple et la patrie, et non une secte, comme l'ancienne. Il y a des conditions médicales ou de sécurité : on ne veut pas de membres de l'[organisation] Etat islamique. »

Les négociations pour l'intégration au sein du nouvel Etat des Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde), qui administrent le Nord-Est syrien, sont dans l'impasse. Et les milices druzes de la province de Souweïda, qui répondent au chef religieux Hikmat Al-Hijri, réclament leur sécession depuis les violences confessionnelles qui ont fait plus de 1 000 morts en juillet.

« Contrôle absolu des responsables de HTC »

Après leur démantèlement en

janvier, les factions armées ont été intégrées au sein du nouveau ministère de la défense. Elles sont chargées, aux côtés de la sûreté générale, l'ancienne force de police de HTC, du maintien de l'ordre. « Dans les faits, ce processus a été entravé par le maintien du contrôle absolu des responsables de HTC et par le fait que l'intégration des différentes forces d'opposition reste largement théorique. Les anciennes structures organisationnelles et les chaînes de commandement sont restées intactes, tandis que les forces de la sûreté générale, elles aussi composées principalement d'anciens combattants, sont à la fois mal entraînées et peu nombreuses », pointe un rapport de l'International Institute for Strategic Studies publié en octobre.

Selon une recension effectuée par l'Institute for the Study of War, un centre de réflexion basé à Washington, 30 % des commandants des nouvelles divisions de l'armée syrienne sont directement issus des rangs de HTC ; 35 % ont combattu le régime au sein de la cellule d'opérations Al-Fatah Al-Mubin, regroupant des groupes armés proches de HTC et subordonnés à son commandement depuis 2019. Seuls 22 % viennent d'anciennes factions proturques regroupées autour de l'appellation « Armée nationale syrienne » (ANS) à la fin de civile.

Minoritaires, les anciennes factions proturques pèsent néanmoins politiquement et géographiquement. Au moins trois commandants des nouvelles divisions de l'armée issus de l'ANS sont sous le coup de sanctions internationales. A la tête de la 62e division déployée dans l'est du gouvernorat de Hama, Mohammad Al-Jassem, dit Abou Amsha, ancien chef de la brigade Sultan Souleiman Chah, est accusé par les Etats-Unis d'exactions dans la région à peuplement kurde d'Afrin lorsque l'armée turque et ses supplétifs syriens en ont pris le contrôle en 2018. Il a été placé sous sanctions européennes au printemps 2025 après la participation présumée de ses hommes aux massacres de civils

sur la côte alaouite en mars. Ce qu'il nie publiquement.

Accrochages quasi quotidiens

Deux autres de ces chefs de guerre, dont les hommes sont déployés face aux FDS, attisent les tensions entre la région autonome et Damas : Saïf Al-Din Boulad, commandant de la 76e division dans la région d'Alep, est sanctionné pour les mêmes griefs qu'Abou Amsha, quand Ahmad Al-Hais (86e division), envoyé dans la région de Deir ez-Zor, est accusé par Washington de massacres de civils kurdes en 2018 et du recrutement d'anciens membres de l'organisation Etat islamique.

Les accrochages quasi quotidiens sur la ligne de démarcation entre les FDS et ces unités de la nouvelle armée syrienne paralysent les discussions sur l'intégration des FDS. L'accord, pour l'instant non mis en œuvre, prévoit l'intégration dans la nouvelle armée de trois divisions issues des FDS des régions de Rakka, Deir ez-Zor et Hassaké, ainsi que des dizaines d'officiers au sein du commandement et de l'état-major à Damas, selon Sipan Hemo, commandant en chef des Unités de protection du peuple (YPG), chargé des négociations avec le gouvernement de Damas. Si cet accord est mis en œuvre, ces trois nouvelles divisions devraient donc voisiner avec des unités qu'elles combattaient depuis plus d'une décennie.

« La réforme du ministère de la défense sera de longue haleine, pointe un diplomate occidental. Les Turcs ne paient plus directement leurs salaires aux factions qui lui étaient affiliées, c'est un pas vers l'unification. Il y a une tentative de mise au pas des factions, en commençant par les plus dociles, en forçant leurs membres à repasser par l'académie militaire. » Selon le chercheur syrien Rashid Hourani, le ministère de la défense veut s'appuyer sur des officiers formés à l'étranger, en plus d'une ossature formée par d'anciens officiers déserteurs des forces de l'ancien régime pour bâtir une force struc-

turée selon les normes d'une armée professionnelle : en divisions, brigades et bataillons.

Ce processus se heurte, pour l'instant, aux conditions politiques qui règnent dans le pays, au manque de cadres disponibles et à l'existence de zones qui échappent au contrôle de Damas. Le 22 octobre, le ministre de la défense, Mourhaf Abou Qasra, a annoncé que des premiers groupes d'élèves officiers étaient envoyés étudier dans des académies militaires en Turquie et en Arabie saoudite. Abou Qasra a indiqué que « ces échanges académiques et militaires visent à développer la coopération, à renforcer les capacités et à préparer des cadres maîtrisant les systèmes d'armes les plus récents et les méthodes de guerre modernes ».

« Il fallait repartir de zéro »
Parmi ces cadres de la nouvelle

armée, Mohamad Khatab et Salah Al-Cheikh, deux colonels aujourd'hui membres de l'état-major général chargés de la formation, âgés de 38 et 40 ans, et en poste à Damas, sont d'anciens officiers déserteurs de l'armée de Bachar Al-Assad qu'ils ont quittée en 2012 pour rejoindre l'Armée syrienne libre, puis Jaïch Al-Nasr, une faction qui s'est alliée avec HTC. Leur passé de lieutenants dans l'armée leur a fait gravir tous les échelons de la rébellion.

Rencontrés à Idlib, ces anciens membres d'une brigade blindée pour l'un et des forces spéciales pour l'autre, sont devenus formateurs pendant la guerre civile au sein des katibas des forces rebelles. « Il fallait repartir de zéro. Il ne suffit pas de savoir tirer avec une kalachnikov. Parmi les premières choses que nous avons mises en place par exemple, il y a la présence de secou-

ristes au niveau de chaque section de combat, racontent-ils. Cela paraît anecdotique. Mais c'est un début. Nous avons aussi formé des équipages de chars et des artilleurs sur le tas. Nous avons l'expérience du combat, de la guérilla comme des lignes de front et une histoire à transmettre aux nouvelles recrues. »

En octobre, le ministère de la défense a appelé les officiers déserteurs de l'armée d'Al-Assad, dont certains ont fui à l'étranger, à réintégrer ses rangs, pour bénéficier de leur expérience militaire, notamment au sein des académies. Deux mille se sont inscrits. Puis, le rappel des sous-officiers a commencé, en novembre, dans les 14 centres de recrutement du pays. Le ministère de la défense estime que 3 000 d'entre eux devraient s'inscrire.

Dans le centre de recrutement

d'Alep, le directeur, Mohamed Batal, un ancien combattant de HTC et diplômé en droit de 53 ans, reçoit les candidats. Ancien sous-officier affecté au tribunal militaire, qui a fait défection en 2012 et a rejoint l'ASL, Nazih Obeid espère, à 52 ans, être réintégré à son poste. « Je veux participer à la reconstruction de la nouvelle armée », dit-il. Mohamed Saleh, 19 ans, se présente à son tour. Il explique vouloir « défendre [sa] terre, [sa] patrie et [sa] religion ». « Beaucoup de jeunes veulent rejoindre l'armée car ils font la différence avec l'ancienne armée, dit le recruteur. C'est une armée de volontaires, qui défend le peuple et la patrie, et non une secte, comme l'ancienne. Il y a des conditions médicales ou de sécurité : on ne veut pas de membres de l'[organisation] Etat islamique. »

Le Monde

Claire Gatinois
11 décembre 2025

« César », photographe de la barbarie syrienne, lauréat du Prix franco-allemand des droits de l'homme

Héros de la résistance au régime de Bachar Al-Assad, Farid Al-Mazhan, de son vrai nom, a été récompensé pour avoir pris, au péril de sa vie, des clichés documentant la torture pratiquée à grande échelle par le régime du dictateur syrien.

Dix mois après avoir révélé son identité lors d'un entretien, le 6 février, à la chaîne Al-Jazira, le photographe « César » est devenu une figure reconnue et mondialement admirée. Farid Al-Mazhan, de son vrai nom, transfuge de la police militaire syrienne, héros de la résistance au régime de Bachar Al-Assad, a reçu, mercredi 10 décembre, le Prix franco-allemand des droits de l'homme des mains du ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, et de Gun-

ther Krichbaum, ministre délégué chargé des affaires européennes.

Il y a tout juste un an, le monde applaudissait la chute du « boucher de Damas », parti se réfugier en Russie. En prenant, il y a onze ans, au péril de sa vie, des clichés de la torture pratiquée à l'échelle industrielle dans les geôles du président syrien, « César », ancien adjudant-chef, avait participé à la mise au jour des crimes de masse commis par Bachar Al-Assad.

Du début du soulèvement syrien, en mars 2011, à sa défection et à sa fuite en août 2013, Farid Al-Mazhan avait collecté près de 55 000 photographies représentant des milliers de prisonniers morts sous les balles, la torture, de faim ou de maladie dans les centres de détention des services de renseignement syriens, seulement identifiés par des numéros, et portant des traces de supplices et de mutilations.

Un long travail de recensement photographique avait permis de documenter la bureaucratie de la barbarie. « Jamais je n'oublierai », s'est ému Jean-Noël Barrot, narrant son voyage à Damas, quelques jours après la chute de Bachar Al-Assad. « J'ai découvert l'horreur absolue de la prison de Saydnaya, ce camp de torture, cet abattoir humain conçu pour l'extermination. (...) J'ai vu de mes yeux le compresseur, cet instrument de mort dont jamais le souvenir ne me quittera.

Cette machine industrielle conçue pour briser et comprimer les corps à défaut de pouvoir vaincre les esprits », poursuit le chef de la diplomatie française, saluant en Farid Al-Mazhan, un « témoin de ces blessures, profondes, ouvertes, celles des disparus et de leurs proches ».

Il vit en France

Le héros, désormais médaillé

des droits humains, vit aujourd’hui en France. Dans son pays, Ahmed Al-Charaa, djihadiste repenti, est devenu président de transition. Farid Al-Mazhan, qui a rencontré l’ancien chef rebelle lors du passage de ce dernier à Paris, en mai, veut croire que « [son] gouvernement est en train de s’orienter vers la justice ». Ces crimes, qu’il a si méticuleusement documentés, seront jugés et punis, es-

père-t-il. Mais l’homme reste inquiet pour sa sécurité et celle de ses proches. Tout est encore si fragile à Damas.

La défense des droits humains, partout dans le monde, reste un combat, admet Gunther Krichbaum, saluant le « courage » de Farid Al-Mazhan. « Il ne suffit plus de s’engager, il est nécessaire de lutter (...) aujourd’hui plus que jamais,

*pour nos valeurs, pour les droits de l’homme, pour la démocratie », insiste l’Allemand évoquant avec effroi « l’interview d’un chef d’Etat » outre-Atlantique – à savoir, l’entretien donné la veille par Donald Trump au site *Politico* – dans laquelle le président américain malmène les valeurs humanistes chères par l’Europe.*

The New York Times

Raja Abdulrahim
11 décembre 2025

Syria, Rebuilding its Military, Relies on Loyalists and Religious Teaching

When rebels in Syria came to power a year ago, one of their first acts was to dismiss all of the country’s military forces, which had been used as tools of repression and brutality for five decades under the rule of Bashar al-Assad and his family.

Now, one of the biggest challenges facing the nascent government is rebuilding those forces, an effort that will be critical in uniting this still-fractured country.

But to do so, Syria’s new leaders are following a playbook that is similar to the one they used to set up their government, in which President Ahmed al-Sharaa has relied on a tightknit circle of loyalists.

The military’s new command structure favors former fighters from Mr. al-Sharaa’s former rebel group — even over those who may have more expertise, according to many soldiers, commanders and analysts. And religious minorities have not yet been included in the military, although Syria is a



Syrian security officers at their graduation ceremony in Damascus in February. David Guttenfelder/The New York Times

religiously and ethnically diverse country that has already

witnessed waves of sectarian violence.

The Syrian Defense Ministry is instituting some of the same training methods, including religious instruction, that Mr. al-Sharaa’s former rebel group used to become the most powerful of all the factions that fought the Assad regime during Syria’s civil war.

The New York Times interviewed nearly two dozen soldiers, commanders and new recruits in Syria who discussed the military training and shared their concerns. Nearly all spoke on the condition of anonymity because the Defense Ministry bars soldiers from speaking to the media.

Several soldiers and commanders, as well as analysts, said that some of the government’s rules had nothing to do with military preparedness.

The new leadership was fastidious about certain points, like banning smoking for on-duty soldiers. But on other aspects, soldiers said, the training felt disconnected from the needs of a modern military force.

Last spring, when a 30-year-

old former rebel arrived for military training in Syria's northern province of Aleppo, instructors informed roughly 1,400 new recruits that smoking was not permitted. The former rebel said one of the instructors searched him and confiscated several cigarette packs hidden in his jacket.

The ban pushed dozens of recruits to quit immediately, and many more were kicked out for ignoring it, according to the former rebel, a slender man who chain-smoked as he spoke in Marea, a town in Aleppo Province. After three weeks, only 600 recruits had made it through the training, he said.

He stuck with it.

He said he was taken aback by other aspects of the training. The first week was devoted entirely to Islamic instruction, including a two-and-a-half-hour lecture on the birth of the Prophet Muhammad, he said.

Soldiers and commanders said the religious training reflected the conservative Sunni Muslim ideology that Mr. al-Sharaa's former rebel group, Hayat Tahrir al-Sham, or H.T.S., espoused when it was in power in Idlib, a province in northwestern Syria. That raises questions about whether religious and ethnic minorities will be welcome in such a military, and how representative of Syria's diversity it will be.

A Syrian defense official, who spoke on the condition of anonymity because he was not authorized to speak publicly, said the government had not decided whether minorities would be allowed to enlist. Excluding them risks amplifying Syria's [sectarian tensions](#), which have already erupted in several waves of [deadly violence](#) over the past year.

A member of Hayat Tahrir al-Sham, the most powerful of all the factions that fought the



Soldiers and police officers from the former Syrian regime handing in weapons last year to new rebel-run security forces in Latakia, Syria. Ivor Prickett for The New York Times

Assad regime, patrolling an abandoned school in Damascus last year. Nicole Tung for The New York Times

Instead of turning to those with the most expertise, including thousands of officers who defected under the Assad regime, Syria's leaders are relying on a small circle of trusted comrades from H.T.S. to lead and shape the new military, several soldiers, commanders and recruits said.

The Syrian Defense Ministry did not respond to a detailed list of questions or repeated requests for comment.

After abolishing conscription, much hated under the Assad regime, the new military recruited volunteers and set qualifications like a ninth-grade education, physical fitness and the ability to read.

But soldiers who had fought with the rebels in the civil war were grandfathered into the ranks, even if they did not fulfill all the criteria, according to several soldiers and commanders.

"They are bringing in a commander of Hayat Tahrir al-

Sham who doesn't even have a ninth-grade education and are putting him in charge of a battalion," said Issam al-Reis, a senior military adviser with Etana, a Syrian research group, who has spoken to many former rebels currently serving in the military. "And his only qualification is that he was loyal to Ahmed al-Sharaa."

Mr. al-Reis said such appointees lacked formal military education and discipline.

Former H.T.S. rebels, like fighters from many other rebel factions, have years of guerrilla-fighting experience from the war to oust the Assad dictatorship. But most have not served as officers in a formal military with different branches such as the navy, air force and infantry and with rigid command structures, knowledge that is considered beneficial when rebuilding an army.

"The strength of an army is in its discipline," he added. "Memorizing Quran isn't going to help you. You need to be able to fight."

Members of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces in

2019. Keeping people loyal to President Ahmed al-Sharaa in command could make it challenging to integrate the Kurdish forces. Ivor Prickett for The New York Times

Most soldiers and commanders now start with three weeks of basic training — except those who previously fought alongside Mr. al-Sharaa's rebel group. That training provides nearly no military skills, Mr. al-Reis said.

Instead, he said, "they are trying to teach them their way of thinking."

The government has signed an initial agreement with Turkey to train and develop the military, said Qutaiba Idlibi, director of American affairs at the Syrian Foreign Ministry. But the agreement does not include deliveries of weapons or military equipment, he said, because of [American sanctions](#) remaining on Syria.

Already, the military's lack of control over its forces and low discipline among soldiers have contributed to [outbreaks of sectarian violence](#), undermining the government's relations with minority groups. Human

rights groups say forces affiliated with or supporting the government have been involved in some of the killings.

Col. Ali Abdul Baqi, staff commander of the 70th Battalion in Damascus, is among the few high-level commanders who was not a member of H.T.S. Speaking from his office in Damascus, Colonel Abdul Baqi said that had he been in Mr. al-Sharaa's place, he would have built the new military in the same way.

"They aren't going to take a risk on people they don't know," said the colonel, who commanded another rebel group during the civil war.

Discarded military vehicles in a scrapyard on the outskirts of Deir Ezzor, Syria, in August.Nicole Tung for The New York Times

One officer who defected from Mr. Assad's air force and has now joined the new army said

the key criterion for promotion was loyalty. As a result, those close to Mr. al-Sharaa and his former rebel group often outrank experienced former military officers, the officer said.

Many of those who led Syria's new air force battalion did not understand the hierarchy of military ranks, he said. A more qualified commander was appointed after he and other officers complained, but that happened only because of the specialized nature of the air force, he added.

Some senior commanders said the religious instruction was an attempt to build cohesion through shared faith, not a way of forcing a specific ideology on new recruits.

Syria is predominantly Sunni Muslim, as are the rebels who ousted the Assad regime. The Assad family belongs to the Alawite religious minority, which practices an offshoot

of Shiite Islam and previously dominated the military's highest ranks.

Two other commanders warned that allowing minorities, especially Alawites and Shiites, into the military after a brutal civil war with sectarian overtones would be like lighting a powder keg.

A few others countered that creating an army that reflected Syria's diversity would build trust among minority communities and help prevent sectarian violence.

Putting those loyal to Mr. al-Sharaa in command also makes it challenging to integrate the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, which control much of Syria's northeast and have a strong internal hierarchy. The group, which is backed by the United States, has been in negotiations for months with the government over integrating the military, [with little progress](#).

"In our army, there should be a division focused on political awareness and preventing crimes against humanity and war crimes," said Omar al-Khateeb, a former rebel and current military commander in Aleppo Province.Nicole Tung for The New York Times

Some soldiers also warned that their training lacked any focus on the laws of war, beyond telling recruits to avoid conflating all minority groups with the crimes of a few individuals.

"In our army, there should be a division focused on political awareness and preventing crimes against humanity and war crimes," said Omar al-Khateeb, a law graduate, former rebel and current military commander in Aleppo Province. "This is more important than training us in religious doctrine we already know."

Le Monde

avec AFP
12 décembre 2025

L'ex-président irakien Barham Saleh va être nommé à la tête du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, un poste longtemps convoité par Anne Hidalgo

De nombreux autres candidats étaient en lice, dont la maire de Paris, mais aussi Jesper Brodin, directeur général sortant de la holding chapeautant la plupart des magasins Ikea.

L'ancien président irakien Barham Saleh, une personnalité kurde, a été nommé à la tête du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), a communiqué une source onusienne souhaitant rester anonyme à l'Agence France-Presse, vendredi 12 décembre. Son nom a été proposé par le secrétariat général de l'ONU à l'Assemblée générale de l'organisation, qui va confirmer sa prise de poste pour qu'il puisse succéder, en janvier, à l'Italien Filippo Grandi.

De nombreuses autres candidatures avaient également été soumises, dont celle de la maire de Paris, Anne Hidalgo,

et celle de Jesper Brodin, directeur général sortant de la holding chapeautant la plupart des magasins Ikea.

M. Saleh, 65 ans, va prendre ses fonctions alors que le HCR est confronté à une crise immense : le nombre de personnes déplacées de force dans le monde a

presque doublé en dix ans, mais le financement de l'aide internationale diminue drastiquement, en particulier avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump cette année. Le HCR, comme beaucoup d'autres organisations, fait face à des coupes dans l'aide internationale, et a été contraint de supprimer

plus d'un quart de ses effectifs depuis le début de l'année, soit près de 5 000 collaborateurs.

Barham Saleh, qui a fait ses études au Royaume-Uni, est considéré comme un homme politique modéré. Il a été membre des autorités intérimaires mises en place par le commandement militaire américain après le renversement du régime de Saddam Hussein à la suite de l'invasion irakienne en 2003.

sion emmenée par les Etats-Unis en 2003.

Chef du gouvernement du Kurdistan jusqu'en 2011

Il a ensuite été ministre de la planification du gouvernement fédéral né des premières élections multipartites en Irak, en 2005. Un an plus tard, il devient vice-premier ministre de Nouri Al-Maliki, et, une fois son mandat terminé, il rentre en 2009 à Erbil pour

y occuper jusqu'en 2011 le poste de chef du gouvernement du Kurdistan.

Ce fils d'un juge et d'une militante des droits des femmes a présidé l'Irak de 2018 à 2022, un poste largement honorifique qui est tacitement réservé à un Kurde depuis les élections de 2005.

En 2014, certains avaient prédit son retour à Bagdad, cette fois au poste honoraire de

fique de président de la République, mais au dernier moment Barham Saleh s'était retiré au profit de Fouad Maassoum, également membre de son parti, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ce natif de Souleimaniyé, bastion de l'UPK, a également impulsé des projets phares dans cette deuxième ville du Kurdistan, militant notamment pour l'installation de l'université américaine d'Irak.



December 12, 2025

Iranian court overturns death sentence for Kurdish activist

ERBIL, Kurdistan Region - Iran's Supreme Court has annulled the death sentence of Kurdish women's rights activist Wrisha (Varisheh) Moradi, citing legal and investigative "deficiencies," and has sent the case back for reconsideration, her lawyer said.

Mustafa Nili, Moradi's lawyer, said in a Wednesday post on X that after reviewing an appeal in her case, the court annulled the verdict "due to deficiencies in the investigation and failure to observe legal formalities (failure to inform of the charge forming the basis for issuing the death sentence during the proceedings.)"

The case has been referred back to Branch 15 of the Tehran Revolutionary Court for further proceedings.

Moradi is from western Iran's (Rojhelat) Sanandaj province. She was arrested by security forces in August 2023 on charges of baghi (armed rebellion against the state) and

for allegedly being a member of the Free Life Party of Kurdistan (PJAK), which is blacklisted by Iran.

She was sentenced to death in November 2024, and the Center for Human Rights in Iran reported at the time that she had been transferred to Tehran's Evin Prison, "where she spent nearly five months in solitary confinement."

In February, a group of 229 Iranian lawyers petitioned against Moradi's sentence alongside other "political prisoners," urging a fair retrial.

Iranian authorities frequently arrest Kurds in connection with political activism and protests. Many detainees are held without due process and face arbitrary detention and lack of legal representation.

Iran's use of the death penalty has drawn widespread international criticism. The country executed 909 prisoners in



2024, a nine percent increase from the previous year.

tionwide protests in decades.

Arrests surged following the 2022 death of Mahsa (Zhina) Amini, a Kurdish-Iranian woman who died in custody after being detained by the morality police for allegedly wearing a lax hijab. Her death sparked the most intense na-

Iran ranks second globally for known executions, and rights groups have repeatedly said the death penalty is used to suppress minority groups, including Kurds and Baluchis, who were active in the 2022 Jin, Jiyan, Azadi (Women, Life, Freedom) protests.



December 12, 2025

Suspected ISIS militants kill village chieftain in Iraq's Salahaddin

ERBIL, Kurdistan Region - Suspected Islamic State (ISIS) militants attacked the home of a village chieftain in Salahaddin province late Thursday, killing him, a local official told Rudaw.

The victim was identified as Fakhri al-Abbas, whose family had also been targeted by the group in previous attacks.

"The victim was the mukhtar of a village within the Samarra district, and he was a Sunni," Kawa Shekhani, advisor to the governor of Salahaddin, told Rudaw on Friday.

He added that "all members of his family, except for one son, were killed by ISIS" in earlier assaults.

The press office of Salahaddin Governor Badr al-Fahl condemned the killing as "a cowardly terrorist act," stressing that "the blood of the martyrs will not go in vain."

Shekhani said that following the governor's directives, security forces were immediately ordered to launch an investigation into the attack.

In a separate statement, the governor's office said security forces in the area bear re-

sponsibility for the "dangerous security breach," urging agencies to intensify efforts to uncover the circumstances of the incident and bring the perpetrators to justice.

ISIS seized large swathes of territory in Iraq in 2014 but was declared territorially defeated in 2017 after three years of heavy fighting. Despite this, the group remains a persistent security threat, particularly in the disputed territories between Erbil and Baghdad, including Diyala, Kirkuk, Nineveh, and Salahaddin provinces. The Kurdistan Region also continues to face occasional threats

from ISIS sleeper cells.

On Monday, Kurdistan Region security forces detained a suspected ISIS emir and another group member during a raid in the city of Halabja, an operation that left one security officer injured. The arrests came as part of a sweep targeting three wanted ISIS suspects in a Halabja neighborhood. One of the suspects escaped and remains at large, according to a senior official from the Sulaimani Asayish Operations, who spoke on condition of anonymity.

Le Monde

13 décembre 2025

Trois Américains tués en Syrie dans une embuscade revendiquée par l'Etat islamique, Donald Trump promet de riposter

Alors que Washington et Damas resserrent leurs liens face à la menace djihadiste, l'attaque à Palmyre met en lumière les risques persistants pour les délégations internationales en Syrie.

Deux soldats et un civil américain, un interprète, ont été tués en Syrie, samedi 13 décembre, à la suite d'une « embuscade par un tireur isolé » de l'organisation Etat islamique (EI), a annoncé dans un communiqué le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom. Trois autres soldats américains ont été blessés dans cette attaque, a déclaré le Centcom,

précisant que le tireur avait été tué.

« Il s'agit d'une attaque de l'EI. Nous riposterons », a réagi Donald Trump, à la Maison Blanche. « Le président syrien, Ahmed Al-Charaa, est extrêmement en colère et troublé par cette attaque », a également affirmé le président américain dans un post sur sa plateforme, Truth Social. Le secrétaire à la défense,

Pete Hegseth, a qualifié l'auteur de l'attaque de « sauvage » et a lancé un avertissement : « Si vous ciblez des Américains – n'importe où dans le monde –, vous passerez le reste de votre vie brève et stressante en sachant que les Etats-Unis vous chasseront, vous trouveront et vous tueront sans merci. »

Dimanche matin, le porte-parole du ministère de l'inté-

rieur syrien, Noureddine Al-Baba, a affirmé que le tueur faisait partie des forces de sécurité syriennes, dont il devait être « radié » car soupçonné d'« idées islamistes extrémistes ». Les autorités devaient mettre à exécution cette décision dimanche, a précisé le porte-parole dans une déclaration à la télévision officielle. Un responsable de sécurité syrien a expliqué à l'Agence France-Presse que

11 autres membres des forces de sécurité avaient été arrêtés après l'attaque.

L'agence officielle syrienne SANA avait annoncé que plusieurs soldats américains et syriens, membres d'une délégation commune, avaient été visés par des tirs dans la région désertique de Palmyre. C'est la première fois qu'un tel événement est rapporté depuis la prise du pouvoir en Syrie, il y a un an, par une coalition islamiste qui a effectué un rapprochement avec les Etats-Unis.

Un responsable militaire syrien qui a requis l'anonymat a déclaré que les tirs étaient survenus alors que des officiers syriens et américains étaient réunis dans une permanence de la sécurité syrienne à Palmyre. L'agence SANA a ajouté que des hélicoptères avaient évacué les blessés vers la base d'Al-Tanf, dans le sud du pays, où sont déployées des troupes américaines.

« Ferme » condamnation de « l'attaque terroriste »

« [La Syrie] condamne fermement l'attaque terroriste. Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple américains », a déclaré le ministre



Le président américain, Donald Trump, à Washington, DC, le 13 décembre 2025. AARON SCHWARTZ / REUTERS

des affaires étrangères syrien, Assad Al-Chibani, dans un message publié sur X. Les autorités syriennes ont affirmé que les forces de la coalition internationale n'avaient pas tenu compte des avertissements concernant un risque d'infiltration de l'EI. « Il y avait des avertissements de la part du commandement de la sécurité intérieure à destination des forces partenaires » dans la région de Palmyre, a déclaré le porte-parole du ministère de l'intérieur à la télévision d'Etat.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), établi au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays, la visite de la délégation américaine à Palmyre « s'inscrit dans le cadre d'une stratégie des Etats-Unis visant à élargir leur présence en Syrie », et notamment dans les zones désertiques. Le groupe djihadiste EI avait contrôlé la région de Palmyre avant d'être défait en Syrie par une coalition internationale en 2019. Malgré sa défaite, ses combattants repliés dans le vaste

désert syrien continuent épisodiquement de mener des attaques.

Lors de la visite du président intérimaire syrien, Ahmed Al-Charaa, à Washington en novembre, Damas avait rejoint la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis. Les forces américaines en Syrie sont notamment déployées dans les zones sous contrôle kurde dans le Nord, ainsi que dans la base d'Al-Tanf, près de la frontière jordanienne.



December 14, 2025

Iraq's top court ratifies final election results

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq's Federal Supreme Court on Sunday ratified the final results of the country's recent parliamentary elections, clearing the way for political blocs to move forward with forming the next government.

In a statement, the court said

it had "decided to ratify the final results of the general elections for membership in the Iraqi Council of Representatives," adding that the ruling was made unanimously and is "binding on all authorities."

The decision followed a

closed session held on Sunday to audit the final election results of the Sixth Electoral Session, which had been submitted by the Independent High Electoral Commission (IHEC) in an official letter last week.

Iraq held early legislative

elections on November 9, followed by general voting on November 11. The final results were announced in mid-November.

The court said the elections "met all constitutional and legal requirements."

Last week, the Electoral Judicial Panel, affiliated with Iraq's Supreme Judicial Council, announced that it had "concluded the review of all appeals submitted regarding the election results."

This comes as political negotiations over key positions in the next cabinet are picking up pace. Since the 2003 US-led invasion, Iraq's informal power-sharing system has allocated the premiership to

Shiites, the speakership to Sunni Arabs, and the presidency to Kurds.

Salah al-Marawi, a member of the Azm Alliance, told state-run Al-Sabah newspaper that Iraq's main Sunni Arab political blocs are set to meet on Sunday to agree on "the selection of one or two candidates for the position of Speaker of Parliament."

Meanwhile, Iraq's Shiite-led

Coordination Framework has been holding meetings to narrow down its list of potential candidates for prime minister. Leading contenders include incumbent Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani and former premier Nouri al-Maliki (2006–2014).

At the same time, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) remain divided over the presidency. If

no agreement is reached, both parties may nominate separate candidates. The two parties last competed for the post in 2022, when the PUK's Abdul Latif Rashid secured the position.

Traditionally, Iraq's presidency has been held by a PUK member since 2005, two years after the fall of Saddam Hussein's regime.



14 december 2025

Livelihoods near collapse in Aleppo's Kurdish-majority quarters: Local official

Livelihoods in the Kurdish-majority neighborhoods of north of Syria's northern Aleppo province are "on the verge of a complete halt," a local official told Rudaw on Sunday, citing what he described as an ongoing siege of the key quarters since late September.

Nouri Sheikho, co-chair of the General Council for the Sheikh Maqsood and Ashrafiyah neighborhoods in northern Aleppo, said that "livelihoods in the two neighborhoods are on the verge of a complete halt amid severe conditions that are significantly affecting residents."

He added that "a stifling siege has been imposed on the two areas since September 24, with the main roads connecting them to other parts of the city closed," urging "relevant authorities to support residents under these difficult circumstances."

Sheikh Maqsood and Ashrafiyah made headlines in early October after heavy clashes erupted between Damascus-aligned factions and the Kurdish-led Internal Se-

curity Forces (Asayish) - an affiliate of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), which serves as the military force of northeast Syria (Rojava).

The clashes followed a violent crackdown by Damascus-aligned forces that left more than a dozen protesters from the Kurdish-majority neighborhoods injured. The demonstrations were sparked by the closure of all seven entrances to the neighborhoods.

The Syrian Arab News Agency (SANA) then reported that one member of the state-affiliated Internal Security Forces was killed and four others were injured in the fighting.

After calm was restored, the Syrian interior ministry told Rudaw in early October that "only one route [leading to the Kurdish quarters] was kept open to control the security situation in Aleppo city."

The ministry's spokesperson, Nour al-Din al-Baba, further attributed the shutdown of entrances to Sheikh

Maqsood and Ashrafiyah allegedly "turning into hotbeds for assembling remnants of the defunct regime."

Sheikho said on Sunday that while "communication with Aleppo province has not ceased and meetings are ongoing, only promises of a solution are being offered, without any tangible steps being taken."

He added that the continued stalemate "either stems from significant neglect on the part of the Syrian [interim] government, or from political objectives," stressing that "residents of the two neighborhoods are resisting with all their might."

SDF chief Mazloum Abdi and Syrian interim president Ahmed al-Sharaa on March 10 signed a landmark agreement which outlines the integration of "all civil and military institutions in northeast Syria [Rojava] under the administration of the Syrian state" and establishes a "ceasefire across all Syrian territory."

A follow-up agreement, signed in early April with American

representatives, established a joint security framework for Sheikh Maqsood and Ashrafiyah, along with provisions for continued prisoner exchanges between the two sides.

Sheikho told Rudaw that the local council of the two neighborhoods is pursuing "dialogue and negotiation" to resolve the crisis under the April agreement, which includes "14 mutually complementary clauses" aimed at addressing tangled issues with Damascus.

However, amid the procrastination, a fuel shortage in Sheikh Maqsood and Ashrafiyah has had severe humanitarian consequences, leaving "hundreds of children" unable to attend school because heating systems are not functioning during the winter cold.

Moreover, "all 11 bakeries" in the quarters have been cut off from flour and diesel, he said, making it "extremely difficult" to secure bread.

The local official further noted that electricity is available for only a few hours a day, while

the landline telephone network has been out of service for two days, adding that the health situation is “alarming,” citing severe shortages at the only hospital serving the two neighborhoods.

Addressing basic services, he

said the bread crisis has worsened, noting that “all 11 bakeries” in the area have been cut off from flour and diesel, making it “extremely difficult” to secure bread. He added that electricity is available for only a few hours a day and that the landline tele-

phone network has been out of service for two days. Sheikho warned that the continuation of what he described as “this siege” on the Kurdish-majority quarters in northern Aleppo would lead to dire consequences for residents, appealing to the Damascus

government as well as local and international public opinion.

He also urged the Kurdish community in Syria and beyond “not to abandon these two neighborhoods amid their plight.”

Le Monde

14 décembre 2025
Hélène Sallon

En Syrie, le problème de l'infiltration djihadiste dans les forces de sécurité après la mort de trois Américains

L'infiltration de membres radicaux, notamment de l'organisation Etat islamique (EI), au sein des nouvelles forces de sécurité syriennes pose un défi majeur à la coopération antiterroriste entre la coalition internationale anti-EI et les autorités de Damas. Samedi 13 décembre, un homme affilié à l'EI s'est introduit dans une réunion entre des membres de la coalition internationale et des officiers du commandement de sécurité du désert de la Badiya, à Palmyre, dans la province de Homs (centre), et a ouvert le feu, tuant deux soldats américains et un civil américain travaillant comme interprète, a rapporté le ministère de l'intérieur syrien dans un communiqué dimanche.

Trois autres soldats américains ont été blessés dans cette attaque, selon le commandement central des Etats-Unis pour le Moyen-Orient, et ont été évacués vers la base d'Al-Tanf, dans le sud du pays, où sont déployées des troupes américaines. Selon l'agence officielle syrienne SANA, « deux membres des forces de sécurité syriennes » ont été également blessés par ces tirs. Le secrétaire américain à la

défense, Pete Hegseth, a précisé que l'assaillant avait été abattu par les « forces partenaires ».

« L'auteur de l'attaque était un membre des forces de la sûreté générale relevant du ministère de l'intérieur depuis plus de dix mois, et était posté dans plusieurs villes avant d'être transféré à Palmyre », a relaté, dimanche matin, un responsable de la sécurité syrien à l'Agence France-Presse. « Onze membres des forces de la sûreté générale ont été arrêtés et déférés pour interrogatoire après l'attaque », a ajouté ce responsable, qui a requis l'anonymat.

Des médias syriens ont identifié l'auteur de l'attaque comme étant Tarik Satouf Al-Hamid, originaire de la province d'Alep. L'homme aurait rejoint l'EI en 2014, puis aurait intégré les forces de la sûreté générale à Idlib, dans le nord-ouest du pays, à la chute du régime Al-Assad, le 8 décembre 2024, avec d'autres membres de l'EI.

Al-Charaa, une « marionnette » pour l'EI

Le recrutement massif, depuis un an, pour garnir les rangs des nouvelles forces de sé-

curité syriennes a démultiplié les risques d'infiltration d'éléments radicaux. Selon le porte-parole du ministère de l'intérieur, Noureddine Al-Baba, les 5 000 recrues qui ont rejoint les forces de la sûreté générale dans le désert de la Badiya, une zone de repli de l'Etat islamique, sont évaluées sur une base hebdomadaire. Une évaluation de l'assaillant, réalisée trois jours plus tôt, avait conclu qu'il pouvait avoir une idéologie extrémiste, a-t-il poursuivi, ajoutant qu'une décision devait être prise le concernant dimanche, mais « l'attaque est survenue un samedi, un jour de congé administratif ». Damas avait averti les forces de la coalition du risque d'une attaque de l'EI dans la région de Palmyre, a-t-il ajouté.

« Le meurtre de soldats américains par un membre des forces de sécurité syriennes reflète l'opposition de segments dans la base de soutien et dans les rangs du gouvernement syrien dans le contexte de l'adhésion de la Syrie à la coalition internationale de lutte anti-EI menée par les Etats-Unis », a estimé, sur le réseau social X, l'expert syrien des groupes djihadistes Orwa Ajjoub. Lors de la visite du président de transition sy-

rien, Ahmad Al-Charaa, à Washington début novembre, Damas a rejoint la coalition internationale anti-EI portée par les Etats-Unis. Cette décision s'inscrit dans la lutte que mène Ahmed Al-Charaa contre l'organisation djihadiste depuis 2016 et sa prise de contrôle de la province d'Idlib, dans le Nord-Ouest syrien, avec son ancien groupe Hayat Tahrir Al-Cham. Les médias affiliés à l'organisation Etat islamique considèrent Ahmed Al-Charaa comme un « apositat » et une marionnette des Etats-Unis et d'Israël.

Après avoir perdu les territoires qu'il contrôlait en Syrie en 2019, l'EI – qui ne compte plus que 2 500 combattants en Syrie –, s'est terrée dans le désert syrien de la Badiya, à cheval entre les zones gouvernementales et les zones administrées par les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) dans le Nord-Est. Mais ses combattants ont tiré avantage du chaos de la Syrie post-Assad pour se disséminer dans les villes. Ils exploitent les divisions idéologiques et confessionnelles dans le pays pour recruter. En juin, l'EI a attaqué l'église Mar Elias à Damas, faisant 25 morts et 63 blessés. Il a mené des dizaines d'at-

taques contre les FDS, ainsi que dans les zones gouvernementales.

Une riposte promise par Donald Trump

La coalition internationale de lutte anti-EI, déployée dans les zones sous contrôle kurde et sur la base d'Al-Tanf, a renforcé sa coopération avec le gouvernement syrien depuis le printemps. Washington a assisté les autorités de Damas

dans des opérations contre l'EI, leur fournissant du renseignement qui a permis d'épêcher au moins huit attaques du groupe. Les Etats-Unis, qui envisagent la fin de la mission militaire de la coalition anti-EI d'ici à la fin de l'année 2026 en Syrie et en Irak, souhaitent transférer la responsabilité de la lutte antiterroriste en Syrie aux acteurs locaux. Ils font pression sur les autorités de Damas et les forces kurdes, leur principal allié en

Syrie, pour parachever l'accord d'intégration des FDS au sein de l'Etat syrien afin de renforcer leur coopération en matière antiterroriste.

« Nous riposterons », a promis le président américain, Donald Trump, ajoutant que le président Al-Charaa était « dévasté par ce qui est arrivé ». Le gouvernement syrien « condamne fermement l'attaque terroriste », a déclaré de son côté le ministre des

affaires étrangères syrien, Assad Hassan Al-Chibani. « Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple américains », a-t-il ajouté sur X. Dimanche 14 décembre, une vaste campagne de ratissage a été lancée par les forces de sécurité syriennes pour traquer les cellules de l'Etat islamique dans la province de Homs.

The New York Times

Abdi Latif Dahir, Eric Schmitt
décembre 14, 2025

Deadly Attack on U.S. Troops Poses Growing Challenge for Syria's Leader

The attack further complicates President Ahmed al-Sharaa's efforts to unify the country and rebuild relationships with the international community, analysts say.

When a lone gunman that President Trump said was linked to the Islamic State killed three Americans in central Syria on Saturday, it laid bare the mounting security challenges and precarious state of affairs confronting the country's new leader, Ahmed al-Sharaa.

Since ousting Syria's dictator, Bashar al-Assad, a year ago, Mr. al-Sharaa has had to deal with the daunting task of restoring control over a deeply fractured nation. His government has sought to rebuild a unified military force. Yet sectarian violence, involving government forces, has killed hundreds, hindering meaningful progress toward national reconciliation. And rising tensions with Kurdish militias, who hold significant sway over the country's northeast, have complicated government efforts to integrate them into Syria's new political and military structure.



President Ahmed al-Sharaa of Syria in Damascus, the capital, in April. Credit...Daniel Berehulak/The New York Times

Mr. al-Sharaa has also had to delicately navigate his relationship with Mr. Trump — who has openly embraced him — amid questions about the future of U.S. forces in Syria. American troops have been there for years, to fight the Islamic State, or ISIS, counteract Iranian influence and guard strategically important areas, including oil fields.

The persistent danger of ter-

rorism has loomed large as Mr. al-Sharaa has tried to deal with these challenges.

Over the past year, ISIS has exploited security gaps to target civilians and Mr. al-Sharaa's forces. Then, on Saturday, the shooting attack left two U.S. soldiers and a civilian interpreter involved in counterterrorism efforts dead. Three U.S. military personnel and two Syrian security forces

were also wounded in the attack in Palmyra, a city in central Syria, according to American officials and Syrian state media.

Government forces detained five people in raids in Palmyra, Syria's interior ministry said in a statement carried by the state-run news agency, SANA. The operation was carried out in coordination with the U.S.-led coalition, SANA reported.

The Islamic State has not claimed responsibility for the attack on Saturday, the first killing of Americans in Syria since Mr. al-Assad was overthrown. Syria's Interior Ministry said in a statement on Sunday evening that an individual affiliated with the group was behind the killings. It also said on Saturday that it had warned American counterparts about potential ISIS attacks on U.S. forces.

The Interior Ministry said the ISIS member infiltrated a

meeting on Saturday between Syrian forces in the region and a delegation from the international coalition forces, who were discussing ways of combating the extremist group.

A senior U.S. military official, speaking on the condition of anonymity to discuss operational matters, did not dispute the Syrian warning and said that's why the U.S. soldiers were providing security for the meeting.

"This was a lone gunman who was ISIS," the official said. "He got lucky."

U.S. officials on Sunday declined to specify the nature of the meeting, whether American officials had been attending and why the National Guard soldiers were needed to provide security for the gathering.

The attack was a setback for Mr. al-Sharaa's government, analysts say, and complicates his efforts to forge a lasting peace in a country still reeling from decades of authoritarian rule and a devastating civil war.

"This is a remarkably difficult moment for the president," said Bassam Barabandi, a political analyst in the Syrian capital, Damascus.

Mr. al-Sharaa "doesn't have the luxury of options," he added. "He has no choice except to stabilize Syria, rebuild Syria and make Syria into a place that no terrorist organization has any presence."

Mr. al-Sharaa came to power last December after his forces swiftly advanced across Syria, toppling the al-Assad family's five-decade rule. A former leader of the Syrian branch of Al Qaeda, he was once imprisoned by U.S. forces in Iraq and had a \$10 million bounty on his head. He cut ties with Al Qaeda in 2016 and rebranded his group as more moderate, and the U.S.



American soldiers on patrol in northeastern Syria in January. About 1,000 U.S. troops are based in the country, but President Trump could accelerate their withdrawal following the deadly attack. Credit...Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images

dropped the bounty on him last December.

Since becoming president, Mr. al-Sharaa has sought to build international ties, including with the United States. He has met with Mr. Trump at the White House, delivered a speech at the United Nations and received strong support from several neighboring Arab states. Last month, his government also joined the U.S.-led global coalition to fight ISIS, reinforcing its commitment to combating the group.

The assault in Palmyra came as ISIS has conducted attacks in Syria in recent weeks, and as the authorities have ratcheted up their operations targeting the group.

The attack on Saturday brings American involvement in Syria into sharp focus, analysts say, and will test Mr. al-Sharaa's relationship with Mr. Trump and the broader coalition.

Colin P. Clarke, a counterterrorism analyst at the Soufan Group, a global intelligence and security firm based in New York, said the attack

could provide an impetus for Mr. Trump to accelerate the withdrawal of U.S. troops from Syria.

The United States has about 1,000 troops at outposts in Syria's northeast and at al-Tanf base in the southeast, roughly half the total that were in the country when Mr. Trump took office in January.

"That's also exactly what ISIS hopes to achieve," Mr. Clarke said. "A hasty U.S. withdrawal that would offer the group more room to maneuver."

The Palmyra assault also highlights the growing urgency for Mr. al-Sharaa's government's to address its relationship with the Kurdish-led Syrian Democratic Forces, or the S.D.F., a militia group that controls much of northeastern Syria.

For years, the S.D.F. has been the United States' primary ally in its battle against ISIS, capturing territory in the civil war. The group also oversees detention camps and prisons that hold thousands of ISIS fighters and their families.

In March, the S.D.F. signed an agreement with the Syrian government committing to integrate into the new state by the end of the year. But that has yet to be realized, analysts and Syrian officials say, and the two sides have clashed in recent months.

Following Saturday's attack, the Kurdish group emphasized that its forces were not part of the joint patrol with American troops in the Palmyra area, while also signaling its willingness to the United States to continue fighting ISIS.

"We reaffirm our readiness to pursue ISIS in those areas and defeat it, should an agreement be reached with the International Coalition," Farhad Shami, the spokesman for the Kurdish forces, said on social media.

Just before the attack on Saturday, a spokesman for Syria's Interior Ministry accused the group of refusing to adhere to the agreement with the government and using the fight against ISIS as a way to pre-

serve its power. Taking on the terror group allows the S.D.F. to legitimize its authority over the areas it controls, maintain power over valuable oil and gas fields, and position itself as an essential American ally.

"Eradicating terrorism and ISIS would mean the end of the S.D.F. politically and financially," the Interior Ministry spokesman, Noureddine al-Baba, said in an interview with The New York Times.

Mr. al-Sharaa will have to confront all these challenges in the coming days, analysts say, while contending with a range of security, economic and political pressures. He will also need to manage any fallout from the United States, as the Pentagon investigates the shooting and Mr. Trump vows to retaliate.

The senior U.S. official downplayed the likelihood of a major bombing campaign or

commando raids against ISIS in Syria, emphasizing the need for a cautious approach to avoid destabilizing al-Sharaa's fragile political situation.

Mr. Barabandi, the political analyst in Damascus, said Mr. al-Sharaa's government will most likely emphasize that it is doing its utmost, despite limited resources, expertise and capacity on the ground.

"Their message will be to show how they are doing their best and are still a reliable partner even though they face many elements that don't want Syria to be stable," he said.

Reporting was contributed by Muhammad Haj Kadour from Damascus; and Euan Ward and Hwaida Saad from Beirut, Lebanon.

The New York Times

Euan Ward, Eric Schmitt
Décembre 14, 2025

Syrian Who Killed U.S. Soldiers Was Member of Security Forces, Officials Say

The gunman who killed two U.S. soldiers and an American civilian interpreter had been set to be dismissed from the security forces over his extremist views, U.S. and Syrian officials said.

The Syrian gunman who killed two U.S. Army soldiers and an American civilian interpreter on Saturday was a member of Syria's security forces slated for dismissal over his extremist views, according to Syrian and American officials.

The attack in the central city of Palmyra marked the first U.S. casualties in Syria since the Syrian strongman Bashar al-Assad was ousted from power a year ago, and underscored the fragile security landscape for Syria's new government.

Three other American service members and two members of Syrian security forces were also wounded in the attack, which Syrian and American officials said had been carried out by the Islamic State, the jihadist group that once controlled large parts of Syria and Iraq. The group, also known as ISIS, has not claimed re-

sponsibility for the attack, but President Trump has vowed retaliation.

In an interview broadcast on Syrian public television late on Saturday, a spokesman for the Interior Ministry, Noureddine al-Baba, said that the gunman — who was shot dead during the attack — had been a member of the government's security forces. The attacker did not hold a senior position and was not assigned to a protection detail, the spokesman said.

Mr. al-Baba said that a routine evaluation last week found that the man held "extremist" views and that he had been slated for dismissal on Sunday, a day after the attack.

The Interior Ministry said in a statement on Sunday that the gunman had "infiltrated" a meeting between Syrian forces and a delegation from a U.S.-led multinational co-

alition formed to combat ISIS. It remained unclear how the man gained access to the meeting site at a Syrian military headquarters, though the shooting occurred outside the building, according to Mr. al-Baba and a U.S. official.

A senior American official said that the gunman had been a member of Syria's security services, or was in the process of being dismissed, but that he was not part of the security forces stationed in Palmyra at the time of the attack. U.S. officials declined on Sunday to specify the nature of the meeting, or to confirm whether American officials had been in attendance.

Mr. al-Baba said that Syrian security forces had previously warned their American counterparts about potential ISIS attacks on U.S. forces, but that those warnings were not heeded. Syria is investigating whether the gunman

had direct ties to the Islamic State or was just motivated by its ideology, he said.

In the wake of the killings, government forces detained five people in Palmyra in an operation carried out in coordination with the U.S.-led coalition, the Interior Ministry said in a statement carried by the state news agency, SANA.

Since his rebel coalition toppled the Assad regime, President Ahmed al-Sharaa has had to contend with threats from the Islamic State and other armed groups. The latest attack signaled the challenges ahead for Syria as it emerges from a 13-year civil war and decades of authoritarian rule.

Arab nations and Western nations, including the United States, have moved to bolster the vision Mr. al-Sharaa has outlined for a new Syria, but

repeated spasms of violence have raised doubts about the durability of the country's security gains.

The attack on the American soldiers Saturday came months after the United States began drawing down its military presence in Syria, from

around 2,000 troops at the start of the year to roughly 1,000, according to a Pentagon official.

On Sunday, residents of Palmyra expressed fears and frustration that the ancient desert city — once best known for its Roman-era ruins before

it was captured by the Islamic State at the height of its power — would once again be stigmatized by its association with the terrorist group.

"Palmyra will be connected to Daesh again," said Zahir Saleem, using the Arabic ac-

ronym for the Islamic State group.

"They don't want this," he said of the city's residents.

Hussam Hammoud and Hwaida Saad contributed reporting.



Dce.14, 2025

Floods kill five, damage thousands of homes across Kurdistan Region, Kirkuk

ERBIL, Kurdistan Region - Flash floods triggered by days of heavy rainfall have killed at least five people, injured 19 others, and damaged thousands of homes across the Kurdistan Region and Kirkuk, according to a preliminary report by the Joint Crisis Coordination Center (JCC).

In a preliminary report as of Friday evening, the Kurdistan Regional Government's JCC said the rain-storm wave and flooding had killed at least five people, injured 19, damaged 2,225 homes across the Region and Kirkuk province. The figures, which include Sulaimani, Kirkuk, Erbil, Halabja, and Duhok provinces, also show that more than 215 shops and 107 orchards were damaged. The state-

ment added that 534 projects were affected.

The Kurdistan Region and several parts of Iraq experienced three consecutive days of heavy rainfall beginning Monday, triggering severe flash floods. Floodwaters swept through parts of eastern Sulaimani province on Tuesday, damaging homes and infrastructure. Kalar and Chamchamal were among the hardest-hit districts, where residents described extensive damage to their homes and expressed gratitude for support.

Charities have launched relief efforts, particularly in Sulaimani province's Chamchamal district, where flash floods killed two people and damaged hundreds of homes. Aid

groups are distributing essential supplies and helping residents clean and repair damaged houses, officials said.

According to the statement, "two people lost their lives, and 12 people were injured," in Sulaimani, while "1,607 homes were damaged, 15,000 chicks died; 200 cars and 115 shops and workplaces, as well as 450 projects were damaged."

In the Garmian Independent Administration, one death was recorded due to flooding, while 150 homes and more than 100 shops and workplaces were damaged.

In Kirkuk, the floods claimed two lives and injured one person, with

damage reported to 35 homes and five projects.

In Erbil province, six people were injured, and damage was inflicted on 20 homes. The floods also caused the loss of 397,900 fish, while 107 orchards and 78 projects were damaged.

In Halabja, four homes were damaged with no casualties reported, while Duhok province recorded no damage or injuries.

In Chamchamal, work has not resumed in offices and schools. Abdullah Hamakakarash, head of Chamchamal's education directorate, told Rudaw, "We decided to extend the school holiday because the city's situation and the damages are not conducive to resuming work."



Dec.14, 2025

Body of Kurdish woman found months after Erbil river accident

ERBIL, Kurdistan Region - The body of a 27-year-old Kurdish woman, who was swept away by a river in Erbil months ago in April, has been found north of the Kurdish capital city, her father told Rudaw on Sunday. Avesta Yousuf's body was reportedly «found in the Great Zab River near Harir district,» north of Erbil, her father told Rudaw.

“This is my daughter’s body,” he confirmed with distress. The father added that «the body was found wearing the same clothes seen in the last known photograph of Avesta taken on the day of the accident.»

Later on Sunday, Erbil Governor Omed Xoshnaw con-

firmed that the body of Avesta «has been recovered.» The announcement followed a forensic medical examination. Avesta, a resident of Erbil had gone on a family picnic to Mergasor district, north of Erbil on April 5. While there, her brother fell into a nearby river, and when she tried to rescue him, she also fell into the water, according to family members.

She had been missing ever since.

An eyewitness, Yousuf Ahmed, earlier told Rudaw that she was discovered along the riverbank.

Halgurd Sheikh Najib, head of the Soran administration, which oversees Mergasor

district, earlier anticipated that «based on the evidence and preliminary investigation, it is highly probable that the recovered body is Avesta’s.»

“The investigation is ongoing, and the body is being examined,» he told Rudaw, elaborating that «it was discovered along the Great Zab River, downstream from the Bekhme Dam, within the borders of Akre district» in the Kurdistan Region’s northern Duhok province.

According to Rudaw’s on-the-ground reporter, the body was discovered approximately 119 kilometers from the location where Avesta reportedly fell into the river.

The media office of the Civil

Defense Directorate - affiliated with the Kurdistan Region’s interior ministry - had also confirmed that the body «was found near the village of Estrian along the Great Zab River.»

In a statement on Facebook, the Directorate said a joint team from Erbil Health, Forensic Medicine, Civil Defense, and Crime Evidence departments has been tasked with retrieving the body “in a scientific manner.”

The body is being transported to Erbil «for examination, DNA testing, and identification,» the statement added, urging media outlets to await an official announcement.

Le Monde

Ghazal Golshiri
15 décembre 2025

En Iran, Narges Mohammadi, Prix Nobel de la paix, renvoyée en prison un an après sa libération

La défenseuse des droits humains a été arrêtée vendredi 12 décembre en même temps qu'une quarantaine d'autres dissidents. Depuis la guerre du mois de juin avec Israël, la répression politique s'est fortement intensifiée dans le pays.

Lauréate du prix Nobel de la paix 2023, l'Iraïenne Narges Mohammadi est de nouveau derrière les barreaux. La défenseuse des droits humains a été arrêtée le 12 décembre, à Machhad, dans le nord de l'Iran, lors d'une cérémonie

en mémoire de l'avocat Khosrow Alikordi, figure de la défense des prisonniers politiques, mort six jours plus tôt dans des circonstances jugées suspectes par certains dissidents. Selon sa famille, avec laquelle elle a pu brièvement s'entretenir par télé-

phone, Narges Mohammadi a reçu de violents coups de matraque à la tête et au cou lors de son arrestation.

La brutalité de l'intervention a été telle qu'elle a dû être transférée à deux reprises à l'hôpital et au service des ur-

gences. Au moment de l'appel, le 14 décembre, son état de santé était encore préoccupant, disent ses proches. Toujours selon leur témoignage, la Prix Nobel est accusée par ses geôliers de « collaboration avec l'Etat d'Israël », une charge qui,

dans le pire des scénarios, peut être passible de la peine de mort.

Une quarantaine d'autres personnes ont été interpellées durant la cérémonie, parmi lesquelles des militants politiques et d'anciennes prisonnières politiques, dont Sepideh Gholian, Pouran Nazemi, Hasti Amiri, ainsi qu'Ali Adinezadeh, père du jeune Abolfazl Adinezadeh tué en octobre 2022 dans la répression du mouvement « Femme, vie, liberté ». Plusieurs de ces prisonniers ont affirmé à leur famille que leur détention provisoire a été prolongée d'un mois, voire deux.

Menaces du pouvoir

Selon les autorités iraniennes, la mort de Khosrow Alikordi, survenue dans son bureau, serait due à un accident vasculaire cérébral. Mais certains de ses proches mettent en doute cette version officielle, en faisant valoir que l'avocat leur aurait confié avoir reçu des menaces du pouvoir, liées à sa défense d'opposants politiques. Ils s'étonnent aussi que la police et les services de renseignement, arrivés rapidement sur les lieux de son décès, aient confisqué le contenu de caméras de surveillance.

Lors de la cérémonie traditionnelle marquant le septième jour de la mort de Khosrow Alikordi, des slogans hostiles au pouvoir ont été scandés, notamment « *Femme, vie, liberté* », « *Mort au dictateur* » et « *Vive le Chah* », un appel au retour de la dynastie Pahlavi, renversée par la révolution de 1979. Selon des personnes présentes sur place, les arrestations ont été menées par des dizaines d'agents en civil, qui ont frappé les participants



Narges Mohammadi, militante iranienne des droits humains. Photo non datée et non localisée diffusée par la Fondation Narges Mohammadi le 2 octobre 2023. - / AFP

et fait usage de gaz lacrymogène. La photographe et militante des droits humains Alieh Motalebzadeh, également arrêtée à Machhad, a dit lors d'un appel téléphonique à sa famille avoir subi de « *violents coups* ».

Elle a précisé qu'un médecin du service des renseignements de cette ville l'avait examinée et que des soins médicaux lui avaient été prodigues. Marzieh Adinehza-deh, dont le père Ali figure parmi les personnes détenues, a écrit sur X que ce dernier est accusé de « *propagande contre le régime* », de « *rassemblement illégal* » et de « *collusion avec les ennemis de la République islamique* ». Le parquet de Machhad a confirmé l'arrestation de « 39 personnes ». Des militants des droits humains estiment toutefois que le nombre réel de personnes arrêtées dépasse les 50.

1 500 exécutions en un an

Depuis la guerre dite des « douze jours » menée en juin entre l'Iran et Israël, appuyée par les Etats-Unis, la répression politique dans la République islamique s'est nettement intensifiée, parallèlement à un assouplissement des libertés individuelles. Selon les organisations de défense des droits humains, en octobre 2025, plus de 1 500 exécutions ont été recensées en l'espace d'un an, un niveau inédit depuis plusieurs décennies. Cette fuite en avant répressive vise à étouffer toute contestation politique et sociale, alors que la République islamique a été profondément ébranlée par les coups infligés à sa hiérarchie militaire et les revers subis par ses alliés régionaux, du Liban à la Palestine, en passant par la Syrie.

Depuis les arrestations du 12 décembre, l'état de santé de plusieurs détenus suscite de vives inquiétudes parmi leurs proches. C'est notamment le cas de Narges Mohammadi, qui avait été libérée en décembre 2024 pour raisons médicales, après avoir fait plusieurs crises cardiaques en prison, selon sa famille. Elle purgeait une peine d'incarcération de treize ans et neuf mois pour « *collusion* » contre la sûreté de l'Etat et « *propagande* » contre le régime iranien.

Atteinte d'un cancer du sein, Alieh Motalebzadeh a déjà subi plusieurs interventions chirurgicales ainsi que des traitements de chimiothérapie et de radiothérapie. Elle a un besoin vital, selon sa fille, de soins spécialisés et de prendre régulièrement des médicaments, qui ne lui ont pas été fournis. Pouran Nazemi, quant à elle, souffre de graves complications rénales et pulmonaires à cause de sa précédente arrestation en 2024. Elle souffre également d'asthme et de fortes difficultés respiratoires et a, jusqu'à présent, été privée d'accès à ses médicaments.

Lundi, une vingtaine de militants politiques ont dénoncé, dans une lettre ouverte, les arrestations de Machhad. Ils fustigent « *un processus continu de restriction délibérée de la société civile et de réduction au silence de voix qui défendent le droit à l'autodétermination, la dignité humaine et une transition pacifique pour sortir de l'autoritarisme* ». Parmi les signataires figurent notamment les cinéastes dissidents Jafar Panahi (*Un simple accident*, Palme d'or à Cannes en 2025) et Mohammad Rasoulof (*Les Graines du figuier sauvage*, Prix spécial du jury à Cannes en 2024).



15 december 2025

Dana Gas pledges \$2 million in aid to flood victims in Kurdistan

UAE-based energy firm Dana Gas announced on Monday that it will donate \$2 million in aid to residents affected by recent floods in the Chamchamal district of the Kurdistan Region's eastern Sulaimani province, as part of broader efforts to mobilize support for flood victims.

Dana Gas and its affiliate Crescent Petroleum, through the Pearl Petroleum consortium, manage the appraisal, development, and production of the Khor Mor and Chamchamal gas fields in Sulaimani.

Shakir Shakir, the company's country manager and spokesperson in Iraq and the Kurdistan Region, said the company and its affiliate "took the initiative to provide a financial contribution of \$2 million (approximately 2.8 billion Iraqi dinars) in support of affected families."

In a statement shared with Rudaw, he added that the donation is being made "in full coordination with the Kurdistan Regional Government [KRG] and the Ministry of Natural Resources, with the aim of alleviating the impact of this tragic disaster" and "deeply moving humanitarian tragedy that touched everyone."

The Kurdistan Region and several parts of Iraq experienced three consecutive days of heavy rainfall beginning Monday, triggering severe flash floods.

Floodwaters swept through parts of eastern Sulaimani province on Tuesday, damaging homes and infrastructure, with Chamchamal being the hardest-hit.

According to a preliminary report from the Kurdistan Region's Joint Crisis Coordination Center (JCC), two people were killed and 12 others in-

jured in Chamchamal. The floods also damaged 1,607 homes, destroyed 200 vehicles, and affected 115 shops and workplaces, as well as 450 projects across the district.

Dana Gas spokesperson, Shakir, on Monday reaffirmed the company's "commitment to continue exerting all possible and exceptional efforts to support those affected, working hand in hand with all relevant authorities to overcome this hardship, restore hope, and stand alongside the people of Chamchamal until this humanitarian crisis is fully overcome."

Meanwhile, charities and aid groups have launched relief efforts, particularly in Chamchamal, where organizations are distributing essential supplies and assisting residents with cleanup and repairs.

In a similar initiative, Rudaw Media Network on Sunday evening launched a fundraising campaign that, as of the time of writing, has raised more than 5.9 billion Iraqi dinars - over \$4.5 million - primarily from prominent Kurdish businessmen, to support flood victims.

The funds were collected through an effort spearheaded by Rudaw's lead presenter Ranj Sangawi via his flagship program Lagal Ranj - "With Ranj" in Kurdish - and will be distributed by a specialized committee in accordance with Kurdistan Region laws and financial regulations to ensure transparency and accountability.

Rudaw and Sangawi will be transferring the funds to the Chamchamal Relief and Reconstruction Commission for distribution to eligible families in Chamchamal and other affected areas.



15 december 2025

More than 40,000 migrants reached UK by boat this year, Home Office says

ERBIL, Kurdistan Region - More than 700 migrants crossed the English Channel to the United Kingdom on Saturday, ending a four-week halt in small boat crossings

caused by poor weather conditions, according to figures released by the UK Home Office.

The Home Office said that on

December 13, 11 boats carrying a total of 737 people made the crossing from northern France to the southern coast of England. The latest arrivals bring the total

number of migrants who have reached the UK by small boat this year to 40,029.

This figure surpasses the entire total recorded last year,

when 36,816 people made the journey.

Officials noted that the recent pause in crossings, which lasted 28 days, was the longest such period in the past seven years. No boats were recorded reaching the UK during that time, with adverse weather cited as the main reason for the halt.

«The number of small boat crossings are shameful and the British people deserve better,» the Home Office said on Friday, adding that the government is taking action against the crossings. «We have removed almost 50,000 people who were here illegally, and our historic deal with the French means those who arrive on small boats are now being sent back,» it added.

Among the migrants are individuals from the Kurdistan Region and Iraq, who seek to escape endless crises of lack of employment, political instability, and corruption by joining thousands of others from scores of countries taking perilous routes to Europe.

The UK is a popular destination for many people, but crossing the English Channel is dangerous and sometimes deadly.

In August, Britain and Iraq signed a new migration agreement in London aimed at speeding up the return of Iraqis without legal permission to stay in the UK, as part of broader efforts to curb small boat crossings and strengthen border security.

The “agreement aims to

further deter small boat arrivals, while supporting the UK Government’s wider commitment to restore order to the asylum system and recognising the Government of Iraq’s significant work to provide re-integration support to those returned,” read a statement from the Home Office.

Small boat crossings across the Channel have become a major political issue in the UK, drawing intense public and media attention. The issue has also boosted support for the Reform UK party, led by anti-immigration politician Nigel Farage.

“The Home Secretary has announced the most sweeping reforms to tackle illegal migration in decades, removing the incentives that bring illegal migrants to the UK and

scaling up the return of those with no right to be here,” said the Home Office.

Recent opinion polls show the Reform Party performing strongly, with several surveys placing it ahead of Prime Minister Keir Starmer’s Labour Party.

On Friday, the party announced that it has become the largest political party in Britain, surpassing Labour, whose membership is reported to have fallen below 250,000.

Nigel Farage’s party reports having over 270,000 members, according to the live tracker displayed on its official website on Monday.



15 december 2025

Rwanga Foundation delivers aid to over 1,200 flood-affected families in Kurdistan

The Rwanga Foundation on Monday said it concluded a large-scale emergency campaign, providing urgent relief to 1,240 families affected by severe flooding in the Kurdistan Region last week.

In a statement, Rwanga highlighted that the five-day operation was driven by the organization’s “national responsibility” and involved “sustained and tireless efforts” by its 100 staff and volunteers, who successfully distributed essential supplies to the affected families.

The relief items included “100,000 square meters of

rugs, 1,240 heaters, 6,200 blankets, 6,200 mattresses, 6,200 pillows, and over 2,000 units of milk and other essentials for children.” The Foundation also addressed “specific requests from families to meet individual needs beyond standard relief materials.

The Kurdistan Region and parts of Iraq experienced three consecutive days of heavy rainfall last week which triggered severe flash floods.

A preliminary report from the Kurdistan Region’s Joint Crisis Coordination Center (JCC) indicated at least five fatalities, 19 injuries, and damage to

2,225 homes across the Region and Kirkuk province.

Chamchamal district in eastern Sulaimani province was the hardest-hit area, as two people were killed, 12 injured, 1,607 homes damaged, 200 vehicles destroyed, 115 shops and workplaces affected, and 450 projects impacted, according to the JCC.

Rwanga said Monday its relief efforts extended to Chamchamal and its subdistricts, Sulaimani’s Garmian administration, and northern Kirkuk, “ensuring equitable distribution” across all affected areas.

“We hope such incidents will

not recur, and we wish for the swift restoration of normalcy to citizens’ lives and for Kurdistan to remain prosperous and stable,” the Foundation concluded.

Several charities and aid organizations have also launched relief operations, especially in Chamchamal, providing essential supplies and assisting residents with cleanup and reconstruction.

Moreover, the UAE-based energy firm Dana Gas on Monday pledged \$2 million in aid to residents affected by recent floods in the Chamchamal.

Dana Gas and its affiliate Crescent Petroleum, through the Pearl Petroleum consortium, manage the appraisal, development, and production of the Khor Mor and Chamchamal gas fields in Sulaimani.

Shakir Shakir, the company's country manager and spokesperson in Iraq and the Kurdistan Region, said the company and its affiliate "took the initiative to provide a financial contribution of \$2 million (approximately 2.8 billion Iraqi di-

nars) in support of affected families."

He added that the donation is being made "in full coordination with the Kurdistan Regional Government [KRG] and the Ministry of Natural Resources, with the aim of alleviating the impact of this tragic disaster" and "deeply moving humanitarian tragedy that touched everyone."

In a similar initiative, Rudaw Media Network on Sunday

evening launched a fundraising campaign that, as of the time of writing, has raised around 6 billion Iraqi dinars - over \$4.6 million - primarily from prominent Kurdish businessmen, to support flood victims.

The funds were collected through an effort spearheaded by Rudaw's lead presenter Ranj Sangawi via his flagship program Lagal Ranj - "With Ranj" in Kurdish - and will be distributed by a specialized

committee in accordance with Kurdistan Region laws and financial regulations to ensure transparency and accountability.

Rudaw and Sangawi will be transferring the funds to the Chamchamal Relief and Reconstruction Commission for distribution to eligible families in Chamchamal and other affected areas.



15 december 2025

SDC condemns attack on US forces in Syria, urges implementation of March deal

ERBIL, Kurdistan Region - The Syrian Democratic Council (SDC) on Monday strongly condemned what it described as a "terrorist attack" targeting US forces in the city of Palmyra, calling it a «criminal act» that undermines security and stability in Syria and the wider region. The Kurdish-led body also reiterated its call for the implementation of a March 10 agreement between Kurdish forces and Damascus as a key step toward restoring stability.

The SDC, the political wing of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), said the attack "threatens the security and stability of Syria and the wider region, and serves the interests of extremism and chaos."

Two US soldiers and a civilian were killed in an ambush in Syria's central Homs province, while three other American troops and two members

of Syrian security forces were wounded, according to the Pentagon and Syrian state media.

The US personnel targeted in the attack were based at the al-Tanf military base, located near the tri-border area of Syria, Jordan, and Iraq. According to official sources, the team was in Tadmur (Palmyra), east of Homs province, for a meeting with Syrian armed forces affiliated with the defense ministry.

Syria officially joined the US-led coalition against the Islamic State (ISIS) in November, following a landmark meeting between US President Donald Trump and Syrian interim President Ahmed al-Sharaa at the White House - the first such meeting with a Syrian leader in more than eight decades.

On Saturday, an SDF spokesperson said on X that the

group's forces had not "in any way" participated in the joint patrol with US forces in Palmyra, while reaffirming their "readiness to pursue ISIS in those areas and defeat it."

The SDF is the defacto Kurdish-led army in northeastern Syria (Rojava).

The SDC said the attack highlighted "the urgent need for coordinated national efforts and a strengthened collective will to confront terrorist groups and their sleeper cells."

It also expressed "full solidarity with the families of the victims and with all partners engaged in the fight against terrorism," adding that it would maintain its "alliance and partnership with the United States and the Global Coalition forces" in counter-terrorism efforts.

The SDC further emphasized

the importance of implementing the March 10 agreement between the transitional government in Damascus and the SDF, describing it as a crucial step toward enhancing security and stability across Syria.

The agreement, signed by SDF commander Mazloum Abdi and interim Sharaa, aims to bring all civil and military institutions in Rojava - including the SDF - under centralized state authority and establish a nationwide ceasefire.

However, progress in talks has been slow, as the two sides remain divided on key issues. The SDF has advocated for integrating its forces as a unified bloc, while Damascus favors incorporating fighters individually and distributing them across regular army units.



15 décembre 2025

SDF dismantle ‘dangerous’ ISIS cell in preemptive operation, capture four operatives

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) announced on Sunday that their elite forces dismantled an Islamic State (ISIS) cell in a preemptive operation in the eastern Deir ez-Zor province, arresting four key operatives. This comes a day after a deadly attack by the extremist group killed at least three people in central Syria, including two US troops.

In a statement, the SDF said the Military Operations Teams (TOL) carried out “a precise and well-planned security operation” on December 1, based on “accurate intelligence” and “intense monitoring,” which led to the dismantling of a “dangerous ISIS cell” in Hosan village, in western Deir ez-Zor countryside.

The SDF added that “preliminary investigations revealed the terrorist cell had dangerous plans,” including “preparing and planning armed attacks using improvised explosive devices [IEDs]” against Kurdish military and security forces, as well as civilian and service facilities.

The cell’s activities also included “transporting money and providing logistical and military support to active ISIS cells.”

The captured operatives were identified as Mohammed and Nawaf Ayesh al-Abbar, who were “tasked with monitoring the movement of military vehicles and SDF fighters” in western Deir ez-Zor and “preparing IEDs” to target them.

The other two, Rakan Ahmed Suleiman and Mabdullah Khaled al-Shahdha, were responsible for monitoring SDF movements and “receiving and transporting funds allocated to support terrorist cells.”

The SDF serves as the de facto military force in northeast Syria (Rojava) and is the main partner of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS in the country. Meanwhile, the TOL units specialize in counterterrorism raids and other special operations.

The statement comes a day after two US soldiers and a civilian were killed in an ambush in the city of Tadmur (Palmyra), in

Syria’s central Homs province on Saturday, while three other American soldiers and two Syrian security personnel were wounded, according to the Pentagon and Syrian state media.

“Two United States Army soldiers and one civilian U.S. interpreter were killed, and three were wounded,” Pentagon spokesperson Sean Parnell said in a post on X.

Parnell added that the attack occurred while the soldiers were conducting “a key leader engagement” in support of ongoing counter-ISIS and counterterrorism operations in the region.

Of note, Syria became the 90th state to join the anti-ISIS coalition in mid-November.

Although ISIS did not officially claim responsibility, Syrian interior ministry spokesperson Noureddine al-Baba told the state-run al-Ikhbariya TV on Saturday that a December 10 assessment of the attacker suggested he may have had extremist affiliations.

US President Donald Trump vowed “very serious retaliation” against those responsible.

The Rojava administration’s media arm, North and East Syria Communication (Nescomm), said in a Saturday statement on X that the “terrorist attack” in Tadmur “once again highlights the ongoing security challenges and the human cost of instability.”

“Such incidents underscore the importance of continued efforts to combat terrorism, prevent escalation, and avoid security vacuums that extremist groups exploit in fragile environments,” the statement added, emphasizing that “sustaining coordination, promoting de-escalation, and prioritizing regional and civilian security remain essential to preventing further violence and supporting long-term stability in Syria.”

Meanwhile, the SDF reiterated on Sunday its commitment to continuing “security and intelligence efforts to protect civilians and enhance security and stability in the region.”



16 décembre 2025

Iranian forces detain 4 Kurdish citizens

Iranian intelligence forces detained four Kurdish citizens in the district of Shino without giving any reason. The fate of those detained is unknown.

According to the website Voice of Kurdish and Iranian Prisoners, four Kurdish citizens in the Shino district of Urmia city in Eastern Kurdistan were detained by Iranian



intelligence forces in recent days and taken to an unknown location.

It was reported that one of the

detainees is under the age of 18 and that no court order was presented for any of the four citizens.

The names of the detained citizens are as follows: Serac Elyasi, Saho Ibrahim, Ferhan Copan, Seffih Ahmed.



Dec.16, 2025

SDF blames Damascus-linked factions for ‘suicide’ drone attack that injured two fighters

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said on Tuesday that two of its fighters were injured in a suicide drone attack while assisting civilians near Deir Hafir in eastern Aleppo province, blaming factions linked to the Damascus government for the assault.

“Two of our fighters were injured to varying degrees Tuesday afternoon as a result of

an explosion caused by a suicide [Unmanned Aerial Vehicle] UAV belonging to factions affiliated with the Damascus government,” the SDF said in a statement on X.

The SDF said the drone directly targeted its personnel “while they were carrying out their humanitarian duty of evacuating and providing medical assistance to civilians” who had been “wounded by

shelling carried out by those same factions on villages and populated areas in the vicinity of Deir Hafir.”

Deir Hafir, a strategic area in eastern Aleppo, remains largely under the control of the SDF, which serves as the de facto military in Rojava and is the main on-the-ground partner of the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS).

Of note, Syria became the 90th state to join the anti-ISIS coalition in late November.

The SDF on Tuesday slammed “the targeting of medical evacuation teams and aid points” as “a highly dangerous escalation and a flagrant violation of all international laws and norms.”

It further held the Damascus government “fully responsible

for this escalation and its consequences, as well as for any direct threat to the region's security and civilians' lives," reaffirming its commitment to protecting civilians while reserving its legitimate right to defend its forces and territories.

The incident comes a day after the SDF reported that factions affiliated with the Damascus government shelled areas near the strategic Tishreen Dam in eastern Aleppo province.

In a statement late Monday, the SDF said, "Factions affiliated with the Damascus government are shelling the villages of Haj Hussein and Sheikh Mahshi, as well as Syriatel Hill near the Tishreen Dam, using artillery and heavy weapons."

The SDF and Damascus have repeatedly traded accusations of attacks, despite ongoing talks to implement a March agreement to integrate Ro-

java's civil and military institutions into those of Damascus. The talks stalled over disagreements on incorporating the SDF into the Syrian army but have since resumed.

The Kurdish-led administration in Rojava also continues to push for decentralization, a demand viewed cautiously by Damascus, though SDF officials have recently noted a more flexible tone from the transitional government.

Last week, Abu Omar al-Idlibi, a senior commander in the North Democratic Forces - a component of the SDF - told Rudaw that they are approaching integration talks with Damascus "with great seriousness," but said progress remains stalled due to a lack of political will from the Damascus leadership and what he described as a failure to reciprocate the SDF's steps.



Dec 17, 2025

US lawmakers urge minority protection, Kurdish inclusion in Syria

US lawmakers say they cautiously support Syria's post-Assad transition, but warned that the new leadership in Damascus must protect minority rights, include Kurds in the political process, and prevent renewed instability, stressing that much work remains before trust can be fully established.

"I certainly support the rights of all people to self-determination," Congressman Tom McClintock told Rudaw on Tuesday.

Following a swift offensive in early December last year, a coalition of opposition forces led by the now-dissolved jihadist group Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) toppled Bashar al-Assad's regime, ending nearly 14 years of civil war. In late January, HTS leader Ahmed al-Sharaa was appointed interim president and pledged to pursue an inclusive political process.

"It's very tough for the new government in Damascus, and the United States, Europe,

Regional allies, want to try to give Syria a chance, but we are on alert about the safety of Syrian citizens to limit any access of resurgence of both the Islamic State [ISIS], the Iranain revolutionary guards or the Russians that in any way try to destabilize Syria," French Hill, another congressman, said.

Hill said minority protection would be key for the new authorities.

"I am hopeful... I think it is critical that the new government in Damascus protect minority rights of Greek Orthodox, Roman Catholic, the Druze, the Sunni, the Shia, the Alawites, all need a voice at the table in the future of Syria," he said.

Concerns were also raised over the exclusion of Kurds from decision-making in Damascus.

"Frankly, they have work to do, a lot of work to do in Syria; they haven't included the [Syrian Democratic Forces] SDF

yet, they haven't, the Kurds are not involved at all, we see these attacks by members of the Syrian armed forces [on the SDF]," Congressman Keith Self said.

On March 10, Mazloum Abdi, commander of the Kurdish-led SDF, and interim President Sharaa signed an agreement to bring civil and military institutions in Rojava under centralized state control and establish a nationwide ceasefire. Talks on implementation continue while both sides have been trading accusations of targeting each other's positions.

"There is a lot of work to do to consolidate, into a... liberty-loving government there," Self said.

Sharaa's government has faced growing criticism over its governing approach. In March, he signed a constitutional declaration emphasizing Islamic jurisprudence, prompting backlash from Syria's Christian, Druze, Kurdish, and Alawite communities, who

viewed it as exclusionary. His highly centralized style of governance has also drawn condemnation.

Syria's Kurdish, Alawite, and Druze communities have called for a decentralized system, citing decades of marginalization under Assad's Baathist rule.

"I think everyone has that right [to self-determination] because there is millions of Kurds... but then you have got our allies, Turkey for instance, you have got Syria, we are trying to support the new government if we can," Self said.

Lawmakers also said the interim leadership has taken some positive steps, but warned that major challenges remain.

Lance Gooden said that Sharaa "has shown some good faith efforts... but I think there is a lot of work to do."

"We need to be there for those minorities across Syria and ensure that they have rights

and that they are protected and that the violence stops," Gooden said.

Violence has persisted across Syria. In mid-July, deadly clashes erupted between Druze fighters and Sunni Bedouin tribes in southern Suwayda province, escalating with the involvement of Syrian government forces before a ceasefire was reached on July 19. The UK-based Syrian Observatory for Human Rights reported that nearly 2,000 people were killed, including around 765 Druze civilians, many executed by defense and interior ministry forces.

In March, fighting in Alawite-majority coastal regions broke out after Assad loyalists attacked forces aligned with the interim leadership, leaving

1,700 people dead - mostly Alawite civilians - with many casualties attributed to pro-government forces.

"I think we need to be hesitant to be overly trusting," Gooden said.

Syria officially joined the US-led coalition against the Islamic State (ISIS) in November, following a landmark meeting between US President Donald Trump and Sharraa at the White House - the first such meeting with a Syrian leader in more than eight decades.

On Saturday, two US soldiers and a civilian were killed in an ambush in Syria's central Homs province, while three other American troops and two members of Syrian security forces were wounded,

according to the Pentagon and Syrian state media.

Syrian Interior Ministry spokesperson Noureddine al-Baba told state-run al-Ikhbariya TV that an assessment issued on December 10 regarding the perpetrator indicated that he may hold extremist ideas, adding that a decision regarding him was scheduled to be issued "tomorrow, as it is the first day of work in the week," but the attack happened before the assessment could take place.

"I have full faith and trust in President Trump to make sure this doesn't happen again and punish the wrongdoers," he added.

Lawmakers also underscored the need to maintain pressure on ISIS.

"I think it shows the need for us continue to work against ISIS in eastern Syria, in north-eastern Syria," Congressman Brad Sherman said.

The SDF is the de facto Kurdish-led army in northeastern Syria (Rojava) and is the main on-ground ally of the US against ISIS.

"The Kurds have been the friends of America for a long time, and we have got to be there for the Kurds," he added.

On Saturday, an SDF spokesperson on X reaffirmed readiness to pursue ISIS in the area where the US personnel had been killed and defeat it.



17 décembre 2025

Le Congrès américain approuve la levée définitive des sanctions contre la Syrie

La normalisation des relations entre la Syrie et les États-Unis se concrétise. Le Congrès américain a approuvé, mercredi 17 décembre, la levée définitive des sanctions imposées par les États-Unis à la Syrie du temps de Bachar al-Assad, ce qui doit permettre le retour d'investissements dans ce pays ravagé par des années de guerre civile.

L'abrogation d'une loi dite «César», adoptée en 2019 lors du premier mandat de Donald Trump et qui imposait ces sanctions, figure en effet dans le texte sur la stratégie de défense que le Sénat américain a approuvé mercredi

avec 77 voix pour, et 20 contre.

La Chambre des représentants s'était déjà prononcée la semaine dernière et le texte attend désormais d'être promulgué par le président américain.

Le gouvernement des États-Unis a indiqué être favorable à l'abrogation de cette loi «César». Son application avait déjà été suspendue par deux fois pour six mois, après l'annonce du président Donald Trump en mai de la levée des sanctions contre la Syrie dans le cadre de la normalisation des relations entre ce pays et les États-Unis.

Le chef de la diplomatie syrienne, Assaad al-Chaibani, a salué sur Telegram le vote du Sénat, le présentant comme une décision «ouvrant de nouveaux horizons pour la coopération et le partenariat entre notre pays et le reste du monde».

La loi dite «César», adoptée en 2019, imposait des sanctions américaines drastiques contre le gouvernement de Bachar al-Assad, bannissant le pays du système bancaire international et des transactions financières en dollars.

Malgré le fait que son application soit suspendue, de nombreux responsables amé-

ricains jugeaient que tant qu'elle n'était pas abrogée, cela pouvait nuire à la confiance des investisseurs.

Une étape décisive pour la reconstruction de la Syrie

Le dirigeant syrien Ahmed al-Charaa **avait été reçu le 10 novembre à la Maison Blanche** par le président Donald Trump, une première pour un chef d'État syrien depuis l'indépendance du pays en 1946 et une consécration pour l'ancien jihadiste qui, en moins d'un an au pouvoir, a sorti son pays de l'isolement.

Donald Trump avait déjà ren-

contré le dirigeant syrien lors d'un voyage dans le Golfe en mai, annonçant alors la levée des sanctions américaines.

Après treize ans de guerre

civile, la Syrie cherche à garantir des fonds pour sa reconstruction, dont le coût pourrait dépasser 216 milliards de dollars selon la Banque mondiale.

«L'abrogation aujourd'hui de la loi César est une étape décisive pour donner au peuple syrien une véritable chance de se reconstruire, après des décennies de souffrances ini-

maginables», s'est félicitée la sénatrice démocrate américaine Jeanne Shaheen.



17 décembre 2025

L'Iran arrête un ressortissant suédois accusé d'espionnage pour Israël

Les autorités iraniennes ont annoncé l'arrestation d'un citoyen suédois, soupçonné d'avoir espionné pour le compte d'Israël durant la «Guerre des douze jours» qui a eu lieu entre les deux pays en juin dernier. L'information a été rapportée lundi par l'agence de presse iranienne *Tasnim*, proche des Gardiens de la révolution.

Selon ce média officiel, l'homme, dont l'identité n'a pas été rendue publique, aurait été «identifié et arrêté pour espionnage au profit du régime sioniste» pendant le conflit. Les autorités iraniennes affirment disposer de preuves montrant qu'il aurait reçu une formation et entretenu des liens avec d'autres agents

israéliens dans six pays européens, ainsi que dans ce que Téhéran désigne comme les «territoires occupés», une expression employée pour parler d'Israël.

Toujours d'après *Tasnim*, le ressortissant suédois se serait rendu en Israël deux semaines avant son entrée en Iran. Il aurait pénétré sur le territoire iranien environ un mois avant le début de la guerre des douze jours et séjourné dans une villa située près de Karaj, à l'ouest de Téhéran. Lors de son arrestation, les forces de sécurité auraient découvert en sa possession du matériel électronique présenté comme des équipements d'espionnage.

L'agence iranienne affirme

également que l'intéressé aurait reconnu les faits qui lui sont reprochés. Son dossier aurait déjà été examiné par la deuxième chambre du tribunal révolutionnaire islamique de la province d'Alborz, et un verdict serait attendu dans le courant de la semaine.

Ces accusations s'inscrivent dans un contexte de tensions extrêmes entre l'Iran et Israël. Depuis la fin du conflit éclair de douze jours, la République islamique a annoncé l'arrestation de centaines de personnes accusées d'espionnage au profit d'Israël, certaines ayant été inculpées sans procès. Selon des organisations de défense des droits humains, au moins huit condamnations à mort pour espionnage ont été prononcées

depuis l'été.

De leur côté, des ONG et plusieurs pays occidentaux accusent régulièrement Téhéran d'utiliser l'arrestation de ressortissants étrangers ou binationalis comme levier politique ou diplomatique, des accusations que l'Iran rejette catégoriquement.

Les services israéliens, le Mossad et l'armée israélienne, ont pour leur part affirmé par le passé que des agents israéliens opéraient en Iran bien avant le déclenchement de la guerre et qu'ils poursuivaient leurs activités aussi longtemps que nécessaire, alimentant un climat de suspicion et de répression accrue à l'intérieur du pays.



17 december 2025

Chamchamal celebrates Kurdistan Flag Day despite flood devastation

The Chamchamal district, in the Kurdistan Region's eastern Sulaimani province, on Wednesday celebrated Kurdistan Flag Day despite being the most devastated by heavy rains and flooding that hit the region last week.

At a ceremony held at Qandil School in the Takiya sub-district of Chamchamal, Kurdistan Regional Government (KRG) Education Minister Alan Hama Saeed marked the occasion, saying, «Nearly 80 years ago, this flag was raised at Chwarchira Square [in the city of Mahabad, located in western Iran's Kurdish-majority region (Rojhelat)], in the presence of the notable Qazi [Muhammad] and the notable Mulla Mustafa Barzani.»

He added, «Later, it was entrusted to us to carry on its legacy,» emphasizing that «generation after generation, under the shadow of this flag that unites us all, may we serve the people and the land of Kurdistan.»

The Kurdistan flag was first raised over official government buildings in 1946, when Kurdish leader Qazi Muhammad declared the Republic of Mahabad in the city of Mahabad in Rojhelat.

Although the republic



Kurdistan Flag Day celebrated at Qandil School in Takiya sub-district, Chamchamal district, Sulaimani province on December 17, 2025. Photo: Peshawa Bakhtiyan/Rudaw

existed only briefly, the flag has come to symbolize Kurdish resistance and nationalism in the face of oppression.

The Kurdish flag comprises a red band, symbolizing the blood of those who sacrificed their lives in the Kurdish struggle for freedom; a white band, representing peace and equality; and a green band, reflecting the Kurdish nation and connecting its mountainous landscapes and serene waters.

The 21-point golden star at the center spans all three bands, symbolizing the rebirth of an entity or the revival of an idea, according to Mehrdad M.R. Izady, a prominent Kurdish

historian who worked to standardize the flag.

The Kurdistan Region's legislature in 2004 designated December 17 as Kurdistan Flag Day. The occasion has since been celebrated annually by millions of Kurds worldwide.

Across the Region, the day is marked by school celebrations, with students wearing traditional Kurdish attire and painting their faces in the colors of the flag.

This year's celebrations, however, come against the backdrop of deadly floods that struck the Kurdistan Region and parts of Iraq last week.

Chamchamal was the har-

dest-hit area, where two people were killed and 12 others injured, according to the Region's Joint Crisis Coordination Center (JCC). The center added that some 1,607 homes were damaged, 200 vehicles destroyed, 115 shops and workplaces affected, and 450 projects impacted.

Erbil's Education Minister, Alan, remarked on Wednesday, «What is important to us is that Chamchamal will most certainly overcome this situation,» adding, «Today, from Erbil, we have made cash funds available to the Sulaimani Education Directorate so they can begin renovating the schools in the area without delay.»



Arez Khalid
17 december 2025

Netherlands backs sustainable agriculture projects in Halabja: Consul

ERBIL, Kurdistan Region - The Netherlands is supporting and funding agricultural projects in the Kurdistan Region's eastern Halabja province as part of efforts to promote sustainable farming practices and address water scarcity in the Kurdistan Region, the Dutch consul general to Erbil said.

The Dutch government is active in several agricultural sectors, including dairy, livestock, and horticulture, Consul General Adriaan IJsselstein told Rudaw, describing the cooperation as mutually beneficial for both local communities and Dutch investors.

"We are active in different agricultural projects... and it actually is a win-win situation because they're good opportunities for Dutch investors here, and at the same time it creates food security, it creates local jobs, so we're very happy to cooperate," IJsselstein said.

He stressed that sustainability and water management are central to all Dutch-backed initiatives in the Region.

"Whatever we do when it comes to promoting agriculture here or exchanging knowledge or discussing with the government, we want to make sure that it's done in a sustainable way and that the water scarcity is kept in mind," he added.

IJsselstein said the Netherlands is partially funding a hydroponics project with a local entrepreneur in Halabja's Sirwan district, an area selected by the investor. Rudaw

understands that the project is set to be officially announced in a month or two.

"This really shows what is possible when you combine Dutch expertise with Kurdish entrepreneurship," he said, noting that the project produces "top quality fresh products, lettuce in this case, year round and at the same time saving a lot of water."

Hydroponics allows crops to grow without soil, using nutrient-rich water solutions that deliver minerals directly to plant roots. The method significantly reduces water consumption while increasing yields.

"With a project like this, you're able to produce a lot of lettuce, a lot of food, while saving an incredible amount of water because it only uses a little bit, a fraction of the water that you would need if you would produce it outside," he said.

The consul said Dutch cooperation with Halabja extends beyond agriculture to broader economic development and entrepreneurship.

"We work with Halabja on many different fields to support Halabja, to support the local economy, to support local entrepreneurs," he said.

The Netherlands is also sharing its agricultural expertise with Iraq and the Kurdistan Region in areas such as irrigation, water management, and climate-resistant seeds, while providing education and training opportunities for stu-

dents, farmers, and entrepreneurs.

IJsselstein said Dutch universities exchange knowledge with local institutions and offer "tailor-made" practical training programs for farmers. He added that the Netherlands works closely with Halabja University.

Through initiatives such as Orange Corners, managed by the Netherlands Enterprise Agency at the request of the Dutch Ministry of Foreign Affairs, young entrepreneurs are supported in building sustainable businesses. The program runs CoCreateMyCity, which the consul said encourages youth to develop local solutions to local challenges.

He said that Dutch experts have also trained local decision-makers on food safety standards, including requirements needed for agricultural products to enter European markets.

The Kurdistan Region began exporting agricultural products to Gulf countries four years ago, marking its first non-oil exports as part of efforts to diversify the economy. Thousands of tons of produce have since been exported to the UAE, Europe, and other Gulf states, according to the Kurdistan Region's agriculture ministry.

Despite this progress, most agricultural products consumed in the Region are still imported from neighboring Iran and Turkey.

IJsselstein said Kurdish produce is of high quality but faces logistical and regulatory challenges.

He noted that European safety regulations are strict and said the Netherlands aims to help local companies meet those standards.

"You [must] have the right packaging, the right labeling, you [must] have the right transportation, you [must] have cold storage," he said, adding that "we want to cooperate with local companies to see how they can improve" and explore what is required "to make sure that your project is allowed into the European Union."

IJsselstein said the Netherlands is the "biggest European trading partner" with Iraq, with annual trade totaling around €6 billion (around \$7 billion), a figure that applies to Iraq as a whole.

Dutch collaboration has already led to the establishment of several dairy factories across the Kurdistan Region, producing high-quality local products that replace previously imported goods of uncertain quality.

In November 2024, then-acting Dutch consul general Jort Posthumus told Rudaw that between 20 and 30 Dutch companies were operating in the Kurdistan Region, with that number expected to grow.

The New York Times

Farnaz Fassihi, Leily Nikounazar
December 18, 2025

Iran's President Says He Can't Make 'Miracles' to Solve the Country's Woes

Who Can Solve Iran's Many Problems? Not I, Says the President.

Amid sky-high inflation, water and energy cuts and prospects for a deal with the U. S. dimming, President Masoud Pezeshkian has apparently thrown up his hands.

Despite sky-high inflation, water and energy cuts and prospects for a deal with the U. S. dimming, President Masoud Pezeshkian has apparently thrown up his hands.

Farnaz Fassihi has covered Iran for three decades, living and traveling through the country, and was based in the Middle East for 15 years.

President Masoud Pezeshkian of Iran's first year in office has been described as an *annus horribilis*. There were the assassinations of allies and top commanders, the airstrikes by Israel and the United States, and the destruction of nuclear facilities, not to mention the foun- dering economy that worsens by the day and the rolling



President Masoud Pezeshkian of Iran attending a protest in Tehran in June after the U.S. attacks on nuclear sites in Iran. Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

energy and water shortages. But if Iranians thought to look to the president for solutions, he would be the first to say don't bother.

In a series of remarkably candid public speeches recently, Mr. Pezeshkian has said that Iran is facing insurmountable problems and that he is out of ideas to fix them.

"If someone can do something, by all means go for it," Mr. Pezeshkian told university students and academics in early December. "I can't do anything; don't curse me."

In meetings with officials, he has acknowledged the government is "stuck, really badly stuck." He has added, "From the first day we came, catastrophes are raining down, and it hasn't stopped."

He has gone as far as to say that Iran's problems are self-made — a result of corruption, factional infighting and decades of government spending practices that he described as "what crazy people do" — and not the fault of the United States or Israel.



Dec. 18, 2025

Turkey does not seek military action against SDF, but patience running out: FM

Turkish Foreign Minister Hakan Fidan said on Thursday that Turkey does not want to launch a new military operation against Syrian Democratic Forces (SDF), but warned that delays in implementing an agreement to integrate the Kurdish-led force into the Syrian army are

testing Ankara's patience.

«We hope that issues are resolved through dialogue, negotiation, and peaceful means. We do not want to be forced to resort to military options again,» Fidan told Turkey's TRT World.

The SDF serves as the de

facto military of northeast Syria, also known as Rojava, and is the main ground partner of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS).

On March 10, SDF commander-in-chief Mazloum Abdi signed a landmark agreement

with Syria's interim president, Ahmed al-Sharaa, to bring Rojava's civil and military institutions under central state authority and establish a nationwide ceasefire.

Turkey has repeatedly stated that full implementation of this agreement is essential to de-

escalating tensions in north-eastern Syria and avoiding further military action.

Although negotiations to implement the agreement have continued since March, disagreements remain over the future of the SDF. Kurdish representatives seek integration as a unified force, while Damascus favors incorporating fighters individually into the regular army.

Fidan stressed that progress has been slow, particularly regarding what Turkey sees as the core of the agreement. Referring to the SDF as a wing of the People's Protection Units (YPG), he said «the SDF must understand that the patience of the relevant parties is running out.»

Turkey says the YPG include members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and has designated both as "ter-

rorist organizations," accusing them of threatening its national security. The YPG, however, has repeatedly denied posing any threat to Turkey and says it remains open to dialogue with its neighbor.

In October, Fidan claimed that the YPG, which controls Rojava, has failed to remove elements that pose a threat to Ankara's national security.

"The YPG has not yet made any declaration or taken any action indicating that it has abandoned elements that are threats to Turkey's national security. There's nothing about how this will happen," Fidan said.

The Turkish foreign minister on Thursday called on the SDF to meet its commitments under the March 10 agreement, warning against any delay or deviation from its terms.

«Everyone expects them to adhere to that agreement without delay or distortion, because we do not want to see any deviation from it,» Fidan said.

Of note, a media affiliate of the Rojava administration reported Thursday that the SDF will retain three divisions within the Syrian army's structure under "a preliminary agreement," noting that negotiations with Damascus are still ongoing.

In a statement posted on X, the North and East Syria Communication (Nescomm) - affiliated with the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES) - said that "a preliminary agreement has been reached to keep three divisions affiliated with the Syrian Democratic Forces (SDF) within the military structure of

the Syrian army."

Nescomm added that "technical discussions are ongoing through specialized committees from both sides to address details related to roles and organizational structure, in a process expected to see practical steps in the coming period."

Turkey's conflict with the PKK, which has lasted for more than four decades, has seen renewed peace efforts this year aimed at ending the violence through dialogue and disarmament.

Recent steps include disarmament measures of the PKK and the formation of a parliamentary committee in Turkey to support the process, with Kurdish leaders calling for legal reforms and confidence-building measures to ensure lasting peace in the region.

Le Télégramme

18 décembre 2025

Fin des sanctions américaines contre la Syrie : une opportunité pour le pays de se reconstruire

Le Congrès américain a voté la levée des sanctions contre la Syrie, abrogeant la loi « Caesar » de 2019. Cette décision vise à encourager les investissements et la reconstruction du pays après des années de guerre civile.

Le Congrès américain a approuvé, ce mercredi, la levée définitive des sanctions imposées par les États-Unis contre la Syrie du temps de Bachar al-Assad, devant permettre le retour d'investissements dans ce pays ravagé par des années de guerre civile. L'abrogation d'une loi dite « Caesar », adoptée en 2019 lors du premier mandat de Donald Trump et qui imposait ces sanctions, figure en effet dans le texte sur la stratégie de défense (NDAA), que le Sénat améri-

cain a approuvé mercredi par 77 voix pour et 20 contre.

La Chambre des représentants s'était déjà prononcée la semaine dernière et le texte attend désormais d'être promulgué par le président américain.

« De nouveaux horizons pour la coopération »

Le gouvernement américain a indiqué être favorable à l'abrogation de cette loi Caesar. Son application avait déjà

été suspendue par deux fois pour six mois après l'annonce du président Trump en mai levant les sanctions contre la Syrie dans le cadre de la normalisation des relations entre ce pays et les États-Unis.

Le chef de la diplomatie syrienne, Assaad al-Chaibani, a salué sur Telegram le vote du Sénat comme « ouvrant de nouveaux horizons pour la coopération et le partenariat entre notre pays et le reste du monde ».

La loi Caesar adoptée en 2019 imposait des sanctions américaines drastiques contre le gouvernement de Bachar al-Assad, bannissant le pays du système bancaire international et des transactions financières en dollars. Bien que son application soit suspendue, de nombreux responsables américains jugeaient qu'elle pouvait nuire à la confiance des investisseurs tant qu'elle n'était pas abrogée.

« Une véritable chance de se reconstruire »

Le dirigeant syrien Ahmad al-Chareh a été reçu le 10 novembre à la Maison Blanche par le président Trump, une

première pour un chef d'État syrien depuis l'indépendance du pays en 1946 et une consécration pour l'ancien jihadiste

qui, en moins d'un an au pouvoir, a sorti son pays de l'isolement. Donald Trump l'avait déjà rencontré lors d'un

voyage dans le Golfe en mai, annonçant alors la levée des sanctions américaines.



Dec.19, 2025

Former Iraqi president Barham Salih officially elected to lead UNHCR

The United Nations General Assembly on Thursday approved former Iraqi President Barham Salih as the next head of the UN refugee agency, making the Kurdish politician the first leader from the Middle East to hold the post since the late 1970s.

Salih, 65, was elected by consensus by the 193-member General Assembly to succeed longtime UN High Commissioner for Refugees Filippo Grandi, whose second term ends on December 31. Salih will begin his five-year term on January 1, 2026.

"I am honoured to have been elected as the incoming United Nations High Commissioner for Refugees," Salih said in a post on X. "As a former refugee, I know firsthand how protection and opportunity can change the course of a life."

According to UNHCR, Salih was selected through a competitive process in New York that drew candidates from multiple countries.

At the age of 19, Salih was arrested twice by Saddam Hussein's Baath Party for his links to the Kurdish national movement, spending 43 days in detention before completing high school. He later fled to the United Kingdom to avoid further persecution.

"That experience will inform a



Former Iraqi president Barham Salih addressing the UN General Assembly in New York in 2019. File photo: UN

leadership approach grounded in empathy, pragmatism, and a principled commitment to international law," Salih said.

UN Secretary-General Antonio Guterres, who recommended Salih for the position, welcomed the General Assembly's decision, saying on X: "I welcome the election by the General Assembly of @BarhamSalih of Iraq as the next @UN High Commissioner for @Refugees." Guterres also thanked Grandi for "his leadership and tireless efforts in protecting refugees, displaced persons and stateless people."

Salih will take the helm of the Geneva-based UNHCR following a challenging year for the agency and other UN bodies, marked by spending cuts and thousands of job losses after sharp reductions in foreign aid from the United

States and other Western donors.

"Despite deep cuts in humanitarian funding this year, UNHCR remains present in 128 countries, with nearly 90 percent of its more than 14,600 staff working in the field," the agency said on Thursday, noting that this month marks 75 years of protecting people forced to flee.

"At a time of record displacement and severe pressure on humanitarian resources, delivering on UNHCR's mandate requires a renewed focus on impact, accountability, and efficiency," Salih said. He added that he would work "with member states and partners across the public, private, and philanthropic sectors to mobilize the capacity, resources, and collective will needed to reach those most in need."

Salih was born on September 12, 1960, in Sulaimani. During his youth, he was arrested twice by Iraq's former Baath regime.

He earned a bachelor's degree in civil engineering and architecture from Cardiff University in 1983 and later obtained a PhD in statistics and computer applications in engineering from the United Kingdom.

Salih joined the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in 1976, initially working in Europe before becoming head of the party's UK relations. He served as a representative of the first Kurdistan Regional Government (KRG) cabinet in 1992 and later as head of foreign relations in the United States.

From 2001 to 2004, Salih served as prime minister of the KRG's Sulaimani administration, and later again as prime minister in the sixth KRG cabinet for two years.

Following the fall of Saddam Hussein, he became deputy prime minister of the Iraqi Interim Government in 2004 and later served as minister of planning in the Iraqi Transitional Government. From 2006 to 2009, he was deputy prime minister under the elected Iraqi government led by Nouri al-Maliki.

Dix ans de prison pour Carole Sun, une Française rapatriée de Syrie, condamnée pour association de malfaiteurs terroriste

Partie en Syrie en 2014 à l'âge de 18 ans, elle est revenue en France en 2022 après avoir côtoyé des hauts cadres de l'organisation Etat islamique réputés sanguinaires. Il reste une soixante de femmes parties en zone irako-syrienne à juger.

Au terme de trois jours de procès, Carole Sun a été reconnue coupable, jeudi 18 décembre, d'association de malfaiteurs terroriste et condamnée à dix ans de réclusion. Elle était la deuxième Française rapatriée des camps du nord-est syrien à être jugée devant la cour d'assises spéciale à Paris. Sa peine est assortie d'une obligation de suivi socio-judiciaire de cinq ans ainsi que d'une injonction de soins.

Partie pour la Syrie à l'âge de 18 ans en juillet 2014 avec son frère d'un an son aîné, elle avait été arrêtée en décembre 2017 par les forces kurdes alors qu'elle fuyait le long de l'Euphrate au moment de la débâcle du groupe Etat islamique (EI). Des figures féminines du djihad figuraient aussi dans le convoi, dont Emilie König. La DGSI y verra une tentative de l'EI de « *relocaliser* » des membres dans des « *poches* » de son territoire, dont Idlib.

Carole Sun, aujourd'hui âgée de 30 ans, est revenue en France le 5 juillet 2022 lors

du premier rapatriement massif d'enfants et de leurs mères depuis la chute en 2019 du « califat ». Elle s'était radicalisée sur les réseaux sociaux et présente son départ comme un « *comptage* » de failles provoquées par des événements traumatisques, dont un viol collectif lorsqu'elle avait 14 ans.

Sur zone, résume le président, l'accusée, issue d'une famille de tradition chrétienne installée en région parisienne, côtoie ou habite avec « des personnes extrêmement médiatisées », « connues pour leurs exactions cruelles » ou combattant dans des unités qui compteront dans leurs rangs des assaillants des attentats du 13 novembre 2015.

Parmi ces figures, Salaheddine Guitone, un Français propagandiste notoire. Elle l'a rencontré sur Facebook deux mois auparavant, le trouve « beau » et « doux ». Dès son arrivée, leur mariage est scellé. Il durera une dizaine de jours, car il meurt au combat. Autre personnage, son frère Charly Sun – aujourd'hui incarcéré en Irak et qui fut membre d'une unité de police islamique dirigée par le **geôlier d'otages Salim Benghalem** –, volontiers vantard sur ses activités comme sur un cliché le montrant une tête décapitée dans la main.

« Je fermais les yeux sur les exactions »

En secondes noces, Carole Sun épouse un membre de l'Amniyat – le service de renseignements de l'EI –, un homme qui, comme elle l'écrivit à sa mère, « *bute les traîtres* ». Il est aujourd'hui, lui aussi, incarcéré en Irak.

Quand le président interroge l'accusée sur un cliché montrant son bébé un pistolet semi-automatique sur les genoux, elle « ne [se] l'explique pas » : « *C'est juste que j'étais dedans [l'idéologie], ça m'empêchait de voir que c'était grave.* »

Quand son frère lui livre des récits de ses activités sanglantes, elle ne s'est « pas offusquée », admet-elle encore. Les violences, « *je ne pensais pas que ça serait aussi dur à voir* », dit-elle encore, avant de lâcher après plusieurs heures d'interrogatoire que « *la vérité, c'était l'Etat islamique, et je fermais les yeux sur les exactions* ». Elle reconnaît « *avoir intégré les codes de l'EI* » et « *contribué à sa propagande* ».

Elle se défend d'être restée « pro-Daesh »

A l'audience, Carole Sun a aussi raconté les plus de quatre années passées avec ses deux enfants dans les camps syriens de déplacés et djihadistes présumés. Outre

l'extrême chaleur estivale dans le désert, les maladies ou la précarité, « *le plus dur* », affirme-t-elle, est « *la population qui fait peur* ».

« *C'est comme une jungle, un enfer jonché de rumeurs, de peurs et de femmes extrêmement extrêmes, partisans de l'excommunication. S'y déroule une guerre de mœurs, même au niveau des enfants.* » Elle décrit deux groupes de femmes à l'état d'esprit distinct : celles « *d'avant Baghouz* », « *celles d'après* », en référence à l'ultime bastion de l'EI tombé en 2019. « *On est à l'affût* », explique-t-elle. Plusieurs Françaises ont témoigné qu'elle restait une « *pro-Daesh* », ce dont elle s'est défendue.

Selon l'avocate générale, qui a requis douze ans à son entame, à « *l'enjeu d'ordre public s'ajoute la massification alors qu'il reste tant de femmes à juger* », une soixantaine.

A ce jour, sur les femmes parties en zone irako-syrienne – plus du tiers des quelque 1 500 Français –, 160 sont rentrées, selon l'avocate générale, et, depuis 2017, trente ont été jugées par la cour d'assises spécialement composée. D'autres l'ont été en correctionnelle.

La Turquie envisage le renvoi de ses missiles S-400 à la Russie pour réintégrer le programme américain des F-35

Alors que la guerre aérienne s'intensifie entre l'Ukraine et la Russie, Ankara s'apprêterait à rendre à la Russie un lot de systèmes antiaériens, une hypothèse qui inquiète l'armée ukrainienne et rassure les Etats-Unis.

La Turquie serait sur le point de rendre à la Russie quatre batteries de défense aérienne de longue portée S-400 afin de réintégrer le programme d'avions de chasse américains de cinquième génération F-35, soulignant une volonté de poursuivre un rapprochement avec les Etats-Unis. La restitution de ces systèmes, les plus avancés dont dispose l'armée russe, a été l'un des sujets de conversation entre les chefs d'Etat Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine à Achgabat (Turkménistan) vendredi 12 décembre, a révélé l'agence Bloomberg le 17. Cette hypothèse ne ferait pas les affaires de l'Ukraine, alors que la guerre aérienne s'intensifie entre Kiev et Moscou.

Les S-400, qui permettent d'abattre des avions de chasse et des missiles balistiques, sont complexes et coûteux à produire. Sur le champ de bataille, l'Ukraine est parvenue à en détruire, ouvrant des brèches dans l'espace aérien russe. « Quatre batteries de S-400, cela représente peut-être un cinquième de ce que la Fédération de Russie possède actuellement, en tenant compte des pertes, souligne l'expert russe Nikolaï Mitrokhine. La Russie peut les utiliser pour protéger les bases navales, les aérodromes et les ports. » Pour cet expert indépendant, spécialiste des questions de défense vivant hors de Russie, le déploiement

géographique des S-400 pourrait intervenir « probablement en Crimée, où les S-400 sont le plus souvent frappés, ainsi qu'à Novorossiïsk et Touapsé », deux ports de la mer Noire.

Dans le cadre de la guerre aérienne que se livrent la Russie et l'Ukraine, cette dernière envoie régulièrement des nuées de drones et, depuis récemment, des missiles visant les infrastructures énergétiques et l'industrie de défense russes. Si les S-400 sont surdimensionnés pour abattre les drones ukrainiens volant à très basse altitude, ils sont redoutables contre l'aviation de combat ukrainienne, toujours active sur le front dans les régions de Donetsk et de Louhansk.

« Pire hypothèse »

L'impact d'un possible retour des S-400 en Russie est diversement apprécié en Ukraine. Une source militaire ukrainienne dit au *Monde* que « si les parties trouvent un accord pour un retour des S-400 à la Russie, c'est la pire hypothèse ; nous espérons encore qu'ils seront transférés à un pays tiers, comme l'Inde », client traditionnel des armes russes. Pour l'expert militaire ukrainien Oleksandr Kovalenko, en revanche, une restitution à Moscou ne revêtirait « pas une importance critique pour Kiev ; leur destruction constituerait simplement une charge militaire sup-

plémentaire pour nos forces ». Ce dernier rappelle, en outre, que le premier ministre indien, Narendra Modi, a manifesté, début décembre, son impatience à propos du contrat passé en 2018 avec la Russie pour la livraison de deux batteries de S-400 par an. « Il a demandé à Poutine [lors de sa visite en Inde] d'accélérer, car les livraisons ont complètement cessé depuis 2022, signe que la Russie n'a pas les ressources technologiques pour exporter. »

L'acquisition de systèmes russes S-400 empoisonne les relations entre Ankara et ses alliés occidentaux depuis bien-tôt huit ans. Depuis ce jour de septembre 2017 où le président Recep Tayyip Erdogan a déclaré, dans un des quotidiens les plus lus du pays, l'achat de batteries antimissiles russe S-400. L'annonce avait été un tournant majeur pour ce pilier oriental de l'Alliance atlantique depuis 1952, confirmant le souhait du chef de l'Etat turc de prendre ses distances avec ses alliés traditionnels au profit d'une alliance stratégique avec Moscou. La livraison des missiles, deux ans plus tard, avait poussé les Etats-Unis, par la voix du président Donald Trump, à priver la Turquie de l'avion de chasse F-35, que le gouvernement islamo-nationaliste s'était engagé à acheter.

Aujourd'hui, après des mois de rapprochements avec

Washington et plusieurs capitales européennes, le pouvoir turc semble décidé à se débarrasser de ces batteries qu'il dit ne pas avoir mises en service. Selon les sources citées par Bloomberg, Ankara réclamerait le remboursement des sommes dépensées pour l'acquisition du système. A l'époque de l'achat, le coût de ces quatre batteries (deux fabriquées en Russie, deux assemblées en Turquie) était estimé à 2,2 milliards d'euros. La présidence et le ministère de la défense turcs n'ont pas fait de commentaire. Le Kremlin, de son côté, a nié qu'une telle demande ait été formulée lors du sommet au Turkménistan.

Signe des pressions diplomatiques de ces derniers mois, l'ambassadeur des Etats-Unis en Turquie, Thomas Barrack, a affirmé sur X, deux jours avant la rencontre entre Erdogan et Poutine, que des négociations étaient en cours dans le but de lever les sanctions imposées à la Turquie, rappelant que « conformément à la législation américaine, Ankara doit cesser d'exploiter et de posséder le système S-400 pour pouvoir réintiquer le programme F-35 ».

Mardi 16 décembre, M. Barrack a rencontré le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan. Le lendemain, une délégation américaine menée par Philip Gordon, ancien conseiller diplomatique à la Maison Blanche, s'est fé-

licité des avancées en cours : « Je suis à Ankara et j'ai le sentiment que les Turcs souhaitent résoudre ce problème. Avec le cessez-le-feu à Gaza,

la coopération en Syrie, la trêve avec le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan], la désescalade des tensions avec l'Iran, les progrès réalisés

dans le Caucase et avec la Grèce et Chypre, ils entrent en une réelle opportunité d'améliorer leurs relations avec les Etats-Unis. Le retrait

des S-400 constituerait un pas de géant. »

Le Monde

19 décembre 2025

Les Etats-Unis annoncent avoir lancé une opération militaire contre l'organisation Etat islamique en Syrie

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, au moins cinq membres de l'EI ont été tués dans ces frappes, qui surviennent une semaine après l'attaque qui a coûté la vie à deux soldats et un civil américains, un interprète.

La lecture de ce contenu est susceptible d'entrainer un dépôt de cookies de la part de l'opérateur tiers qui l'héberge. Compte-tenu des choix que vous avez exprimés en matière de dépôt de cookies, nous avons bloqué l'affichage de ce contenu. Si vous souhaitez y accéder, vous devez accepter la catégorie de cookies "Contenus tiers" en cliquant sur le bouton ci-dessous.

L'armée américaine a lancé, vendredi 19 décembre, une opération en Syrie pour « éliminer des combattants du groupe Etat islamique [EI], des infrastructures et des sites d'armement », a annoncé le chef du Pentagone, Pete Hegseth, sur X. Il s'agit d'une « réponse directe » et d'une « déclaration de vengeance » à la suite de l'attaque qui a coûté la vie à deux soldats et un civil américains, un interprète, le 13 décembre en Syrie, a-t-il déclaré. « Aujourd'hui, a-t-il ajouté, nous avons traqué et tué des ennemis. Beaucoup d'ennemis. Et nous allons continuer. »

« Nous frappons très fort contre des bastions de l'EI », a écrit, de son côté, Donald Trump sur son réseau Truth Social, faisant état de « très lourdes représailles ».

L'armée américaine a frappé « plus de 70 cibles à de multiples endroits dans le centre de la Syrie avec des avions de chasse, des hélicoptères et de l'artillerie », a fait savoir le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le CentCom. Il a précisé que l'opération avait débuté à 16 heures à Washington (22 heures à Paris) et que « plus de 100 munitions de précision » avaient été employées contre des positions du groupe Etat islamique.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), au moins cinq membres de l'EI ont été tués dans ces frappes. Parmi eux figure « le chef d'une cellule » chargée des drones dans la zone, a précisé à l'Agence France-Presse (AFP) le responsable de l'ONG, Rami Abdel Rahman, ajoutant qu'ils ont été tués dans la province de Deir ez-Zor (Est).

La Jordanie confirme sa participation aux frappes

La télévision d'Etat syrienne a rapporté que des frappes avaient touché des cibles dans les zones rurales des pro-

vinces de Deir ez-Zor et de Rakka, ainsi qu'à proximité de Palmyre. Elle a précisé qu'elles visaient « des sites de stockage d'armes et des quartiers généraux utilisés par l'EI comme bases de lancement pour ses opérations dans la région ».

Samedi à la mi-journée, la Jordanie a confirmé avoir participé aux frappes. Cette opération visait à « empêcher les organisations extrémistes d'exploiter » le sud de la Syrie pour lancer des attaques « menaçant la sécurité de ses voisins et de la région », selon l'armée jordanienne.

Dans son message, Donald Trump a adressé une nouvelle menace. « A tous les terroristes assez malfaits pour attaquer des Américains, un avertissement s'impose : vous serez frappés plus dur que vous ne l'avez jamais été auparavant si vous attaquez ou menacez les Etats-Unis, de quelque manière que ce soit », a-t-il écrit, en grande partie en lettres capitales.

L'homme qui a tué trois Américains dans la région désertique de Palmyre a été identifié comme étant un membre des forces de sécurité syriennes. C'est la première fois qu'un tel événement est rapporté en Syrie depuis la prise du pouvoir, il y a un an, d'une

coalition islamiste, qui a effectué un rapprochement avec les Etats-Unis. Donald Trump avait promis des représailles « très sévères », ajoutant que le président syrien, Ahmed Al-Charaa, était « extrêmement en colère et bouleversé par cette attaque ».

Damas « réitère son solide engagement à combattre l'EI »

Le groupe djihadiste Etat islamique contrôlait la région de Palmyre avant d'être défait en Syrie par une coalition internationale en 2019. Mais des combattants repliés dans le vaste désert syrien continuent épisodiquement de mener des attaques.

L'EI n'a pas revendiqué l'attaque contre les trois Américains, mais l'a fait pour deux attentats contre les forces de sécurité syriennes survenus après, dont l'un a coûté la vie à quatre soldats syriens dans la province d'Idlib. Le groupe a qualifié le gouvernement et l'armée d'Al-Charaa d'« apostats ». Bien qu'Ahmed Al-Charaa ait autrefois dirigé un groupe affilié à Al-Qaida, il entretient une inimitié de longue date avec l'EI.

Lors de la visite d'Al-Charaa à Washington, en novembre, la Syrie avait rejoint la coalition internationale antidjihadiste menée par les Etats-Unis. Les

forces américaines en Syrie sont notamment déployées dans les zones sous contrôle kurde dans le Nord, ainsi que

dans la base d'Al-Tanf, près de la frontière jordanienne.

Damas « *réitère son solide*

engagement à combattre l'EI et à s'assurer qu'il ne bénéficie d'aucun refuge sur le territoire syrien », a affirmé le ministère

des affaires étrangères syrien sur X peu après les frappes américaines, sans toutefois les mentionner directement.

The New York Times

Eric Schmitt
Dec. 19, 2025

U.S. Strikes Islamic State Targets in Syria

American forces struck dozens of suspected ISIS sites, making good on President Trump's vow to avenge two American soldiers and a civilian U.S. interpreter killed by the group last week.

The United States carried out major airstrikes against the Islamic State in Syria on Friday, fulfilling President Trump's vow to avenge the deaths of two U.S. Army soldiers and a civilian U.S. interpreter killed in a terrorist attack in the central part of the country last Saturday.

American fighter jets, attack helicopters and artillery fired more than 100 munitions at more than 70 suspected Islamic State targets at several locations across central Syria, including weapons storage areas and other buildings to support operations, the military's Central Command said in a statement. It said Jordanian warplanes assisted in the operation.

The American air and artillery attacks were expected to last several hours, deep into early Saturday morning in Syria, in what Mr. Trump described as "a massive strike."

Social media accounts in Syria reported explosions across wide swaths of the country.

Defense Secretary Pete Hegseth sought to tamp down



The dignified transfer of the American soldiers killed in Syria. The assault last weekend was a stark reminder of the danger in the region and the quandary of whether to keep American forces there at all. Tierney L. Cross/The New York Times

fears that the United States might reopen a major new war in the Middle East, but also suggested that increased attacks against the Islamic State would continue.

"This is not the beginning of a war — it is a declaration of vengeance," Mr. Hegseth said on social media. "The United States of America, under President Trump's

leadership, will never hesitate and never relent to defend our people."

Mr. Hegseth added: "Today, we hunted and we killed our enemies. Lots of them. And we will continue." He offered no other details about the strikes.

In a rally-style speech on Friday night in North Carolina,

Mr. Trump called the attacks "very successful."

"We hit the ISIS thugs in Syria who were trying to regroup after their decimation by the Trump administration five years ago," he said. "We hit them hard."

The soldiers slain last Saturday were the first American casualties in the country

since the fall of the dictator Bashar al-Assad last year. They were supporting counterterrorism operations against the Islamic State in Palmyra, a city in central Syria, when they came under fire from a lone gunman, American and Syrian officials said.

The U.S. strikes on Friday, and the likelihood of more counterterrorism operations in the coming days, signal a sharp military escalation in Syria at a time when the United States has reduced its presence there to about 1,000 troops, half of what it started with at the beginning of the year. The decision to draw down forces had reflected the shifting security environment in Syria after Mr. al-Assad's government collapsed.

But the assault last weekend was a stark reminder of the danger in the region and the quandary of whether to keep American forces there at all.

No group has claimed responsibility for the attack, though initial assessments suggest that it was most likely carried out by the Islamic State, according to the Pentagon and American intelligence officials.

Top U.S. intelligence officials told Congress this year that the Islamic State would try to exploit the end of the Assad government to free 9,000 to 10,000 ISIS fighters and about 26,000 of their family members now detained in northeastern Syria, and revive its ability to plot and carry out attacks.

Though it no longer holds much territory, the Islamic State is still spreading its radical ideology through clandestine cells and regional affiliates outside Syria and online. Last year, the group was behind major attacks in Iran, Russia and Pakistan.

The deadly attacks against the American soldiers also highlighted the challenges for the nascent Syrian government, led by President Ahmed al-Sharaa, as it steers a deeply fractured country emerging from nearly 14 years of civil war.

Since his rebel coalition toppled the government of Mr. al-Assad, Mr. al-Sharaa has had to contend with threats from the Islamic State and various other armed groups, while simultaneously building a new national military.

In the months immediately after Mr. al-Sharaa took power, the United States conducted scores of airstrikes on Islamic State redoubts in the Syrian desert, which appeared to tamp down the immediate threat. But in the past month, particularly after Mr. al-Sharaa publicly embraced an international campaign to combat ISIS, attacks have increased, analysts said.

The attack in Palmyra marked the first U.S. casualties in Syria since Mr. Assad was ousted from power a year ago, and underscored how ISIS has exploited security gaps to target civilians and Mr. al-Sharaa's forces.

Syria's foreign ministry said in a statement on Friday night that "the Syrian Arab Republic reiterates its steadfast commitment to fighting ISIS and ensuring that it has no safe havens on Syrian territory, and will continue to intensify military operations against it wherever it poses a threat."

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces in the country's northeast praised the American strikes for hitting "the hideouts of the ISIS terrorist organization in Syria during the past hours."

"This continuous air support represents a decisive factor in preventing the organization from regrouping its cells or restoring its sabotage activity," the group said.

Mr. Hegseth forcefully condemned last Saturday's attack, writing in a post on X, "If you target Americans — anywhere in the world — you will spend the rest of your brief, anxious life knowing the United States will hunt you, find you, and ruthlessly kill you."

Three other American service members and two members of Syrian security forces were also wounded in the attack, which U.S. officials described as an ambush.

The Syrian gunman who killed the soldiers — two members of the Iowa National Guard — and an American civilian interpreter was a member of Syria's security forces who was set to be dismissed over his extremist views, the officials said. In

honor of the slain soldiers' home state, the Pentagon is calling the mission that started on Friday "Operation Hawkeye Strike."

U.S. military officials said on Friday that the strikes would build on the nearly 80 missions since July to eliminate terrorist operatives in Syria, including ISIS remnants.

In a statement this week, the Pentagon's Central Command said the Islamic State had inspired at least 11 plots or attacks against targets in the United States over the past year. In response, the command said its operations resulted in 119 insurgents being detained and 14 killed over the last six months.

Last month, U.S. military and Syrian security personnel carried out missions to locate and destroy more than 15 Islamic State weapons caches in southern Syria. The operations also destroyed more than 130 mortars and rockets, multiple rifles, machine guns, anti-tank mines and materials for building improvised explosive devices, Central Command said.

After last Saturday's attack, partner forces conducted 10 assaults on ISIS targets in Syria and Iraq that killed about two insurgents but more important, allowed the allied soldiers to recover information that helped American analysts locate or refine targets picked for Friday's strikes, the U.S. official said

The New York Times

Abdi Latif Dahir, Eric Schmitt
Dec. 20, 2025

U.S. Strikes on Syria Underscore Scale of Challenge for Its President

The Syrian government did not comment directly on the extensive U.S. strikes targeting the Islamic State on Friday but said it was intensifying its own efforts to fight the group.

The barrage of airstrikes launched by the United States across Syria late on Friday underscored the challenges facing the country's president, Ahmed al-Sharaa, as he struggles to assert control over the nation and navigate a nascent relationship with President Trump.

American fighter jets, attack helicopters and artillery struck more than 70 suspected Islamic State positions across central Syria, targeting the group's infrastructure and weapons sites, according to the U.S. military's Central Command. Jordanian warplanes assisted in the operation.

Since Syria joined a global coalition last month to defeat the Islamic State, the group has stepped up its attacks in the country, according to U.S. and Syrian officials, as well as security experts.

The Syrian government did not comment directly on the U.S. strikes but said Saturday that it was intensifying its own military operations against the Islamic State, also known as ISIS.

"The Syrian Arab Republic invites the United States and member states of the international coalition to support these efforts in a manner that contributes to the protection of civilians and the restoration of security and stability in the region," its statement said.



Syrian government forces at a checkpoint on the outskirts of Damascus in April. The U.S. launched airstrikes against the Islamic State in central Syria on Friday. Nanna Heitmann for The New York Times

Nanar Hawach, senior Syria analyst at the International Crisis Group, a think tank, said Mr. al-Sharaa's government wanted to project authority over Syria's affairs, while still engaging with its international partners.

Mr. al-Sharaa faces the difficult task of uniting disparate groups and religious minorities under his leadership. Those include factions that hold extremist views and that, were once affiliated with Al Qaeda, as he was.

Some of Mr. al-Sharaa's more hard-line supporters could bristle at strikes by a Western country on their homeland,

Mr. Hawach added. "The government is trying very hard to walk a thin line," he said.

A senior U.S. military official, who spoke on the condition of anonymity to discuss operational matters, did not rule out the possibility of more U.S. airstrikes.

For now, the official said, Syrian security forces, aided by American intelligence, will "pick up the pace" to conduct raids against Islamic State militants and choke off the flow of weapons to the group.

The strikes Friday in Syria came a week after Mr. Trump said he would retaliate against

ISIS for killing two American soldiers and a civilian U.S. interpreter in the ancient city of Palmyra. Three American military personnel and two members of Syrian security forces were also wounded in the attack, according to American officials and Syrian state media.

No group has claimed responsibility for that attack, though initial assessments suggest it was probably carried out by the Islamic State, according to the Pentagon and American intelligence officials.

Syrian officials said the gunman was a member of the country's security forces who

was slated for dismissal because of his extremist beliefs. The killings exposed persistent weaknesses within Syria's security structure. Some of Mr. Trump's supporters have called for a withdrawal of U.S. troops.

Mr. al-Sharaa and his rebel forces swept to power just over a year ago after toppling Bashar al-Assad, Syria's long-time dictator. The country is dealing with a shattered economy, rising sectarian violence, political instability and the growing threat of terrorism.

Mr. Trump and Mr. al-Sharaa have maintained a warm relationship, even meeting at the White House last month. This past week, Washington repealed a final batch of crippling sanctions on Syria.

After the deadly attack on Americans, Mr. Trump reiterated his support for the Syrian leader.

The United States carried out large-scale attacks against ISIS when Mr. al-Assad still led Syria. Though the group's power has diminished in recent years, largely because of military defeats and loss of territory, it is still present in the remote deserts of central Syria, from where it launches sporadic attacks.

This month, ISIS claimed to have killed four Syrian government officers in the Idlib governorate in the northwest. It also claimed two attacks in the Deir al-Zour governorate in the east, one of which targeted an army vehicle with an explosive device.

This week, the Syrian authorities said they had arrested several people belonging to an ISIS cell in Idlib and a member of the group in the capital, Damascus, who was found with explosive materials and suicide drones.

The U.S. military's Central Command said on Friday that it had carried out over 80 operations in the past six months aimed at neutralizing terrorist operatives in Syria, including the Islamic State.

On Saturday, military analysts were still assessing how the strikes had damaged the group's capabilities.

"The number of strikes shows ISIS' presence remains stronger than previously acknowledged," said Andrew

Tabler, who was the White House's Syria director during Mr. Trump's first administration and is a senior fellow at the Washington Institute for Near East Policy.

Other counterterrorism analysts said they were surprised by, and somewhat suspicious of, the large number of Islamic State targets hit and the attacks' timing.

"Why did we only wait until after three Americans were killed?" said Colin P. Clarke, executive director of the Soufan Center, an intelligence and consulting firm. "It's leading many to be skeptical of the U.S. response, with some calling it performative."



21 december 2025

Syria presses ahead with anti-ISIS crackdown after US strikes

Syria's interior ministry announced on Sunday that it had dismantled an Islamic State (ISIS) cell in Damascus countryside, arresting its leader and several members. The operation comes a day after the United States carried out tens of airstrikes on ISIS positions in Syria in response to the killing of three Americans earlier this month.

In a statement on X, the ministry quoted Brigadier General Ahmed al-Dalati, head of internal security in the Damascus countryside, saying that "specialized units from internal security, in cooperation with the General Intelligence Service, conducted a precise security operation in the Daraya area," southwest of Damascus.

Dalati added that the operation led to the "complete dismantling of the terrorist cell, the arrest of its leader and six members, and the seizure of weapons and ammunition intended for their terrorist activities."

He further emphasized that the operation is "part of an ongoing strategy to cut off sources of terrorism, prevent threats to community security, and achieve peace and stability."

Syria in late November became the 90th country to join the US-led Global Coalition to Defeat ISIS. Since then, its security forces have ramped up efforts to eliminate ISIS remnants, particularly in and around the capital, Damascus.

On Wednesday, Syrian security forces raided an ISIS hideout in the Dummar neighborhood, in northwestern Damascus, seizing improvised explosive devices (IEDs) and "suicide drones," the interior ministry said in a previous statement.

A day earlier, Syrian internal security forces dismantled an ISIS cell responsible for "multiple attacks on security and military patrols across Idlib and Aleppo provinces in northwestern and northern Syria," respectively, the same ministry relayed.

The intensified crackdown comes days after two US soldiers and an interpreter were killed in an ambush in Tadmur (Palmyra), in central Homs province, in mid-December.

Three other American troops and two members of Syria's security forces were wounded, according to the Pentagon and Syrian state media.

Following the attack, US President Donald Trump accused ISIS of carrying out the attack "against the US and Syria," vowing a "very serious retaliation."

On Saturday, "U.S. and Jordanian forces struck over 70 ISIS targets across central Syria with over 100 precision munitions," targeting hideouts, infrastructure, and weapons sites, the US Central Command (CENTCOM) said in a statement on X.

President Trump described the operation as a "massive strike" aimed at preventing

ISIS from regrouping. "We hit them hard," he said. "It was very successful and precise. We hit every site flawlessly and are restoring peace through strength all over the

world." Although ISIS was declared territorially defeated in Syria in 2019, the group continues to exploit instability following the fall of longtime dictator

Bashar al-Assad's regime.

Over the past six months, US and partner forces have conducted more than 80 operations in Syria to eliminate

militants posing a direct threat to US and regional security, CENTCOM Commander Admiral Brad Cooper confirmed in mid-December.



21 December, 2025

Iraq warns tribal conflicts and 'Degga' to be prosecuted under anti-terrorism law

Iraq's interior ministry on Sunday issued a stern warning against tribal conflicts and the practice known as "Degga" - a violent summon used to settle disputes - reaffirming that such acts are prosecuted under the country's stringent anti-terrorism laws, state media reported.

The state-run Iraqi News Agency (INA) quoted interior ministry Spokesperson Colonel Abbas al-Bahadli as describing tribal disputes as a "negative and uncivilized" phenomenon that undermines "societal peace and security" and is "rejected in all its forms."

Bahadli said Iraqi security forces "are actively working to combat tribal conflicts, including what is known as the tribal Degga, emphasizing close coordination with the judiciary." He cautioned that such acts are now categorized under Article 4 of Iraq's Anti-Terrorism Law No. 13 of 2005.

Traditionally, the Degga was a tribal custom used to signal the need to re-

solve disputes. In recent years, however, it has increasingly taken a violent form, with members of an aggrieved tribe gathering outside a rival's home and firing weapons into the air. While not intended to kill, the act serves as an intimidation tactic demanding negotiations with tribal elders.

Article 4 of the Anti-Terrorism Law stipulates that anyone who intentionally conceals a terrorist act or provides shelter to a terrorist for the purpose of covering it up shall be sentenced to life imprisonment.

In 2018, Iraq's Supreme Judicial Council ruled that Degga constitutes a terrorist act, as it is intended to spread fear and panic, involves violence or threats that endanger lives or property, and undermines societal security and stability.

The interior ministry spokesperson reaffirmed on Sunday that "anyone apprehended" for participating in tribal disputes or in the Degga, "is referred to the

judiciary, which has the final rule under the law."

Bahadi emphasized that "no weapons should exist outside the control of the state, and no customs or regulations may be applied other than the laws currently in force." He further urged Iraqi tribal leaders and members to "comply with the law" and "report anyone attempting to destabilize social peace and security" to "refrain from reacting violently to conflicts through the use of weapons."

Tribal disputes are a common phenomenon in Iraq, particularly in the country's southern provinces and the capital Baghdad, where such conflicts often turn deadly and require military intervention. These clashes typically involve light and medium weapons and, in some cases, even mortar shells.

In mid-November seven people [were killed](#) and six injured in a tribal clash in the southeastern Maysan province. The previous month, Iraqi authorities [ar-](#)

[ested](#) more than two dozen individuals involved in tribal clashes that shook the southern Dhi Qar province.

Earlier, in early September, four people - including two police officers and two armed men - were killed in a tribal dispute in Baghdad's eastern Rusafa district.

Tribal violence is often rooted in longstanding disputes over agricultural land, water resources, and control of border crossings. These conflicts are further exacerbated by the widespread availability of weapons, many of which originate from military stockpiles of the former regime of Iraqi dictator Saddam Hussein as well as various paramilitary groups.

Moreover, tribal conflicts have grown increasingly complex in recent years, with political parties allegedly shielding their tribal affiliates, further hindering government efforts to enforce the rule of law.



Dec.21, 2025

SDF captures senior ISIS cell leader in eastern Deir ez-Zor

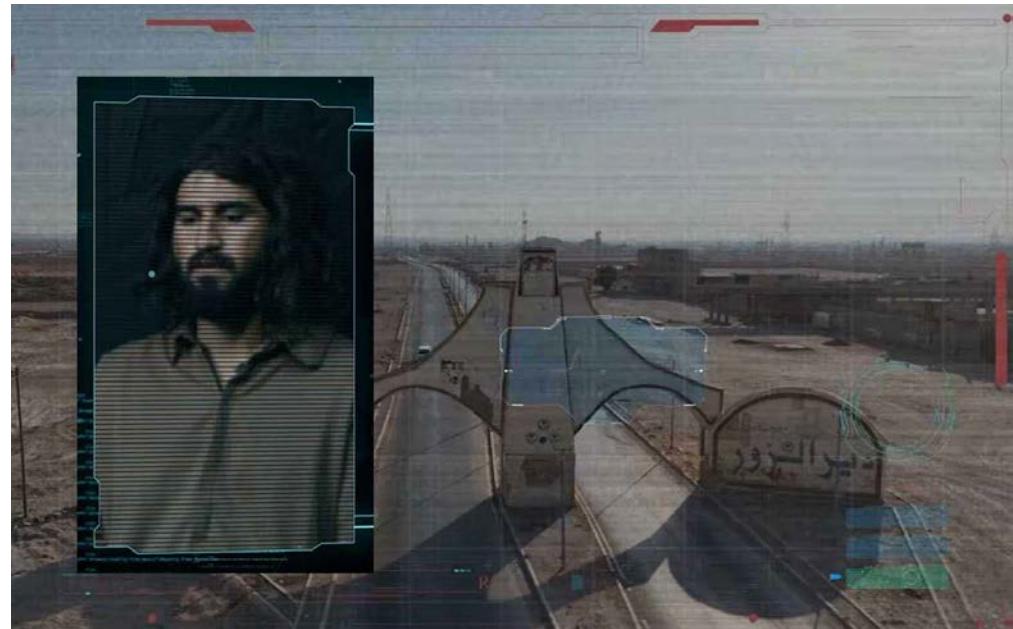
ERBIL, Kurdistan Region - The Syrian Democratic Forces (SDF) said Sunday their elite units captured an Islamic State (ISIS) cell leader and arms facilitator in eastern Deir ez-Zor province. The Kurdish-led forces also released confessions from the senior operative, who admitted involvement in more than two dozen "terrorist operations" targeting both Kurdish-led forces and civilians.

In a statement, the SDF said its Military Operations Teams (TOL) conducted "a precise and well-planned security operation" on December 7, capturing "one of the most dangerous leaders" of ISIS cells, Saher Ahmed al-Khalaf al-Abdullah, who was "responsible for supplying weapons, ammunition, and improvised explosive devices [IEDs]" to the extremist group.

Of note, the SDF serves as the de facto military force in northeast Syria (Rojava) and the main on-the-ground partner of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS. Meanwhile, the TOL units specialize in counterterrorism raids and other special operations.

The SDF further released confessions of Abdullah who admitted to participating directly in seven out of twenty attacks carried out by his cell.

The assaults included targeting the SDF-affiliated Internal Security Forces (Asayish) with an explosive device that



Saher Ahmed al-Khalaf al-Abdullah, senior Islamic State (ISIS) cell leader. Graphic: SDF media

killed two members, as well as carrying out multiple attacks on military vehicles using IEDs and machine gun fire in Deir ez-Zor. He also admitted to attacking a civilian home after the owner refused to pay a tax to ISIS.

The senior ISIS operative further detailed how his cell-members "avoided carrying phones during operations to prevent interception" but would "document attacks and send recordings to their handlers for payment."

Abdullah added that the cell would "meet in major cities to evade detection" and store weapons, ammunition, and improvised explosive devices (IEDs) at his home. Members would cross into the eastern

Euphrates region - widely known as al-Jazira, which is under SDF control - "disguised as civilians." He would then smuggle arms in "camouflage shipments," concealing them among vegetables or clothing, for use in launching attacks.

The SDF stated that releasing these confessions serves the public's "right to know the truth" and sends a clear message that "no ISIS member will escape the grip of justice."

"Our forces will continue to dismantle terrorist cells and dry up their sources of support to maintain the security of our citizens and the stability of the region," the Kurdish-led forces said.

The development follows last week's announcement by the SDF that its TOL units had dismantled an ISIS cell in a preemptive operation in Deir ez-Zor, arresting four key operatives.

Although ISIS was declared territorially defeated in Syria in 2019, the group has continued to exploit the instability that followed the fall of long-time dictator Bashar al-Assad's regime. Since then, Deir ez-Zor has become a key hotspot for ISIS insurgency.

The SDF and its affiliates remain actively engaged in counterterrorism operations to prevent the group from regaining a foothold.

22 décembre 2025

Syrie : des affrontements entre forces kurdes et gouvernementales font plusieurs morts à Alep

Nouveau regain de violences à Alep, [après celles d'octobre](#). Des affrontements meurtriers entre forces kurdes et gouvernementales syriennes ont éclaté, lundi 22 décembre, dans la ville du nord de la Syrie, au moment où les deux parties sont censées mettre en œuvre un accord sur l'intégration des institutions de cette importante minorité au sein du pouvoir central. Dans la soirée, les belligérants ont appelé leurs forces à cesser les hostilités, tout en se rejetant mutuellement la responsabilité des attaques.

Selon l'agence officielle Sana, «deux civils ont été tués et huit autres blessés dans des tirs de mortiers et de roquettes» des Forces démocratiques syriennes (FDS), à majorité kurde, sur la deuxième ville syrienne.

De leur côté, les puissantes FDS, bras armé de l'administration kurde autonome dans la région, ont affirmé qu'une femme de 57 ans avait été tuée et 17 civils blessés dans une attaque menée par «des combattants de factions gouvernementales» au moyen d'armes lourdes.

Les affrontements se sont déroulés dans les quartiers d'Alep de Cheikh Maqsoud et d'Achrafieh, tenus par des unités kurdes locales, où deux civils avaient déjà été tués en octobre dans des combats entre les deux forces belligérantes, avant un cessez-le-feu.

Les négociations sur un accord d'intégration des kurdes dans les institutions piétinent



Depuis la chute en décembre 2024 de l'ex-président Bachar al-Assad, renversé par l'ancien jihadiste Ahmed al-Charaa, devenu chef de l'État intérimaire, Alep est passé sous le contrôle des nouvelles autorités syriennes.

À lire aussi [Quel bilan pour Ahmed al-Charaa, un an après la chute d'Assad en Syrie ?](#)

Mais les quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh sont restés sous le contrôle d'unités kurdes liées aux FDS et à leurs forces de sécurité, les Assayich, malgré un accord de retrait conclu en avril.

Ce regain de tensions survient alors que les négociations patinent pour appliquer d'ici au 31 décembre un accord d'intégration des forces kurdes civiles et militaires dans les institutions nationales.

Ces affrontements ont éclaté le jour de la visite en Syrie du

chef de la diplomatie turc Hakan Fidan, proche des nouvelles autorités syriennes, au cours de laquelle il a exhorté les Kurdes à ne pas faire «obstacle à la stabilité du pays». Il avait déjà mis en garde la semaine dernière les FDS, estimant que les partenaires de l'accord «perdaient patience».

«Il est important que les FDS s'intègrent dans l'administration syrienne par le dialogue et la réconciliation, de manière transparente, et qu'elles n'agissent plus comme un obstacle à l'intégrité territoriale syrienne et à la stabilité à long terme», a lancé lundi Hakan Fidan lors d'une conférence de presse avec son homologue syrien Assad al-Shabani.

Ce dernier a annoncé, de son côté, que ses services avaient reçu une réponse des FDS sur une proposition d'intégration dans l'armée syrienne. «Nous étudions cette réponse et la façon dont elle va dans le sens

de l'intérêt national et d'un territoire syrien uniifié», a-t-il dit.

«La stabilité en Syrie est importante pour celle de la Turquie»

La Turquie partage 900 kilomètres de frontière avec la Syrie et a lancé entre 2016 et 2019 trois offensives dans le nord du pays contre les combattants kurdes syriens et le groupe jihadiste État islamique.

La permanence des combattants kurdes des FDS à sa frontière est considérée comme une menace par Ankara.

Les Kurdes, importante minorité ethnique, contrôlent de vastes étendues du nord-est de la Syrie riches en pétrole et en blé.

Les Observateurs À Raqqa, les Kurdes interdisent de célébrer l'anniversaire de la chute du régime al-Assad

Soutenues par les États-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre l'organisation jihadiste État islamique, défait en Syrie en 2019.

«La stabilité en Syrie est importante pour celle de la Turquie», a insisté Hakan Fidan, accompagné du ministre turc de la Défense Yasar Güler.

Les deux dirigeants turcs ont rencontré au cours de leur visite le président al-Chareh, avec qui ils ont évoqué des questions régionales et la lutte contre le

terrorisme et la résurgence du groupe État islamique en Syrie.

Le Monde

Nicolas Bourcier
22 décembre 2025

En Turquie, derrière la disgrâce d'un présentateur vedette, les luttes intestines du pouvoir

L'influent animateur de télévision Mehmet Akif Ersoy a été arrêté dans le cadre d'une enquête pour trafic de drogue et placé en détention provisoire.

Difficile de détourner les yeux des prétoires turcs. A chaque audience son lot de surprises, d'incompréhensions ou d'affligeantes dérives en matière de droits. Quiconque s'est assis un jour dans un de ces tribunaux à la froideur lisse et bureaucratique sait à quel point le théâtre judiciaire à Istanbul ou Ankara n'est pas une chronique ordinaire. Mais voilà que depuis un peu plus d'une semaine, une vague de mises en examen suscite un émoi tout particulier.

L'arrestation la plus marquante est sans conteste celle de Mehmet Akif Ersoy, probablement l'animateur de télévision le plus influent du pouvoir en place. Il est accusé par le parquet d'*« usage de stupéfiants »* et d'avoir facilité des rencontres en vue d'obtenir un *« bénéfice financier et sexuel »*. Depuis sa déposition devant le procureur, plusieurs témoignages de harcèlement et d'agressions sexuelles sont venus s'ajouter au dossier.

L'affaire sort du lot. Elle vise non seulement une personnalité riche et influente, ce qui en soi est déjà rare, mais elle offre surtout un aperçu des luttes intestines au sein de l'élite islamiste du régime, dans ce qui s'apparente à une guerre de succession au plus haut sommet de l'Etat.



Mehmet Akif Ersoy dans son émission sur la chaîne de télévision Habertürk, en novembre 2025. CAPTURE ÉCRAN INSTAGRAM@MAERSOY

Mehmet Akif Ersoy était connu pour sa proximité avec les cercles rapprochés du président Recep Tayyip Erdogan, qui l'invitait régulièrement à bord de ses avions. Sa carrière était flamboyante et encore en pleine ascension. Agé d'à peine 40 ans, il était rédacteur en chef de la chaîne progouvernementale Habertürk, l'un des diffuseurs d'information en continu les plus connus du pays. Quelques jours avant son arrestation, le 9 décembre, il avait réalisé une interview avec Ömer Celik, le porte-parole du Parti de la justice et

du développement, l'AKP, la formation au pouvoir depuis 2002. Son deuxième entretien avec lui en moins de six mois.

Ce placement en détention provisoire fait suite aux aveux d'un présumé *« dealer de drogue célèbre »* incarcéré. S'ensuivirent des allégations d'avances sexuelles envers des présentatrices de télévision. Sept personnes, tous membres de son équipe, ont été arrêtées. Dans sa première déclaration, Mehmet Akif Ersoy a nié les accusations, qualifiant son arresta-

tion d'*« opération politique »*. Une hypothèse reprise par nombre de commentateurs, mais qu'il pondérera par la suite en expliquant avoir été mal compris. Selon plusieurs rapports, le test de dépistage de drogues effectué par l'Institut de médecine légale sur le journaliste a révélé qu'il était positif à la cocaïne.

« Incroyablement charismatique »

Mehmet Akif est le fils de Nadir Ersoy, ancienne figure importante de Selam Tevhid, une organisation islamiste ra-

dicale apparue en Turquie dans les années 1990 et liée étroitement aux réseaux djihadistes transnationaux, notamment iraniens. Son père rêvait d'ailleurs d'organiser une révolution à l'iranienne. A la naissance de son fils, il opta pour le prénom de... Mehmet Akif, en hommage à Mehmet Akif Ersoy, le poète islamiste choisi par Mustafa Kemal Atatürk pour composer l'hymne national turc.

Le jeune Mehmet passe une partie de son enfance en Syrie, où il apprend l'arabe. Très vite, il perçoit dans le métier. Comptant parmi les rares journalistes turcs arabophones, il suit les soulèvements populaires à travers toute la région pour la chaîne publique TRT. Il se fait un nom pour avoir été la dernière personne à interviewer Kadhafi avant sa mort, en 2012.

Le journaliste Selim Koru, fin observateur de la vie politique turque, se souvient : « J'ai passé une semaine avec lui en 2013, en Egypte, durant le bref règne des Frères musulmans. Il était chef du bureau de TRT

au Caire. Je l'ai trouvé très intelligent et talentueux. Il était incroyablement charismatique et entouré d'une foule de jeunes gens. »

De retour en Turquie, en 2015, Ersoy devient conseiller spécial de Mehmet Görmez, alors à la tête du Diyanet, la plus haute autorité religieuse du pays. L'année suivante, il est nommé rédacteur en chef du magazine *Foreign Policy*. Il quitte Ankara pour Istanbul, où il intègre Habertürk. La chaîne, tout comme ses principales rivales, a depuis longtemps été sérieusement reprise en main par l'AKP. A peine sept ans après son arrivée, le reporter Ersoy y accède au poste de rédacteur en chef, couronnant ainsi une ascension soigneusement orchestrée au sein de l'écosystème médiatique progouvernemental turc.

Jeté en pâture

Surnommé le « prince des médias » du palais présidentiel, il révélait régulièrement les affaires gouvernementales les plus importantes. Mehmet Akif Ersoy était en

première ligne sur les questions d'ordre moral. Habile dans sa défense du pouvoir, pour lequel il n'a jamais cherché à dissimuler sa proximité, il était surtout implacable envers les opposants. Encore récemment, il avait commencé à animer son propre talk-show en fin de soirée. Parfois, la presse people se chargeait de détailler ses virées nocturnes stambouliotes. Comme tant d'autres figures du petit écran.

Alors pourquoi un tel scandale soudainement jeté en pâture à l'opinion publique ? Les commentaires ont immédiatement convergé pour dire qu'il fallait bien sûr chercher du côté du palais. La conduite d'Ersoy a pu être tellement répréhensible que les plus hauts cercles du pouvoir ont décidé d'en faire un exemple, une manière de dire que personne n'est intouchable.

Et puis, il a été rappelé que le rédacteur en chef d'Habertürk était réputé particulièrement proche de l'ancien chef du renseignement et actuel ministre des affaires étran-

gères, Hakan Fidan. L'arrestation s'inscrirait ainsi dans une stratégie plus large visant à réduire l'influence de ce dernier à un moment où Ankara bruisse de rumeurs sur l'après-Erdogan. A lire les articles particulièrement à charge du quotidien pro-gouvernemental *Sabah*, contrôlé par les frères Albayrak, dont l'un est le gendre du président et ancien ministre des finances, on se dit même que la bataille fait rage.

C'est après la publication d'un de ces articles que Furkan Torlak, mentionné dans « L'enquête Mehmet Akif Ersoy », a démissionné de son poste de « coordinateur de la lutte contre la désinformation » auprès de la communication de la présidence. Ami d'enfance d'Ersoy, ancien conseiller auprès de plusieurs ministres, il a expliqué avoir agi pour éviter que l'institution « ne soit mise en cause ». A l'heure de l'écriture de ces lignes, plusieurs médias ont annoncé que de nouvelles révélations embarrassantes seraient imminentes.



Dec. 22, 2025

Aleppo's Kurdish-majority quarters hit by deadly clashes between Damascus, Kurdish forces

At least two persons have been killed and around a dozen others injured in clashes that erupted in northern Aleppo on Monday between the Kurdish-led internal security forces (Asayish) and Damascus-affiliated factions, with both sides blaming each other for the fighting that also forced dozens of families to evacuate their homes.

In a statement on X, the Asayish said that “a checkpoint jointly manned by our forces and the [Damascus-affiliated] General Security Forces at the al-Shihan roundabout in [northern] Aleppo came under an armed attack by factions affiliated with the interim defense ministry, leaving two of our personnel in-

jured with varying degrees of wounds.”

The Asayish added that their forces “managed the situation in a way that upheld the right to self-defense while exercising restraint to prevent escalation and ensuring the safety of civilians.”

Similarly, the Kurdish-led Sy-

rian Democratic Forces (SDF), affiliated with the Asayish, condemned in a statement on X the “attack carried out by factions affiliated with the defense ministry,” calling it “a clear continuation of uncontrolled escalation that threatens the city’s security and civilian lives, and exposes the Damascus government’s inability to control its factions.”

In later updates, the SDF reported that the clashes had spread to additional areas in the Kurdish-majority Sheikh Maqsood and Ashrafiyah neighborhoods in northern Aleppo, with “Damascus-affiliated factions using mortar shells and heavy weapons,” resulting in “the injury of five civilians, including a young girl.”

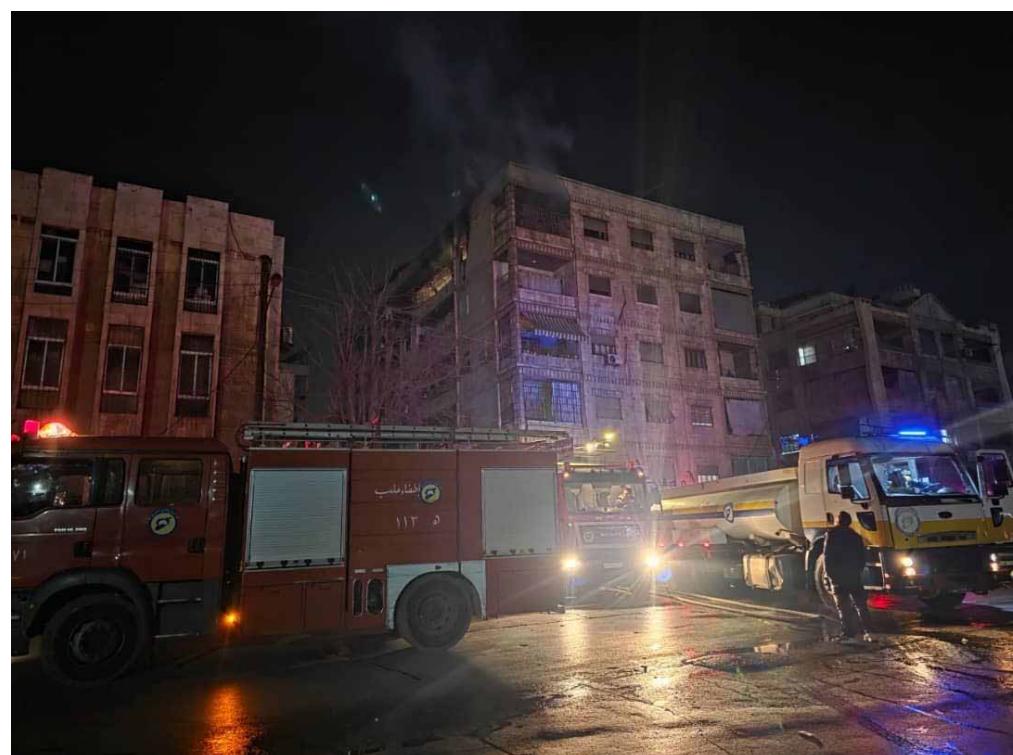
“Residents of the [Sheikh Maqsood and Ashrafiyah] neighborhoods, along with the [Kurdish-led] Internal Security Forces [Asayish], continue to confront this aggression, taking all possible measures to protect themselves and civilian lives,” the SDF added.

The Syrian interior ministry rejected the SDF’s statement, accusing “SDF forces stationed in the Sheikh Maqsood and Ashrafiyah neighborhoods” of “treacherously attacking the internal security forces at the joint checkpoints.”

In a statement on X, the ministry said that the Kurdish-led forces had “suddenly withdrawn” from the joint outposts and “opened fire on the checkpoints, despite the agreements in place.” The statement added that “the attack left one member of the internal security forces and one army soldier injured, along with multiple injuries among civil defense personnel and civilians.”

Similarly, the Syrian defense ministry denied the SDF’s claims, accusing the Kurdish-led forces of launching a “sudden attack” on outposts of the Syrian internal security forces and the Syrian Arab Army in northern Aleppo, “causing casualties among security personnel and army members.”

The ministry added that the Syrian army is “responding to SDF fire targeting civilians’ homes and movements, as well as army and security positions around the Ash-



Syrian civil defense deployed to Aleppo's Kurdish-majority northern quarters amid clashes between the Kurdish-led Internal Security Forces (Asayish) and Damascus-affiliated forces. Photo: Syrian Civil Defense Directorate/X

rafiyah and Sheikh Maqsood neighborhoods” in northern Aleppo.

In a statement on X, Aleppo Governor Azzam al-Ghareeb urged civilians to avoid “areas of engagement” and “refrain from using roads leading to Aleppo city center until further notice.” He also advised residents along the lines of fire to “remain indoors in safe locations, avoid exposing themselves to danger, and seek information only from official and trusted sources.”

“Readiness has been heightened across all specialized directorates - particularly emergency, disaster, health, services, and social affairs - to ensure rapid response and immediate intervention when needed,” Ghareeb added.

Meanwhile, the state-run Syrian Arab News Agency (SANA) claimed that the SDF has been “randomly shelling several neighborhoods in Aleppo, including al-Jamiliyah and al-Suryan [in central and northwest Aleppo, respectively], with mortars and rocket

launchers,” resulting in “the killing of one civilian” and “injuries to several others,” including “two children.”

SANA further said that the SDF reportedly struck al-Razi hospital in Aleppo and caused a wave of displacement from the al-Maydan neighborhoods “due to its targeting of civilian homes with machine guns and mortars.”

The state-run al-Ikhbariya TV also reported that Syrian internal security forces in Aleppo “have cut off all routes leading to the Sheikh Maqsood and Ashrafiyah neighborhoods” while “facilitating the evacuation of residents caught in the clashes and ensuring ambulances can reach the injured.”

The outlet added that one civilian was killed in the Jamiliyah neighborhood allegedly due to being “directly targeted in the head” by the SDF.

Timing and backdrop

The Monday clashes erupted hours after Syrian Foreign

Minister Asaad al-Shaibani accused the Syrian Democratic Forces (SDF) of showing “no initiative or serious will” to implement the March 10 integration agreement. He added that “there has been systematic stalling” by the Kurdish-led forces regarding the accord.

Shaibani noted that “the Syrian defense ministry recently presented a simple proposal to positively advance the integration process,” and that the SDF had “responded [to the proposal] yesterday, and its response is currently under review.”

He emphasized that Syria’s reply would be framed within “a single, unified Syrian territory, without division or any form of partition, and without any administrative arrangements that would undermine Syrian sovereignty.”

Shaibani made the remarks during a joint press conference with his Turkish counterpart, Hakan Fidan, in Damascus.

Fidan stated that his country

"attaches great importance to Syria's stability and is ready to provide all forms of support to achieve it." He emphasized the significance of implementing the March 10 accord, saying it "would be in everyone's interest," while expressing doubts about the SDF's "intention to implement" the landmark deal.

Of note, Fidan had on Thursday hinted that delays in implementing the March accord were testing Ankara's patience, stating, "We hope that issues are resolved through dialogue, negotiation, and peaceful means. We do not want to be forced to resort to

military options again." The clashes also follow warnings from local officials in Sheikh Maqsood and Ashrafiyah, who told Rudaw last week that livelihoods in the Kurdish-majority neighborhoods are "on the verge of a complete halt."

Nouri Sheikho, co-chair of the General Council for the two neighborhoods, said, "A stifling siege has been imposed on the areas since September 24, with the main roads connecting them to other parts of the city closed," and urged "relevant authorities to support residents under these difficult circumstances."

This isn't the first time Sheikh Maqsood and Ashrafiyah have drawn attention over deadly violence.

In early October, the Kurdish-majority quarters saw heavy clashes erupt between Damascus-aligned factions and the Kurdish-led Asayish. The violence followed a crackdown by Syrian government forces that left more than a dozen protesters injured, after authorities closed all seven entrances to the neighborhoods.

The Syrian interior ministry spokesperson, Nour al-Din al-Baba, then told Rudaw the shutdown was due to the

quarters allegedly "turning into hotbeds for assembling remnants of the defunct regime."

Meanwhile, Sheikho warned last week that the continuation of "this siege" on the Kurdish-majority neighborhoods in northern Aleppo could have dire consequences for residents.

He appealed to the Damascus government as well as local and international communities for support and urged the Kurds in Syria and abroad "not to abandon these two neighborhoods amid their plight.



Dec.22, 2025

UN urges 'guns be silenced' after deadly clashes hit Aleppo's Kurdish areas

ERBIL, Kurdistan Region - The United Nations on Monday urged via Rudaw that "guns be silenced" in the Kurdish-majority neighborhoods of northern Aleppo, amid reports of deadly clashes between Damascus forces and the Kurdish-led Internal Security Forces (Asayish). The UN also called for talks between the two sides to resume "for the benefit of all Syrians."

Stephane Dujarric, spokesperson for the UN secretary-general, told Rudaw that the UN has seen "very disturbing reports of increased clashes between the government of Syria's security forces and the [Kurdish-led Syrian Democratic Forces] SDF," noting that "earlier this year we had seen positive signs of discussions between the government and the SDF." Dujarric urged all parties to return to talks "on how to incorporate all of the various armed

groups in Syria into the national framework through a Syrian-led process," adding that "the situation on the ground is fragile in terms of intercommunal dynamics."

"It is important that the guns be silenced and that discussions continue for the benefit of all Syrians, regardless of their religion or ethnicity," the top UN official underlined.

The call came shortly after the SDF reported that «the number of wounded had risen to 17 civilians» and that «a 57-year-old woman had died as a result of rocket and tank shelling by Damascus government factions on the Sheikh Maqsood and Ashrafiyah neighborhoods in Aleppo.»

Dujarric's remarks also followed warnings from the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) that «tanks, mili-

tary vehicles, and heavy weapons belonging to the Syrian transitional government» had been deployed near the Kurdish-majority quarters amid «intense shelling» of the two neighborhoods and a «worsening humanitarian situation.»

SOHR - which relies on a network of local sources inside Syria - also warned that «a complete outage of internet and communication services» had been imposed in Sheikh Maqsood and Ashrafiyah, «coinciding with continued shelling and a heightened security alert, amid fears of further deterioration in the coming hours.

Meanwhile, state-run Syrian Arab News Agency (SANA) reported late on Monday that the Damascus army's General Command had «ordered a halt to the targeting of fire sources belonging to the SDF forces.»

It added that the Syrian army had not advanced into new control points in the Kurdish-majority quarters and had «limited its actions to responding to sources of fire.»

The Asayish were quick to reciprocate, releasing a statement on X shortly after that read, «We have issued directives to our forces to cease responding to attacks by the Damascus government factions, in response to the ongoing de-escalation communications.»

Clashes erupted earlier in the day in Aleppo's Kurdish areas between the Kurdish-led Asayish and Damascus forces and aligned factions, leaving several people dead and more than a dozen others injured, with both sides accusing each other of instigating the fighting.



22 december, 2025

Landmine explosions killed dozen people in Kurdistan Region this year: Official

ERBIL, Kurdistan Region - At least 12 people have been killed and 16 others injured by landmines and explosive remnants of war in the Kurdistan Region since the beginning of this year, the Region's Mine Action Agency (IKMAA) announced.

Head of the IKMAA, Jabar Mustafa, told Rudaw on Monday that a total of 28 people have fallen victim to landmines and unexploded ordnance in 2025, marking a sharp rise compared to the previous year.

«The number of victims this year has doubled compared to last year,» Mustafa said, with threats posed by leftover explosives remaining severe despite ongoing clearance efforts.

Mustafa attributed the increase in the number of casualties to «citizen negligence and fail-

ure to follow our instructions.»

According to figures released by the IKMAA, Sulaimani province recorded the highest number of casualties, with 16 victims - 12 injured and four killed. Erbil province followed with 10 casualties, including six deaths and four injuries. One death was also reported in Duhok province, while another was recorded in Sulaimani's Garmiyan administration.

Providing a breakdown by gender and age, Mustafa noted that men make up the majority of the victims.

«Out of the total, 26 victims are male and only two are female,» he said, adding that «23 of the victims are adults over the age of 18, while five are children under the age of 14.»

The latest figures represent a significant increase from 2024, when landmine explosions caused 11 casualties in the Region, including seven injuries and four deaths.

The announcement comes a day after two separate mine explosions in Sulaimani province injured a shepherd and killed 25 sheep and goats, after one mine detonated among a flock in the Sangasar sub-district of Pishdar district while another exploded near a shepherd in the village of Mergapan.

Mustafa stressed that the problem is longstanding, noting that landmines have claimed thousands of lives over the past decades.

«Since 1992, a total of 13,600 people have become victims of landmines and explosive remnants of war,» he said.

Landmines and unexploded ordnance remain a persistent threat in parts of Iraq and the Kurdistan Region, decades after they were planted during the Iraq-Iran war.

Data from the Directorate of Mine Action at the Iraqi Ministry of Environment show that more than 4,500 square kilometers of land across Iraq and the Kurdistan Region have been cleared of mines since 2003.

However, large areas remain unsafe. Around 2,300 square kilometers of land in Iraq are still contaminated with mines, approximately 200 square kilometers of which lie within the Kurdistan Region, continuing to pose serious risks to civilians.

Le Monde

avec AFP
23 décembre 2025

Syrie : à Alep, au moins trois civils tués dans de nouveaux affrontements entre le gouvernement et les forces kurdes

Ces heurts surviennent en pleine visite du chef de la diplomatie turc, proche des nouvelles autorités syriennes, et alors qu'une intégration des forces kurdes civiles et militaires dans les institutions nationales est en discussion.

Des affrontements meurtriers entre forces kurdes et forces gouvernementales syriennes ont éclaté, lundi 22 décembre, à Alep, dans le

nord de la Syrie, alors que les deux parties sont censées mettre en œuvre un accord sur l'intégration des institutions de cette importante minorité au sein du pouvoir

central. Dans la soirée, les belligérants ont appelé à cesser les hostilités, tout en se rejettant mutuellement la responsabilité des attaques.

Selon l'agence officielle SANA, «deux civils ont été tués et huit autres ont été blessés dans des tirs de mortiers et de roquettes» des Forces démocratiques sy-

riennes (FDS), à majorité kurde, dans la deuxième ville syrienne. Les puissantes FDS, bras armé de l'administration kurde autonome dans la région, ont affirmé qu'une femme de 57 ans avait été tuée et que 17 civils avaient été blessés dans une attaque menée par « *des combattants de factions gouvernementales* » au moyen d'armes lourdes.

Les affrontements se sont déroulés dans les quartiers de Cheikh-Maqsoud et Achrafieh, tenus par des unités kurdes locales, où **deux civils avaient déjà été tués en octobre dans des combats** entre les deux forces combattantes, avant un cessez-le-feu.

Depuis la chute en décembre 2024 de l'ex-président Bachar Al-Assad, renversé par l'ancien djihadiste Ahmed Al-Charaa, devenu chef de l'Etat intérimaire, Alep est passée sous le contrôle des nouvelles autorités syriennes. Les quartiers de Cheikh-Maq-soud et Achrafieh sont restés sous le contrôle d'unités kurdes liées aux FDS et à leurs forces de sécurité, les Asayiches, malgré un accord de retrait conclu en avril.

Un accord au point mort

Ce regain de tension survient alors que les négociations patinent pour appliquer d'ici au 31 décembre un accord d'intégration des forces kurdes civiles et militaires dans les institutions nationales. Ces affrontements ont éclaté le jour de la visite en



Dans un hôpital d'Alep (Syrie), après des affrontements entre les forces gouvernementales et les Forces démocratiques syriennes dirigées par les Kurdes, le 22 décembre 2025. KARAM ALMASRI/REUTERS

Syrie du chef de la diplomatie turc, Hakan Fidan, proche des nouvelles autorités syriennes, au cours de laquelle il a exhorté les Kurdes à ne pas faire « *obstacle à la stabilité du pays* ».

Il avait déjà mis en garde, la semaine dernière, les FDS, estimant que les partenaires de l'accord « *perdaient patience* ». « *Il est important que les FDS s'intègrent dans l'administration syrienne par le dialogue et la réconciliation, de manière transparente, et qu'elles n'agissent plus comme un obstacle à l'intégrité territoriale syrienne et à la stabilité à long terme* », a lancé, lundi, M. Fidan lors d'une conférence de presse avec son homologue syrien, Assad Hassan Al-Chibani.

Ce dernier a annoncé que ses services avaient reçu une réponse des FDS sur une proposition d'intégration dans l'armée syrienne. « *Nous étudions cette réponse et la façon dont elle va dans le sens de l'intérêt national et d'un territoire syrien uniifié* », a-t-il dit.

Menace pour Ankara

La Turquie partage 900 kilomètres de frontière avec la Syrie et a lancé, entre 2016 et 2019, trois offensives dans le nord du pays contre les combattants kurdes syriens et le groupe djihadiste Etat islamique (EI).

La permanence des combattants kurdes des FDS à sa frontière est considérée

comme une menace par Ankara. Les Kurdes, importante minorité ethnique, contrôlent de vastes étendues du nord-est de la Syrie riches en pétrole et en blé. Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI, défait en Syrie en 2019.

« *La stabilité en Syrie est importante pour celle de la Turquie* », a insisté M. Fidan, accompagné du ministre de la défense turc, Yasar Güler. Les deux dirigeants turcs ont rencontré le président Al-Charaa, avec qui ils ont évoqué des questions régionales et la lutte contre le terrorisme et la résurgence de l'EI en Syrie.



Dec.23, 2025

Iraq arrests four ‘internationally wanted’ suspects, seizes Captagon cache in Syria-coordinated bust

Iraq's interior ministry announced that it had arrested four “internationally wanted” suspects and seized 200,000 Captagon pills during a joint security operation carried out in coordination with Syria.

In a Monday statement, the General Directorate for Narcotics and Psychotropic Substances Affairs - an affiliate of the interior ministry - said the operation was conducted in cooperation with Iraq's National Intelligence Service (INIS) and resulted in the arrest of “four internationally wanted individuals” and “the confiscation of 200,000 Captagon-type narcotic pills.”

The Directorate confirmed that the operation “was carried out in coordination with the Syrian Arab Republic.”

Speaking at a press conference, Directorate Spokesperson Ziad al-Qaisi said Monday that the operation was conducted under the direct instructions of Interior Minister Abdul Amir al-Shammary and reflected “continuous cooperation between Iraq and Syria.”

Qaisi explained that Iraqi authorities had provided Syrian counterparts with “accurate security and intelligence information” that contributed to the operation’s success. He added that the seized narcotics were confiscated and the suspects were referred to the Iraqi judiciary.

“These operations reflect the level of cooperation between the two countries,” he stressed.

Captagon, a powerful am-

phetamine, has long posed a major security and public health concern across the Middle East.

Under the rule of toppled Syrian dictator Bashar al-Assad, Syria was widely recognized as a major hub for Captagon production and distribution. The trade became a political and economic tool for the Assad regime, with many analysts pointing to Maher al-Assad, the ousted president’s brother, as a key figure behind the industry.

In late October, Syrian state media reported that the country’s anti-narcotics forces had seized some 11 million Captagon pills trafficked from neighboring Lebanon.

Meanwhile, Iraqi authorities have in recent years intensi-

fied their campaign against drug trafficking, as the country - once primarily a transit route - has increasingly become a destination for narcotics consumption.

In late November, Baghdad’s interior ministry said authorities dismantled more than 1,200 drug trafficking and promotion networks over the past three years, including 171 international groups. It further reported seizing more than 14 tons of narcotics and issuing over 2,300 drug-related court sentences, including 300 death penalties.

Around mid-August, the interior ministry said Iraq had emerged as a “regional leader” in counter-narcotics efforts, citing its role in providing intelligence on international drug trafficking networks.

Le Monde

avec AFP
26/12/2025

Syrie : une explosion dans une mosquée de Homs fait au moins huit morts, un groupuscule djihadiste sunnite revendique l’attaque

La ville, à majorité sunnite, compte plusieurs quartiers habités par la minorité alaouite, dont est issu l’ancien président Bachar Al-Assad.

Une explosion s'est produite, vendredi 26 décembre, à l'intérieur d'une mosquée située dans un secteur de la minorité alaouite à

Homs, dans le centre de la Syrie, faisant au moins huit morts et 18 blessés, selon un bilan provisoire communiqué par les autorités.

Quelques heures après, un groupuscule djihadiste sunnite du nom de Saraya Ansar Al-Sunna a revendiqué l'attaque. Ses combattants « ont fait exploser

plusieurs engins », a écrit le groupe sur Telegram, jurant de poursuivre les attaques ciblant « les infidèles ». Il s'agit du deuxième attentat de ce

type dans un lieu de culte fréquenté par des minorités depuis qu'une coalition de groupes islamistes a pris le pouvoir il y a un an en Syrie. Cette faction avait déjà revendiqué un attentat-suicide contre une église orthodoxe de Damas en juin 2025.

« Une explosion terroriste a visé la mosquée Ali-Abi-Taleb pendant la prière du vendredi dans la rue Al-Khadri, dans le quartier de Wadi Al-Dahab, à Homs », avait rapporté le ministère de l'intérieur dans un communiqué. L'attaque constitue « une tentative désespérée » de déstabiliser le pays et « de semer le chaos », avait affirmé le ministère des affaires étrangères, en promettant de « combattre le terrorisme sous toutes ses formes ».

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, « condamne sans équivoque » cet attentat et « réaffirme que les attaques contre les civils et les lieux de culte sont inacceptables. Il souligne que les responsables doivent être identifiés et traduits en justice », a déclaré le porte-parole Stéphane Dujarric.

« Cet acte terroriste abject, à l'instar de celui qui avait ciblé l'église Mar Elias à Damas en juin dernier, s'inscrit dans une



A la suite de l'explosion survenue à l'intérieur d'une mosquée de Homs, en Syrie, le 26 décembre 2025.
SANA/AFP

stratégie délibérée visant à déstabiliser la Syrie et les autorités de transition, a réagi le ministère des affaires étrangères français dans un communiqué.

Plus de 1 700 victimes selon l'OSDH

Un habitant du quartier, qui a demandé à rester anonyme, a raconté à l'AFP que des personnes « avaient entendu une forte explosion » et que le « chaos et la panique » s'étaient emparés du quartier. « Personne n'ose quitter sa maison », a-t-il ajouté.

L'agence officielle SANA a publié des images dans la

mosquée, dont l'une montre un trou dans un mur. De la fumée noire recouvre une partie de l'édifice. Des tapis et des livres sont épargnés au sol. La ville de Homs, à majorité sunnite, compte plusieurs quartiers habités par la minorité alaouite. C'est de cette minorité musulmane qu'est issu l'ancien président Bachar Al-Assad, renversé en décembre 2024 par une coalition de groupes rebelles islamistes sunnites dirigée par Ahmed Al-Charaa, aujourd'hui président par intérim.

Depuis, cette communauté a fait l'objet d'attaques. Selon une commission d'enquête na-

tionale, au moins 1 426 de ses membres avaient été tués au cours d'affrontements en mars entre les forces de sécurité et des hommes fidèles à Bachar Al-Assad dans l'ouest du pays. L'OSDH a estimé le bilan à plus de 1 700 victimes, essentiellement des alaouites.

Des affrontements entre les forces de sécurité syriennes et des anciens membres des forces du régime de Bachar Al-Assad ont fait trois morts en périphérie de la ville de Jablé, dans l'ouest de la Syrie, a annoncé la télévision d'Etat syrienne, mercredi.

En Syrie, trois morts après une manifestation alaouite dispersée par les forces de l'ordre

Des milliers de Syriens alaouites ont participé, dimanche, à des manifestations dans plusieurs villes pour réclamer la fin des violences à la suite de l'attaque meurtrière d'une mosquée de cette communauté musulmane minoritaire dans le pays survenue à Homs vendredi.

Au moins trois personnes ont été tuées, dimanche 28 décembre, en Syrie, où des milliers d'alaouites ont manifesté dans plusieurs villes à la suite d'une attaque meurtrière ayant visé cette minorité musulmane.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une organisation non gouvernementale (ONG) établie au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie, les forces de l'ordre ont tué deux personnes en dispersant une manifestation dans la ville côtière de Lattaquié, dans l'ouest du pays. Un hôpital de la zone a reçu deux corps, a confirmé à l'Agence France-Presse (AFP) une source médicale. L'agence officielle SANA, citant les services de santé, a ensuite donné un bilan de « trois morts et 60 blessés ».

Les autorités n'ont pas confirmé avoir ouvert le feu sur des manifestants, mais elles ont dit avoir « maîtrisé la situation » et

accusé des partisans de l'ancien président Bachar Al-Assad d'avoir attaqué les forces de sécurité.

« Nos forces de sécurité et les manifestants ont été la cible de tirs d'origine inconnue », a déclaré le général Abdel Aziz Al-Ahmad, chef de la sécurité dans la région. Des correspondants de l'AFP ont vu des policiers intervenir en tirant des coups de feu en l'air, pour tenter de ramener le calme.

Des milliers de Syriens alaouites ont participé, dimanche, à des manifestations dans plusieurs villes pour réclamer la fin des violences à la suite de l'attaque meurtrière d'une mosquée de cette communauté musulmane minoritaire dans le pays.

Un rassemblement s'est tenu dans le quartier Wadi Al-Dahab, à Homs, où l'attentat a eu lieu vendredi pendant la prière, faisant huit morts. Saraya Ansar Al-Sounna, un groupuscule extrémiste sunnite peu connu, a revendiqué l'attentat de vendredi sur

Telegram, jurant de poursuivre les attaques ciblant « les infidèles et les apostats ».

La communauté alaouite (une branche de l'islam chiite), dont est issu le président déchu Bachar Al-Assad, est la cible d'attaques depuis qu'une coalition islamiste a pris le pouvoir à Damas, à la fin de 2024.

Des incidents à Homs et Lattaquié

Les manifestations ont été marquées par des incidents avec des partisans du pouvoir à Homs et dans la ville côtière de Lattaquié, a constaté un correspondant de l'AFP, qui a entendu des coups de feu. Plus tôt dans la journée, l'OSDH avait déjà fait état de plusieurs blessés.

Samedi, le dignitaire Ghazal Ghazal, président du Conseil islamique alaouite en Syrie et à l'étranger, avait appelé à « montrer au monde que la communauté alaouite ne pouvait pas être humiliée ou marginalisée ». « Nous ne

voulons pas d'une guerre civile, nous voulons un fédéralisme politique. Nous ne voulons pas de votre terrorisme. Nous voulons décider de notre propre destin », avait-il commenté dans un message vidéo publié sur Facebook.

Son visage s'affichait dimanche sur des photos brandies par la foule, qui a entonné des chants appelant à davantage d'autonomie.

En mars, des massacres sur le littoral avaient fait plus de 1 700 morts, essentiellement des alaouites, après des affrontements entre forces de sécurité et partisans de Bachar Al-Assad, selon l'OSDH. Une commission nationale d'enquête avait recensé au moins 1 426 morts, pour la plupart des civils.

Des milliers de personnes avaient déjà défilé à la fin de novembre dans plusieurs villes de la côte syrienne pour dénoncer des violences contre les alaouites, fortement implantés dans cette région.

Une fresque paléochrétienne représentant Jésus en Bon Pasteur découverte en Turquie

Un mois après la venue du pape Léon XIV, les autorités turques ont annoncé la mise au jour à Iznik, en Anatolie, d'une représentation du Christ dans un caveau funéraire très bien conservé.

La poussière est à peine retombée à Iznik (Turquie), où le pape Léon XIV avait choisi de se rendre fin novembre pour son premier voyage apostolique, que d'autres vents se lèvent. Accompagné d'une cohorte de journalistes, le pontife romain était venu dans cette petite ville paisible, autrefois appelée Nicée, devant les ruines d'une basilique découverte en 2014. Il y a mille sept cents ans, l'empereur romain Constantin y avait réuni les patriarches chrétiens en concile pour définir le fondement des croyances des adeptes de cette religion née moins de trois siècles plus tôt : le Credo.

C'était en l'an 325, une époque et une région mouvementées. L'Empire romain y était en crise et Byzance, située à deux jours de marche, n'était pas encore une capitale, mais déjà un formidable carrefour humain et civilisationnel entre l'Asie et l'Europe.

A peine un mois après la prière œcuménique du chef de l'Eglise catholique célébrée au bord du lac d'Iznik, les autorités ont annoncé une autre trouvaille archéologique rare, aussi unique qu'inattendue, située à cinq minutes

en voiture : une fresque peinte dans un style romain, représentant Jésus en Bon Pasteur dans un caveau funéraire, sous terre et extrêmement bien conservé.

Cette scène de chrétienté dite « primitive » remonte, d'après les premières expertises, à plusieurs décennies avant ce concile de Nicée. Il s'agirait du seul exemple connu de ce type de représentation identifié à ce jour en Anatolie. Une découverte perçue par les chercheurs comme majeure pour l'archéologie, puisqu'elle vient non seulement éclairer sous un jour nouveau l'iconographie paléochrétienne de cette région considérée comme le second berceau du christianisme, après Jérusalem, mais vient aussi figer sur ses murs le processus de transition du monde païen romain vers le christianisme.

Seule l'Italie offrait jusqu'à pareil ensemble représentatif d'iconographie christique. Des sculptures de Jésus issues de cette période ont bien été trouvées dans le sud de la Turquie, près de l'ancienne ville d'Antioche, aujourd'hui Antakya, mais pas de peinture de cet ordre.

Éclat des peintures

Située légèrement en surplomb d'Iznik, la sépulture fait partie de ce que l'on appelle, ici, la « nécropole de Hisardere », l'un des plus grands sites funéraires antiques de la région. Il aurait servi de cimetière entre le IIe et le Ve siècle, fréquenté aussi bien par de riches familles de Nicée que par des classes sociales plus modestes.

Peuplé de figuiers et d'oliviers centenaires, le terrain est aujourd'hui bordé par une route goudronnée et des champs agricoles. On y voit, sous des chapiteaux de tôle, une quarantaine de tombes ouvertes de différents types, s'étendant sur plusieurs dizaines de mètres.

Connu des environs depuis le début des années 1990, soumis au pillage pendant plusieurs décennies, le site a été investi à partir de 2018 par les premières équipes d'archéologues. Depuis, les fouilles sont menées avec le soutien financier du ministère de la culture turc, dans le cadre du projet « Patrimoine pour l'avenir », par une équipe de scientifiques formée par la professeure Aygün Ekin Meriç, de l'université Dokuz Eylül d'Izmir, sous la direction de Tolga Koparal, du

musée d'Iznik. Ces dernières années, quatre imposants sarcophages en pierre sculptée du IIe siècle ont été extraits de terre et exposés au musée de la ville.

La chambre funéraire avec la fresque de Jésus en Bon Pasteur se trouve quasiment au milieu des tombes. Elle a été découverte en août 2025, précise l'archéologue Gülsen Kutbay, présente ce jour-là. Le site n'étant alors pas encore complètement sécurisé, les autorités ont préféré attendre la fin de la visite papale avant de faire l'annonce publique.

Le caveau est à moins d'un mètre sous terre, disposé sur un axe nord-sud, et mesure près de 2 mètres de haut. Pour y accéder, il faut se faufiler par une ouverture et descendre une petite échelle. L'air y est encore humide et trouble, l'éclairage cru, mais l'éclat des peintures saute aux yeux. Bien que le mur sud ait subi d'importants dommages, les murs est, ouest, nord et le plafond sont restés en grande partie intacts. Contrairement aux autres tombeaux peints dans la région, ces surfaces représentent plusieurs figures humaines.

Le long du mur nord, une plateforme surélevée, appelée « kliné », est recouverte de dalles carrées en terre cuite où reposent les restes et les ossements des défunt, un couple et un enfant. Sur le mur lui-même, juste au-dessus des corps, la scène du Bon Pasteur, qui représente Jésus jeune, imberbe, vêtu d'une simple tunique. Il porte sur ses épaules un caprin ou un ovin à petites cornes – l'animal fait penser à un jeune bouc. Celui-ci tourne la tête et semble regarder dans sa direction. A ses côtés, deux autres animaux à cornes forment une composition quasi symétrique.

Symbol du dattier

Cette fresque confirme que les premiers chrétiens utilisaient les mêmes images et représentations pour Jésus que celles du Nouveau Testament, comme ce motif du Bon Berger mentionné dans Jean 10:11 : « *Je suis le bon berger.* » La présence d'un dattier sur la fresque est aussi révélatrice : elle rappelle combien cet arbre a occupé une place importante dans l'essor du christianisme. Symbole de vie éternelle pour son abondance, de résurrection et de la victoire du Christ, l'image du dattier est fréquente dans les mosaïques paléochrétiennes.

Sur le mur ouest figure un couple, vraisemblablement les occupants des lieux. L'homme et la femme sont représentés comme des aristocrates, leur statut étant exprimé par des vêtements et des ornements raffinés. En face, sur le

mur est, la scène du symposium qui accompagne le tombeau. De jeunes hommes y portent des plateaux de victuailles. Malgré son contexte chrétien, cette œuvre perpétue les traditions païennes dépeignant l'au-delà comme un festin éternel.

Il n'y a aucune croix dans ces trois scènes. Et pour cause. Avant que celle-ci ne devienne le symbole emblématique du christianisme, les premiers croyants s'appuyaient sur le motif du Bon Berger pour exprimer leur foi. Représenter ainsi Jésus avec une bête sur les épaules véhiculait les thèmes de protection, de salut et de guidance divine, permettant aux chrétiens de communiquer subtilement leurs croyances à une époque où l'imagerie religieuse explicite était encore rare. Bien que plusieurs apôtres (Paul, Jean, Philippe, peut-être André) aient séjourné durablement en Anatolie après la crucifixion pour y construire des églises et exercer leur ministère auprès des populations locales, le christianisme est resté le plus souvent clandestin jusqu'au IV^e siècle, entraînant une expression et un langage symbolique discrets.

Sur les restes des ossements du couple, l'équipe de chercheurs a trouvé des filaments d'or. Les textiles brodés associés aux pratiques funéraires, ainsi que les épingle métalliques et les traces de fibres indiquent ici un changement dans les pratiques funéraires. A l'époque, le fait d'envelopper les corps de linceuls

était peu fréquent. L'hypogée (sépulture souterraine) du Bon Berger semble être, là encore, en avance sur son temps.

« Des œuvres d'art uniques »

En surface, on compte une dizaine de tombes similaires avec des couvercles en terre cuite. « *A ce stade des recherches, aucune d'entre elles n'a révélé de telles compositions* », explique Gülsen Kutbay. Près de la route, plusieurs rangées de tombes à chambres, plus fines et moins élevées, sont alignées en enfilade d'est en ouest. Destinées à des familles plus modestes, elles sont recouvertes de simples tuiles. Les parois intérieures révèlent toutefois des peintures représentant des éléments de la nature, arbres, fruits et animaux.

A l'autre extrémité de la nécropole, les sépultures sont encore d'un autre ordre. On y trouve de lourds sarcophages en pierre, des tombes à ciste en dalle verticale et de vastes sépultures creusées profondément dans la terre. Autre siècle, autre époque : deux croix sculptées dans le marbre sont ici clairement visibles. « *Le site conserve un paysage funéraire remarquablement varié*, précise le directeur, Tolga Koparal. *Toutes ces tombes sont des œuvres d'art uniques.* »

Mais pas seulement. Les fouilles effectuées en surface ont permis de mettre au jour de larges pans de mosaïques en petites faïences, recouvrant en partie les différents lieux

de sépultures. Des fondations aussi, entre les tombes, d'un atrium, d'un narthex et d'une nef. Pour les chercheurs, c'est le site tout entier qui a été ainsi recouvert d'une gigantesque basilique, de 30 mètres de large et 70 mètres de long, plus grande encore que celle de Nicée.

Edifiée au Ve siècle, directement au-dessus des nécropoles, cette église a probablement été construite après que la fonction funéraire du site a cessé, afin de préserver et de perpétuer son caractère sacré. Cela démontre que le lieu a conservé son importance religieuse en tant que centre liturgique pendant l'Antiquité tardive. D'après l'équipe d'anthropologues et d'archéologues, cette basilique a été en fonction au moins jusqu'au VII^e siècle. Quelques rares pierres subsistent de l'édifice. L'une d'elles mentionne qu'une femme aurait été l'une des mécènes à l'origine de sa construction.

« *L'étude de la basilique viendra dans un deuxième temps, quand toutes les nécropoles auront été examinées, expertisées et datées avec précision par les laboratoires, soit encore trois à quatre ans si tout va bien* », ajoute Gülsen Kutbay. Leur examen et leur restauration, pour autant qu'elle soit possible, coûteront une petite fortune. Vu l'ampleur des chantiers et la richesse archéologique des lieux, l'équipe s'est dite ouverte aux mécènes, d'où qu'ils viennent.

En Turquie, trois policiers tués dans une opération contre l'organisation Etat islamique

Six membres du groupe djihadiste ont également été abattus, lundi, dans cette opération à Yalova, dans le nord-ouest du pays, selon le ministre de l'intérieur turc.

Trois policiers ont été tués, lundi 29 décembre, au cours d'une opération contre l'organisation Etat islamique (EI) à Yalova, dans le nord-ouest de la Turquie, a annoncé le ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya.

« Ce matin, des opérations simultanées ont été menées à 108 adresses différentes dans 15 provinces. L'une d'elles a eu lieu à Yalova à 2 heures [minuit à Paris]. (...) Au cours de cette opération, des terroristes de l'EI ont ouvert le feu sur nos courageux policiers. A la suite de cette attaque perfide, trois de nos policiers ont malheureusement perdu la vie. Huit policiers et un agent de sécurité ont été blessés », a affirmé le ministre.

Six membres de l'organisation, tous de nationalité turque, ont été tués, tandis que cinq femmes et six enfants se trouvant à leurs côtés ont été évacués sains et saufs, a précisé M. Yerlikaya. Les affrontements entre la police et des membres de l'EI ont duré plus de sept heures, jusqu'à 9 h 40 (7 h 40 à Paris). En raison de l'opération, le gouverneur de Yalova a ordonné la fermeture des écoles pour la journée.



Une équipe des forces spéciales de la gendarmerie turque à Yalova, dans le nord-ouest de la Turquie, le 29 décembre 2025. UMIT BEKTAS/REUTERS

Infiltrations de djihadistes redoutées

« Nous poursuivrons notre lutte contre les criminels sanguinaires qui menacent la paix de notre nation et la sécurité de notre Etat, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières, de manière déterminée, multiforme et intransigeante », a affirmé le président turc, Recep Tayyip Erdogan, présentant ses condoléances aux proches des policiers tués. Cinq suspects ont été placés en garde à vue dans le cadre de l'enquête ouverte par le parquet de Yalova, a annoncé le ministre de la justice, Yilmaz Tunç.

Jeudi, le procureur d'Istan-

bul avait ordonné l'arrestation de 137 membres présumés de l'EI « à la suite de renseignements indiquant que l'organisation terroriste EI planifiait des attaques pendant les célébrations de Noël et du Nouvel An ».

La Turquie, qui a une frontière de 900 kilomètres avec la Syrie, redoute des infiltrations de ce groupe djihadiste toujours actif chez son voisin. L'EI a notamment été dernièrement accusé d'avoir frappé des Américains à Palmyre, provoquant la mort de deux militaires et d'un interprète.

Les services de renseignement turcs ont, en outre, annoncé l'arrestation, « en-

tre Afghanistan et Pakistan », d'un chef présumé de l'organisation Etat islamique soupçonné de préparer des attentats dans la région et jusqu'en Europe.

Au moment de son arrestation, le suspect, Mehmet Gören, ramené en Turquie depuis, a été accusé par les renseignements turcs, le MIT, de « préparer des attentats-suicides contre des civils en Afghanistan, au Pakistan, en Turquie et en Europe ». Plusieurs pays, dont la France, ont fait état d'une menace terroriste particulièrement vive en cette fin d'année.

En Syrie, des violences meurtrières lors de manifestations dans des régions alaouites

Trois personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, dimanche 28 décembre. Les manifestations ont eu lieu dans la ville d'Homs, deux jours après un attentat ayant fait huit morts, contre une mosquée alaouite, minorité dont est issu le dictateur Bachar Al-Assad

Les violences confessionnelles et politiques endeuillent une nouvelle fois la Syrie. Des manifestations d'alaouites organisées, dimanche 28 décembre, dans des localités du littoral et à Homs (centre de la Syrie), qui comptent une importante communauté issue de cette minorité, ont été émaillées d'incidents meurtriers. Des milliers de protestataires étaient descendus dans les rues. [Au moins trois personnes ont été tuées](#) et 60 autres blessées dans la ville côtière de Lattaquié, selon l'agence de presse officielle SANA.

Les récits restent parcellaires et contradictoires. Les autorités de la Syrie, dirigée par l'ancien chef djihadiste Ahmed Al-Chaar, ont imputé ces violences à des fidèles de l'ancien régime de Bachar Al-Assad, affirmant que ces derniers étaient armés et avaient attaqué les forces de sécurité et des civils. L'Observatoire syrien des droits de l'homme a pour sa part avancé que deux des victimes ont été tuées par les forces de l'ordre, qui dispersaient une manifestation à Lattaquié. Dans cette ville du littoral, des passages à tabac et des jets de pierres ont eu lieu entre manifestants et contre-manifestants. Des tirs en l'air y ont également retenti.

Ces rassemblements ont eu lieu après un attentat, vendredi, contre une mosquée alaouite de Homs, la troisième ville de Syrie, [qui a fait huit morts](#). La

famille Al-Assad, qui a régné pendant plus de cinquante ans d'une main de fer sur le pays, à majorité sunnite, est issue de la minorité alaouite.

« Apostats »

Le cheikh Ghazal Ghazal, un dignitaire alaouite originaire de la région de Lattaquié, qui vit à l'étranger et exhorte au fédéralisme, avait appelé à ces manifestations en réaction à l'attentat de Homs. En raison de sa participation à cette journée de colère, des militants de la société civile avaient choisi d'ajourner la mobilisation qu'ils préparaient pour dénoncer les violences sectaires.

Des centaines de personnes avaient déjà pris part, samedi, à Homs, aux funérailles des fidèles tués dans la mosquée Imam-Ali-Ibn-Abi-Talib. Les autorités syriennes ont condamné l'attaque. L'enquête n'a pas encore débouché sur des arrestations. L'attentat a été revendiqué par un groupuscule, Saraya Ansar Al-Sounna, qui affiche sa haine des minorités et a qualifié les alaouites, branche issue de l'islam chiite, d'[« apostats »](#). Ces extrémistes s'étaient déjà attribué la responsabilité d'une attaque sanglante contre une église de Damas, en juin, qui avait fait 25 morts.

L'imam de la mosquée Ali-Ibn-Abi-Talib, cheikh Mohieddine Salloum, avait tenté d'apaiser la foule en colère, lors des funérailles, samedi. Il affirmait que l'explosion visait à « créer

des sentiments de haine et de colère parmi les alaouites », mettant en garde contre le risque d'une spirale de vengeance et de violences confessionnelles.

Les manifestants, dimanche, ont réclamé la libération de prisonniers alaouites. Autre élément attisant la colère : la purge, depuis le changement de régime, dans les services publics, de membres de cette minorité. Ils y avaient été favorisés pendant les décennies au pouvoir de la famille Al-Assad.

Plus inquiétant pour le nouveau pouvoir islamiste, qui prône l'unité du pays : des appels au fédéralisme ont été lancés lors des manifestations. Ces slogans sont apparus dans les régions alaouites après les massacres du printemps, qui ont suivi une rébellion contre les autorités organisée par des fidèles de l'ancien régime, [renversé en décembre 2024](#). Les tueries à caractère sectaire avaient poussé des dizaines de milliers d'alaouites à fuir au Liban.

Ces mêmes slogans prévalent dans une partie de la communauté druze, dans le sud de la Syrie, théâtre d'affrontements confessionnels au cours de l'été, [ainsi que chez les Kurdes](#), dans le nord-est du pays. Les autorités de Damas, qui ont fait de leur reconnaissance internationale leur priorité, redoutent une convergence de ces appels, au sein des minorités, à une forme de partition de la Syrie.

Tentative d'infiltration

Des villes mixtes restent le foyer de tensions sectaires, comme Homs, qui y avaient débuté avec la révolte contre le régime de Bachar Al-Assad, en 2011, et la répression de celle-ci, avant que le pays ne bascule dans une longue guerre. Ces tensions ont été renouvelées après la chute de l'ancien pouvoir, et se sont traduites par des actes violents, dont meurtres et kidnappings.

Les autorités de Damas semblent craindre une mobilisation mêlant figures de l'ancien régime et membres de minorités. Des rencontres se seraient ainsi tenues dans la région, notamment au Liban. Les médias officiels syriens ont annoncé, samedi, l'arrestation d'anciens officiers de l'époque d'Al-Assad, lors d'une tentative d'infiltration venant du pays du Cèdre. L'expulsion d'anciens militaires et responsables fait partie des exigences de Damas envers Beyrouth.

Une autre arrestation a eu lieu dans la province de Deraa, dans le sud de la Syrie : le ministère de l'intérieur syrien a accusé l'homme concerné d'être en lien avec les services de sécurité de l'ancien régime, et affirmé avoir saisi des armes lui appartenant, à Nassib, une ville frontalière de la Jordanie

Iran : après les commerçants, les étudiants se joignent au mouvement social

Le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, a mis en garde contre un risque d'instrumentalisation des manifestations afin de semer le « chaos et des troubles ».

A près les commerçants, les étudiants : le mouvement de protestation contre la vie chère et la dégradation de la situation économique s'étend en Iran, où le président s'est dit à l'écoute des « revendications légitimes » des manifestants. Au troisième jour de ce mouvement spontané, des étudiants ont défilé mardi 30 décembre à Téhéran, la capitale, ainsi qu'à Ispahan (centre), a rapporté l'*agence de presse ILNA*, proche des milieux ouvriers, citant un de ses journalistes.

Au troisième jour de ce mouvement spontané, des manifestations étudiantes ont éclaté dans au moins dix universités à travers le pays. « Ces manifestations ont eu lieu [dans les] université[s] de Téhéran : Beheshti, Khajeh Nasir, Sharif, Amir Kabir, des sciences et de la culture, de science et technologie », établissements parmi les plus prestigieux d'Iran, ainsi qu'à l'Université des technologies d'Ispahan, a précisé ILNA. Sur les réseaux sociaux, de nombreuses vidéos témoignent de l'ampleur du mouvement.

Mardi, des forces de l'ordre et la police antiémeute ont été déployées aux principaux carrefours de Téhéran et aux abords de certaines universités, a constaté l'Agence France-Presse (AFP).

Lundi, des commerçants avaient fermé boutique dans le centre de la capitale iranienne pour dénoncer le marasme économique, exacerbé par la rapide dépréciation de la monnaie nationale sur fond de sanctions occidentales. Des manifestations spontanées avaient débuté la veille dans le plus grand marché pour téléphones portables de la ville, avant de gagner en ampleur.

« Chaos et troubles »

« J'ai demandé au ministre de l'intérieur d'écouter les revendications légitimes des manifestants en dialoguant avec leurs représentants afin que le gouvernement puisse agir de toutes ses forces pour résoudre les problèmes et agir de manière responsable », a déclaré le président, Massoud Pezeshkian, sur le réseau social X. Il a lui-même rencontré mardi des responsables syndicaux et proposé plusieurs mesures fiscales, censées aider les entreprises, pour une durée d'un an, d'après l'agence de presse Mehr.

Le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, a pour sa part mis en garde contre un risque d'instrumentalisation des manifestations pour semer le « chaos et des troubles », alors que l'Iran a accusé ces dernières années des puissances étrangères

d'orchestrer des manifestations en Iran.

Mardi matin, la majorité des boutiques et cafés étaient ouverts comme à l'accoutumée, a constaté l'AFP, le long de l'immense avenue Vali Asr, qui traverse Téhéran du nord au sud sur 18 kilomètres. La police antiémeute surveillait toutefois les principales places du centre de la ville. Les écoles, banques et établissements publics seront fermés mercredi à Téhéran et dans 19 autres provinces sur décision des autorités, en raison du froid et pour économiser l'énergie, ont déclaré mardi les médias d'Etat, sans faire de lien avec les manifestations.

Hausse des prix de 52 % sur un an

L'économie, déjà fragilisée par des décennies de sanctions occidentales, pâtit également du rétablissement fin septembre par l'ONU des mesures punitives internationales levées il y a dix ans, liées au programme nucléaire de l'Iran. Dans ce contexte, le rial a encore atteint dimanche un plus bas niveau historique face au dollar, selon le taux informel au marché noir, à plus de 1,4 million de rials pour un dollar (contre 820 000 il y a un an) et 1,7 million pour un euro (contre 855 000).

Cette dépréciation chronique entraîne hyperinflation et forte volatilité en Iran, où certains prix augmentent fortement du jour au lendemain. En décembre, les prix ont ainsi bondi en moyenne de 52 % sur un an, selon le Centre de statistiques d'Iran, un organisme officiel. Mais ce chiffre se situe bien en deçà des hausses observées sur les produits de première nécessité.

La situation paralyse les ventes de certains biens importés, vendeurs comme acheteurs préférant reporter toute transaction en attendant d'y voir plus clair. « Aucun responsable [politique] ne nous a soutenus ou a cherché à savoir comment le cours du dollar affectait nos vies », déplore un manifestant cité mardi par le journal *Etemad*.

Le gouvernement a annoncé lundi le remplacement du gouverneur de la Banque centrale par *Abdolnasser Hemmati*, qui avait déjà occupé ce poste entre 2018 et 2021. L'ancien ministre de l'économie et des finances doit prendre ses fonctions mercredi. Il revient ainsi sur le devant de la scène après avoir été révoqué en mars par le Parlement, déjà à cause de la forte dépréciation du rial.

En Iran, des commerçants manifestent contre la vie chère et l'hyperinflation ; le président appelle à écouter leurs « revendications légitimes »

Ce mouvement spontané a débuté dimanche dans le plus grand marché pour téléphones portables de Téhéran, avant de s'étendre et gagner en ampleur.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a appelé à écouter « les revendications légitimes » des manifestants, après deux jours de contestation de commerçants à Téhéran contre la vie chère et l'hyperinflation galopante, ont rapporté, mardi 30 décembre, les médias d'Etat.

« J'ai demandé au ministre de l'intérieur d'écouter les revendications légitimes des manifestants en dialoguant avec leurs représentants afin que le gouvernement puisse agir de toutes ses forces pour résoudre les problèmes et agir de manière responsable », a affirmé le président, selon des propos rapportés notamment par l'agence de presse IRNA.

Le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, a, lui, exhorté députés et responsables politiques à prendre les « mesures nécessaires afin d'accroître le pouvoir d'achat de la population », selon des images diffusées à la télévision.

Des commerçants ont de nouveau fermé boutique, lundi, à Téhéran et protesté contre la dégradation de la situation économique, exacerbée par la rapide dépréciation de la monnaie nationale sur fond de sanctions occidentales. Ce mouvement spontané a débuté dimanche dans le plus grand marché pour téléphones portables de Téhéran, avant de s'étendre et gagner en ampleur.

Sur des photos diffusées lundi



Des commerçants manifestent à Téhéran, le 29 décembre 2025. FARS NEWS AGENCY/VIA AFP

par Fars, une autre agence iranienne, une foule de protestataires occupait une importante artère du centre de Téhéran réputée pour ses nombreux commerces. « Des affrontements physiques mineurs ont été signalés (...) entre certains manifestants et les forces de l'ordre », a souligné Fars, mettant en garde contre le risque d'instrumentalisation de ces rassemblements afin de déstabiliser le pouvoir.

Le mouvement semblait terminé lundi soir, selon des images diffusées par la télévision d'Etat montrant des lieux désertés par les manifestants.

Augmentation des prix de 52 % sur un an

Le rial a encore atteint dimanche un plus bas historique face au dollar, selon le taux informel au marché noir, à plus de 1,4 million de rials pour un

dollar (contre 820 000 il y a un an) et 1,7 million pour un euro (contre 855 000). La monnaie iranienne s'est légèrement renforcée lundi.

La dépréciation chronique du rial entraîne hyperinflation et forte volatilité en Iran, où certains prix augmentent fortement du jour au lendemain. Cette situation paralyse les ventes de certains biens importés, vendeurs comme acheteurs préférant reporter toute transaction en attendant d'y voir plus clair.

« De nombreux commerçants ont préféré suspendre leurs transactions pour éviter d'éventuelles pertes », a expliqué, lundi, l'agence IRNA.

L'Iran souffre depuis des années d'une hyperinflation chronique. En décembre, les prix ont ainsi augmenté en moyenne de 52 % sur un an, selon le Centre de statistiques d'Iran, un organisme

officiel. Mais ce chiffre est loin de refléter avec fidélité les hausses observées spécifiquement sur les produits de première nécessité.

L'économie iranienne, déjà fragilisée par des décennies de sanctions occidentales, pâtit également du rétablissement à la fin de septembre par l'ONU des sanctions internationales levées il y a dix ans, liées au programme nucléaire de l'Iran.

Le gouvernement a annoncé le remplacement du gouverneur de la Banque centrale par Abdolnaser Hemmati. L'ancien ministre de l'économie et des finances, qui doit prendre ses fonctions mercredi, revient ainsi sur le devant de la scène. Il avait été révoqué en mars par le Parlement, déjà à cause de la forte dépréciation du rial.

En Syrie, la menace d'une guerre entre tribus arabes et forces kurdes

Des combattants arabes veulent retourner dans la zone sous contrôle kurde alors que les nouvelles autorités de Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde) doivent concrétiser avant le 1^{er} janvier 2026 l'accord-cadre qui prévoit l'intégration des FDS dans l'armée.

Des volutes de fumée de cigarette emplissent le salon. Autour du poêle à bois qui réchauffe l'appartement du froid qui s'est abattu sur la ville de Deir ez-Zor, aux confins sud-est de la Syrie, une dizaine d'hommes de la tribu arabe des Al-Agaïdat comptent les jours. L'échéance, fixée au 1^{er} janvier 2026, pour la finalisation de l'accord-cadre, signé en mars 2025 entre les nouvelles autorités de Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS, à majorité kurde), qui administrent le Nord-Est syrien, pour l'intégration des FDS au sein de l'Etat, approche. Elle signifie, pour ces hommes, l'espoir d'un retour dans leurs villages, sur l'autre rive de l'Euphrate, qu'ils ont fui de crainte d'être arrêtés par les FDS.

« Le gouvernement garde le secret sur les négociations, mais nous n'accepterons aucun report. Si les FDS ne capitulent pas, nous déclarerons la guerre. Nous ne laisserons pas notre peuple sous le joug des envahisseurs », clame Weiss Al-Weiss, 43 ans, chef de brigade au sein de l'Armée des tribus. Des informations disparates filtrent sur les négociations, évoquant un possible accord sur le volet sécuritaire ou une extension des pourparlers. D'Alep à Deir ez-Zor, sur tous les points de contact entre les forces gouvernementales et les FDS, les incidents se multiplient.



LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Depuis des mois, ces hommes sont réfugiés dans la partie gouvernementale de la province de Deir ez-Zor, administrée depuis la chute du président Bachar Al-Assad, le 8 décembre 2024, par les autorités de transition dirigées par le président Ahmed Al-Charaa. Ils ont fui la répression exercée par les FDS dans la partie de Deir ez-Zor qu'elles contrôlent, qui compte exclusivement des tribus arabes. « Je ne peux pas ramener mes enfants au village car ils les arrêteraient pour faire pression sur moi. Ils ont arrêté une nièce de 18 ans parce qu'elle était en contact avec moi. Ils ont rendu son corps trois jours plus tard », se lamente Weiss Al-Weiss, qui a fui son village d'Al-Hussein il y a plus de deux ans.

« Cas de torture »

Depuis que les FDS ont repris la province de Deir ez-Zor des mains de l'organisation Etat islamique (EI), en 2019, l'homme a été arrêté cinq fois par les Asayiches, les renseignements kurdes. « Ils nous ont proposé de travailler avec eux. On a refusé, donc ils nous ont accusés d'être membre de l'EI », affirme Weiss Al-Weiss, dénonçant des accusations fallacieuses. « Ils arrêtent même des femmes et des enfants. Il y a des cas de viol, mais les coutumes tribales nous empêchent d'en parler », intervient Abou Saddam, un chef de l'Armée des tribus de 46 ans.

Weiss Al-Weiss dit avoir été victime de torture durant sa détention, pendant un an et un mois, à la prison de Sini.

De nombreux cas de torture et de décès de personnes détenues dans le Nord-Est syrien ont été documentés par Amnesty International dans un rapport, publié en 2024, qui met en cause les FDS, ainsi que les membres de la coalition internationale anti-EI qui leur apportent un soutien militaire.

« Les FDS se disent démocratiques, mais ce sont des tyrans. La plupart des anciens révolutionnaires ne peuvent pas rentrer car il y a des officiers de l'ancien régime d'Al-Assad aux barrages des FDS. Si vous revenez, ils vous tuent », affirme Abou Itzhak, un ancien combattant de l'Armée syrienne libre de 48 ans, accusant les FDS d'enlèvements et d'assassinats. Il a passé un mois à la prison Alaya, à Kamechliyé, en 2023,

dans des conditions de détention épouvantables, avec 4 000 autres prisonniers, tous arabes et pour la plupart de Deir ez-Zor.

Ces hommes ont rejoint l'Armée des tribus, formée par 3 000 hommes des clans de Deir ez-Zor après l'écrasement de la révolte des clans par les FDS. Cette révolte avait éclaté, le 25 août 2023, après l'arrestation par les forces kurdes d'Ahmad Al-Khabil, le chef du Conseil militaire de Deir ez-Zor, qu'elles ont accusé de trafic de drogue. Les FDS coopéraient jusqu'alors avec ce conseil pour contrôler la province et mener la lutte anti-EI. Elles ont intégré en leur sein des combattants des clans arabes. La révolte a été matée au bout d'un mois par les FDS qui ont profité de divisions entre clans.

« Des chefs de clan ont été payés par les FDS. Si nous avions été unis, nous aurions encore le pouvoir sur la région », accuse le cheikh Ibrahim Al-Hefl, un chef de tribu de 34 ans, originaire de Diban, et considéré comme le chef symbolique de l'Armée des tribus. Il a perdu 50 hommes dans les combats et a dû fuir son village. « Les problèmes avec les FDS ont commencé quand les clans ont demandé à gouverner les institutions de Deir ez-Zor. Nous voulions être sous l'autorité directe de la coalition internationale. Les FDS ont refusé au motif qu'il y a toujours des terroristes dans la région. La véritable raison est qu'ils veulent exploiter nos terres fertiles et nos champs pétroliers sans rien nous donner en retour », accuse-t-il.

« Prêts à combattre jusqu'à la mort »

« Ceux qui gouvernent réellement sont les hommes du Parti des travailleurs du Kurdistan-PKK dont beaucoup



Un rassemblement contre les FDS à Deir ez-Zor, le 5 décembre 2025. LAURENCE GEAI /MYOP POUR « LE MONDE »

sont étrangers. Ils ont les mêmes manières que le régime d'Al-Assad. Ils marginalisent les Arabes et les musulmans », poursuit-il. Son différend avec les FDS remonte à une tentative d'assassinat dont il a été victime, en août 2020, qui a coûté la vie à son oncle et à son chauffeur. « Les FDS ont essayé de détruire ma réputation en disant que j'étais avec l'ancien régime et l'Iran. Puis, ils m'ont piégé en faisant croire que j'avais passé un accord avec leur chef, le général Mazloum Abdi. Les clans m'ont accusé d'être un traître », ajoute-t-il.

Le cheikh Ibrahim Al-Hefl se dit aujourd'hui favorable à un accord politique entre les autorités de Damas et les FDS. « Nous sommes fatigués par quatorze ans de guerre. Nous voulons rentrer chez nous et vivre en paix les uns avec les autres », assure-t-il. « On soutiendra toute décision que l'Etat syrien prendra, mais si l'accord politique n'est pas appliqué, je ne suis pas certain de pouvoir contrôler les clans arabes. Ils sont prêts à combattre jusqu'à la mort pour

leurs terres, leur religion et la sûreté de leur famille », poursuit-il. Il prédit que des milliers d'hommes sur l'autre rive de l'Euphrate, dont des combattants arabes des FDS qui se retourneront sous la pression tribale, ouvriront la voie aux 3 000 combattants de l'Armée des tribus.

« On veut seulement que le gouvernement couvre le ciel pour nous, on s'occupe du terrain. Si la coalition internationale n'apporte pas son soutien aux FDS, tout se passera bien », ajoute le cheikh Al-Hefl. Des chefs d'autres tribus appellent à la mobilisation tribale dans les trois provinces aux mains des FDS, Deir ez-Zor, Rakka et Hassaké. « Ce sont les vrais leaders du peuple. Les FDS ont le contrôle sur des responsables tribaux qui n'ont aucune autorité. Ils ne cherchent que l'argent et les intérêts », dit-il.

Le 24 décembre, le conseiller du président Al-Charaa pour les affaires tribales, le cheikh

Jihad Issa Cheikh, a rappelé aux tribus que la décision de guerre et de paix était la prérogative de l'Etat. « Le gouvernement ne veut pas plus de sang. Il essaie de nous calmer, mais nous n'allons pas renoncer à nos terres », prévient le cheikh Ammar Al-Jbara, 52 ans, le chef du Conseil de supervision des clans et tribus de Syrie. Des unités de l'armée composées de factions pro-turques qui ont combattu les FDS lors des opérations turques dans le Nord-Est syrien entre 2016 et 2019 veulent aussi en découdre.

Les combattants de l'Armée des tribus disent, eux, se coordonner directement avec le gouvernement. Des jeunes des tribus de Deir ez-Zor ont intégré les nouvelles forces de sécurité. « Nos plans sont prêts. On se coordonne avec le ministère de la défense. On a un groupe privé sur WhatsApp. Pour l'instant, le gouvernement nous dit de ne rien faire, indique Weiss Al-Weiss. On espère que les FDS rendront la région de façon pacifique. »

La Turquie annonce avoir arrêté « 357 suspects liés à l'EI » dans une vaste opération dans tout le pays

Une vague d'arrestations frappe 21 provinces turques, illustrant le détermination des autorités à contrer toute menace terroriste sur le territoire national.

Les forces de l'ordre ont arrêté 357 personnes dans un coup de filet mené dans 21 provinces contre l'[organisation Etat islamique \(EI\)](#), a annoncé mardi le ministre de l'intérieur turc, Ali Yerlikaya, au lendemain d'[une opération contre l'EI où trois policiers ont été tués dans le nord-ouest de la Turquie](#).

« *Lors d'opérations simultanées menées ce matin par nos forces de police dans 21 provinces, nous avons appréhendé 357 suspects liés à l'EI. (...) Nous n'avons jamais laissé la moindre chance à ceux qui tentent de mettre ce pays à genoux par le terrorisme* », a affirmé le ministre sur X.

Un affrontement qui a duré

plusieurs heures entre la police et des membres de l'EI a éclaté à la suite de l'opération menée lundi dans la province de Yalova, où six membres de l'EI, tous de nationalité turque, ont été tués.

Jeudi dernier, le procureur d'Istanbul avait ordonné l'arrestation de 137 membres présumés de l'EI « *à la suite de renseignements indiquant*

que l'organisation terroriste EI planifiait des attaques pendant les célébrations de Noël et du Nouvel An ».

La Turquie, dont la frontière commune avec la Syrie est longue de quelque 900 kilomètres, redoute des infiltrations du groupe djihadiste, toujours actif chez son voisin.

Syrie : « Le changement de monnaie permet de marquer un changement de cap »

De nouveaux billets de banque, sans l'effigie de l'ancien président Bachar Al-Assad, seront introduits en Syrie à partir du 1^{er} janvier. Symbole de la transition politique en cours, cette mesure vise aussi, selon l'analyste Benjamin Fève, à apurer le système monétaire syrien.

L'effigie de l'ancien président syrien Bachar Al-Assad, et de son père Hafez ne figurent plus sur les nouveaux billets de banque qui entreront en circulation dans ce pays à partir du 1^{er} janvier 2026. [La rose de Damas, l'olive, le blé et d'autres symboles de l'agriculture du pays ont](#)

[été choisis](#) par les nouvelles autorités pour les remplacer. « *Le nouveau design de la monnaie est l'expression d'une nouvelle identité nationale et marque une rupture avec la vénération d'individus* », a commenté le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, lundi 29 décembre.

Le redressement de la livre syrienne figure parmi les principaux défis des autorités, qui ont procédé à une redénomination, en supprimant deux zéros sur les nouveaux billets émis afin de faciliter les transactions. Depuis le début de la guerre civile en 2011, la livre syrienne a chuté de

50 à plus de 10 000 pour un dollar, contraignant la population à transporter d'importantes liasses de billets.

Benjamin Fève, analyste au cabinet de conseil Karam Shaar Advisory, spécialiste de l'économie syrienne, décrypte les enjeux et les défis de l'introduction du nouveau billet.

duction de cette nouvelle monnaie nationale.

Pourquoi les autorités syriennes ont-elles décidé d'introduire une nouvelle monnaie et de procéder à une redénomination un an après la chute du régime d'Al-Assad ?

D'un point de vue symbolique, cela permet de retirer le visage de Bachar Al-Assad des billets de banque. D'un point de vue politique, c'est un signe de rupture après des années de crise, de sanctions et de perte de crédibilité. Le changement de monnaie permet de marquer un changement de cap, une transition et de tenter de restaurer la confiance dans les institutions économiques, notamment la Banque centrale.

Il y a aussi une dimension pratique : avec une inflation très élevée et des montants nominaux importants, les transactions quotidiennes sont devenues lourdes et difficiles. La redénomination sert à simplifier les paiements et la comptabilité et, à terme aussi, les systèmes de paiement, notamment dans le contexte d'une modernisation et d'une transition numérique. Il y a aussi le fait que les anciens billets sont abîmés, faciles à copier et à falsifier.

D'un point de vue économique, cela permet à la Banque centrale de tenter de reprendre le contrôle sur la masse monétaire. Aujourd'hui, on ne sait pas où elle est. Des millions de

billets syriens se trouvent probablement à l'étranger ou dans le système informel. Certains changeurs pourraient exercer une pression sur le marché de la livre syrienne et faire bouger le taux de change pour gagner de l'argent. Cela permet aussi de nettoyer la masse monétaire comme il a été fait en France lors du lancement du nouveau franc. Beaucoup de gens ont acquis leur argent de manière peu scrupuleuse ou illégale.

N'aurait-il pas fallu attendre que les réformes fiscales et monétaires soient menées à bien pour procéder à cette redénomination ?

Dans la plupart des expériences réussies, la redénomination intervient après des réformes clés, comme la stabilisation économique, la convergence des taux de change et le renforcement de la discipline budgétaire... Mais on en est loin aujourd'hui. Le taux de change sur le marché noir est extrêmement volatil et s'éloigne de jour en jour du taux de change officiel. On n'a aucune idée du budget pour l'année 2025 ni même 2026. Quid du potentiel déficit et de la façon dont il sera comblé ? Si l'on part sur une monétisation du déficit, l'inflation reviendra aussi vite qu'elle est partie. Procéder à cette redénomination aujourd'hui comporte un risque qui est de voir l'économie syrienne retomber dans ses travers et que cette mesure soit perçue comme symbolique et

puisse même accentuer certaines distorsions existantes et fragiliser les ménages.

Les autorités syriennes ont fixé un délai de quatre-vingt-dix jours pour la transition entre les deux monnaies. Quels défis cela pose-t-il ?

Le premier est opérationnel. Remplacer une masse monétaire qui est largement utilisée en espèces, en un laps de temps relativement court, est extrêmement complexe. Il faut un accès effectif aux distributeurs et aux bureaux de change sur l'ensemble du territoire syrien, or plusieurs zones échappent au contrôle des autorités. Il faut une capacité administrative pour absorber des quantités élevées de transactions. Des banquiers estiment que seulement 4 % de l'argent en circulation est dans le système bancaire, c'est-à-dire que 96 % de la masse monétaire est en espèces.

Il y a aussi un défi de supervision et de contrôle. La coexistence de deux monnaies crée mécaniquement des risques d'abus. Dans un contexte où les capacités de contrôle sont déjà extrêmement limitées, faire respecter les interdictions de commissions, par exemple, constituera un enjeu central. Troisièmement, il y a un défi de confiance et de communication. Une partie importante de la population pourrait mal comprendre les mécanismes de conversion, les

délais applicables ou ses droits. Le délai d'échange est extrêmement court. A titre de comparaison, en Turquie, c'était un an.

Il y a enfin un défi économique plus large. Même si la masse monétaire est maintenue, la transition peut entraîner des pratiques inflationnistes indirectes liées au comportement des prix, aux asymétries d'information et à la fragmentation des marchés. Il va falloir que le gouvernement fasse très attention à ce que l'application du taux de change officiel entre les deux monnaies soit respectée.

Les anciens billets de banque étaient imprimés en Russie. Sait-on où l'a été la nouvelle monnaie syrienne ?

Le gouverneur de la banque centrale syrienne, Abdul Qadir Al-Hasriya, n'a pas précisé où la nouvelle monnaie serait imprimée. Plusieurs Etats avaient proposé leurs services, comme la France, le Royaume-Uni et la Russie. Pour la Russie, ce serait compliqué d'un point de vue technique ou légal dès lors que l'imprimeur étatique, Goznak, est sous sanctions. Par ailleurs, le gouvernement syrien n'a pas l'argent pour imprimer ces billets, sachant qu'une redénomination peut coûter des centaines de millions de dollars voire plus. C'est pour cela que les autorités syriennes demandent de recevoir des billets gratuitement ou à un coût faible.

En Iran, un mouvement social de commerçants secoue le régime

L'effondrement du rial amplifie les difficultés économiques des détaillants, qui ont manifesté dans plusieurs grandes villes. Certaines universités de Téhéran se sont aussi mobilisées. Aux protestations d'ordre économique se mêlent des slogans plus politiques.

Les bijoutiers du bazar de Téhéran et les agents de change ont été parmi les premiers à gronder, baissant le rideau de leurs boutiques pour protester, dès dimanche 28 décembre, dans les rues de la capitale iranienne. La flambée de l'or et l'effondrement soudain du rial, la monnaie nationale, venaient ruiner leur commerce, amplifiant le malaise économique d'un pays miné par des années d'incertitude des autorités, de corruption endémique et de sanctions internationales. Comme si une étincelle venait de s'allumer, les manifestants ont été rejoints par les commerçants d'autres parties de la capitale, quittant les uns après les autres leurs étals pour défiler dans les rues.

Plusieurs artères de Téhéran étaient noires de monde mardi, tandis que le mouvement se propageait aux grandes villes du pays : Ispahan, Chiraz, Kermanshah et Yazd... Ici et là, les universités bruissaient à leur tour d'une colère visant le pouvoir, qui a répondu par des tirs de gaz lacrymogène. « A 10 heures du matin, un de mes collègues a pris l'initiative de couper l'électricité de tous les magasins, raconte au *Monde* un commerçant d'Ispahan, joint par messagerie et qui souhaite rester anonyme. Comme un effet domino, quatre galeries voisines ont suivi notre exemple. Toute une rue s'est retrouvée

fermée. Cela m'a fait prendre conscience de l'impact qu'un individu courageux peut avoir pour déclencher un mouvement de contestation à grande échelle. »

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, s'est fait compatissant, assurant vouloir écouter les « revendications légitimes » de la population, ont rapporté les médias d'Etat. La veille, il avait chargé le ministre de l'intérieur, Eskandar Momeni, d'engager un dialogue avec les « représentants des manifestants » et nommé un nouveau gouverneur pour la banque centrale du pays. Mardi soir, les forces de l'ordre n'avaient pas ouvert le feu sur les manifestants. Une retenue inhabituelle de la part des autorités, même si la vidéo d'un homme assis à terre pacifiquement sur l'avenue Jomhouri, au centre de Téhéran, face à un groupe de forces antiémeute à moto, puis frappé par les forces de l'ordre, circulait sur les réseaux sociaux, lundi.

Crainte de la contagion

Certains utilisateurs de téléphone mobile rapportent avoir reçu un SMS d'intimidation les avertissant que les services secrets avaient détecté leur présence « aux abords de rassemblements illégaux ». « Nous recommandons à vous et à vos proches de ne pas participer à ce type de rassemble-

ments, qui servent les intérêts des ennemis », pouvait-on lire. Le pouvoir fera preuve de « fermeté » en cas de déstabilisation, rapportait mercredi un média d'Etat.

Comme s'il craignait une contagion qui l'obligerait à une répression de plus grande ampleur, les autorités ont décreté que le 31 décembre serait férié comme le sont déjà les 1er, 2 et 3 janvier 2026. Ces quatre jours non travaillés étoufferont-ils le mouvement naissant ? Pour les experts de l'Iran, ces protestations, trois ans après le mouvement Femme, vie, liberté, ont quelque chose de singulier. Il ne s'agit plus de mater la grogne d'une partie de l'élite. « C'est le cœur battant de l'économie iranienne qui proteste », observe Azadeh Kian, sociologue franco-iranienne, professeure émérite à l'université Paris Cité.

Dans les rues, les slogans appellent à ne plus avoir peur du régime et des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays. Les protestataires réclament la « mort du dictateur », ce qui désigne le Guide suprême, Ali Khamenei. Les uns appellent au départ des mollahs, les autres chantent les louanges de la monarchie qui a précédé le régime théocratique, hurlant : « Longue vie au chah ! Dieu bénisse le chah ! » On entend aussi : « Pas Gaza, pas le Liban, que ma vie soit sacri-

fifiée pour l'Iran », c'est-à-dire une remise en question de la diplomatie iranienne qui soutient ses alliés régionaux, dont le Hamas en Palestine et le Hezbollah au Liban.

Ces revendications politiques illustrent la rage d'une classe moyenne paupérisée et écœurée envers une minorité de puissants liés au régime, qui profitent de la crise. En cette fin d'année, il fallait 1,4 million de rials pour obtenir un dollar (0,85 euro). Au-delà des commerçants, ce sont tous les ménages qui sont pris en tenaille par des revenus qui stagnent et des prix qui s'enflamment. En neuf mois, le prix du fromage a augmenté de 140 %, le pain sangak, une variété locale, de 250 %, alors que le prix du lait bondissait de 50 % en l'espace de deux mois et la viande hachée (l'une des moins chères) de 20 % en un mois. Les achats de produits de base se font désormais à crédit sur les sites de vente en ligne comme Snapp Market.

« A l'approche du ramadan et de l'Aïd, je ne peux plus acheter de produits laitiers ni de bananes ou de viande, explique un ouvrier d'Ispahan, qui vit avec sa femme et son fils de 23 ans, et gagne 150 dollars par mois. Nos dents sont abîmées, nous n'avons pas les moyens de les soigner. Si la situation continue, je participerai aux manifestations. »

Effets des sanctions

Comme de coutume, la présidence accuse l'Occident d'être à l'origine du chaos. Au-delà des problèmes structurels de gabegie et de détournement de fonds, l'Iran subit les effets des sanctions rétablies en septembre par l'ONU, à l'initiative de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, à la suite du refus du régime de coopérer sur le nucléaire. Ces mesures, qui s'ajoutent aux sanctions américaines rétablies en 2018, après le retrait de Donald Trump de l'accord de Vienne (JCPOA), compliquent le commerce international du pays, contraignant l'Iran à dépendre d'une poignée de partenaires autocratiques.

Suspecté depuis des décennies de vouloir se doter de l'arme nucléaire, Téhéran détiennent quelque 440 kilos d'uranium enrichi à 60 % – assez

pour fabriquer dix bombes. Bien que signataire du traité de non-prolifération, le pays refuse de coopérer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, gardant secrètes ses activités et ses infrastructures, largement endommagées par les frappes israéliennes et américaines en juin, lors de la « guerre de douze jours », selon l'expression de Donald Trump.

« On a de réelles difficultés à répondre aux besoins de la société iranienne. Ce sont les peuples qui paient le prix des sanctions, toujours », assurait, mi-décembre, un officiel iranien. « Les Iraniens paient pour l'entêtement nucléaire de Khamenei », rétorque Mme Kian. Selon la sociologue, l'exaspération des classes moyennes et des plus défavorisés est amplifiée par le spectacle de proches du régime spéculant sur l'économie parallèle qui contourne les sanctions.

La chute vertigineuse de la monnaie observée ces derniers jours a été provoquée par la dévaluation brutale du rial autorisée par la banque centrale, rapporte sur X Esfandyar Batmanghelidj, fondateur du centre de réflexion Bourse & Bazaar Foundation. Cette politique monétaire vise à favoriser les exportateurs au détriment des importateurs, étranglés par la chute de la monnaie. « Cette préférence a une dimension politique. Les recettes d'exportation de l'Iran proviennent principalement d'entreprises publiques et de grandes sociétés privées disposant d'un fort pouvoir de lobbying », explique l'analyste.

Ces protestations, mêlant détresse économique et colère politique, alimentent, au sein de la diaspora iranienne comme en Israël, l'espoir de voir le régime s'effondrer.

Une chimère, selon Andreas Krieg, spécialiste du Moyen-Orient au King's College de Londres, qui rappelle que « les gardiens de la révolution conservent le monopole de la violence ». Mais « c'est une révolte qui couve depuis 2022 et n'aura pas d'issue à moins que le Guide suprême prenne une décision sur le nucléaire [en étant prêt à des compromis avec les Etats-Unis] », appuie l'expert, alors que Donald Trump n'a pas écarté, le 29 décembre, l'hypothèse de nouvelles frappes visant les infrastructures nucléaires et balistiques de l'Iran. « La colère est profonde. Je ne sais pas combien de temps cette vague de contestation durera, mais je suis convaincue que la fin de ce régime approche. Même si le calme revient parfois dans les rues, la colère renaît toujours », conclut une étudiante à Téhéran, prête à poursuivre les manifestations.

The New York Times

Dec. 31, 2025

Most of Iran Shuts Down as Government Grapples With Protests and Economy

Amid mounting street protests, businesses, universities and government offices stayed closed Wednesday under government orders, in 21 of 31 provinces, including Tehran.

Businesses, universities and government offices stayed closed on Wednesday across most of Iran under a government-ordered shutdown, as the president struggled to address public frustration that has fueled mounting protests over the faltering economy and the government.

The one-day shutdown in 21 of Iran's 31 provinces, includ-

ing Tehran, the capital, came as President Masoud Pezeshkian on Wednesday appointed a new central bank chief, the former economy minister Abdolnaser Hemmati. The president acknowledged that it was an “extremely difficult and complex” role that would subject the new bank head to intense pressure and criticism, according to state news media.

Iran's inflation rate has spiked, driving frustrated merchants to the streets in Tehran and other cities, and prompting the abrupt resignation of the former central bank head, Mohammad Reza Farzin, on Monday.

The disruptions caused by the days of protests came as footage circulating on social media on Wednesday and verified by The New York

Times showed demonstrators throwing objects at the gates of a government building complex in Fasa, in south-central Iran, and then shaking them until they opened.

The protests have spread and drawn in demonstrators from across sectors and society, with the demonstrators increasingly also expressing frustration and anger at the regime over not only the econ-

omy but [severe water shortages](#) and more. “Death to the dictator,” protesters shouted at a demonstration in Hamedan in west-central Iran, according to a video posted by BBC Persian.

A photo released by Iranian state media shows a protest in Tehran on Monday. Fars News Agency, via Agence France-Presse — Getty Images

In Fasa, Hamed Ostovar, the head of the judiciary of Fasa county, said that part of the glass and the guard post door of the building were damaged and that four protesters were arrested during the clash, in which three law enforcement personnel were injured, according to the semi-official Tasnim news agency.

Ezzatollah Jahankhah, the special governor of Fasa, played down the incident, according to [Iranian news media](#), saying some demonstrators had been “influenced by hostile channels and media,” and adding that the situation was resolved with “timely management and intervention of trusted people, local influential people.” He and Mr. Ostovar denied rumors that a protester had been shot.

The messaging from Fasa’s leadership, about protesters being in league with Iran’s enemies, echoed claims by Tasnim on Tuesday that “Zionist media outlets and figures” were “aiming to divert the people’s demands and turn the protests into chaos and riots.”

Mr. Pezeshkian, the president, and other officials have taken a different approach, acknowledging the economic woes and the legitimacy of the protesters’ complaints, while also alluding to forces pressuring Iran. On Wednesday, as he addressed the Parliament about the appointment of the



Tehran on Wednesday as businesses, universities and most government offices were told to close. Atta Kenare/Agence France-Presse — Getty Images

new central bank chief, Mr. Pezeshkian said that criticism could improve governance, even as he pointed to external pressures, which he warned could exacerbate internal divisions.

Iran’s economy has long been hobbled by Western sanctions and mismanagement, and the 12-day bombing campaign in June by Israel, which the United States joined, has exacerbated its troubles.

President Trump, while meeting with Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel in Florida on Monday, threatened to strike Iran again if it tried to reconstitute its nuclear program. Mr. Pezeshkian responded on Tuesday with his own threat of retaliatory strikes.

President Masoud Pezeshkian of Iran, in New York in September, has not been dismissive of the protests. Angelina Katsanis/Associated Press

Iran’s prosecutor general, Mohammad Movahedi-Azad, said on Wednesday that “peaceful livelihood protests” stem from “social and understandable

realities,” but he warned that any attempt to use the economic protests to undermine security, destroy public property, or implement “externally designed scenarios” would be met with “a legal, proportionate and decisive response.”

Mr. Hemmati, the new central bank chief, outlined his priorities on Wednesday, saying the three main pillars of his agenda are curbing inflation, controlling the exchange rate by addressing corruption and other issues linked to the currency system, and shoring up Iran’s banks.

Iran has experienced waves of mass protests in recent years fueled by economic difficulties, restrictions on women and water issues. The government has often quashed the demonstrations with deadly violence and arrests.

Whether the steps the government has pledged to take, including discussions with demonstrators, can quell the unrest without similar brutality remains unclear.

On Tuesday, Fatemeh Mohajerani, a spokeswoman for

the government, told reporters that Tehran planned to establish a dialogue that would include protest organizers.

“We see how people these days are struggling intensely with their livelihoods,” she said. “We see, hear and recognize the protests, crises and constraints.”

This sympathetic rhetoric may not be enough to appease frustrated Iranians at this point.

“The recent protests were not the result of a sudden incident, but the accumulation of sustained pressure over time — something the authorities clearly anticipated,” said Omid Memarian, a senior Iran analyst at Dawn, a Washington nonprofit focused on U.S. foreign policy.

“The government’s decision to impose widespread shutdowns is an attempt to lower social tensions,” he said. “But with no real solutions to the worsening economic crisis, and no credible path out of it, such measures cannot contain public anger. The frustration runs far deeper than temporary restrictions can address.”



Dec.31, 2025

Rojava official urges 'democratic integration' as SDF-Damascus talks face hurdles

ERBIL, Kurdistan Region - A senior official from the Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava) called for "democratic integration" to preserve Syria's unity while advancing decentralization, as negotiations between the Syrian Democratic Forces (SDF) and Damascus continue to face political, military, and regional obstacles.

In an interview with Rudaw, Sihanok Dibo, representative of the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES) to the Gulf, said democratic integration is intended to prevent Syria from descending into renewed conflict or fragmentation while safeguarding local self-rule.

"Democratic integration means keeping Syria united and distancing it from the dangers of sliding into civil war or partition and fragmentation," he said, while also ensuring "the maximum degree of independence and ensuring people's self-management in Syrian regions and territories."

Dibo described DAANES as a viable framework for managing the country's ethnic, sectarian, and religious diversity. He said that "democratic integration certainly means Syria as a federal, decentralized, democratic state that takes into account issues of diversity and plurality."

Negotiations over implement-

ing the March 10 agreement between the SDF and Syria's interim government to integrate the force and Rojava institutions into state structures remain ongoing, but major differences persist. Kurdish negotiators favor integrating the SDF as a unified force, while Damascus prefers absorbing fighters individually into regular army units. The Kurdish-led administration in Rojava, along with Alawite and Druze groups elsewhere in Syria, has been pressing for decentralization.

Dibo also criticized Damascus' recent introduction of new Syrian currency denominations, saying the move lacked broad national participation. He said currency design and issuance are sovereign matters that should reflect Syria's diversity, adding that the Autonomous Administration "would not boycott the currency," despite reservations.

Responding to accusations from Damascus that the SDF is delaying implementation of the March 10 agreement, Dibo rejected the claims and said the deal was a "purely national approach" intended to prevent chaos and civil war. He pointed instead to internal obstacles, including unilateral measures by the interim government such as issuing a constitutional declaration that he said reflects "only a narrow viewpoint."

Syria's interim President Ahmed al-Sharaa, in March, approved a 53-article constitutional declaration that draws heavily on Islamic jurisprudence, requires the president to be Muslim, sets a five-year transitional period, and retains the name Syrian Arab Republic. Kurdish, Druze, and Alawite groups have rejected the document.

Dibo also cited violations and clashes as evidence that some factions aligned with the interim government are not committed to the agreement. Fighting erupted last week between Kurdish Asayish forces, affiliated with the SDF, and Syrian government troops and allied factions in the Sheikh Maqsoud and Ashrafiyah neighborhoods of Aleppo, killing at least two people and wounding more than a dozen others.

He said regional and international interference has further slowed implementation, singling out Turkey as a key actor opposed to provisions related to Kurdish rights. Dibo said that in Turkey, it "appears that some wings in it are not pleased with the completion of this agreement," adding that "these matters, in detail, and other challenges, slow down and obstruct the implementation of the agreement."

Turkey's defense ministry said this week that SDF demands for federalism and de-

centralization threaten Syria's territorial integrity, warning that Ankara would support any move by Damascus to preserve it. Ankara, a key regional backer of the new Syrian government, has repeatedly accused the SDF of intentionally delaying integration.

Dibo said the SDF has shown flexibility, revealing that it has submitted 70 names for positions within Syria's Defense Ministry and General Staff, though he declined to say whether SDF commander Mazloum Abdi is among them.

He ruled out a broader military confrontation with Damascus, describing recent tensions as "negotiating under fire" driven by regional pressure rather than strategic intent.

Rejecting accusations that the SDF supports unrest in Suwayda or coordinates with Israel, Dibo said the claims are aimed at undermining the agreement.

As DAANES representative to the Gulf, he said, "We have not heard interference from them [Gulf countries] regarding any form of decentralization that suits Syria," adding that Gulf states support continued dialogue and view the March 10 deal as a way to limit external "intervention."

Les dépêches de l'afp de décembre 2025

1 décembre 2025

Rapatriement de jeunes Français de Syrie: l'État bientôt sommé de revoir sa copie ?

Paris, 1 déc 2025 (AFP) — Trois jeunes majeurs français, conduits en Syrie par leurs parents lorsqu'ils avaient moins de 18 ans, veulent contraindre l'État, par une décision du tribunal administratif, à réexaminer leur situation avec l'espoir d'obtenir un rapatriement.

Après une audience fin novembre, le tribunal administratif de Paris devrait rendre sa décision dans une quinzaine de jours, a indiqué lundi leur avocate, Me Marie Dosé.

Youssef Boudouaia, Adem Clain et Amza Benabed, âgés de 22 à 23 ans, avaient entre 11 et 12 ans quand leurs parents les ont emmenés en Syrie, décidés à rejoindre l'organisation Etat islamique (EI).

A la chute du «califat», il y a

six ans, ils ont été enfermés dans des camps tenus par les forces kurdes, où ils ont atteint la majorité.

Leurs demandes de rapatriement ont été rejetées en 2024 par le ministère des Affaires étrangères français, qui a invoqué «la situation sur place, particulièrement complexe et dangereuse» rendant «les opérations de rapatriement extrêmement difficiles à mener».

Pour Marie Dosé, il y a urgence pour «ces jeunes majeurs qui ont été emmenés en Syrie et qui n'ont rien choisi».

Youssef Boudouaia, originaire de Strasbourg et emprisonné au camp d'Orkesh dans le nord-est syrien, présente des blessures multiples sur tout

le corps et notamment à la tête. «Il est handicapé», appuie son avocate qui l'a rencontré en Syrie en février 2024. «Il fait des crises d'épilepsie tous les jours, c'est un cauchemar pour lui».

Adem Clain, le fils de Fabien Clain, l'un des jihadistes ayant revendiqué les attentats du 13 novembre 2015 en France, est lui aussi détenu dans le camp d'Orkesh où son avocate a constaté une grave blessure à la jambe.

Concernant Youssef Boudouaia et Adem Clain, le rapporteur public a conclu devant le tribunal administratif que le refus de rapatriement était «arbitraire» et s'est prononcé en faveur du réexamen des demandes.

Le troisième requérant, Amza

Benabed, a été transféré en Irak, ce que son avocate déploré avoir appris seulement «lors de l'audience».

«La France a décidé de le transférer en Irak pour qu'il soit condamné à mort avec une peine qui sera commuée en peine à perpétuité», s'indigne l'avocate, qui a rappelé à l'audience que son client est aveugle de l'œil gauche, blessé à l'épaule et à la tête, et «tombe régulièrement dans les pommes».

En septembre dernier, la France avait rapatrié dix enfants et trois femmes. Cette opération était une première depuis juillet 2023.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

03 décembre 2025

Turquie: le chef du PKK réaffirme son soutien au processus de paix

Ankara, 3 déc 2025 (AFP) — Le chef de la guérilla kurde Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, a réaffirmé son «ferme soutien» au processus de paix engagé depuis un an avec la Turquie, selon une délégation parlementaire qui l'a rencontré.

A la demande de son fondateur et leader historique, le Parti de Travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé en mai qu'il déposait les armes et renonçait à la lutte armée après plus de quarante ans de guérilla contre Ankara

qui a fait quelque 50.000 morts.

«Ce processus vise à garantir la participation des Kurdes à la République par des moyens légaux et à construire une République démocratique socialement unie. Je tiens à réaffirmer notre ferme volonté et notre position résolue à l'égard de ce processus», a déclaré M. Öcalan, selon des propos rapportés mercredi par une délégation du parti pro-kurde DEM, troisième force au parlement turc.

Ces députés précisent qu'ils se sont rendus mardi sur l'île-prison d'İmralı, au large d'Istanbul, où M. Öcalan, 76 ans, est détenu à l'isolement depuis 1999.

Un haut commandant militaire de la guérilla kurde, rencontré le 29 novembre par l'AFP dans les montagnes du nord de l'Irak, base-arrière des combattants, a prévenu que le PKK n'irait pas plus loin dans les négociations avec Ankara estimant que la balle était maintenant entre les mains de la Turquie.

«Nous avons fait ce qu'on nous a demandé. C'est au tour de l'Etat turc», a déclaré le commandant Amed Malazgirt.

«Désormais nous attendons que l'Etat turc prenne des mesures et c'est à lui de faire les (prochains) pas», a-t-il insisté, exigeant la libération de M. Öcalan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

03 décembre 2025

«Cette vie nous l'avons choisie» : le PKK chez lui dans les montagnes d'Irak

Qandil (Irak), 3 déc 2025

(AFP) — Le combattant kurde progresse prudemment à bord de son pick-up sur une route sinuuse des montagnes du nord de l'Irak, avant de s'arrêter pour appeler ses camarades tapis dans un bunker voisin et les prévenir qu'ils vont avoir de la visite.

Après son coup de fil passé grâce à un téléphone suspendu à un arbre, il mène les journalistes de l'AFP jusqu'au bunker caché dans les montagnes de Qandil, où ils ont obtenu un rare accès à la base arrière du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

«Le processus de paix ne signifie pas quitter les montagnes», explique d'emblée dans un large sourire la commandante Serda Mazlum Gabar, longs cheveux nattés sur son treillis vert olive.

«Même si on part, on vivra de la même façon», ajoute-t-elle. «La nature ne me fait pas peur, mais je ne me sentirais pas en sécurité à me promener dans une ville, avec les voitures, la pollution et le trafic.»

Répondant à l'appel de son fondateur et chef historique, Abdullah Öcalan, le PKK a pris la décision historique de déposer les armes après plus de quatre décennies de combats qui ont fait quelque 50.000 morts.

Une trentaine de combattants ont même symboliquement brûlé leurs armes en juillet dernier pour prouver leur détermination - même si l'AFP a vu beaucoup de combattants armés lors de sa visite à Qandil.

- «Une vie choisie» -

Pendant des décennies, le PKK a trouvé refuge dans les montagnes d'Irak et de Turquie.

Mais même si les combats ont cessé, la vie du maquis «ne s'arrêtera pas»: elle embrassera juste de nouvelles voies «pacifiques», explique la commandante.

«Nous n'avons pas été forcés à cette vie. Nous l'avons choisie», justifie-t-elle.

A l'entrée des lieux, un grand ventilateur apporte de l'air frais dans un étroit conduit s'enfonçant jusqu'au bunker creusé dans les montagnes.

Le court tunnel conduit ensuite à un couloir plus large, dans lequel des combattants et commandants du PKK en uniformes traditionnels - sarouel et gilet olive ou beige - se rangent pour accueillir les visiteurs.

Le corridor dessert alors plusieurs pièces, chacune ayant une fonction définie. L'une d'elles, à l'entrée décorée de plantes fraîches et guirlandes lumineuses, est réservée aux combattantes.

Les montagnes d'Irak ont récemment accueilli de nouveaux arrivants : des combattants ayant quitté la Turquie, une façon pour le groupe de montrer son engagement en faveur du processus de paix.

Parmi eux, Vejin Dersim: la jeune femme de 34 ans a rejoint le PKK quand elle en avait 23 et passé depuis l'essentiel de son temps dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde.

«Partir était très émouvant» dit-elle. «C'est un endroit très spécial, surtout parce que nous étions plus proches du leader Apo» - le surnom affectueux («oncle», en kurde) donné par ses partisans au chef charismatique du PKK.

Abdullah Öcalan, 76 ans, est détenu depuis 26 ans sur l'île-prison d'İmralı, au large d'Istanbul. Dans le bunker visité par l'AFP, ses portraits trônent en bonne place aux murs, avec ceux des militants tués au combat.

Devrim Palu, 47 ans, est lui aussi revenu récemment en Irak. Il avait rejoint le PKK en 1999.

«Dans notre mouvement, peu importe où vous combattez, et on ne reste pas à un seul endroit», raconte-t-il d'une voix douce et basse. «Aujourd'hui est venu le temps du changement», ajoute-t-il, convaincu que le PKK pourra passer de la guerre à un engagement pacifique.

- «Les yeux fermés» -

Au fil des années, le PKK, toujours considéré comme une organisation terroriste par les Etats-unis et l'Union européenne, a participé à plusieurs pourparlers de paix avec les autorités turques qui n'ont pas abouti.

Mais il a aussi connu des changements profonds, passant de revendications séparatistes à celles de la reconnaissance et de l'égalité des droits pour les Kurdes.

Le mouvement affirme désormais entamer une nouvelle phase en poursuivant cet ob-

jectif par la voie démocratique.

Dans une cuisine du bunker, des membres du PKK pétrissent la pâte pour préparer le lahmajun, un pain plat garni de viande hachée. D'autres regardent la télévision ou prennent un thé, en bavardant dans les couloirs.

Une pièce est dédiée aux communications avec d'autres bases dans les montagnes environnantes.

Devrim Palu juge plus facile d'être basé en Irak, au plus près du commandement supérieur du mouvement et des informations fraîches, avance-t-il.

Qandil est le foyer du PKK depuis des années, offrant un refuge plus sûr que les montagnes du sud-est de la Turquie.

Au début, les combattants s'y cachaient dans des grottes, puis ils ont commencé à creuser pour aménager des dizaines de bunkers, bien entretenus, faisant de Qandil leur quartier général.

«Je pourrais conduire dans ces montagnes les yeux fermés», assure l'un d'eux, habitué à naviguer sur les pistes accidentées à grande vitesse et dans la nuit noire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

04 décembre 2025

Pour les exilés syriens de retour, voir Daraya et rebâtir

Daraya (Syrie), 4 déc 2025

(AFP) — Comme un fantôme dans la nuit, l'artiste Bilal Shorba, surnommé le Banksy syrien, se faufilait dans les décombres de Daraya pour peindre ses graffitis, priant pour ne pas être touché par un bombardement.

De retour d'exil, l'ex-rebelle n'en revient pas. Dans cette ville de la banlieue de Damas, l'une des premières à rejoindre la contestation, quelques-uns de ses graffitis ont échappé à la destruction parmi la trentaine dessinés alors.

Celui-ci par exemple, qui retrace l'évolution tragique de la «révolution syrienne»: violon à l'épaule, une femme en robe de mariée mène la danse suivie d'un soldat, d'un rebelle, d'un jihadiste armés de Kalachnikovs. Sur le mur d'une maison en ruine dans un quartier en ruine, le graffiti criblé de balles est éborgné par endroits, déchiqueté par d'autres.

Mais il est toujours là. C'est «une victoire», dit Bilal Shorba, 31 ans. «Malgré l'entrée du régime dans la région, malgré notre exil, ces simples graffitis sont restés et le régime est parti.»

Daraya occupe une place particulière dans l'histoire de la révolution syrienne.

C'est ici, qu'à ses prémices en mars 2011, des manifestants ont offert des fleurs aux militaires. Ici aussi que les forces gouvernementales ont perpétré en août 2012 leur pire campagne d'exécutions sommaires. Assiégée ensuite pendant des années, Daraya sera la seule ville syrienne totalement vidée.

Trois ans, de 2016 à 2019, sans un seul de ses 250.000 habitants avant-guerre contraints par le pouvoir à l'exode, partis en Europe ou dans les pays voisins durant la grande vague migratoire

commencée en 2015 ou bien réfugiés à Damas à sept kilomètres de là.

Avec une petite valise où il avait fourré «des vêtements pour deux ou trois jours, des crayons de couleurs, un cahier de dessin et un exemplaire des Misérables» en arabe, Bilal Shorba, originaire de Damas, avait rejoint la ville en 2013 pour porter les armes aux côtés des rebelles.

Il y est resté trois ans, endurant le siège implacable sous les bombardements terrestres et aériens quand pour survivre il fallait manger des herbes sauvages. Forcé, avec quelques milliers de combattants, d'évacuer Daraya vers la zone rebelle du nord-ouest de la Syrie en août 2016, il a gagné la Turquie.

Il en est revenu formé à l'art des fresques murales, avec lesquelles il veut désormais «gommer» les reliques du passé et les innombrables effigies à la gloire du clan Assad.

- Comment rentrer ? -

Bilal Shorba est un de ces milliers d'exilés rentrés à Daraya depuis la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre 2024 et l'arrivée au pouvoir du groupe islamiste syrien Hayat Tahrir al-Sham (HTS) et de son leader, le désormais président Ahmad al-Chareh.

Si depuis 2019, des femmes, des enfants et ceux capables de prouver n'avoir pas de liens avec l'opposition ont été progressivement autorisés à revenir chez eux, la plupart des hommes, parmi lesquels nombre de médecins, ingénieurs, professeurs, ouvriers ou agriculteurs ont attendu la fin de la guerre.

De leur exil, ils ont rapporté de nouvelles compétences, parfois de l'argent collecté auprès d'ex-

patriés, l'expérience de la liberté et cette détermination propre aux habitants de Daraya qui furent à l'avant-garde de la révolution.

Mais beaucoup attendent encore. A l'échelle nationale, entre décembre 2024 et septembre 2025, un million de réfugiés syriens étaient rentrés de l'étranger mais plus de 4,5 millions s'y trouvent toujours, selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Comment rentrer avec sa famille dans une ville où 65 % des bâtiments sont totalement détruits, 14 % endommagés, 21 % nécessitent une rénovation, selon une évaluation en avril de la Syrian American Engineers Association ? Où seuls un quart des puits fonctionnent, où par endroits les égouts débordent chaque jour ?

La question ne s'est pas posée pour Hussam Lahham, exilé à Idlib depuis 2016. Parmi un des derniers à avoir quitté la ville rebelle, le jeune homme de 35 ans, moteur de la société civile qui collectait des vivres avant de rejoindre les combattants et devenir commandant, est un des premiers à être revenu.

Il fallait voir Daraya et rebâtir, «pour les sacrifices consentis par Daraya pour recouvrer sa liberté, comme le reste de la Syrie», explique-t-il.

Aujourd'hui volontaire au sein de l'administration civile, il se débrouille pour trouver des fonds pour la réhabilitation. Il fait faire le tour de la ville.

Par endroits c'est une véritable ruche, avec ouvriers sur les toits, ravalant des façades, réparant une pompe à eau ou transportant des meubles fabriqués dans la ville où les ateliers de menuiserie fleu-

rissent comme avant la guerre.

Par d'autres, ce ne sont qu'immeubles d'habitation éventrés, réseaux électriques détruits, quartiers désertés. Les infrastructures de santé ont été particulièrement touchées: les quatre hôpitaux de Daraya sont hors service.

Surplombant le quartier al-Khaleej entièrement détruit, l'Hôpital national de la ville, d'une capacité de quelque 200 lits qui soignait plus d'un million d'habitants de la région, a été bombardé en 2016. Il n'en reste qu'une énorme carcasse de béton, d'où l'on peut voir sur une colline en face le palais présidentiel qu'habitait Bachar al-Assad.

«Aujourd'hui, il n'y a à Daraya aucun hôpital, aucune salle d'opération» pour les cas urgents, explique Hussam Lahham.

De nombreux professionnels de santé ont émigré pendant la guerre, vers l'Egypte, la Jordanie, la Turquie ou en Europe en Allemagne et la majorité ne sont pas rentrés.

Seule une équipe de Médecins sans frontières assure des soins jusqu'à la fin de l'année. «Les gens seront encouragés à revenir si les soins de santé sont fournis», assure-t-il.

- «Servir son pays» -

Quand il a remis les pieds à Daraya, le docteur Hussam Jamous n'a pas reconnu sa ville. «Je m'attendais à ce qu'elle soit détruite mais pas à ce point», lâche cet otorhinolaryngologiste de 55 ans qui en était parti fin 2012 au début du siège, comme la plupart des habitants.

Pendant son exil de dix ans en Jordanie, Hussam Jamous a perdu ses 30.000 patients et le droit d'exercer dans son pays

d'accueil. Pas résigné, il a travaillé comme volontaire dans une association de bienfaisance puis dans un hôpital du Croissant-rouge émirati. Et en a profité pour se former à la médecine esthétique.

Dès que cela lui a été possible, il est rentré, «tellement heureux de revenir, comme si je revivais à nouveau», dit-il.

Sur le mur d'entrée criblé de balles de son cabinet, dans la rue de la Révolution au centre de la ville, il a apposé une plaque portant son nom en grandes lettres: chirurgien ORL et injection de botox - une pratique devenue courante à Damas mais nouvelle à Daraya.

En quelques semaines, il a reçu plusieurs centaines de patients, enfants aux amygdales enflammées, anciens détenus aux «tympan perforés ou nés cassés sous les coups».

«Comme j'ai servi mes concitoyens réfugiés en Jordanie, je continue aujourd'hui à les servir dans mon pays», dit-il devant ses diplômes syrien et jordanien.

C'est aussi l'ambition de l'équipe d'Enab Baladi, média né au début de la guerre à Daraya sous l'impulsion d'une vingtaine d'étudiants engagés dans la contestation, dont quatre sont morts dans les premières années de la guerre.

Exilés en Turquie ou en Allemagne, les jeunes journalistes ont pu se perfectionner auprès de grands médias internationaux. A leur retour de l'étranger, le site, lancé comme un journal local est devenu l'un des principaux médias indépendants en Syrie.

Sa rédaction, formée à l'image du pays morcelé de correspondants alaouites, chrétiens, kurdes, druzes, sunnites, n'hésite pas à traiter de sujets sensibles y compris quand ils mettent en cause les nouvelles autorités sunnites islamistes - comme les violences inter-communautaires qui

ont visé la minorité druze en juillet à Soueida (sud).

Devant les ruines de la maison d'où était sorti le numéro zéro, l'un des fondateurs Ammar Zia-deh, 35 ans, espère que «les médias indépendants pourront maintenir un espace de liberté» dans ce pays où les journalistes ont été muselés pendant des décennies.

- Alphabétisation en arabe -

Un pays où les enfants de Mohammed Nakkash pourront se sentir enfin chez eux.

Omar, six ans, et Hamza, huit ans, sont nés en Turquie, où leur père, un ancien militaire, s'est réfugié après avoir fait défection en 2012 et «enterré huit amis de (ses) mains».

Dans leur pays d'accueil, les enfants ont souffert de racisme et lui a été exploité par un patron qui ne l'a jamais payé, affirme l'homme de 31 ans. «Quand le régime est tombé (...) il n'y avait aucune raison pour nous de rester là-bas.»

Le retour sur la terre natale est dur. «On manque d'eau potable, d'électricité, de conditions d'hygiène décentes.»

Eloignés de leur culture, les enfants ont dû tout réapprendre. «En Turquie, ils ne se mêlaient pas aux petits Turcs et depuis que nous sommes arrivés ici, ils ne sont pas rapprochés de mes parents ni de mes frères et soeurs.»

Il a cru un moment qu'ils étaient autistes et les amenés consulter, avant qu'ils ne commencent à s'habituer à leur nouvel environnement et reprennent l'école.

Mais là aussi, c'est difficile. Dans les 17 écoles de la ville (contre 24 avant-guerre), les équipements et surtout les professeurs de mathématiques, de sciences ou d'anglais manquent.

Parmi les écoliers, beaucoup sont nés en Jordanie, en Egypte, au Liban ou en Turquie - pays d'où viennent plus de la moitié des exilés rentrés en Syrie selon l'ONU.

Et les enfants nés durant l'exil turc de leurs parents «ont des difficultés en arabe qu'ils parlent sans savoir l'écrire, ce qui nous oblige à organiser des cours quasi d'alphabetisation en arabe», explique un responsable éducatif qui a requis l'anonymat.

Cahin-caha, la famille Nakkash construit sa vie à Daraya. Mohammed travaille dans la menuiserie de son père. Leur habitation est en ruines, alors ils vivent chez des proches, allant de l'un à l'autre, comme beaucoup ici.

Alors que la population commence à revenir - environ 200.000 selon les autorités locales - «nous recevons chaque jour des habitants de retour, qui ont trouvé leur maison en ruines et nous demandent un abri ou de l'aide pour reconstruire», dit le président de la municipalité, Mohammed Jaanina.

Mais pour reconstruire sa maison, il faut montrer un titre de propriété souvent perdu dans les différents exodes...

- Une tombe pour les morts -

Avant de quitter Daraya en 2016, craignant que les tombes du cimetière ne soient profanées par l'armée, les combattants et militants ont retiré les pierres tombales après les avoir documentées, racontent à l'AFP les derniers témoins, dont Bilal Shorba et Hussam Lahham.

A leur retour, sur la base des photos conservées, ils les ont remises en place. Au total 421 stèles avec noms et dates de décès d'habitants de la ville morts entre 2012 et 2016. En face, sous des rectangles de terre plantée d'arbustes, les corps de victimes inconnues tuées quand les forces gouvernementales et

des milices alliées ont exécuté 700 personnes en 72 heures en août 2012.

En ce jour d'automne, Amneh Khoulani se recueille dans ce «cimetière des martyrs» de Daraya.

«Aujourd'hui, je lutte pour que mes frères aient une tombe», dit en retenant ses larmes cette femme de 51 ans qui vit entre la Syrie et la Grande-Bretagne.

Arrêtés pendant le conflit, trois de ses frères ont été exécutés et leurs corps n'ont jamais été retrouvés. La photo de l'un d'eux est apparue dans le dossier César parmi les 55.000 portant sur 11.000 détenus torturés et morts entre 2011 et 2013 dans des centres de détention d'Assad.

«A Daraya, il y a une grande souffrance, beaucoup d'habitants ne savent pas où se trouvent leurs enfants», poursuit celle qui est devenue membre de la Commission nationale des disparus et deux fois s'est exprimée au Conseil de sécurité de l'ONU pour appeler à construire «un Etat de droit où la justice est rendue».

«Nous avons lutté pour nous débarrasser d'Assad, mais nous sommes aujourd'hui à la recherche des tombes», rappelle-t-elle.

A l'entrée du cimetière, des fardoles de photos passées de disparus flottent au vent et sur une bannière il est écrit : «Ce ne sont pas des numéros».

Sur un mur, Bilal Shorba a peint une fresque: sur fond bleu ciel, une fillette cueille des roses à la mémoire de son père et se demande qu'en faire sans tombe où les déposer.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

06 décembre 2025

Les Kurdes de Syrie saluent "l'impact positif" du processus de paix en Turquie

Istanbul, 6 déc 2025 (AFP)

— Les efforts en vue de parvenir à la paix entre la Turquie et la guérilla kurde dans ce pays ont eu un "impact positif" sur les Kurdes de Syrie, qui souhaitent également engager un dialogue avec Ankara, a dit un de leurs responsables samedi.

A l'initiative de son fondateur et leader historique Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé en mai qu'il déposait les armes et renonçait à la lutte armée après plus de quarante ans d'une guérilla contre les autorités turques qui a fait quelque 50.000 morts, se tournant vers la défense pacifique des droits de la minorité kurde en Turquie.

Ce processus a suscité des espoirs au sein des populations kurdes de la région, notamment en Syrie où les Kurdes contrôlent des zones situées dans le nord et le nord-est.

"L'initiative de paix en Turquie a eu un impact direct dans le nord et l'est de la Syrie", a dit Elham Ahmad, une respon-

sable de haut rang de l'administration kurde en Syrie.

"Nous voulons un processus de dialogue avec la Turquie. (...) Nous voulons que les frontières entre nous soient ouvertes", a-t-elle dit, s'exprimant par vidéo lors d'une conférence de paix organisée à Istanbul par le parti d'opposition prokurde DEM.

Cette responsable kurde, qui parlait en langue turque, a salué l'ouverture du processus de paix par la Turquie mais a souligné que la libération d'Abdullah Öcalan - qui a conduit le processus de sa cellule de la prison de l'île d'Imrali près d'Istanbul où il purge une peine de prison à vie depuis 1999 - accélérerait les choses.

"Nous avons la conviction que la libération d'Abdullah Öcalan lui permettrait de jouer un rôle plus important (et) que ce processus de paix et de règlement se déroulerait mieux et plus vite", a-t-elle ajouté.

- Rôle "très important" de la Turquie -

Elle s'est aussi félicitée l'approche d'Ankara dans son

dialogue avec le nouveau pouvoir installé à Damas après la chute du président Bachar al-Assad il y a un an.

"Le gouvernement turc a un dialogue et une relation avec le gouvernement syrien. Il a aussi ouvert des voies de communication avec nous. Nous voyons qu'il y a une approche attentive de ce sujet", a encore dit Elham Ahmad.

La Turquie s'est montrée dans le passé hostile aux forces kurdes SDF qui contrôlent le nord-est de la Turquie avec un soutien américain, les voyant comme une émanation du PKK et demandant leur intégration à l'armée syrienne.

Bien qu'un accord ait été conclu à ce sujet en mars, il n'a jamais été appliqué.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a cependant déclaré samedi, à l'occasion d'un forum à Doha, qu'Ankara avait conscience que ses pourparlers avec les Kurdes ne pouvaient être séparés de la situation des Kurdes en Syrie, de précédentes tentatives entre 2009 et 2013 ayant achoppé sur

cette question.

"Nous étions parvenus à un accord mais, par la suite, il avait été abandonné par le PKK à cause de la Syrie", a-t-il dit.

"C'est pourquoi la Syrie est si importante", a-t-il poursuivi, estimant qu'Abdullah Öcalan "pouvait jouer un rôle" dans ce cadre.

Mme Ahmad a souligné que la Turquie avait "un rôle très important" à jouer dans la région "au moment où le Moyen-Orient est en cours de réorganisation"

La communauté kurde de Syrie considère la coexistence comme "fondamentale" et ne veut pas voir ce pays divisé, a-t-elle ajouté.

"Nous ne sommes pas partisans de la division de la Syrie ni de tout autre pays. De telles divisions ouvrent la voie à de nouvelles guerres. C'est pourquoi nous défendons la paix".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

06 décembre 2026

Un chef spirituel alaouite appelle à boycotter les célébrations de la chute d'Assad

Damas, 6 déc 2025 (AFP)

— Un chef spirituel alaouite en Syrie a exhorté samedi les membres de sa minorité religieuse à boycotter les célébrations marquant la chute de Bachar al-Assad, pour protester contre les nouvelles autorités syriennes.

«Sous le slogan de la liberté, ils veulent imposer la célébration du remplacement d'un régime oppressif par un régime encore plus oppressif», a déclaré le dignitaire Ghazal Ghazal, président du Conseil islamique alaouite en Syrie et à l'étranger, dans un mes-

sage vidéo publié sur Facebook.

Depuis fin novembre, les Syriens célèbrent le premier anniversaire de l'offensive de la coalition islamiste menée par Ahmad al-Chareh, qui avait abouti le 8 décembre au ren-

versement du président Bachar al-Assad, après près de 14 ans de guerre.

Depuis la destitution d'Assad, lui-même alaouite, cette minorité est la cible d'attaques.

Ghazal Ghazal dénonce des

«tentatives pour nous briser de la pire des façons, en procédant à des arrestations, en tuant, en massacrant, en kidnappant, en incendiant et maintenant en menaçant nos moyens de subsistance».

«Ils nous obligent à participer à des célébrations organisées sur notre sang, notre douleur, notre souffrance... et à nous taire», poursuit le dignitaire.

«Nous répondrons à leur agression par une réaction claire, pacifique et collective», précise le chef spirituel en appelant la population à rester

chez elle lors d'une «grève générale» du 8 au 12 décembre pour refuser d'appuyer «une nouvelle oppression encore plus tyrannique, exclusive et cruelle».

Des milliers de personnes avaient manifesté fin novembre dans plusieurs villes de la côte syrienne pour dénoncer de récentes violences contre les alaouites, branche de l'islam chiite.

En mars, des massacres sur le littoral ont fait plus de 1.700 morts, essentiellement des alaouites, après des affrontements entre forces de sécurité et partisans de Bachar al-Assad, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé au Royaume-Uni. Une commission nationale d'enquête a recensé au moins 1.426 morts, pour la plupart des civils.

La prise du pouvoir par des islamistes a renforcé les craintes des minorités syriennes.

En juillet, la province à majorité druze de Soueida avait été le théâtre de violences intercommunautaires qui avaient fait

plus de 2.000 morts, d'après l'OSDH.

Samedi, l'administration kurde qui contrôle une grande partie du nord et du nord-est de la Syrie a annoncé l'interdiction de rassemblements et événements publics dimanche et lundi «en raison de la situation sécuritaire actuelle et de l'activité accrue des cellules terroristes».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

08 décembre 2025

Un an après la chute d'Assad, le président Chareh s'engage à promouvoir la "coexistence" et la justice.

Damas, 8 déc 2025 (AFP)

— Le président syrien, Ahmad al-Chareh, s'est engagé lundi à faire prévaloir la "coexistence" et la justice, dans un discours marquant le premier anniversaire de la chute de Bachar al-Assad, célébré dans les rues par des dizaines de milliers de Syriens.

Feux d'artifice, prières et drapeaux, l'atmosphère était joyeuse dans les rues de Damas, envahies, comme dans d'autres villes, par une foule agitant les couleurs syriennes.

"Aujourd'hui, à l'aube de la liberté, nous déclarons (...) un abandon définitif de l'ère du despotisme et de la tyrannie, inaugurant une nouvelle aube radieuse, fondée sur la justice, la bienveillance et la coexistence", a déclaré M. Chareh, un ancien jihadiste, dans un discours devant un parterre d'officials.

"Nous réaffirmons notre engagement envers le principe de justice transitionnelle afin de garantir que tous ceux qui ont violé la loi et commis des

crimes contre le peuple syrien rendent des comptes", a-t-il ajouté.

La transition en cours dans ce pays multiethnique et multiconfessionnel, qui émerge de 14 ans de guerre civile, a été marquée par de sanglantes violences intercommunautaires dans les régions des minorités druze et alaouite.

Des dizaines de milliers de personnes restent aussi portées disparues, leurs proches réclamant justice pour les atrocités commises sous le pouvoir d'Assad.

Dans le même temps, M. Chareh a replacé son pays sur la scène internationale, multipliant les visites dans les capitales régionales et internationales. Autrefois dans le collimateur de Washington, il a même été chaleureusement reçu en novembre par le président américain Donald Trump.

- "Miracle" -
"Ce qui s'est passé en un an

tient du miracle", s'enthousiasme Iyad Burghol, un médecin de 44 ans.

Après des années de guerre civile et de crise économique, le quotidien reste difficile et les coupures d'électricité fréquentes, mais "le plus important pour moi est la paix civile et la sécurité", ajoute-t-il en immortalisant ce moment de liesse.

Ghaith Tarbin, un travailleur humanitaire de 50 ans, espère que le gouvernement va se concentrer sur les questions intérieures, et "donner la priorité à la paix civile".

Le 27 novembre 2024, une coalition de rebelles menés par des islamistes radicaux avait lancé une offensive éclair depuis le nord-ouest de la Syrie, avant de gagner Damas le 8 décembre.

Leur chef, qui a rompu avec son passé jihadiste avant de devenir dans la foulée président par intérim, reste confronté aux défis de restaurer la confiance, unifier le

pays et y garantir la sécurité.

"La phase actuelle exige que tous les citoyens unissent leurs efforts pour bâtir une Syrie forte, consolider sa stabilité, préserver sa souveraineté", avait plus tôt déclaré le dirigeant de 43 ans, après la prière du matin à la mosquée des Omeyyades.

En uniforme militaire comme à son entrée dans Damas un an plus tôt, il a salué "les sacrifices et l'héroïsme des combattants" ayant renversé l'ex-président.

Aux côtés de plusieurs ministres, il a ensuite assisté à un défilé militaire, survolé par des hélicoptères.

Dimanche, la Commission internationale indépendante d'enquête sur la Syrie des Nations unies a félicité Damas pour les mesures prises jusqu'à présent mais déploré que des violences intercommunautaires aient causé de nouveaux déplacements de population et une polarisation du pays.

"La réponse du nouveau gouvernement aux graves violations commises depuis son arrivée au pouvoir" serait "un test décisif de son engagement envers la justice et l'établissement des responsabilités", a affirmé Amnesty International.

Déclenchée par la répression d'un soulèvement prodémocratie en 2011, la guerre civile a fait plus de 500.000 morts et déplacé près de la moitié de la population.

La Banque mondiale estime

que la reconstruction pourrait coûter jusqu'à 216 milliards de dollars.

- "Panzer des divisions profondes" -

Cet anniversaire est "l'occasion de reconstruire des communautés brisées et de panser des divisions profondes", a souligné le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Les célébrations sont cependant marquées par le boycott lancé samedi par un chef spi-

rituel alaouite, Ghazal Ghazal, pour protester contre un nouveau régime "oppressif". Depuis la destitution d'Assad, lui-même alaouite, cette minorité est la cible d'attaques.

En réponse à cet appel, des magasins étaient fermés lundi dans la ville côtière de Jableh et ses environs, a rapporté un correspondant de l'AFP.

L'administration kurde, qui contrôle une grande partie du nord et du nord-est de la Syrie, a de son côté annoncé l'interdiction de rassemblements

et d'événements publics lundi "en raison de la situation sécuritaire actuelle".

Elle avait accepté en mars d'intégrer ses troupes et ses institutions au pouvoir central dans un délai d'un an mais les négociations sont actuellement dans l'impasse.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

08 décembre 2025

Syrie: Chareh lance un appel à l'unité un an après la chute d'Assad

Damas, 8 déc 2025 (AFP)

— Le président syrien Ahmed al-Chareh a exhorté lundi, un an après la chute de Bachar al-Assad, son peuple à s'unir pour rebâtir un pays ravagé par des années de guerre civile.

«La phase actuelle exige que tous les citoyens unissent leurs efforts pour bâtir une Syrie forte, consolider sa stabilité, préserver sa souveraineté», a déclaré le dirigeant, endossant pour l'occasion l'uniforme militaire comme le 8 décembre 2024, quand il était entré dans Damas à la tête de forces rebelles.

Après les prières du matin à mosquée des Omeyyades, il a salué «les sacrifices et l'héroïsme des combattants» ayant renversé il y a un an l'ex-dic-

tateur Assad, selon un communiqué de la présidence.

Ahmed al-Chareh, ancien jihadiste de 43 ans, était devenu dans la foulée chef d'Etat par intérim après 14 ans de guerre civile et plus de cinq décennies d'un régime familial à la main de fer.

Il a rompu avec son passé jihadiste et réhabilité la Syrie sur la scène internationale, obtenant la levée des sanctions internationales, mais reste confronté à d'importantes défis sécuritaires.

De sanglantes violences intercommunautaires dans les régions des minorités druze et alaouite, et de nombreuses opérations militaires du voisin israélien ont secoué la fragile transition.

«C'est l'occasion de reconstruire des communautés brisées et de panser des divisions profondes», a souligné dans un communiqué le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

«L'occasion de forger une nation où chaque Syrien, indépendamment de son appartenance ethnique, de sa religion, de son sexe ou de son affiliation politique, peut vivre en sécurité, dans l'égalité et dans la dignité».

Les célébrations de l'offensive éclair, qui ont débuté fin novembre, doivent culminer lundi avec une parade militaire et un discours du président syrien. Elles sont toutefois marquées par le boycott lancé samedi par un chef spirituel

alaouite, Ghazal Ghazal. Depuis la destitution d'Assad, lui-même alaouite, cette minorité est la cible d'attaques.

L'administration kurde, qui contrôle une grande partie du nord et du nord-est de la Syrie, a également annoncé l'interdiction de rassemblements et événements publics dimanche et lundi «en raison de la situation sécuritaire actuelle et de l'activité accrue des cellules terroristes».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 décembre 2025

Rapatriement de jeunes Français de Syrie: l'Etat français sommé de revoir sa copie

Paris (France), 11 déc 2025

(AFP) — La justice a annulé jeudi le refus de la France de rapatrier trois jeunes majeurs français, conduits en Syrie par leurs parents alors qu'ils étaient enfants, l'enjoignant à réexaminer leur situation dans un délai de deux mois.

"C'est une victoire, mais une victoire arrachée à l'ignominie", a déclaré à l'AFP Marie Dosé, l'avocate des trois hommes pour lesquels la France devra revoir sa copie.

Youssef B., Adem C. et Amza B., âgés de 22 et 23 ans, avaient 11 et 12 ans quand leurs parents les ont emmenés en Syrie, décidés à rejoindre l'organisation Etat islamique (EI).

A la chute du "califat", il y a six ans, ils ont été enfermés dans des camps tenus par

les forces kurdes, où ils ont atteint la majorité.

Leurs demandes de rapatriement avaient toutes été rejetées en 2024 par le ministère français des Affaires étrangères, qui avait invoqué "la situation sur place, particulièrement complexe et dangereuse" rendant "les opérations de rapatriement extrêmement difficiles à mener".

Lors de l'audience fin novembre devant le tribunal administratif de Paris, leur avocate avait évoqué l'urgence de rapatrier ces jeunes "qui n'ont rien choisi" et qui sont enfermés depuis des années dans des camps tenus par les Kurdes.

L'un d'eux, Youssef B., originaire de Strasbourg (est), présente selon elle des blessures multiples sur tout le corps et

notamment à la tête. "Il est handicapé", a expliqué Marie Dosé, qui l'a rencontré dans le camp d'Orkesh en février 2024.

Adem C. est lui grièvement blessé à la jambe et ne bénéficie actuellement d'aucun soin.

Le troisième requérant, Amza B., se trouve en ce moment emprisonné en Irak, transféré cet été, ce que son avocate déplore avoir appris seulement "lors de l'audience".

"Nous sommes allés en Irak voir les femmes et les hommes retenus là-bas, nous savons dans quelles conditions ils sont détenus. Amza va nécessairement périr dans ces geôles-là", s'est indigné Marie Dosé auprès de l'AFP, rappelant que son client est aveugle de l'oeil gauche,

blessé à l'épaule et à la tête, et "tombe régulièrement dans les pommes".

La France a aujourd'hui deux mois pour réexaminer la demande de rapatriement de ces trois jeunes adultes.

Le tribunal administratif ne s'est en revanche pas estimé compétent pour évaluer les demandes de rapatriement de deux autres prisonniers des camps syriens. "Il s'agit de garçons qui ont grandi en France mais qui ne sont pas Français", a regretté leur avocate.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 11 décembre 2025

Syrie: les Kurdes déjouent une tentative d'évasion d'un camp de jihadistes

Dix-huit femmes et enfants de différentes nationalités ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de s'échapper d'un camp du nord-est de la Syrie, où sont détenus des proches présumés de jihadistes, a déclaré jeudi à l'AFP la directrice du site.

Plus de six ans après la défaite du groupe jihadiste Etat islamique (EI), les camps et prisons gérés par l'administration autonome kurde dans le nord-est de la Syrie abritent encore des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup ont des liens présumés avec l'EI ou sont soupçonnés d'en avoir.

Al-Hol est le plus grand camp de la région et les détenus y vivent dans des conditions notamment difficiles.

Selon sa directrice, Jihan Hanan, 18 femmes et enfants «de diverses nationalités, y compris russe» ont tenté mercredi soir de s'échapper de la zone de haute sécurité du camp.

Elle a indiqué que la région se trouvait dans un épais brouillard depuis plusieurs jours et que le nombre de tentatives d'évasion «augmentait généralement par mauvais temps».

En septembre, les forces de sécurité kurdes avaient déjà déjoué une tentative d'évasion de 56 personnes du camp d'al-Hol.

Selon sa directrice, le camp abrite actuellement plus de 24.000 personnes, dont environ 15.000 Syriens, 3.500 Irakiens et 6.200 autres étrangers.

De nombreux pays occidentaux refusent toujours de rapatrier leurs ressortissants.

En février 2025, l'administration autonome kurde syrienne avait annoncé son intention d'évacuer

d'ici la fin de l'année les Irakiens et les Syriens des camps sous son contrôle dans le nord-est de la Syrie, où sont retenus notamment des proches de jihadistes.

L'EI s'était emparé en 2014 de vastes portions de territoires en Syrie et en Irak, avant sa défaite en 2019 en Syrie. Mais des cellules jihadistes restent présentes, notamment dans le vaste désert du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 12 décembre 2025

L'ex-président irakien Barham Saleh nommé à la tête du HCR, l'agence de l'ONU pour les réfugiés

L'ex-président irakien Barham Saleh, une personnalité kurde, a été nommé à la tête du HCR, l'agence de l'ONU pour les réfugiés, a indiqué vendredi à l'AFP une source onusienne souhaitant garder l'anonymat.

Il va succéder en janvier à l'Italien Filippo Grandi, qui a passé dix ans aux commandes du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. De nombreuses autres candidatures avaient également été soumises, dont celle de la maire de Paris Anne Hidalgo mais aussi celle de Jesper Brodin, le directeur général sortant de la holding chapeautant la plupart des magasins Ikea.

M. Saleh, 65 ans, va prendre ses fonctions alors que le

HCR est confronté à une crise immense: le nombre de personnes déplacées de force dans le monde a presque doublé en dix ans, mais le financement de l'aide internationale diminue drastiquement, en particulier avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump cette année.

L'organisation a également été contrainte de supprimer plus d'un quart de ses effectifs depuis le début de l'année, soit près de 5.000 collaborateurs.

Barham Saleh, qui a fait ses études au Royaume-Uni, est considéré comme un homme politique modéré. Il a été membre des autorités intérimaires mises en place par le commandement militaire américain après le renversement

du régime de Saddam Hussein après l'invasion emmenée par les Etats-Unis en 2003.

Il a ensuite été ministre de la Planification du gouvernement fédéral né des premières élections multipartites en Irak, en 2005. Un an plus tard, il devient vice-Premier ministre de Nouri al-Maliki et une fois son mandat terminé, il rentre en 2009 à Erbil pour y occuper jusqu'en 2011 le poste de chef du gouvernement du Kurdistan.

Ce fils d'un juge et d'une militante des droits des femmes a présidé l'Irak de 2018 à 2022, un poste largement honorifique qui est tacitement réservé à un Kurde depuis les premières élections multipartites de 2005.

En 2014, certains avaient prédit son retour à Bagdad, cette fois au poste honorifique de président de la République, mais au dernier moment, Barham Saleh s'était retiré au profit de Fouad Massoum, également membre de son parti, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Ce natif de Souleimaniyeh, bastion de l'UPK, a également impulsé des projets phares dans cette deuxième ville du Kurdistan, militant notamment pour l'installation de l'Université américaine de Souleimaniyeh.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 13 décembre 2025

Trois Américains, dont deux soldats, tués en Syrie dans une attaque attribuée à l'EI

Deux soldats et un civil américains, membres d'une délégation commune, ont été tués samedi en Syrie à la suite d'une «embuscade par un tireur isolé» de l'organisation Etat islamique, a annoncé Washington, Donald Trump promettant de riposter.

Trois autres soldats américains ont été blessés dans cette attaque, a déclaré dans un communiqué le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Cent-com), annonçant en outre que le tireur avait été tué.

«Nous riposterons», a lancé Donald Trump à la presse, affirmant que l'attaque avait été perpétrée par l'EI «dans une zone très dangereuse de Syrie, qui n'est pas totalement contrôlée» par le gouvernement syrien.

Les trois soldats blessés «se portent bien», a ajouté le président américain sur sa plateforme Truth Social.

Le contingent américain était dans la région désertique de Palmyre pour une «mission de soutien aux opérations en cours contre l'EI/de contre-

terrorisme dans la région», a affirmé le porte-parole du Pentagone, Sean Parnell, précisant que le civil américain tué était un interprète.

C'est la première fois qu'un tel événement est rapporté en Syrie depuis la prise du pouvoir, il y a un an, d'une coalition islamiste qui a effectué un rapprochement avec les Etats-Unis.

«Le président syrien, Ahmed al-Chareh, est extrêmement en colère et troublé par cette attaque», a affirmé Donald Trump sur Truth Social.

- «Avertissements préalables»
-

Le gouvernement syrien «condamne fermement l'attaque terroriste», a déclaré de son côté le ministre syrien des Affaires étrangères, Asaad al-Chaibani.

«Nous adressons nos condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'au gouvernement et au peuple américains», a-t-il ajouté sur X.

Plus tôt, le porte-parole du ministère de l'Intérieur avait affirmé que les forces de la

coalition internationale, dirigées par Washington, n'avaient pas tenu compte des avertissements de Damas concernant un risque d'infiltration du groupe Etat islamique (EI).

«Il y avait des avertissements préalables de la part du commandement de la sécurité intérieure à destination des forces partenaires» dans la région de Palmyre, a déclaré à la télévision d'Etat le porte-parole, Anwar al-Baba.

Selon l'agence officielle syrienne Sana, «deux membres des forces de sécurité syriennes» ont été également blessés dans ces tirs ayant visé une «délégation commune».

Un responsable militaire syrien qui a requis l'anonymat a indiqué que les tirs avaient éclaté alors que des officiers

syriens et américains étaient réunis dans une permanence de la sécurité syrienne à Palmyre.

Un témoin dans la ville, qui a également requis l'anonymat, a déclaré avoir entendu des coups de feu provenant de l'intérieur de la base.

Sana a indiqué que des hélicoptères avaient évacué les blessés vers la base d'Al-Tanf, dans le sud du pays, où sont déployées des troupes américaines.

- «Sans merci» -

Le ministre américain de la Défense, Pete Hegseth, a qualifié l'auteur de l'attaque de «sauvage» et a lancé un avertissement: «Si vous ciblez des Américains - n'importe où dans le monde - vous passez le reste de votre vie brève et stressante en sachant que

les Etats-Unis vous chasserez, vous trouveront, et vous tueront sans merci».

L'identité des soldats tués ainsi que celles des unités auxquelles ils appartenaient ne seront pas révélées avant 24 heures, le temps d'informer leurs proches, a déclaré Sean Parnell.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays, la visite de la délégation américaine à Palmyre «s'inscrit dans le cadre d'une stratégie des Etats-Unis visant à élargir leur présence en Syrie», et notamment dans les zones désertiques.

Le groupe jihadiste Etat islamique avait contrôlé la région de Palmyre avant d'être défait en Syrie par une coalition in-

ternationale en 2019.

Malgré sa défaite, ses combattants repliés dans le vaste désert syrien continuent épisodiquement de mener des attaques.

Lors de la visite du président intérimaire syrien Ahmad al-Chareh à Washington le mois dernier, Damas avait rejoint la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis.

Les forces américaines en Syrie sont notamment déployées dans les zones sous contrôle kurde dans le nord, ainsi que dans la base d'Al-Tanf, près de la frontière jordanienne.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 14 décembre 2025

Syrie: le tueur des trois Américains était un membre des forces de sécurité soupçonné d'«extrémisme»

L'homme qui a tué trois Américains samedi dans une attaque en Syrie, imputée par Washington au groupe Etat islamique (EI), était membre des forces de sécurité syriennes, dont il devait être «radié» pour «idées islamistes extrémistes», a affirmé dimanche le ministère syrien de l'Intérieur.

«L'auteur de l'attaque était un membre des forces de la Sécurité générale relevant du ministère de l'Intérieur depuis plus de dix mois, et était posté dans plusieurs villes avant d'être transféré à Palmyre», a précisé à l'AFP un responsable de sécurité syrien, indiquant que «11 membres des forces de la Sécurité générale» avaient été arrêtés après l'attentat.

Deux soldats et un civil américains ont été tués dans la région désertique de Palmyre alors qu'ils étaient en mission, selon le Pentagone. L'auteur a été tué.

«Nous riposterons», a averti samedi le président Donald Trump, imputant l'attaque à l'EI «dans une zone très dangereuse de Syrie, qui n'est pas totalement contrôlée» par Damas.

Les autorités syriennes soupçonnaient le tueur d'avoir «des idées islamistes extrémistes» et avaient décidé de le «radier» des forces de sécurité dimanche, soit au lendemain de l'attentat, a affirmé un porte-parole du ministère de l'Intérieur à la télévision officielle.

Trois autres soldats américains ont également été blessés, selon le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom).

- «Traquer l'EI» -

Washington a décrit l'attaque comme une «embuscade par un tireur isolé» de l'EI, qui avait par le passé contrôlé la région de Palmyre avant d'être défait.

C'est la première fois qu'un tel attentat se produit en Syrie depuis la prise du pouvoir, il y a un an, d'une coalition islamiste qui a effectué un rapprochement avec les Etats-Unis.

En réponse, les autorités ont lancé une opération contre les cellules de l'EI dans toute

la province de Homs, selon la télévision d'Etat.

L'envoyé américain pour la Syrie, Tom Barrack, a déclaré que l'attaque ne faisait que «renforcer» la stratégie américaine visant à «permettre à des partenaires syriens compétents, avec un soutien opérationnel américain limité, de traquer les réseaux de l'EI (...) et d'empêcher leur résurgence».

Le contingent américain effectuait une «mission de soutien aux opérations en cours contre l'EI», a affirmé le porte-parole du Pentagone, Sean Parnell, précisant que le civil américain tué était un interprète.

Un responsable du ministère syrien de la Défense a dé-

claré à l'AFP sous couvert d'anonymat qu'avant l'attaque, les forces américaines étaient arrivées par la route depuis la base militaire d'al-Tanf (sud-est), près de la frontière avec la Jordanie.

«La délégation conjointe syro-américaine a d'abord visité la ville de Palmyre, puis s'est rendue à la base aérienne T-4 avant de retourner au quartier général de la sécurité à Palmyre», où l'attaque s'est produite, a-t-il ajouté.

- «Avertissements» -

Selon un autre responsable de la sécurité syrienne, les forces américaines présentes

dans les zones contrôlées par le gouvernement ne sont déployées que dans la base aérienne de Mazzeh à Damas et ne font que des «visites» dans d'autres régions.

Le gouvernement syrien a condamné une «attaque terroriste» qui a également blessé deux membres des forces de sécurité syriennes, selon l'agence officielle Sana.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur avait affirmé samedi que les forces de la coalition internationale antijihadiste, dirigées par Washington, n'avaient pas tenu compte des avertissements de Damas concernant

un risque d'infiltration de l'EI dans la région de Palmyre.

Les forces de sécurité et l'armée du président déchu Bachar al-Assad s'étaient effondrées lors de la prise du pouvoir par la coalition islamiste à l'issue d'une offensive éclair

Les nouvelles autorités ont enrôlé massivement de nouvelles recrues pour constituer les forces de la Sécurité générale.

Une nouvelle armée a également été constituée, regroupant des membres de factions alliées aux autorités qui s'étaient dissoutes à leur demande.

Le président par intérim Ahmad al-Chareh a rompu avec son passé jihadiste. Lors de sa visite à Washington le mois dernier, Damas a rejoint la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis.

Les forces américaines en Syrie sont notamment déployées dans les zones sous contrôle kurde dans le nord, ainsi que dans la base d'Al-Tanf.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 16 décembre 2025

De Daech à plus de quatre ans dans les camps, une Française jugée pour terrorisme

Le procès d'une Française qui avait rejoint l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie en 2014, avant plus de quatre ans de captivité dans des camps et son rapatriement en juillet 2022, s'est ouvert mardi devant la cour d'assises spéciale de Paris.

Carole Sun est poursuivie pour terrorisme, pour participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime d'atteinte aux personnes, dans un dossier comportant un volet financier portant sur des détournements de fonds d'associations.

Née à Argenteuil en région parisienne en 1995 d'une mère catholique non pratiquante, l'accusée à l'adolescence marquée par un viol collectif quitte les Yvelines en juillet 2014 avec son frère

d'un an son aîné. Ils rallient ensemble la Syrie via la Turquie.

Lui sera enrôlé comme combattant puis rejoindra la police islamique. Elle épousera en premières noces un homme décrit pendant l'instruction comme un «jihadiste sanguinaire», puis un cadre d'un service de renseignement du groupe EI, habitant successivement al-Bab et Raqqa.

Fin 2017, au moment où le groupe EI est en pleine déroute, Carole Sun fuit le long de l'Euphrate. Elle est arrêtée par les forces kurdes, avec ses enfants nés sur zone. Dans le convoi, figurent d'autres femmes jihadistes connues.

Carole Sun est ensuite internée dans un camp de dépla-

cés et de jihadistes présumés du nord-est de la Syrie.

Il y aura le camp d'Al-Hol, puis, quinze jours plus tard celui de Roj où elle passera le reste de sa captivité avec ses deux jeunes enfants, avant son retour en France en juillet 2022.

Ce 5 juillet, la France rapatrie 35 mineurs et 16 mères. Parmi elles aussi, Emilie König, Bretonne soupçonnée d'avoir agi comme recruteuse pour l'EI.

Il s'agissait du premier rapatriement massif d'enfants et de leurs mères depuis la chute en 2019 du «califat» du groupe EI, d'où avaient été notamment planifiée la vague d'attaques sanglantes du 13 novembre 2015 en France.

Pendant ces années dans les

camps imprégnés de tensions idéologiques et émaillées de violences, feux de tentes, tentatives d'évasion et maladies, elle passe environ huit mois dans une prison, avec ses enfants. Il lui est reproché d'avoir tenté d'introduire des composants d'engins explosifs dans le camp.

La possession d'un téléphone lui vaudra une seconde incarcération, cette fois dans la prison du camp de Roj.

Le procès doit durer jusqu'à jeudi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 16 décembre 2025

Irak: le premier vol depuis 35 ans d'une compagnie aérienne européenne atterrit à Bagdad

Un avion européen, opéré par la compagnie grecque Aegean Airlines, a atterri à l'aéroport international de Bagdad pour la première fois depuis 35 ans, a annoncé mardi le ministère irakien des Transports.

Il s'agit d'un «une étape cruciale, qui marque le début d'une nouvelle phase de reprise pour le secteur aérien irakien» et son retour «sur la carte aérienne européenne», selon le communiqué du ministère.

Les compagnies aériennes européennes n'assuraient plus de vols directs vers l'aéroport international de Bagdad pour des raisons de sécurité depuis le début des années 1990, lorsque Saddam Hussein, dirigeant de l'Irak entre 1979 et 2003, avait envahi le Koweït voisin.

Saddam Hussein a été renversé par l'invasion menée par les États-Unis en 2003.

Mais après des décennies de

guerre civile, d'affrontements tribaux et d'attentats djihadistes, l'Irak a commencé à retrouver une certaine stabilité, et les autorités s'efforcent d'attirer les investissements étrangers pour renforcer l'économie du pays.

La liaison Bagdad-Athènes-Bagdad assurera deux vols par semaine, avec la possibilité d'en ajouter d'autres en fonction de la demande, a indiqué le ministère.

Au début de l'année, la compagnie grecque a lancé des vols vers Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan, dans le nord du pays, qui se présente comme une oasis de stabilité relative dans le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 17 décembre 2025

Trump assiste au retour des corps de soldats américains tués en Syrie

Donald Trump a participé mercredi à une cérémonie solennelle à l'occasion du retour aux Etats-Unis des corps de deux militaires et d'un civil tués samedi en Syrie, une attaque imputée par Washington au groupe Etat islamique.

Le président américain, entouré d'officiers et d'autres responsables dont le ministre de la Défense, Pete Hegseth, a effectué un salut militaire pendant que les trois cercueils, couverts du drapeau américain, étaient débarqués d'un avion militaire.

La courte cérémonie s'est déroulée sur la base aérienne de Dover dans le Delaware (nord-est).

Les deux militaires, William Howard et Edgar Torres Tovar, étaient sergents dans la Garde nationale. Le civil,

Ayad Mansoor Sakat, travaillait comme interprète.

Ils ont été tués samedi par un membre des forces de sécurité syriennes dans la région de Palmyre, dans le centre de la Syrie.

Trois autres soldats américains ont été blessés.

Le contingent américain était dans cette zone désertique pour une «mission de soutien aux opérations en cours contre l'EI/de contre-terrorisme dans la région», selon Washington.

«Nous riposterons», avait réagi Donald Trump après l'attaque, qui selon lui a eu lieu dans une région «pas totalement contrôlée» par le gouvernement syrien.

C'est la première fois qu'un

tel événement est rapporté en Syrie depuis la prise du pouvoir, il y a un an, d'une coalition islamiste qui a effectué un rapprochement avec les Etats-Unis.

Le groupe jihadiste Etat islamique avait contrôlé la région de Palmyre avant d'être défait en Syrie par une coalition internationale en 2019.

Malgré sa défaite, ses combattants repliés dans le vaste désert syrien continuent épisodiquement de mener des attaques.

Lors de la visite du président intérimaire syrien, Ahmad al-Chareh, à Washington le mois dernier, Damas avait rejoint la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis.

Les forces américaines en

Syrie sont notamment déployées dans les zones sous contrôle kurde dans le nord, ainsi que dans la base d'Al-Tanf, près de la frontière jordanienne.

Le retour au pouvoir de Donald Trump, sceptique de manière générale sur les déploiements de soldats américains à l'étranger, pose la question du maintien de cette présence militaire.

Le Pentagone avait annoncé en avril que les Etats-Unis réduiraient de moitié le nombre de soldats américains en Syrie, dont l'effectif total actuel n'est pas officiellement connu.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 17 décembre 2025

Le «summum» de l'horreur dans l'entourage d'une «revenante» jugée à Paris

Carole Sun, Française jugée pour terrorisme à Paris, se décrit comme une femme «ordinaire» quand le Renseignement intérieur égraine lui la violence de ses fréquentations au sein du groupe Etat Islamique en zone irako-syrienne avant son rapatriement en juillet 2022.

L'accusée de 30 ans, née en région parisienne, comparaît depuis mardi devant la cour d'assises spéciale. Partie avec son frère pour la Syrie en juillet 2014, elle avait été arrêtée par les forces kurdes en décembre 2017.

«Je me considère comme une femme ordinaire», «banale», à la «vie très mouvementée, très dure», résume l'accusée, maquillée et longs cheveux de jais.

Quand le président lui demande si elle a le sentiment d'être «rentrée trop jeune dans le monde des adultes», elle acquiesce.

En 2009, alors qu'elle vient d'avoir 14 ans, elle est victime d'une agression sexuelle par trois jeunes de son quartier. Quelques mois plus tard elle fugue, tombe sous la coupe d'un proxénète qui la séquestre près d'un mois et la prostitue.

Elle date à 2012 les débuts de sa radicalisation qui se fait en ligne. Pour cette adolescente dont la

mère d'origine vietnamo-chinoise est catholique, l'islam radical apparaît comme une purification d'évènements traumatisques, dont l'absence de son père biologique.

La jeune femme multiplie les relations avec des hommes, dont Nassim Tache. C'est là, selon des enquêteurs de la DGSI entendus par la cour, le premier marqueur de sa «dérive radicale». Ce dernier, condamné par la suite entre autres pour ses liens avec une filière de recrutement, compte en effet parmi ses proches le prédateur Abdelhakim Se-frioui, qui sera rejugé après avoir été condamné en première instance pour son rôle dans l'assassinat de Samuel Paty.

La lycéenne ne finalisera pas son bac. Elle part juste avant, cinq jours après la proclamation du «califat» transfrontalier par l'EI.

Les femmes représenteront un tiers des quelque 1.500 Français partis sur zone, les convertis 23%, selon la DGSI.

- «Colmater une faille» -

En Syrie, Carole Sun retrouve un homme rencontré récemment en ligne. Dès son arrivée, il lui tend un papier. Leur mariage religieux est scellé.

Devant la cour, l'expert psychologue entendu

mardi assure que ce départ ne s'inscrit «pas dans une posture très théorisée» mais s'apparente plus à une tentative de «colmater une faille».

Un enquêteur de la DGSI entendu après lui estime que la jeune majeure ne pouvait ignorer dans quoi elle s'engageait et elle évoluera dans un «environnement très combattant, cruel, criminel».

Il y a d'abord Salahedidine Guitone, son premier mari: un Français décrit comme un propagandiste «sanguinaire» par un enquêteur de la DGSI. Il évolue avec Chaquir Maaroufi dans la katiba al-Battar, une brigade islamiste de combattants étrangers qui représente «le summum de ce qu'a pu être l'horreur» et a constitué «un vivier pour des cellules de préparation d'opérations extérieures», comptant dans ses rangs des assaillants du 13-Novembre. Il meurt au combat quelques jours après son union religieuse avec Carole Sun.

Puis il y a son frère Charly Sun, d'un an son aîné. Il est membre de la police islamique chargée de la sécurité de la ville, selon un document retrouvé sur zone.

Quand l'accusée évoque pendant l'enquête des «rondes» et des «confiscations de cigarettes» réalisées par son frère, la DGSI énumère les décap-

tations et passages à tabac de son unité d'environ sept Français menée par Salim Benghalem.

Enfin, son second mari épousé en janvier 2015, un Palestinien originaire de Gaza. Il est membre de l'Amni, la branche de l'EI chargée notamment de la sécurité intérieure et du renseignement. Il évolue lui aussi selon la DGSI dans une katiba constituée de membres ultra-violents.

Carole Sun sera arrêtée fin 2017 par les forces kurdes alors qu'elle se trouve dans un convoi, au même titre qu'Emilie König entre autres jihadistes françaises connues. L'accusée assure pendant l'enquête avoir tenté de fuir l'organisation.

Devant la cour, les enquêteurs de la DGSI estiment au contraire qu'il ne s'agissait pas d'une reddition mais d'une tentative de l'EI de «relocaliser» des membres dans des «poches un peu partout sur le territoire».

L'accusée doit encore être entendue sur ces faits d'ici la fin du procès prévue jeudi.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 18 décembre 2025

Iran: le pouvoir a lâché du lest sur le voile, mais la répression n'est jamais loin

Des femmes qui dansent dans une fête ou discutent dans des cafés... Sans foulard. En Iran. Ces images encore inimaginables il y a peu se multiplient dans un pays où le voile est obligatoire depuis l'avènement de la République islamique en 1979.

C'est l'un de ses principes fondateurs, régulièrement asséné par les autorités, et qui vaut à des dizaines de femmes, dont des figures de l'opposition, d'être poursuivies ou détenues.

Elles sont pourtant de plus en plus nombreuses à se montrer tête nue en public, en dépit de la répression ayant frappé en 2022 et 2023 le mouvement de contestation «Femme, Vie, Liberté», après la mort en détention de la jeune Kurde Mahsa Amini, arrêtée par la police des moeurs pour non-respect du strict code vestimentaire en vigueur.

Nattes, cheveux bouclés ou peroxydés s'affirment aujourd'hui dans l'espace public, au milieu de femmes plus traditionnelles arborant voile (hijab) ou tchador.

Ce phénomène, davantage visible ces derniers mois à Téhéran et dans les grandes villes, touche désormais toutes les générations à des degrés divers.

Certaines femmes arborent aussi davantage de tenues plus serrées ou laissant apparaître épaules, jambes ou nombril, au grand dam de certains conservateurs qui fustigent ce qu'ils appellent leur «nudité».

Les autorités iraniennes ont certes lâché du lest sur le port du voile en public, mais

elles ne sont pas pour autant prêtes à renoncer à ce pilier de la République islamique, relèvent des analystes et des militants, avertissant qu'un brusque retour de bâton est possible.

L'assouplissement -relatif- intervient alors que l'Iran est sorti affaibli de la guerre de 12 jours en juin dernier contre Israël, et que se profile la succession du guide suprême iranien Ali Khamenei, au pouvoir depuis 1989 et âgé de 86 ans.

Les images des femmes déambulant cheveux au vent font «chaud au cœur», dit Roya Boroumand, directrice du Centre Abdorrahman Boroumand pour les droits humains en Iran, une ONG basée aux Etats-Unis.

«Ce que nous voyons aujourd'hui est incontestablement le résultat d'années de désobéissance civile des femmes et des filles iraniennes, qui se sont battues pour imposer un petit espace de liberté dans l'espace public», souligne-t-elle.

«Ce n'est pas une réforme octroyée d'en haut», insiste-t-elle.

- «Concession idéologique» -

L'application plus ou moins stricte de la loi sur le voile varie d'une région à l'autre, explique Mme Boroumand.

Des commerces comme des cafés sont contraints de fermer s'ils n'ont pas fait respecter la règle.

En décembre, deux personnes qui avaient organisé un marathon sur l'île iranienne de Kish dans le Golfe ont été ar-

rêtées après la diffusion d'images devenues virales, montrant des dizaines de coureuses tête nue.

Selon Arash Azizi, de l'université Yale aux Etats-Unis, «le régime a renoncé à faire respecter une application stricte du port du voile obligatoire, mais il n'a pas du tout renoncé au principe lui-même».

«Ce serait une énorme concession idéologique qu'il n'est pas prêt à faire. Mais il sait qu'il sera très difficile de faire rentrer le génie dans la bouteille», ajoute le chercheur.

En témoignent les images virales sur les réseaux sociaux de l'ouverture récente d'un centre commercial à Téhéran où des jeunes gens, dont des filles tête nue, dansent au son d'un DJ. Ou encore ce match de foot de division 2 le 6 décembre où des supportrices, la plupart tête nue, brandissent depuis la tribune réservée aux femmes des foulards à l'effigie de leur club.

Le cabinet du guide suprême lui-même a été critiqué par certains ultraconservateurs après avoir publié en novembre la photo de Niloufar Ghalehvand, une professeure de pilates tuée pendant la guerre avec Israël, la montrant sans voile, juste avec une casquette de baseball.

Lors de la semaine du design à l'Université de Téhéran en novembre, on pouvait voir des femmes sans voile se promenant dans les expositions. Toutefois, la manifestation a dû fermer ses portes plus tôt que prévu après des protestations de dignitaires religieux.

- Retour de bâton ? -

Le chef de l'autorité judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a ainsi déclaré que les agences de renseignement devaient signaler «les réseaux promouvant l'immoralité et le non port du voile», promettant que ses services prendraient des mesures.

Début décembre, le guide suprême a défendu le hijab dans une allocution, déclarant que les femmes portant le voile «progressaient plus que les autres dans tous les domaines et jouaient un rôle actif dans la société et dans leurs foyers».

Pour Mme Boroumand, «il y a un réel risque d'un retour d'une répression encore plus dure».

Si les images de femmes dévoilées et joyeuses peuvent donner une impression de liberté ambiante, la répression s'est cependant intensifiée ces derniers mois après la guerre avec Israël, prévenant les organisations militantes.

Plus de 1.400 exécutions ont déjà eu lieu cette année selon des ONG, et des groupes, notamment les Bahaïs, la plus grande minorité religieuse non musulmane d'Iran, subissent une persécution accrue.

La prix Nobel de la paix 2023 Narges Mohammadi, qui était en liberté provisoire depuis décembre 2024 et ne se couvre jamais la tête, a été de nouveau interpellée le 12 décembre à Mashhad (est) après avoir pris la parole lors d'une cérémonie en hommage à un avocat retrouvé mort début décembre.

«Rien ne suggère que le ré-

gime est en train de relâcher la pression», insiste Mme Boroumand, pour qui les autorités au contraire préparent leurs outils de répression pour «intimider la société».

Le port du voile reste cependant un sujet de division y compris au sein du pouvoir. Le président Massoud Pezeshkian considère que l'on ne peut pas contraindre une femme à porter le voile.

Son administration a refusé l'an dernier de promulguer une loi, votée au Parlement, qui prévoyait un durcissement drastique des peines à l'encontre des femmes non ou mal voilées.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 18 décembre 2025

Mise en garde d'Ankara aux forces kurdes de Syrie: nous «perdons patience»

Le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan a mis en garde jeudi les forces kurdes de Syrie contre tout nouveau report de leur intégration dans l'armée syrienne qui, selon lui, «menace l'unité nationale» du pays.

Les partenaires des Forces démocratiques syriennes (FDS) «perdent patience», a prévenu M. Fidan dans un

entretien à la télévision publique turque TRT World.

Les Kurdes, importante minorité ethnique qui contrôle de vastes étendues du nord-est de la Syrie riches en pétrole et en blé, ont conclu le 10 mars un accord prévoyant leur fusion, dans un délai d'un an, avec les institutions syriennes dont l'armée nationale.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan, dont le gouvernement a noué des liens étroits avec les nouveaux dirigeants à Damas, soutenus par Ankara lors de la chute de Bachar al-Assad, a souhaité à plusieurs reprises une intégration des troupes kurdes dès que possible.

Entre 2016 et 2019, la Turquie a lancé trois offensives dans

le nord de la Syrie contre les combattants kurdes syriens et le groupe État islamique.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 18 décembre 2025

Une «revenante» de Daesh, rapatriée en 2022, condamnée à 10 ans de réclusion

Une Française, la deuxième rapatriée des camps du nord-est syrien à être jugée devant la cour d'assises spéciale à Paris, a été condamnée jeudi à 10 ans de réclusion dans un dossier au sein duquel apparaissent de hauts cadres de Daesh réputés sanguinaires.

Au terme de trois jours de procès, Carole Sun a été reconnue coupable d'association de malfaiteurs terroriste. Sa peine est assortie d'une obligation de suivi socio-judiciaire de cinq ans ainsi qu'une injonction de soins.

Partie pour la Syrie en juillet 2014 à 18 ans avec son frère d'un an son aîné, elle avait été arrêtée en décembre 2017 par les forces kurdes alors qu'elle descendait le long de l'Euphrate au moment de la

débâcle du groupe État islamique (EI).

Des figures féminines du jihad figuraient aussi dans le convoi, dont Émilie König. La DGSI y verra une tentative de l'EI de «relocaliser» des membres dans des «poches» de son territoire, dont Idlib.

Carole Sun, aujourd'hui âgée de 30 ans, est revenue en France le 5 juillet 2022 lors du premier rapatriement massif d'enfants et de leurs mères depuis la chute en 2019 du «califat».

Elle s'est radicalisée sur les réseaux sociaux et présente son départ comme un «colmatage» de failles provoquées par des événements traumatisques, dont un viol collectif lorsqu'elle a 14 ans.

Sur zone, résume le président, l'accusée, issue d'une famille de tradition chrétienne installée en région parisienne, côtoie ou habite avec «des personnes extrêmement médiatisées», «connues pour leurs exactions cruelles» ou combattant dans des unités qui compteront dans leurs rangs des assaillants des attentats du 13-Novembre 2015.

- Secondes noces -

Parmi ces figures, Salaheddine Guitone, un Français propagandiste notoire. Elle l'a rencontré sur Facebook deux mois auparavant, le trouve «beau» et «doux». Dès son arrivée, leur mariage est scellé. Il durera une dizaine de jours, car il meurt au combat.

Mais aussi son frère Charly

Sun, aujourd'hui incarcéré en Irak et qui fut membre d'une unité de police islamique dirigée par le geôlier d'otages Salim Benghalem, volontiers vantard sur ses activités comme sur un cliché le montrant une tête décapitée dans la main.

En secondes noces, Carole Sun épouse un membre de l'Amni - le service de renseignements de l'EI - un homme qui, comme elle l'écrit à sa mère, «bute les traîtres». Il se trouve aujourd'hui incarcéré en Irak.

Quand le président interroge l'accusée sur un cliché montrant son bébé un pistolet semi-automatique sur les genoux, elle «ne (se) l'explique pas»: «c'est juste que j'étais dedans (l'idéologie), ça m'empêchait de voir que c'était grave».

Quand son frère lui livre des récits de ses activités sanglantes: «je me suis pas offusquée», et les violences, «je pensais pas que ça serait aussi dur à voir», dit-elle encore, avant de lâcher après plusieurs heures d'interrogatoire que «la vérité, c'était l'État islamique et je fermais les yeux sur les exactions».

Elle reconnaît «avoir intégré les codes de l'EI» et «contribué à sa propagande».

Selon l'avocate générale, qui a requis 12 ans à son encontre,

à «l'enjeu d'ordre public s'ajoute la massification alors qu'il reste tant de femmes à juger», une soixantaine.

- «Jungle» -

A l'audience, elle a raconté les plus de quatre années passées avec ses deux enfants dans les camps syriens de déplacés et jihadistes présumés.

Plus que l'extrême chaleur estivale dans le désert, les maladies ou la précarité, «le plus dur», affirme-t-elle, est «la population qui fait peur».

«C'est comme une jungle, un «enfer» jonché de «rumeurs», de «peurs» et de femmes «extrêmement extrêmes», partisanes de l'excommunication. S'y déroule «une guerre de moeurs, même au niveau des enfants».

Elle décrit deux groupes à l'état d'esprit distinct: celles «d'avant Baghouz», «celles d'après», en référence à l'ultime bastion de l'EI tombé en 2019. «On est à l'affût».

Plusieurs Françaises ont témoigné qu'elle restait une «pro-

Daesh», ce dont elle s'est défendue.

A ce jour, sur les femmes parties en zone irako-syrienne - plus du tiers des quelque 1.500 Français -, 160 sont rentrées, selon l'avocate générale, et, depuis 2017, 30 ont été jugées par la cour d'assises spécialement composée. D'autres l'ont été en correctionnelle.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 19 décembre 2025

Le Pentagone annonce une opération de «vengeance» contre l'EI en Syrie

L'armée américaine a débuté vendredi une opération en Syrie pour «éliminer des combattants du groupe Etat islamique, des infrastructures et des sites d'armement», a annoncé le chef du Pentagone Pete Hegseth sur X.

Il s'agit d'une «réponse directe» et d'une «déclaration de vengeance» après l'attaque qui a coûté samedi la vie à deux militaires américains et un traducteur à Syrie, a-t-il ajouté, en affirmant: «Aujourd'hui nous avons traqué et tué des ennemis. Beaucoup d'ennemis. Et nous allons continuer.»

Le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom, a lui évoqué sur la même plateforme une frappe «massive», sans donner davantage de détails.

Des frappes ont été menées dans le désert près de la ville de Homs et dans des zones rurales près de Deir ez-Zor et Raqqa, a affirmé à l'AFP une source sécuritaire syrienne.

Aux explosions ont succédé «des éclats de tirs de calibre moyen dans le désert» au sud-ouest de Raqqa, a déclaré un responsable de la province, ajoutant qu'il s'agit de zones sous le contrôle du gouvernement syrien.

L'homme qui a tué trois Américains dans la région désertique de Palmyre a été identifié comme étant un membre des forces de sécurité syriennes. C'est la première fois qu'un tel événement est rapporté en Syrie depuis la prise du pouvoir, il y a un an, d'une coalition islamiste qui a effectué

un rapprochement avec les Etats-Unis.

Le groupe jihadiste Etat islamique avait contrôlé la région de Palmyre avant d'être défait en Syrie par une coalition internationale en 2019.

Malgré sa défaite, ses combattants repliés dans le vaste désert syrien continuent épisodiquement de mener des attaques.

Lors de la visite du président intérimaire syrien, Ahmad al-Chareh, à Washington le mois dernier, Damas avait rejoint la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis.

Les forces américaines en Syrie sont notamment déployées dans les zones sous contrôle kurde dans le nord,

ainsi que dans la base d'Al-Tanf, près de la frontière jordanienne.

Le retour au pouvoir de Donald Trump, sceptique de manière générale sur les déploiements de soldats américains à l'étranger, pose la question du maintien de cette présence militaire.

Le Pentagone avait annoncé en avril que les Etats-Unis réduiraient de moitié le nombre de soldats américains en Syrie, dont l'effectif total actuel n'est pas officiellement connu.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 20 décembre 2025

Syrie: au moins cinq jihadistes de l'EI tués dans les «représailles» américaines

Une semaine après une attaque qui a coûté la vie à trois Américains en Syrie, les Etats-Unis ont frappé dans la nuit de vendredi à samedi des «bastions» du groupe jihadiste Etat islamique, tuant au moins cinq de ses membres selon une ONG.

La Jordanie a apporté son soutien à cette opération visant à «empêcher les organisations extrémistes d'exploiter» le sud de la Syrie pour lancer des attentats «menaçant la sécurité de ses voisins et de la région», a expliqué l'armée dans un communiqué, s'inquiétant de «la reconstruction des forces» de l'EI.

Alors que «plus de 70 cibles» ont été visées sur l'ensemble du pays, Donald Trump a parlé de «très lourdes représailles» en réponse à l'attaque, imputée par Washington à l'EI, qui avait tué deux militaires américains et un interprète le 13 décembre dans la région désertique de Palmyre.

«Nous frappons très fort contre des bastions de l'EI», a écrit le président américain sur son réseau Truth Social, peu après l'annonce par le Pentagone d'une opération «massive».

Elle a débuté à 16H00

heure de Washington (21H00 GMT, minuit en Syrie) et impliqué des avions de chasse, des hélicoptères et de l'artillerie, a précisé le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom.

Parmi les cinq personnes tuées, dans la province de Deir Ezzor (est), selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), figure «le chef d'une cellule» de l'EI chargée des drones, a précisé samedi à l'AFP le responsable de l'ONG Rami Abdel Rahman.

Les frappes ont visé des cellules de l'EI dans les régions de Homs, Raqa et Deir Ezzor, d'après une source sécuritaire.

- «Aucun refuge» -

L'attaque contre les Américains a été menée par un membre des forces de sécurité syriennes, mettant dans l'embarras le pouvoir à Damas, qui tente de se rapprocher des Etats-Unis et s'est joint à la coalition internationale antijihadiste.

Les autorités syriennes avaient affirmé que l'auteur de l'attaque était sur le point d'être limogé en raison de ses «idées islamistes extrémistes».

Après avoir dissous les organes militaires et sécuritaires de Bachar al-Assad qu'il a renversé, le président intérimaire syrien Ahmad al-Chareh a intégré au sein de la nouvelle armée les groupes qui lui étaient alliés, dont des jihadistes étrangers.

C'est la première fois qu'une telle attaque est rapportée en Syrie depuis sa prise de pouvoir.

Le gouvernement syrien «réitère son solide engagement à combattre l'EI et à s'assurer qu'il ne bénéficie d'aucun refuge sur le territoire syrien», a affirmé le ministère des Affaires étrangères dans une déclaration publiée sur X peu après les frappes américaines, sans toutefois les mentionner directement.

- «10 opérations» -

L'EI avait contrôlé la région de Palmyre avant d'être défait en Syrie par une coalition internationale en 2019. La Jordanie avait à l'époque déjà participé aux frappes et le pays avait été fortement marqué par la mort d'un pilote brûlé vif dans une cage par les jihadistes après avoir été capturé fin 2014.

Malgré sa défaite, ses combattants repliés dans le vaste désert syrien

continuent épisodiquement de mener des attaques.

Le Centcom affirme que depuis l'attaque de samedi contre ses troupes, «les Etats-Unis et leurs forces alliées ont mené 10 opérations en Syrie et en Irak, aboutissant à la mort ou au placement en détention de 23 terroristes».

Les forces américaines en Syrie sont notamment déployées dans les zones sous contrôle kurde dans le nord, ainsi que dans la base d'Al-Tanf, près de la frontière jordanienne.

Le retour au pouvoir de Donald Trump, sceptique de manière générale sur les déploiements de soldats américains à l'étranger, pose la question du maintien de cette présence militaire.

Le Pentagone avait annoncé en avril que les Etats-Unis réduiraient de moitié le nombre de soldats américains en Syrie, dont l'effectif total actuel n'est pas officiellement connu.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 20 décembre 2025

Trump annonce de «très lourdes représailles» contre l'EI en Syrie

Donald Trump a déclaré vendredi que le groupe Etat islamique était visé par de «très lourdes représailles» en Syrie, après une attaque qui a coûté la vie il y a près d'une semaine à deux militaires américains et un interprète.

«Nous frapons très fort contre des bastions de l'EI», a écrit le président américain sur Truth Social, peu après que le Pentagone eut annoncé le début d'une opération «massive».

L'armée américaine a débuté une opération en Syrie pour «éliminer des combattants du groupe Etat islamique, des infrastructures et des sites d'armement», a fait savoir le chef du Pentagone Pete Hegseth sur X.

Il s'agit d'une «réponse directe» et d'une «déclaration de vengeance» après l'attaque qui a coûté samedi la vie à deux militaires américains et un traducteur en Syrie, a-t-il ajouté, en affirmant: «Aujourd'hui nous avons traqué et tué des ennemis. Beaucoup d'ennemis. Et nous allons continuer.»

Des avions de chasse, des hélicoptères et de l'artillerie

ont frappé «plus de 70 cibles à de multiples endroits dans le centre de la Syrie», a précisé le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le Centcom.

Il a précisé que l'opération avait débuté à 16H00 heure de Washington (21H00 GMT) et que «plus de 100 munitions de précision» avaient été employées contre des positions du groupe Etat islamique.

- Tirs dans le désert -

Les frappes ont été menées dans le désert près de la ville de Homs et dans des zones rurales près de Deir ez-Zor et Raqqa, a affirmé à l'AFP une source sécuritaire syrienne.

Aux explosions ont succédé «des éclats de tirs de calibre moyen dans le désert» au sud-ouest de Raqqa, a déclaré un responsable de la province, ajoutant qu'il s'agit de zones sous le contrôle du gouvernement syrien.

Ce dernier «réitère son solide engagement à combattre l'EI et à s'assurer qu'il ne bénéficie d'aucun refuge sur le territoire syrien», a affirmé le ministère syrien

des Affaires étrangères dans une déclaration publiée sur X peu après les frappes américaines, sans toutefois les mentionner directement.

Le Centcom affirme que depuis l'attaque de samedi contre ses troupes, «les Etats-Unis et leurs forces alliées ont mené 10 opérations en Syrie et en Iraq, aboutissant à la mort ou au placement en détention de 23 terroristes.»

- Première fois -

L'homme qui a tué trois Américains dans la région désertique de Palmyre a été identifié comme étant un membre des forces de sécurité syriennes.

C'est la première fois qu'un tel événement est rapporté en Syrie depuis la prise du pouvoir, il y a un an, d'une coalition islamiste qui a effectué un rapprochement avec les Etats-Unis.

Le groupe jihadiste Etat islamique avait contrôlé la région de Palmyre avant d'être défait en Syrie par une coalition internationale en 2019.

Malgré sa défaite, ses combattants repliés dans le vaste

désert syrien continuent épisodiquement de mener des attaques.

Lors de la visite du président intérimaire syrien, Ahmad al-Chareh, à Washington le mois dernier, Damas avait rejoint la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis.

Les forces américaines en Syrie sont notamment déployées dans les zones sous contrôle kurde dans le nord, ainsi que dans la base d'Al-Tanf, près de la frontière jordanienne.

Le retour au pouvoir de Donald Trump, sceptique de manière générale sur les déploiements de soldats américains à l'étranger, pose la question du maintien de cette présence militaire.

Le Pentagone avait annoncé en avril que les Etats-Unis réduiraient de moitié le nombre de soldats américains en Syrie, dont l'effectif total actuel n'est pas officiellement connu.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 22 décembre 2025

Visite des ministres turcs des Affaires étrangères et de la Défense en Syrie lundi

Le chef de la diplomatie turque et le ministre de la Défense rencontrent lundi à Damas leurs pairs syriens et le président Ahmad al-Chareh, a annoncé le ministère des Affaires étrangères.

Cette visite du ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan, proche des nouveaux dirigeants syriens, et de celui de la Défense Yasar Güler, doit permettre «une évaluation générale» des relations entre les deux pays depuis la chute, le 8 décembre 2024, de Bachar al-Assad, indique le ministère.

Il sera notamment question «des progrès dans la mise en oeuvre de l'accord du 10 mars», entre Damas et les

Forces démocratiques syriennes (FDS) majoritairement kurdes, dans le nord-est du pays, «qui concerne de près les priorités de sécurité nationale de la Turquie», selon le ministère.

Hakan Fidan a mis en garde la semaine dernière les FDS contre tout nouveau report de leur intégration dans l'armée syrienne qui «menace l'unité nationale» du pays et prévenu que les partenaires de l'accord «perdent patience».

Ankara compte aussi aborder «les risques sécuritaires émergents dans le sud de la Syrie dus à l'agression israélienne» et «l'adhésion récente de la Syrie à la Coalition mondiale contre Daech».

Le groupe État islamique est accusé par Washington d'avoir perpétré l'attentat du 13 décembre qui a tué deux militaires et un interprète américain dans la région de Palmyre.

«La coopération (entre Damas et Ankara, ndlr) vise à prévenir la résurgence de Daech, qui cherche à exploiter une fragilité potentielle sur le terrain syrien», indique le ministère turc.

La Turquie partage 900 km de frontière avec la Syrie. Entre 2016 et 2019, elle a lancé trois offensives dans le nord de la Syrie contre les combattants kurdes syriens et le groupe État islamique.

La permanence des combattants kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) à sa frontière est considérée comme une menace par Ankara.

Les Kurdes, importante minorité ethnique, contrôlent de vastes étendues du nord-est de la Syrie riches en pétrole et en blé. L'accord conclu le 10 mars avec Damas prévoit leur fusion dans l'armée syrienne dans un délai d'un an.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 22 décembre 2025

En visite à Damas, le chef de la diplomatie turque met la pression sur les Kurdes syriens

Le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan, en visite à Damas, a exhorté lundi les forces kurdes syriennes à intégrer l'armée nationale et à ne pas être un «obstacle à la stabilité du pays», au moment où les négociations patinent.

«Il est important que les FDS (Forces démocratiques syriennes, NDLR) s'intègrent dans l'administration syrienne par le dialogue et la réconciliation, de manière transparente, et qu'elles n'agissent plus comme un obstacle à l'intégrité territoriale syrienne et à la stabilité à long terme», a déclaré M. Fidan lors d'une conférence de presse avec son homologue syrien.

Damas et les FDS, bras armé de l'administration kurde dans le nord-est de la Syrie, ont conclu le 10 mars un accord prévoyant l'intégration des forces à majorité kurde dans l'armée et les institutions syriennes dans un délai d'un an, mais les négociations patinent.

Le chef de la diplomatie syrienne Asaad al-Shaibani a annoncé de son côté que ses services avaient reçu une réponse des FDS sur une proposition d'intégration dans l'armée syrienne. «Nous étudions cette réponse et la façon dont elle va dans le sens de l'intérêt national et d'un territoire syrien unifié», a-t-il dit.

Hakan Fidan, proche des nouveaux dirigeants syriens, avait mis en garde la semaine dernière les FDS contre tout nouveau report de leur intégration dans l'armée syrienne, et prévenu que les partenaires de l'accord «perdaient patience».

La Turquie partage 900 km de frontière avec la Syrie et a lancé entre 2016 et 2019 trois offensives dans le nord du pays contre les combattants kurdes syriens et le groupe jihadiste État islamique.

La permanence des combattants kurdes des FDS à sa frontière est considérée comme une menace par Ankara.

Les Kurdes, importante minorité ethnique, contrôlent de vastes étendues du nord-est de la Syrie riches en pétrole et en blé.

Depuis la chute de l'ex-président Bachar al-Assad, renversé le 8 décembre 2024 par une coalition menée par l'ancien jihadiste Ahmad al-Chareh, devenu chef de l'Etat, la Turquie entretient de bonnes relations avec Damas.

Cette visite du chef de la diplomatie turque, accompagné du ministre de la Défense Yasar Güler, visait selon Ankara à faire «une évaluation générale» des relations entre les deux pays.

La stabilité en Syrie est importante pour celle de la Turquie, a fait valoir M. Fidan, qui a également rencontré le président syrien.

Lors de leurs discussions, les responsables turcs et syriens ont également évoqué «la lutte contre le terrorisme» et la résurgence du groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie.

I'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Les informations ci-dessus de

AFP 22 décembre 2025

Syrie: forces gouvernementales et kurdes ordonnent à leurs troupes de cesser les hostilités à Alep

Les autorités syriennes et les forces kurdes ont respectivement ordonné à leurs troupes de cesser les hostilités à Alep, dans le nord de la Syrie, où ont éclaté lundi des affrontements meurtriers, ont rapporté les deux parties.

«L'état-major de l'armée syrienne a ordonné de cesser de répondre aux tirs venant des positions des Forces démocratiques syriennes» (FDS, à majorité kurde, NDLR), selon l'agence officielle Sana.

Les FDS à Alep ont aussi intimé à leurs troupes de «ne pas réagir aux attaques des factions gouvernementales, à la suite de contacts en vue d'une désescalade» de la situation.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 22 décembre 2025

Syrie: affrontements meurtriers entre forces kurdes et gouvernementales à Alep

Des affrontements meurtriers entre forces kurdes et gouvernementales syriennes ont éclaté lundi à Alep, dans le nord de la Syrie, au moment où les deux parties sont censées mettre en oeuvre un accord sur l'intégration des institutions de cette importante minorité au sein du pouvoir central.

Dans la soirée, les belligérants ont appelé leurs forces à cesser les hostilités, tout en se rejetant mutuellement la responsabilité des attaques.

Selon l'agence officielle Sana, «deux civils ont été tués et huit autres blessés dans des tirs de mortiers et de roquettes» des Forces démocratiques syriennes (FDS), à majorité kurde, sur la deuxième ville syrienne, déjà théâtre de violences en octobre.

De leur côté, les puissantes FDS, bras armé de l'adminis-

tration kurde autonome dans la région, ont affirmé qu'une femme de 57 ans avait été tuée et 17 civils blessés dans une attaque menée par «des combattants de factions gouvernementales» au moyen d'armes lourdes.

Les affrontements se sont déroulés dans les quartiers d'Alep de Cheikh Maqsoud et Achrafieh, tenus par des unités kurdes locales, où deux civils avaient déjà été tués en octobre dans des combats entre les deux forces belligérantes, avant un cessez-le-feu.

Depuis la chute en décembre 2024 de l'ex-président Bachar al-Assad, renversé par l'ancien jihadiste Ahmad al-Chareh, devenu chef de l'Etat intérimaire, Alep est passé sous le contrôle des nouvelles autorités syriennes.

Mais les quartiers de Cheikh Maqsoud et Achrafieh sont

restés sous le contrôle d'unités kurdes liées aux FDS et à leurs forces de sécurité, les Assayich, malgré un accord de retrait conclu en avril.

Ce regain de tension survient alors que les négociations patinent pour appliquer d'ici au 31 décembre un accord d'intégration des forces kurdes civiles et militaires dans les institutions nationales.

- «Stabilité» -

Ces affrontements ont éclaté le jour de la visite en Syrie du chef de la diplomatie turc Hakan Fidan, proche des nouvelles autorités syriennes, au cours de laquelle il a exhorté les Kurdes à ne pas faire «obstacle à la stabilité du pays».

Il avait déjà mis en garde la semaine dernière les FDS, estimant que les partenaires de l'accord «perdaient patience».

«Il est important que les FDS s'intègrent dans l'administration syrienne par le dialogue et la réconciliation, de manière transparente, et qu'elles n'agissent plus comme un obstacle à l'intégrité territoriale syrienne et à la stabilité à long terme», a lancé lundi M. Fidan lors d'une conférence de presse avec son homologue syrien Assad al-Shaijani.

Ce dernier a annoncé de son côté que ses services avaient reçu une réponse des FDS sur une proposition d'intégration dans l'armée syrienne. «Nous étudions cette réponse et la façon dont elle va dans le sens de l'intérêt national et d'un territoire syrien uniifié», a-t-il dit.

La Turquie partage 900 km de frontière avec la Syrie et a lancé entre 2016 et 2019 trois offensives dans le nord du pays contre les combattants kurdes syriens et le groupe

jihadiste État islamique.

La permanence des combattants kurdes des FDS à sa frontière est considérée comme une menace par Ankara.

Les Kurdes, importante minorité ethnique, contrôlent de

vastes étendues du nord-est de la Syrie riches en pétrole et en blé.

Soutenues par les Etats-Unis, les FDS ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique, défait en Syrie en 2019.

«La stabilité en Syrie est importante pour celle de la Turquie», a insisté M. Fidan, accompagné du ministre turc de la Défense Yasar Güler.

Les deux dirigeants turcs ont rencontré au cours de leur visite le président al-Chareh, avec qui ils ont évoqué des

questions régionales et la lutte contre le terrorisme et la réurgence du groupe Etat islamique en Syrie.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP 22 décembre 2025

Une personne ayant la double nationalité norvégienne et iranienne arrêtée en Iran, selon Oslo

Une personne ayant la double nationalité norvégienne et iranienne a été arrêtée en Iran, a déclaré lundi à l'AFP le ministère norvégien des Affaires étrangères.

«Le ministère des Affaires étrangères a été informé de l'arrestation d'un citoyen norvégien en Iran mais, en raison de notre obligation de confidentialité, nous ne pouvons pas fournir de détails supplémentaires», a écrit dans un courriel le porte-parole du ministère, Mathias Rongved.

Il a confirmé que cette personne avait la double nationalité norvégienne et iranienne, insistant sur le fait qu'Oslo déconseillait tout voyage en Iran.

Sur son site en ligne, le gouvernement norvégien souligne que l'Iran ne reconnaît pas la double nationalité et qu'il est «par conséquent très difficile, voire impossible, pour l'ambassade d'assister les citoyens norvégio-iraniens emprisonnés en Iran».

Human Rights Activists News Agency (HRANA), une agence de presse ayant son siège aux Etats-Unis, a identifié cette personne arrêtée comme étant Shahin Mahmoudi.

Selon cette source, cette femme née en 1979 a été interpellée le 14 décembre après avoir reçu l'ordre de se présenter aux autorités de Saqqez, dans la province du Kurdistan, dans l'ouest de l'Iran.

Elle se trouve actuellement

dans un centre de détention à Sanandadj, dans la même région, a ajouté HRANA, déplorant que sa famille n'ait pas été informée du motif de son arrestation et qu'elle n'ait reçu aucune nouvelle concernant son état de santé.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 décembre 2025

Turquie: «la démocratie a été profondément blessée» estime l'épouse du maire d'Istanbul

Istanbul, 25 déc 2025 (AFP)
— La démocratie en Turquie a été «profondément blessée» depuis l'arrestation en mars du populaire maire d'opposition d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, dénonce son épouse dans un entretien à l'AFP.

«C'est une période extrêmement difficile pour nos enfants et pour moi», avoue Dilek Kaya Imamoglu, 51 ans, qui a répondu aux questions par écrit. Mais le principal message de son mari est «de ne jamais perdre espoir», souligne-t-elle.

Ekrem Imamoglu, détenu depuis neuf mois, est considéré comme le principal rival politique du président Recep Tayyip Erdogan et a été désigné candidat du premier parti d'opposition, le CHP, pour l'élection présidentielle de 2028.

Son arrestation le 19 mars a déclenché la pire vague de contestation qu'a connue la Turquie depuis 2013. Visé par une série d'enquêtes, M. Imamoglu est accusé de piloter un vaste réseau criminel qualifié de «pieuvre» par les autorités judiciaires, allant

de la corruption au blanchiment d'argent.

142 chefs d'accusation peuvent lui valoir jusqu'à 2.430 ans de prison, lors d'un procès qui s'ouvrira le 9 mars.

«On ne peut pas faire taire la conscience publique. Ces épreuves ne me portent pas au désespoir mais à la solidarité. J'ai confiance dans la volonté et la conscience du peuple», affirme Dilek Imamoglu qui s'est lancée en pleine lumière pour faire entendre la voix de son époux.

- «Libre dans ma tête» -

Le matin de l'arrestation de son mari, «j'ai regardé par la fenêtre et j'ai été choquée de voir des centaines de policiers» se souvient-elle. «J'avais l'impression que mon cœur battait hors de ma poitrine. Je n'oublierai jamais l'inquiétude dans les yeux de nos enfants». Mais Imamoglu s'est tourné vers eux pour leur dire: «Nous garderons la tête haute et nous ne perdrons jamais espoir», raconte-t-elle.

«Et au lieu de nous soumet-

tre, nous avons choisi de lutter», reprend Dilek Imamoglu, autorisée avec sa famille à une visite hebdomadaire à la prison de Silivri, dans l'ouest d'Istanbul, la plus grande du pays. Des moments «très précieux, mais aussi très lourds», précise-t-elle.

Imamoglu «résiste en travaillant, en réfléchissant à l'avenir de notre pays et en lisant. +Ma liberté est dans ma tête+, dit-il. Les messages de solidarité, les lettres et les visites lui donnent une force incroyable. Cela l'aide à sentir qu'il n'est pas seul, mais avec des millions de personnes», assure-t-elle.

- «Déçue» par le silence de l'Europe -

Des voix critiques en Turquie ont dénoncé le silence des pays européens, accusés de fermer les yeux sur l'érosion de l'État de droit et de l'indépendance de la justice en Turquie, alors que le gouver-

nement réprime les opposants et emprisonne ses rivaux politiques.

«Franchement, ce mutisme nous a déçus», regrette Dilek Imamoglu. «Alors que la volonté de millions de personnes en Turquie est bafouée, des pays qui prétendent défendre la démocratie ont souvent choisi de rester silencieux».

Pour Dilek Imamoglu, la démocratie «a été profondément blessée» en Turquie: «La liberté de la presse, l'indépendance de la justice, les droits et libertés fondamentaux sont sous pression. Tout ceci témoigne d'une dérive vers l'autoritarisme», pointe-t-elle.

Mais «la conscience du peuple finira par l'emporter. C'est de là que je tire mon espoir», veut-elle croire.

- «Nous ne sommes pas seuls» -

Outre Imamoglu, d'autres personnalités dont l'ex-coprésident du parti kurde Selahattin Demirtas, ou le philanthrope Osman Kavala, sont emprisonnées depuis bien plus longtemps que lui, faisant porter le poids de l'absence à leurs familles.

«Je partage aujourd'hui la patience et la résilience des épouses de Selahattin Demirtas et d'Osman Kavala. L'endurance des familles de ceux qui sont injustement et illégalement privés de leur liberté me guide, car nous ne sommes pas seuls», relève Mme Imamoglu.

Craint-elle un destin similaire pour son époux? «En tant qu'épouse, il m'est impossible de ne pas m'inquiéter. Les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour constitutionnelle sont ignorées. La Constitution n'est pas appliquée, on tente de normaliser l'illégalité», répond-elle.

À la perspective du procès à venir, elle juge impossible d'en prédire l'issue alors que «tant d'injustices et d'illégalité» ont marqué le processus. «Mais je veux croire que justice sera rendue de manière équitable, et qu'Ekrem et ses collègues seront finalement acquittés. Pour le bien des 86 millions de citoyens de notre pays».

Sous les projecteurs depuis mars, Dilek Imamoglu s'efforce de participer à des rassemblements et rencontre les familles d'autres responsables du parti emprisonnés. Elle écarte cependant l'idée d'entrer en politique. «Le politique chez nous, c'est Ekrem Bey», classe-t-elle.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

29 décembre 2026

Le nouveau Parlement irakien élit son président

Bagdad, 29 déc 2025 (AFP)
— Le nouveau Parlement irakien a élu lundi à sa présidence le responsable sunnite du parti Taqadom, Haibat al-Halboussi, lors de sa première séance tenue près de deux mois après les élections législatives.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de Premier ministre, plus haute fonction exécutive, revient à un responsable chiite, tandis que la présidence du Parlement est attribuée à un sunnite et la présidence de la

République, largement honifique, à un Kurde.

Après la prestation de serment, 309 députés présents sur 329 ont voté pour élire le président du Parlement parmi trois candidats. Haibat al-Halboussi est arrivé en tête avec 208 voix, a indiqué le Parlement.

Le Parlement a ensuite entamé l'élection des premier et deuxième vice-présidents, l'un devant être chiite et l'autre kurde.

Agé de 45 ans, Haibat al-Hal-

boussi a été député à deux reprises et a présidé la commission parlementaire du pétrole et de l'énergie durant ses deux mandats.

Le mois dernier, les principales forces sunnites avaient annoncé la formation d'un regroupement pour coordonner leurs positions après avoir participé au scrutin sur des listes séparées. La majorité d'entre elles ont désigné M. al-Halboussi comme candidat unique.

Les législatives se sont tenues le 11 novembre dans un

contexte de stabilité relative après des années de chaos, avec un taux de participation de 56,11 %, malgré le boycott du scrutin par l'influente leader chiite Moqtada Sadr.

Selon la Constitution, le Parlement doit, après sa première séance, élire le président de la République dans un délai de 30 jours.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

30 décembre 2026

Le chef emprisonné du PKK appelle la Turquie à faciliter un accord entre les Kurdes syriens et Damas (parti prokurde)

Ankara, 30 déc 2025 (AFP)

— Le chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, détenu depuis 26 ans, a appelé la Turquie à faciliter un accord entre les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, et Damas, dans un message partagé mardi par le parti prokurde DEM.

Ce message intervient la veille du délai d'application d'un accord sur l'intégration des forces kurdes dans les institutions en Syrie.

«Il est essentiel que la Turquie joue un rôle de facilitateur, constructif et axé sur le dialogue dans ce processus. Ceci est crucial tant pour la paix régionale que pour le renforcement de sa propre paix intérieure», a affirmé Ab-

dullah Öcalan dans un message écrit et daté du 30 décembre.

«L'exigence fondamentale énoncée dans l'accord signé le 10 mars entre les FDS et le gouvernement de Damas est un modèle politique démocratique permettant aux peuples de se gouverner ensemble. Cette approche inclut également une base d'intégration démocratique négociable avec les autorités centrales. La mise en oeuvre de l'accord du 10 mars facilitera et accélérera ce processus», a-t-il ajouté.

Considérées comme une émanation du PKK, les Unités de protection du peuple kurde (YPG) constituent l'épine dorsale des FDS.

Un accord conclu en mars

dernier entre les Kurdes et les nouvelles autorités syriennes prévoit l'intégration des institutions kurdes au pouvoir central, en particulier leurs forces militaires, appelées à intégrer l'armée syrienne.

Cet accord était censé être mis en oeuvre d'ici la fin de l'année, mais les négociations patientent.

Le dirigeant des Kurdes syriens Mazloum Abdi avait assuré jeudi faire tout son possible pour éviter l'échec de l'accord avec Damas.

Il avait réitéré les demandes des FDS de décentralisation, rejetées par le pouvoir central dirigé par l'ancien jihadiste Ahmad al-Chareh, qui a renversé en décembre 2024 l'ex-président Bachar al-Assad.

Le chef de la diplomatie turque Hakan Fidan, proche des nouvelles autorités syriennes, avait exhorté les Kurdes à appliquer l'accord et à ne pas être un «obstacle à la stabilité du pays».

Ankara, qui considère la présence de combattants kurdes à sa frontière comme une menace et a déjà effectué trois opérations armées en Syrie entre 2016 et 2019, a prévenu récemment les Kurdes que les partenaires de l'accord «perdaient patience».

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.